

Savant dosage à Bruxelles

LORSQU'ON est nommé commissaire à Bruxelles, on perd en quelque sorte sa nationalité et l'on devient en principe le serviteur de l'Union européenne tout entière. Chaque Etat membre - et c'est de bonne guerre - n'en cherche pas moins à préserver son influence sur cette institution, qui, précisément parce qu'elle est « supranationale », inquiète par définition tout gouvernement.

Aussi convient-il en premier lieu de tirer son chapeau au Luxembourgais Jacques Santer, pour la façon dont il vient de s'acquiescer d'un exercice que Jacques Delors considère comme l'un des plus éprouvants pour le président de la Commission : celui de la répartition des postes entre les personnalités membres de ce collège.

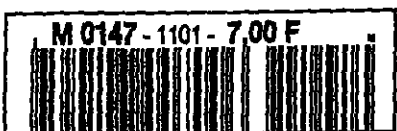
LES seules récriminations contre l'attribution des portefeuilles arrêtée samedi 29 octobre viennent de Leon Brittan, l'un des ténors de l'actuelle Commission, qui juge ses prérogatives trop réduites dans le futur collège, où lui échapperaient les relations avec les pays de l'Est, l'un des dossiers majeurs pour l'Union dans les cinq ans à venir. Dans un sursaut de nationalisme offensé, le courant « eurosceptique » des conservateurs britanniques fait bloc derrière Sir Leon et voit là, une fois encore, un mauvais coup de l'institution bruxelloise homnie.

La décision arrêtée par M. Santer ne relève cependant pas d'une vision de l'avenir de la Grande Europe qui s'oppose à ses conceptions de Londres : le Néerlandais Hans Van den Broek, à qui revient le dossier des relations avec les pays de l'Est, n'est pas moins libéral que Leon Brittan. Mais sans doute M. Santer devait-il d'emblée faire acte d'autorité face à la forte personnalité et aux ambitions du commissaire britannique.

Un Etat aurait matière à s'inquiéter, s'il s'intéressait à l'affaire : c'est l'Italie qui, ne recevant aucun grand poste politique, pourrait voir là un affaiblissement de son statut en Europe. L'incapacité des partis au pouvoir à Rome à s'entendre jusqu'au dernier moment sur le nom du second commissaire italien y est sans doute pour quelque chose. L'Espagne, à qui reviennent notamment les dossiers très sensibles des relations avec le Maghreb ou de la réforme des institutions européennes, apparaît en tout cas aujourd'hui comme « le grand pays » du sud de l'Europe.

LA France, qui perdra en janvier la présidence de la Commission, sans être mal servie, aurait pu prétendre à mieux si des querelles internes ne l'avaient empêchée de briger pour Edith Cresson un grand poste de relations extérieures. Yves Thibault de Silguy, conseiller de M. Balladur, hérite certes du très important dossier de l'Union monétaire. Mais n'est-ce pas le plus empoisonné des cadeaux, au moment où l'harmonisation des politiques économiques et la perspective d'une monnaie unique déchirent la majorité en France, à quelques mois de l'élection présidentielle ?

Lire page 6

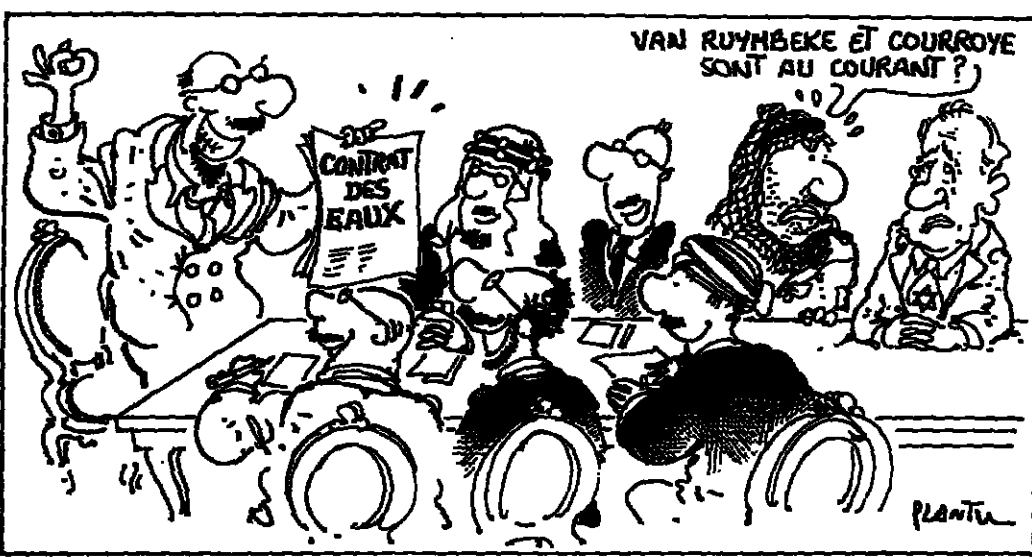


La conférence économique de Casablanca

Le Proche-Orient pourrait être doté d'une banque de développement

Plus d'un millier de chefs d'entreprise et de banquiers, entourés de ministres et de représentants d'institutions financières internationales, sont réunis du 30 octobre au 1^{er} novembre à Casablanca, au Maroc, pour jeter les bases d'un développement économique durable dans l'ensemble du Proche-Orient. Pour réduire le risque de

conflits entraînés par les disparités de revenus dans la région, les participants au sommet examinent le projet de créer une banque régionale d'investissement chargée de financer une partie des nombreux programmes de développement présentés à Casablanca, notamment par Israël. Ce projet ne fait cependant pas l'unanimité.



Lire page 16

Roissy sur rail

M. Mitterrand inaugurera le 2 novembre l'interconnexion entre l'aéroport et le réseau TGV

Vu du ciel, ce qui lui arrivera plus d'une fois, ce monument de l'an 2000 que constituera dès 1997 Roissy II, Roissy III et la gare d'interconnexion TGV, ressemblera à s'y méprendre à un gros insecte, croisement bizarre d'une botine aimable de la classe des hyménoptères, et d'une de ces bestioles moins appétissantes que l'on fait resurgir parfois en retournant la terre. D'un côté Roissy II et ses quatre terminaux, formant comme un vaste abdomen. De l'autre, le futur Roissy III d'où semblent partir deux paires de pattes, les futurs points d'attache des passerelles d'embarquement. Entre les deux, formant la troisième paire de pattes qui caractérise les insectes, est venue se greffer une gare d'interconnexion, qui, aux fonctions aéroportuaires de Roissy ajoute les performances de la ligne TGV et le prolongement de la ligne RER qui avait initialement choisi de s'arrêter un peu plus loin dans la campagne. La navette, sous toutes ses formes, est en effet restée longtemps l'obsession et la réponse des constructeurs d'aéroports - ou l'art d'accroître au maximum la souffrance de passagers, comme s'il fallait leur faire passer le plaisir du voyage. Notons à ce propos qu'un mini-métro automatique sera mis en service dès 1996 pour permettre un déplacement facile à ceux des 25 millions de passagers des aires et au 1,5 million de voyageurs promis au TGV qui devront se déplacer dans l'ensemble des gares et des aéroports.

Lorsque l'ensemble sera achevé, nous nous trouverons exactement en face d'une de ces architectures qui se promettaient de fleurir dans les années 50, prenant comme référence formelle les symétries forcées de la nature, ou au contraire ses modes de croissance en spirale : une sorte d'organicisme qui dut bercer lorsqu'il

avait vingt ans les rêves de Paul Andreu, transfuge de Polytechnique vers l'architecture et, depuis le concours de Roissy I, lié à l'Aéroport de Paris (ADP). Ce type de réverie constructive tournaient le plus souvent à la catastrophe. Architectes paranoïaques et mégalomanes se retrouvaient dans ces modes de réflexion simplistes dont l'aboutissement reposait sur quelques principes limités : prolifération, symétrie, démesure.

FRÉDÉRIC EDELMANN
Lire la suite page 14

Les nouveaux électeurs du pape

En nommant trente cardinaux, Jean-Paul II a fortement internationalisé le collège qui sera appelé à désigner son successeur

Jamais consistoire n'avait été autant attendu sous Jean-Paul II que celui-ci. Les récents accidents de santé du pape, les rumeurs sur son éventuelle démission à soixante-quinze ans le 20 mai 1995 (peu prises au sérieux dans son entourage romain) accréditaient l'idée que ce consistoire, le sixième depuis le début de son pontificat il y a seize ans, pourrait bien être le dernier ou, à tout le moins, que la composition du collège électoral du pape ne subirait plus de grosse variation. Des lors, disait-on, il suffirait d'examiner

les dosages, de scruter les âges et les provenances nationales pour se faire une idée de la succession.

En annonçant, dimanche 30 octobre, la création de trente nouveaux cardinaux - dont vingt-quatre âgés de moins de quarante ans, électeurs du pape si un conclave était convoqué aujourd'hui - Jean-Paul II a non seulement ajusté le collège des votants à l'effectif maximum de cent vingt prévu par la procédure (il n'en restait plus que quatre-vingt-seize), mais a renouvelé de plus d'un cinquième la composition d'un Sacré Collège qui porte définitivement sa marque. Huit cardinaux sur dix ont été nommés par lui. De l'époque de Paul VI, avant 1978, il ne reste plus que dix-neuf électeurs.

Jean-Paul II a procédé à ce renouvellement à sa manière, à la fois affectueuse et très politique. Affectueuse pour de grands « serviteurs » de l'Eglise arrivés en fin de carrière, voire au seuil de la mort. Nouveau cardinal, le diplomate italien Luigi Poggi fut l'un des hommes forts de l'Ostpolitik du Vatican à l'époque communiste. Quant au théologien français Yves Congar, quatre-vingt-dix ans, sa promotion est la consécration (tardive) d'une œuvre de réforme considérable, amorcée par ce dernier des « monstres sacrés » du concile Vatican II (1962-1965) et défendue, depuis, avec courage.

Mais ce sont des choix très politiques que Jean-Paul II a également annoncés le 30 octobre pour étoffer la composition du Sacré Collège. En nommant des cardinaux à La Havane, à Samjevo, à Prague, en Albanie, en Biélorussie, au Liban, au Vietnam, le pape donne des coups de pouce significatifs à des Eglises encore fragiles (lorsqu'elles sortent du système communiste), voire martyres

(lorsqu'elles subissent la guerre comme en Bosnie), engagées dans la défense des droits de l'homme, du dialogue, de la paix.

De la liberté religieuse aussi : il avait fallu quatre ans pour que les autorités vietnamiennes acceptent la nomination d'un nouvel archevêque à Hanoï. Or, à peine intronisé en août dernier, Mgr Pham Dinh Tung devient cardinal. De même, la promotion de Mgr Vinko Puljic, très jeune cardinal de Sarajevo, nouveau « benjamin » du Sacré Collège (quarante-neuf ans, un record), est un nouveau signal adressé par le pape à une population bosniaque en détresse qu'il espère toujours pouvoir visiter. Enfin, la nomination d'un nouveau cardinal à Guadalajara (Mexique), un peu plus d'un an seulement après l'assassinat de son prédécesseur, est aussi tout un symbole.

Les autres désignations apparaissent plus classiques, portant sur des sièges traditionnellement cardinaux : ainsi à Barcelone, à Santiago du Chili, à Lima, à Kampala, à Madagascar, à Baltimore, à Detroit, à Montréal, voire à Bordeaux, à Glasgow ou à Tokyo. Tout au plus sera-t-on étonné de la faible proportion d'Africains, de l'absence d'Allemands et de Brésiliens (comme si ces Eglises avaient quelque chose à se faire pardonner). De même ne compte-t-on dans la nouvelle « fournaise » de cardinaux que trois Italiens de la Curie romaine et un quatrième à la retraite.

Sans doute la volonté de Jean-Paul II est-elle d'étendre toujours davantage l'internationalisation du Sacré Collège, brouillant d'autant plus les cartes pour l'élection de son successeur.

HENRI TINOCO

Lire la suite et nos informations page 10

Un entretien avec Madeleine Rebérioux

« L'important est d'abord de ne pas séparer le problème du politique de celui de la citoyenneté »

« La période qui est la vôtre, en tant qu'historienne, est la fin du dix-neuvième siècle et la III^e République, jusqu'à la guerre de 1914, une période au cours de laquelle beaucoup voient naître notre modernité politique. Ce passé a-t-il, pour vous aussi, une certaine « actualité », et laquelle ?

— La crise économique et sociale dans laquelle nous sommes plongés depuis les années 1973-1974 ressemble étonnamment, non à celle des années 30, mais à celle des années 1880. Toutes deux ont un support identique : une mutation technologique qui entreprend de recuser l'homme en relation avec l'arrivée de la machine. Le militant ouvrier, le militant syndicaliste, le boutiquier ou le paysan qui commence à quitter les campagnes, à la fin du siècle dernier, en ont conscience. Les ouvriers du verre et les typographes, professions que j'ai particulièrement étudiées, assistent à la destruction de leur métier traditionnel, sinon de leur travail, par

le machinisme. Nous vivons aujourd'hui un bouleversement analogue.

— En quoi le déroulement de la crise des années 1880 nous permet-elle d'analyser les conséquences de notre crise ?

— La crise que nous traversons est, j'en conviens, plus générale que celle des années 1880. Elle atteint tous les secteurs de la société, et de façon plus rapide et inéluctable : voyez ce qui se passe en informatique où un matériel chasse l'autre. Mais, bien plus qu'à la fin du dix-neuvième siècle, elle provoque un « décrochage du politique ». L'abstentionnisme, le recul de la pratique électorale et de toutes les autres pratiques citoyennes.

— Cela dit, la crise de 1880 ne marquait pas seulement le début de l'exode rural, elle s'accompagnait d'un fort chômage et d'une grave crise politique et éthique, qui la fait ressembler beaucoup à la nôtre. On n'a plus idée du choc qu'il a pu provoquer, dans la France de 1880, un scandale comme « Panama », avec ses parlementaires (principalement de droite) montant à la tribune de la Chambre pour lire la liste des députés accusés d'avoir bénéficié des chèques de la Compagnie du canal. N'y a-t-il pas là comme l'archétype de nos « affaires » ?

— Cette crise économique, sociale et politique se traduit, en outre, par une panne complète des réformes sociales à partir de 1885. Une majorité centriste réunit les partisans de Jules Ferry et les catholiques ralliés à la République, entraînant de surcroît une mise en veilleuse de la politique de laïcisation, à laquelle tient le petit peuple français, lassé du mariage entre le patron et l'évêque qu'il subissait de façon quotidienne. C'est sur ce terrain-là, autant que sur celui de la défaite de 1870 et de l'inquiétude nationale, qu'ont fleuri des idéologies qui avaient, jusque-là, fort peu prise en France. L'antisémitisme, d'abord. Mais sous une forme nouvelle, nationaliste. La xénophobie, ensuite (dont il est une des figures), y compris en milieu ouvrier, ce dont témoigne le massacre d'Aigues-Mortes, en 1893.

— La fin du siècle dernier voit en même temps l'émergence du mouvement ouvrier et la montée en puissance du socialisme. Mais la condition ouvrière vous paraît-elle, aujourd'hui comme en 1880, toujours concentrer sur elle l'essence même de l'exploitation ?

— Les deux mots qui aujourd'hui désignent l'exploitation sont « salarié » et « chômeur ». Cela dit, je n'appartiens pas à ceux qui estiment que toucher le SMIC constitue un privilège, auquel les « smicards » devraient renoncer, au bénéfice des chômeurs ! Mais je sais bien que trois millions et demi de chômeurs auxquels s'ajoutent un million et demi de précaires créent une situation inédite, qui est à l'origine de cette « panne de citoyenneté » à laquelle nous entendons remédier.

— Nous vivons dans une société qui demeure une société d'exploitation. Il faut le rappeler tout de même ! Et le nom de cette société — je n'en ai pas trouvé de meilleur — c'est la « société capitaliste ». Quand je lis, dans le *Monde*, qu'aux États-Unis la Bourse se désespérât parce qu'elle appréhendait, en septembre, l'annonce de la création de 300 000 emplois ; quand je constate que ladite Bourse a poussé un « ouf ! » de soulagement, parce qu'on n'en a finalement créé que 229 000, et parce que 300 000 emplois, pour elle, cela signifiait plus de salaires, donc plus d'argent en circulation, et donc risque d'inflation auquel on n'aurait pu remédier qu'en relevant de façon urgente les taux d'intérêt ; bref, quand je lis ce genre d'article, je me dis que la société dans laquelle nous vivons est malade, profondément malade ! Le mal essentiel est toujours là.

— Cette crise ne se double-t-elle pas d'une autre crise : celle de l'engagement, particulièrement de l'engagement intellectuel ?

— C'est l'ensemble des associations et des syndicats, qui sont atteints, et pas seulement le monde intellectuel. D'après la loi de 1901, une association n'est pas



Madeleine Rebérioux a toujours mené de front une activité d'historienne et de militante, sans chercher à croiser nécessairement l'une et l'autre. Née en 1920 à Chambéry, ancienne élève de l'Ecole normale supérieure de jeunes filles (Sèvres), agrégée d'histoire et de géographie, elle a consacré une grande partie de son travail universitaire à l'œuvre de Jean Jaurès, et vient de publier un « Jaurès, la parole et l'acte » (Découvertes-Gallimard). Elle est aujourd'hui professeure émérite à l'université Paris-VIII. L'essentiel de ses ouvrages porte sur l'histoire du socialisme fran-

çais à la fin du XIX^e siècle, ainsi que sur celle de la III^e République, avant 1914. Elle milita longtemps au Parti communiste, dont elle fut exclue en 1969. Elle dit y avoir toujours lutté pour les droits, notamment pour les droits des peuples colonisés à l'indépendance, et c'est à ce titre qu'elle fut secrétaire du comité Maurice Audin, pendant la guerre d'Algérie. Membre du bureau national de la Ligue des droits de l'homme depuis 1975, elle en est actuellement la présidente et réélue, dans ce cadre, aux formes nouvelles de citoyen-

obligée de déclarer qu'elle disparaît. De sorte que le pulvélement d'associations auquel nous assistons n'est pas forcément signe de bonne santé. En revanche, depuis quelques années, on voit réapparaître, chez les intellectuels, des comportements que je qualifierais de « réinsertion dans la vie publique ».

— Mais si les intellectuels ne se taisent plus, ou moins, et s'ils ont à bon droit confiance dans les effets de la parole, leur inscription dans des partis, des syndicats ou des associations n'a pas repris la vigueur qui était la sienne après la Libération. Ce souci de ne pas apparaître comme « inscrit » n'est pas d'ailleurs sans évoquer le comportement de leurs prédécesseurs au moment de l'affaire Dreyfus — ceux qui adhèrent à la Ligue des droits de l'homme ne sont pas au total si nombreux à l'époque. On a tendance, actuellement, à revenir au modèle de l'« intellectuel dreyfusard », que l'on a retrouvé, tout au long de la guerre d'Algérie, et dont Pierre Vidal-Naquet demeure l'exemple le plus emblématique. Pour ma part, à l'instar de Jaurès, et tout en affirmant à chaque instant ma part de liberté, ce style d'engagement n'est pas exactement le mien.

« La vie politique n'est possible que si existe, entre les individus, un lien social »

— L'émergence de la société dite « civile », comme alternative à la société politique, n'a en effet pour moi de sens que si elle est structurée. La faiblesse du tissu associatif correspond à un processus, inverse, un processus d'individualisation forcée, qui précipite les Français, y compris les chômeurs, face à leur poste de télévision, comme devant leur ultime recours. Certes, chacun vote seul. Certes, l'objectif de la démocratie reste l'épanouissement des individus. Mais l'existence de la vie politique n'est possible que si existe, entre les individus, un lien social.

— Ne pensez-vous pas que les partis sont, cependant, devenus incapables d'assurer ce « lien », cette nécessaire structuration sociale dont vous parlez ?

— Les partis sont nés, en France, avec le siècle, c'est-à-dire tardivement, comparés aux partis britanniques. Qu'ils soient en crise aujourd'hui, voilà qui ne fait aucun doute. Ils n'en demeurent pas moins le mode d'expression principal d'organisation de la vie

politique. S'il s'avérait que nous étions en train de vivre la fin du cycle des partis politiques, ce cycle, il faut en convenir, aurait été exceptionnellement bref : moins d'un siècle !

— La France n'a, en outre, jamais connu le repoussoir du parti-Etat. Quant au Parti communiste français, il n'a jamais occupé véritablement le pouvoir, de sorte qu'on ne sait pas ce qu'il aurait fait s'il l'avait occupé seul.

— Croyez-vous que la pensée d'un Jean Jaurès, sur laquelle vous avez beaucoup travaillé, vous fournisse encore des instruments d'analyse pour penser la crise actuelle ?

— Je le crois d'autant plus volontiers qu'il me semble que nous avons enfin échappé à la banalisation du personnage. Le Jaurès d'aujourd'hui correspond à celui que la Société des études jaurésiennes — que je préside — essaie à force de travail de restituer. Fini le grand-père barbu et pacifiste aimant bien les petits enfants et ne voulant pas qu'ils aillent à la guerre. Certes, tout le monde pouvait se reconnaître dans ce Jaurès-là. Mais ce qu'on prend de mieux en mieux en compte, c'est la volonté jaurésienne d'articuler le politique sur le social, son attachement, dépourvu de mythologie, aux exploités, son internationalisme, sa vision de l'humanité.

— Les socialistes esquissent aujourd'hui une réflexion qui les rapproche de l'héritage de Jaurès et les éloigne du culte de l'entreprise et du marché. Un retour à une pensée vraiment socialiste en somme ! Quand aux communistes, on les sent désormais plus sensibles au caractère profondément humain et individualiste de la pensée jaurésienne. Jaurès est donc bien un penseur de notre temps. Par exemple, il est un des premiers à avoir analysé correctement les problèmes soulevés par la colonisation.

— Vous dites en effet qu'en visite au Maghreb Jaurès a eu le pressentiment de l'échec que la France allait connaître en Algérie.

— Jaurès a découvert, en Algérie, l'injustice faite au peuple arabe par le colonialisme. Pour moi, en tant que militante des luttes anticoloniales, l'Algérie demeure l'essentiel de ma vie, ma seconde patrie ! J'étais à Alger en 1992 pour le centième anniversaire de l'indépendance. Les attentats n'avaient pas encore commencé. Mais, ce jour-là, j'ai vu le triste spectacle de la Casbah cernée par les policiers du pouvoir, comme elle l'était pendant cette guerre contre laquelle nous avions combattu. Il était impossible, en tout cas, que la population ne vive pas les choses ainsi.

Plus le temps passe, plus une partie de plus en plus grande du peuple algérien aspire à la démocratie — il faut en convenir, au moins ce que c'est. La tragédie algérienne est là.

— Ne pensez-vous pas qu'une partie de l'opinion publique, dans l'attente de la fin de la guerre d'Algérie, a été marquée par la « déshumanisation », au fur et à mesure que se défilait la fin avec le monde occidental ?

— Il n'est pas bon que les valeurs démocratiques aient été révélées à certains peuples au travers de l'évangile de la colonisation. Le premier texte de Jaurès sur ce sujet, c'est une conférence prononcée à Castres en 1883. Il y parle encore des colonies comme de « peuples-enfants », à qui la France se doit d'apporter ses valeurs. La vie de Jaurès se passera en fait à découvrir que l'on n'« exporte » pas les valeurs de la civilisation. Cela ne signifie pas que les droits de l'homme ne soient pas universels. Mais nous savons parfaitement qu'il s'agit d'une universalité potentielle.

— Il ne sert à rien par conséquent, de crier : « Laïcité ! Laïcité ! » en Algérie. En revanche, il faut y crier : « Démocratie ! » En France, la laïcité dans les textes a été précédée d'un long processus de sécularisation des mœurs, qui avait commencé dès le dix-huitième siècle. Il concernait, notamment, les relations entre les hommes et les femmes, la contraception de fait pratiquée parmi le peuple. Les évêques ayant ordonné aux curés de refuser l'absolution aux fidèles qui n'avaient pas leurs pratiques contraceptives, ceux-ci finirent par s'éloigner de l'Eglise, parce qu'ils n'entendaient pas qu'elle réglemente leur vie privée.

— Un mouvement analogue vous paraît-il engagé dans le monde musulman, en Algérie ?

— Il me semble que, dans la vie privée, les rapports entre hommes et femmes algériens ont changé, et pas seulement dans le sens d'une soumission accrue des femmes. Evidemment, ce à quoi nous assistons en Algérie, dans la sphère publique, c'est, au contraire, à la montée de l'intégrisme. La seule réponse que nous ayons à l'intégrisme c'est la démocratie, et une démocratie sociale.

— Mais en Occident même, cette démocratie sociale n'existe pas. Et d'ailleurs, pour la tradition du libéralisme politique, la démocratie ne peut avoir qu'un sens exclusivement politique, et non social, parce que la confusion du politique et du social comporte le risque de dégénérer en totalitarisme. Qu'en pensez-vous ?

— Raymond Aron, qui a notam-

ment énoncé cette distinction, est mort. Nous entrons dans une autre époque. Et ce que j'observe du monde intellectuel d'aujourd'hui ne m'amène pas à penser que la tendance actuelle soit à séparer le politique du social. L'important est d'abord de ne pas séparer le problème du politique de celui de la citoyenneté. A condition que cette citoyenneté puisse se traduire par trois types d'actions : action de refus, action de contre-pouvoir et action de proposition. Pétitions, pratiques de délégation, démocratie municipale, vie associative, efforts de réappropriation de la loi, voilà nos pratiques de citoyenneté.

« Comment être citoyen quand on est un chômeur de longue durée ? »

— La Ligue des droits de l'homme, dont je suis la présidente jusqu'en mars 1995, réfléchit au problème de l'articulation du social sur le civique. Cette réflexion a été menée, depuis deux ans, parce que nous avons voulu analyser les causes de la « panne civique ». Pour nous, l'origine doit en être recherchée dans la crise du travail, dont le chômage est la forme la plus aiguë. Comment être citoyen quand on est un chômeur de longue durée ? Comment être citoyen quand on est un jeune et qu'on sait qu'on n'aura pas de travail avant vingt-cinq ans ? Comment être citoyen quand on est un jeune et qu'on n'a jamais vu ses parents travailler ? Comment être citoyen quand on a quinze ou vingt ans et qu'on est licencié, ou qu'on n'attend à l'école ? Les inspecteurs du travail se désolent de ne pas avoir plus pour tâche que de gérer des licenciements, au lieu de promouvoir des créations d'emplois, de défendre les droits acquis. Au reste, c'est l'ensemble du système, et pas seulement les chômeurs, qui se retrouve dans une précarité mortelle pour l'exercice de la citoyenneté. Telle est la grande différence entre la fin du XIX^e siècle et nous. A la fin du XIX^e siècle, les travailleurs avaient confiance en l'avenir.

— Depuis quelques mois, j'ai, néanmoins, le sentiment qu'on est peut-être sorti du pire — ce qu'on montait à leur façon la jeunesse, en réagissant contre le CIP, ou les femmes, quand il a été question de salarie parental, et qu'à travers leurs élus elles ont clairement fait savoir que ce qu'elles voulaient, c'était qu'on cesse de les opposer aux hommes (le féminisme, voilà une grande force neuve de la fin de ce siècle !). Quant au mouvement syndical, il atteint le bout du tunnel. A la Ligue des droits de l'homme aussi, je constate un renouveau, un militantisme nouveau. Si l'on veut réactiver la vie politique, il faut donc avant tout s'attaquer à cette maladie qui tue le citoyen et qui s'appelle chômage. Et pour cela il convient non seulement d'agir pour que les chômeurs aient le droit de s'exprimer, de se loger, mais aussi pour qu'on cesse d'opposer les « activités » aux emplois de production. Tout travail salarié et entraînant la protection sociale est un travail : la dignité est là. La citoyenneté sociale viendra ensuite. Un jour peut-être. C'est une utopie.

— Ne pourriez-vous pas tenter de mettre en forme historique les analyses de notre temps que vous proposez ?

— Je m'y refuse. Je sais bien, comme tout historien, que les questions que je pose à la III^e République sont celles de notre temps : j'ai commencé à travailler sur Jaurès pendant la guerre d'Algérie pour comprendre les points aveugles de Guy Mollet et de ses amis. Mais je n'étais pas personnellement impliquée dans les combats et dans l'évolution de la III^e République. Pour les années que j'ai vécues comme militante, une part essentielle de ma personne, ou si vous voulez de mon personnage — j'ai été trop engagée et je refuse trop peu mes engagements pour me sentir en droit d'en traiter en historien. C'est ma déontologie personnelle, liée à ma trajectoire : il va de soi que je n'entends la proposer à quiconque.

Propos recueillis par NICOLAS WEL

Pour les cadeaux d'entreprise de fin d'année, c'est maintenant qu'il faut téléphoner au 1 42 67 15 37.

CROSS
SINCE 1846
INSTRUMENTS A ECRIRE
GARANTIE A VIE

150 121 210 50

INTERNATIONAL

ALGÉRIE

Le président Zéroual constate l'échec de la politique de « dialogue » avec les islamistes

Un mois et demi après l'élargissement de cinq des principaux dirigeants du Front islamique du salut (FIS), parmi lesquels Abassi Madani et Ali Benhadj, la politique de « dialogue » timidement esquissée par les autorités algériennes en direction des islamistes, a été officiellement enterrée, samedi 29 octobre, par son principal instigateur, le président Liamine Zéroual. Dans un communiqué de presse, le chef de l'Etat a dressé un constat d'échec sans ambiguïté des « efforts » déployés en ce sens, rejetant la responsabilité de ce fiasco sur les représentants du FIS, accusés d'avoir continué à « encourager le terrorisme et l'extrémisme ».

Le président de l'ex-FIS, Abassi Madani, a refusé « sans hésitation » d'appeler à l'arrêt de la violence, a souligné le président Zéroual. Quant à Ali Benhadj, il a pris le risque d'adresser deux lettres aux « terroristes », depuis sa résidence surveillée, à Alger – résidence qu'il partage avec M. Madani depuis le 13 septembre. Selon l'agence de presse officielle APS, ces lettres appellent les groupes armés à « intensifier les

actions terroristes » et donnent « des instructions » sur les « cibles à abattre ». Elles « prouvent l'attitude manœuvrière » des dirigeants du FIS, a précisé le chef de l'Etat.

Devant cette situation, « chacun devra désormais assumer ses responsabilités », a averti M. Zéroual, qui devrait adresser un « discours à la nation » mardi, à l'occasion du 40^e anniversaire du déclenchement de la guerre d'indépendance, le 1^{er} novembre 1954.

Le blocage du dialogue et les accusations du président Zéroual mettent un terme aux espoirs de ceux qui militent pour une solution politique à la crise ou, comme le FLN, qui prônent l'ouverture de véritables négociations avec les islamistes. L'ancien parti unique s'est d'ailleurs inquiété, samedi, de la poursuite de « la politique d'affrontement et d'éradication », menée, sans succès, depuis l'arrêt du processus électoral, en janvier 1992.

C'est pourtant cette politique qui paraît avoir, de nouveau, le vent en poupe. La nomination du général

Mohamed Lamari, chef d'état-major de l'armée, promu, samedi, au grade – nouvellement créé – de général de corps d'armée, en constitue un fort indice. Considéré comme l'un des principaux avocats de la « solution répressive », le général Lamari, âgé de cinquante-quatre ans, avait récemment prévenu, dans le dernier numéro de la revue de l'armée *El Djéich*, que la lutte contre les « forces obscurantistes et rétrogrades, traîtres à la Nation et à l'islam » serait conduite « jusqu'à son terme » et ce, « quels qu'en soient le prix et les sacrifices à consentir ».

Ce retour à la case départ – ne constitue pas une surprise (le Monde du 22 octobre). Il laisse présager une recrudescence des violences, tant de la part des forces de sécurité et de leurs affidés, que de celle des groupes islamistes. Un journaliste du quotidien gouvernemental *Horizons*, Kaddour Boushelham, a d'ailleurs été enlevé, dans la nuit de samedi à dimanche, près de Mascara, au sud d'Oran. M. Boushelham a été enlevé dans la tente où il vivait, avec sa famille, depuis le séisme qui avait frappé cette région, au

mois d'août, précise le bureau algérois de l'AFP. La presse locale, accusée par les islamistes de « collaborer » avec le pouvoir, a vu une vingtaine de ses membres assassinés, depuis mai 1993.

La réaction des porte-parole du FIS ne s'est pas fait attendre. Dans un communiqué, parvenu dimanche à notre correspondant en Allemagne, l'instance exécutive du FIS à l'étranger (dirigée par Rabah Kébir) a violemment dénoncé « les menaces et les appels de terreur » lancés par le « général-criminel Lamari » et a « conseillé » au président Zéroual de « démissionner ».

Faute de quoi, préviennent les dirigeants islamistes, le chef de l'Etat et son entourage « endosseront l'entière responsabilité de la destruction du pays et des massacres de citoyens ». Selon eux, le gouvernement a tenté de « tromper l'opinion », en accusant les dirigeants de l'ex-FIS de n'avoir pas tenu leurs promesses.

C. S.

D'une guerre à l'autre

Suite de la première page

Etrange armée des ombres que cette nébuleuse intégriste ! On ne la voit jamais, mais elle laisse partout ses traces. Ici, sous ce pont en béton où l'on a retrouvé l'autre jour, « le cadavre éborgné d'un DEC » (1). Et là, ce marabout, en partie saigné – « Regardez un peu, ils ont réussi à casser la toiture. » Dans le lointain, on aperçoit soudain, sortant du flanc de la montagne, un long panache de fumée noire. « Sûrement une usine », hasarde Tahar. « Mais papa, on est vendredi. Les usines sont fermées », répond calmement Kamel. Ce n'est pas à lui, qui vient de terminer son service militaire, qu'on fera prendre des vessies pour des lanternes industrielles. A moins que ce ne soit l'armée « qui s'amusent au napalm », comme elle l'a fait, pendant l'été, au cours de la bataille de « pour gélifier les barbus ».

« Ce n'est pas à l'armée, mais on ne se sent pas à l'aise. On se méfie de tout le monde, soupire Tahar, en s'asseyant sur le vieux canapé du salon. Maintenant, quand je sors de la maison, je marche comme un crabe : avec les yeux derrière la tête. » Leila, son

épouse, vient d'apporter le thermos de café et la boîte de sucre en poudre. Volets fermés et rideaux tirés, la pièce est sombre, comme la reproduction du tableau de la Joconde accrochée au mur. « Il n'y a plus un seul étranger en ville, il faut faire attention », explique Leila. L'étrangère promet de ne pas se montrer en cas de visite impromptue. « Ce n'est pas que les gens soient méchants, mais il y a tellement de bavards... »

La plus belle chambre – celle de Kamel – est pour l'étrangère. En s'excusant d'avance du bruit de l'usine d'à côté que l'on entend « même la nuit ». Pour le dîner, on a mis les petits plats dans les grands – chakchouka, pintade « du jardin » et un plein saladier de rechta (2). On a même débouché, exceptionnellement, une bouteille de rosé. « Après tout, la vie continue ! », soupire Leila, qui raconte comment elle a découvert, hier soir, la musique d'un mariage passant dans une rue voisine, avec l'orchestre traditionnel qui ouvrait le cortège, comme le veut la coutume.

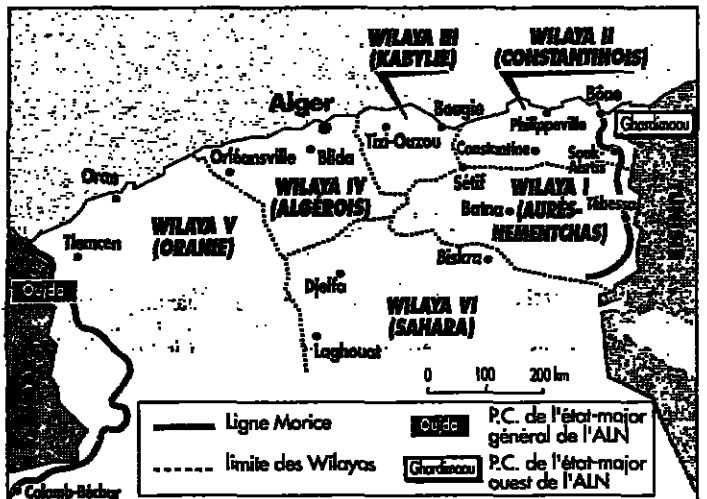
Si elle n'avait pas si mal à la jambe, Leila esquiverait, pour le plaisir, un pas de cette « danse du cheval » qu'elle a apprise, petite,

dans les Aurès de son enfance. Elle en est fière, de son enfance chaouia. De son pays aussi et de ses lointains « héritages ». Si ça ne tenait qu'à elle, elle enverrait au diable tous ces voleurs d'espoirs, ces « richards du FLN » qui ont souillé l'histoire algérienne de leurs « mensonges », ces « pourris » qui ont « mangé sur le dos du peuple ».

Car « le peuple », c'est autre chose. Un peuple « magnifique », s'enflamme Leila. Plein de ressources, d'obstination et de courage. Elle s'empare, cherche ses mots. « Mais nos terroristes, ils sont formidables ! », lâche-t-elle, grisée par son élan chauvin. D'abord interloquée, Tahar se met à rire. Leila s'esclaffe à son tour.

Dans la chambre de Kamel, un verset du Coran, punaisé au-dessus du lit, égrène le refrain rituel, en fines lettres dorées : « Louange au Dieu du monde, le Clément, le Miséricordieux... » Sur le mur opposé, l'arme au poing et l'œil fiévreux, Arnold Schwarzenegger contemple, sans les voir, les minuscules arabesques. Un autre poster, scotché près de la porte, exalte les mérites des « fleurs du Sahara ». On y voit, côte à côte, l'image du liseron de Fatma, de la chouvia bleue, de l'astragale armée. « Chaque fleur, infiniment émue dans sa fragile ténacité, est une victoire sur la mort sèche », explique la légende.

Moins stressante qu'à Alger, la vie quotidienne, dans cette bour-



gade de l'Oranie, n'en est pas moins pénible. Soupçons, rumeurs, chacun fait le gros dos en attendant l'orage. Lors du premier tour des élections législatives, le 26 décembre 1991, 55 % des suffrages ne s'étaient pas portés sur le candidat du Front islamique du salut (FIS) ?

Certains ont fui, comme le marchand de vin, ou le vieux pharmacien qui « se vantait de ne pas aller à la mosquée ». D'autres résistent, comme Djamilia, la coiffeuse, dont le salon a été mystérieusement saigné cet été. Mais personne ne proteste. La plupart des agriculteurs de la région, « surtout ceux qui habitent dans les bas des montagnes », ont préféré abandonner leurs fermes et se replier sur le bourg.

En moins d'un an, la petite ville a perdu une quinzaine des siens – des appelés, des gendarmes, des policiers. « Sans compter les attentats locaux, qui ont fait au total quatre morts et deux blessés », souligne Tahar. Dernière cible en date : la gare routière dont le gros des installations est parti en fumée. Les journaux n'en ont pas parlé. Pas plus qu'ils n'ont signalé la mort de jeunes permissionnaires, récemment égorgés en public, alors qu'ils circulaient en autocar du côté de Sidi-Bel-Abbès. Le scénario classique : un faux barrage sur la route, les passagers qu'on fait descendre, la vérification des papiers. Et la roue, sanglante, qui tourne.

Pour les beaux yeux des galonnés

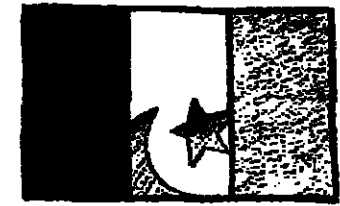
Kamel a eu de la chance. Deux de ses copains de régiment y sont passés. « Ils venaient de jeter la quille », commente-t-il simplement. Trois autres de ses camarades, qui avaient fini leur service, ont préféré remplir : « Ils habitent dans des coins trop chauds. S'ils rentrent chez eux, ils sont culs. » Fixé à dix-huit mois, le service militaire a été progressivement rallongé, « à cause des événements », à vingt-quatre mois. « Sur que c'est long ! », sourit timidement Kamel.

Dans son album de photos, il a rangé tous ses copains de chambre. Sourires bravaches, poses de cow-boys. James Dean rêve à Rambo. En toile de fond, les murs décrépis d'une ancienne caserne française et la muraille grise d'une haute montagne. Ont-ils, lui et ses camarades, participé à quelque « corvée de bois », pendant ces longs mois passés sous les drapeaux ? Kamel élude la question d'une moue embarrassée. Les seuls « trucs durs » dont il accepte de parler, ce sont les « injustices » imposées par les officiers. « Régulièrement, les dotation – le savon, les rasoirs, la bouffe, tout ça – étaient détournés par les supérieurs », explique-t-il. Routine.

Le commandant faisait signer le reçu de distribution par deux de ses sous-fifres et toute la marchandise était écoulée et revendue en dehors de la caserne. Une fois, ajoute Kamel, on est resté plus de huit jours sans rien à manger. On avait le moral en dessous de la semelle ! Heureusement qu'il y avait les couffins des familles.

Tahar vient de sortir au jardin, pour nourrir les pintades. Kamel allume une cigarette. Un geste qu'il ne fait jamais en présence de son père. « Moi, je veux bien me battre pour défendre mon pays. Mais pourquoi on devrait mourir pour les beaux yeux des galonnés ? », lâche-t-il brusquement.

Dans le salon, le poste de télévision est resté allumé. Un vieux numéro du quotidien *El Watan* traîne sur la table basse. Kamel



s'est enfermé dans la chambre des parents pour écouter ses cassettes de rû. La semaine prochaine, il devrait commencer un stage d'informatique, à Oran. Les cours débutent à 9 heures, mais il lui faudra se lever à 6 heures, « vu que le train et le bus, ils ont toujours du retard sur l'horaire », soupire Leila en épluchant de gros haricots verts.

Elle, comme ses autres sœurs, n'a été à l'école que jusqu'à quatorze ans. Elle n'a pas d'amis proches, comme Kamel. Elle ne lit pas de livres, comme Tahar. Mais elle possède, comme elle dit, sa « vie intérieure ». Des souvenirs du passé et de sa propre mère – « une rebelle, comme moi ». Et de son long séjour en France, dans les années 60.

A l'époque, Leila travaillait comme couturière. « J'adorais aller au cinéma, sourit-elle. Et puis, je gagnais ma vie ! ». De cette époque, elle a gardé quelques photos – « tu vois, là, comme j'étais belle ! » – et le goût de l'indépendance. Les photos ont jauni. Quant à l'indépendance... Revenue au pays, un mari au bras, elle a renoué avec la vie de millions d'Algériennes. Fini le cinéma. Fini le salaire. « En rentrant à Alger, je suis redevenue une Arabe », résume-t-elle froidement.

Ses sorties, désormais, se limitent à peu de choses : le hammam, « une fois tous les quinze jours » ; le marché où elle va, chaque matin, faire les courses ; et une visite, de temps en temps, chez l'une ou l'autre, pour boire le thé. « Cela fait plus de neuf mois qu'on n'est pas allé voir la mer, ajoute Tahar. Avec toutes ces histoires de faux barrages, mieux vaut ne pas risquer », souffle Leila.

« C'est dur à dire, mais on se sent perdu », lâche Tahar en allumant la dernière cigarette de la journée. Je rêve de me battre, de reprendre le fusil. Mais pour tirer sur qui ? Pour sauver le système ? Son ami Mohamed – « un type sûr » selon Leila – opine de la tête. « Jamais, la corruption et les détournements de fonds n'ont marché aussi fort, assure ce cadre d'entreprise. Les patrons du secteur public s'en mettent plein les poches, y compris ceux qui s'affichent comme des patriotes ou des républicains », souligne-t-il, dégoûté. « Le proverbe le dit : le poisson pourrit par la tête », conclut Leila. « Vous reprenez, du café ? », ajoute-t-elle d'une voix douce.

Dans la cour, la pluie s'est mise à tomber violemment. « Au moins ça, c'est une bonne nouvelle ! C'est bon pour la graine », s'exclame Leila. En deux temps trois mouvements, elle a déplacé les bassines en plastique, pour les poser sous les gouttières. « Je me demande pourquoi on fait encore des appartements avec des salles de bains... », soupire-t-elle en s'essuyant les mains. Dans un jardin voisin, un coq s'égosille. Leila sourit et se met à chanter.

CATHERINE SIMON

(1) Délégation exécutive communale.
(2) Pâtes fraîches finement nouées à la main et cuites à la vapeur au moins trois fois avant d'être servies en sauce.

Prochain article :
Chronique d'un village kabyle

Trois des neuf « chefs historiques » de la révolution sont encore en vie

Convaincus, en cet automne de 1954, de l'existence d'une situation révolutionnaire, et faisant fi des dissensions qui déchiraient alors la famille nationaliste, les fondateurs du tout nouveau Front de libération nationale (FLN) décident de passer à l'acte. Dans une proclamation lancée le 31 octobre, ils appellent à « la restauration de l'Etat algérien souverain, démocratiquement social dans le cadre des principes islamiques ».

Neuf hommes émergent du groupe des trente-trois militants qui prennent l'initiative de l'insurrection. Cinq sont nommés à la tête des wilayas – hors Sahara – qui découpent le pays : Mostefa Ben Boulaid dans les Aurès-Nementchas, Didouche Mourad dans le Constantinois, Krim Belkacem en Kabylie, Rabah Bitat dans l'Algérois, et Larbi Ben M'hidi dans l'Oranais. Quatre autres – Hocine Ait Ahmed, Ahmed Ben Bella, Mohamed Boudiaf, et Mohamed Khider –, forment, au Caire, la délégation extérieure du FLN.

De ces neuf « chefs historiques » de la révolution, trois sont encore en vie : MM. Ait Ahmed, Ben Bella et Bitat. Trois sont morts pendant la guerre de libération nationale : MM. Mourad, Ben Boulaid et Ben M'hidi. Trois autres ont été assassinés après l'indépendance : MM. Khider, Belkacem et Boudiaf.

Hocine Ait Ahmed

Né en 1926, en Kabylie, Hocine Ait Ahmed est arrêté en octobre 1955 lorsque l'avion dans lequel il voyage avec Ahmed Ben Bella est intercepté, au-dessus de la Méditerranée, par les autorités françaises. Libéré en mars 1962, au moment du cessez-le-feu, et très vite en conflit avec le président Ben Bella, il fonde, en

septembre 1963, le Front des forces socialistes (FFS) et déclenche l'« insurrection kabyle ». Condamné à mort et gracié, il s'évade de prison en avril 1968 et part pour l'étranger, dont il ne reviendra qu'en décembre 1969. Elu député deux ans plus tard, au premier tour des élections législatives avortées, il quitte à nouveau son pays, en juillet 1982, pour la Suisse, où il vit depuis lors.

Ahmed Ben Bella

Né en 1916, dans l'Oranais, Ahmed Ben Bella est arrêté en octobre 1955 lors de l'interception, par les autorités françaises, de l'avion qui le conduit de Rabat à Tunis. Libéré en mars 1962, au moment de la signature des accords d'Evian, il devient, quelques mois plus tard, le premier président de la République algérienne. Renversé, en juin 1965, par le ministre de la défense, le colonel Houari Boumedienne, il est détenu jusqu'en juillet 1979, puis placé en résidence surveillée. Autorisé, en octobre 1980, par le président Chadli, à s'expatrier, il fonde, en mai 1984, un parti d'opposition, le Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA). En septembre 1990, il rentre d'exil.

Rabah Bitat

Né en 1927, à Laghouat, Rabah Bitat est arrêté en mars 1955. Condamné aux travaux forcés à perpétuité, il est libéré en mars 1962. Nommé vice-président du premier gouvernement algérien, il démissionne en novembre 1963. Après quelques mois d'exil en France, il se rallie au colonel Houari Boumedienne en juin 1965. Ministre d'Etat jusqu'en mars 1977, il est élu, à cette date, président de la première Assemblée populaire nationale (APN),

poste qui le place en position de numéro deux de l'Etat, et dont il démissionne en octobre 1990. A la mort du colonel Boumedienne, en décembre 1978, il avait assuré, pendant quarante-cinq jours, l'intérim de la présidence de la République.

Didouche Mourad

Né en 1922, à Alger, Didouche Mourad, l'un des rédacteurs de la première proclamation du FLN, est tué, en janvier 1955, dans le Constantinois, au cours d'un accrochage avec une unité de parachutistes français.

Mostefa Ben Boulaid

Né en 1917, dans les Aurès, Mostefa Ben Boulaid, l'un des fondateurs du Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA) dont est issu le FLN, est arrêté en février 1955. Condamné à mort, il s'évade, en novembre suivant, de la prison de Constantine et reprend le commandement de sa wilaya. Il est tué, en mars 1956, dans le maquis des Aurès, par l'explosion d'un colis piégé.

Larbi Ben M'hidi

Né en 1923, dans le Constantinois, Larbi Ben M'hidi abandonne très vite le commandement de sa wilaya pour coordonner, à Alger, l'action des groupes terroristes, qu'en janvier 1957 la division parachutiste du général Jacques Massu reçoit ordre de mettre hors d'état de nuire par tous les moyens. Considéré comme un héros de la bataille d'Alger, il est arrêté en février, torturé et fusillé.

Mohamed Khider

Né en 1912, à Alger, Mohamed Khider est arrêté en octobre 1956 dans l'avion que détournent les autorités françaises. Libéré en

mars 1962, il est nommé secrétaire général et trésorier du FLN. Mais, un an plus tard, il entre en dissidence et gagne l'étranger, où il se pose en opposant irréductible du président Ben Bella d'abord, de son successeur, Houari Boumedienne, ensuite. Il est assassiné, en janvier 1967, à Madrid.

Krim Belkacem

Né en 1922, en Kabylie, Krim Belkacem quitte le pays après la bataille d'Alger. Signataire, en mars 1962, des accords d'Evian, en tant que vice-président du gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), il s'oppose, dès l'indépendance, au président Ben Bella puis à son successeur, Houari Boumedienne. Accusé d'être le commanditaire d'un attentat contre ce dernier, il est condamné à mort par contumace. Il est retrouvé étranglé, en octobre 1970, dans une chambre d'hôtel, à Francfort.

Mohamed Boudiaf

Né en 1919, à M'sila, dans l'est du pays, Mohamed Boudiaf est arrêté, en octobre 1956, dans l'avion que les autorités françaises détournent au-dessus de la Méditerranée. Libéré en mars 1962, il se brouille très vite avec le président Ben Bella et fonde, en septembre, le Parti de la révolution socialiste (PRS). Brevement emprisonné, il s'exile au Maroc. Il en revient, en janvier 1992, pour prendre la tête du Haut Comité d'Etat (HCE) après la démission-déposition du président Chadli Bendjedid. Il assume cette présidence collégiale pendant cent soixante-six jours, jusqu'à son assassinat, en juin de la même année, à Annaba, par un membre de sa garde rapprochée.

AFRIQUE

Irréconciliable Somalie

Faute d'accord entre les factions, la guerre risque de reprendre après le départ des soldats de l'ONU

MOGADISCIO

de notre envoyé spécial

Les sacs de farine italienne, de riz thaïlandais, de sucre belge et de thé kényan s'empilent jusque sous les toits de tôle des entrepôts des gros commerçants du marché de Bakara. Plus loin, le marché des étoffes, flamboyant de couleurs avec ses tissus indiens, ses pagnes d'Indonésie, déborde aussi d'activité. Pour Ali le « Boiteux », patron de la boutique de « L'honnête homme », les affaires ont repris avec la réouverture du port de Mogadiscio au commerce privé, il y a six mois.

Le quartier des pharmacies est sans doute un des mieux fournis d'Afrique, mais les boutiquiers n'y sont pas bavards. Leurs stocks proviennent du dévouement des dons de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), agence de l'ONU. En moins de vingt-quatre heures, ces médicaments passent des hôpitaux aux échoppes de Bakara.

Les affaires sont florissantes, et c'est bien la seule chose qui pourrait empêcher les chefs de guerre somaliens de reprendre les combats, après le départ des « casques bleus » de l'opération des Nations unies en Somalie (ONUSOM II). Car l'impasse politique persiste. Aucun gouvernement national, ne serait-ce que transitoire, n'est en vue, pas la moindre institution n'a été créée.

La situation s'est même compliquée avec la multiplication des factions politico-tribales signataires, en mars, des accords de Nairobi. Leur nombre est récemment passé de seize à vingt et une. À la suite de manœuvres du général Mohamed Farah Aïdîd, qui n'a pas renoncé à son ambition présidentielle. A la mi-octobre, le général a annoncé que douze factions approuvaient l'organisation d'une conférence de réconciliation nationale. Prévue dans un premier temps le 27 octobre, celle-ci devait débuter le 1^{er} novembre.

Un « montage » qu'il a réussi en retournant quelques chefs membres du « conseil des sages » (à l'origine fidèle à son rival Ali Mahdi), ou en suscitant des scissions. Le plus puissant des chefs de guerre tient à organiser en personne cette fameuse conférence, pour en contrôler le déroulement. « Il a fait trop de promesses pour renoncer à la présidence de la Somalie ou à ce qu'il en reste », commente un journaliste somalien.

Il n'existe donc aucun signe de compromis entre les pro et les anti-Aïdîd. Le « G 12 » d'Ali Mahdi, qui a mis en garde contre des risques d'affrontements si un gouvernement était formé sans qu'il soit consulté, a réclamé la médiation du représentant de Boutros Boutros-Ghali en Somalie, le diplomate ghanéen Victor Gbeho. Avec un surprenant optimisme, celui-ci estime qu'« il n'y a aucun désaccord, mais uniquement des points de vue différents ».

On ne compte plus les promesses non tenues et les accords restés lettre morte, depuis deux

ans, sous le parapluie des Nations unies, qui « facilitent » les contacts (la conférence de Nairobi, en mars, aurait coûté 150 000 dollars à l'ONU). Au point que certains se demandent si les chefs de guerre ne sont pas plus intéressés à tirer profit de l'ONUSOM qu'à faire la paix. Le 2 mai, Abdurahman Ahmed Ali « Tur », ancien président du Somaliland et aujourd'hui allié d'Aïdîd, écrivait à l'ONU pour proposer d'organiser lui-même une conférence de paix dans sa région, afin de ramener les clans sécessionnistes du Nord-Ouest dans le giron national, le tout « pour 200 000 dollars ».

Retrait prévu le 31 mars

Il y a cinq mois, le général Aïdîd a réclamé à l'ONU la somme de 600 000 dollars pour le dédouanement après une invitation lancée aux chefs de la région centrale un an auparavant à Mogadiscio. « Tout est comme ça, confie un responsable de l'ONU démoralisé, même l'impôt des Hérab, qui a réconcilié les clans d'Aïdîd et d'Ali Mahdi, a posé des conditions démesurées, réclamant des dizaines de milliers de dollars et des voitures pour transporter ses invités. Le coût de ces réunions atteint en général un quart de ce que l'on nous demande. » Il n'empêche... L'ONU a promis à « Tur » la somme de 75 000 dollars, à régler en tranches en fonction des résultats de cette conférence qu'il n'a en fait jamais réussi à convoquer, étant interdit de séjour à Hargeisa, la capitale du Somaliland.

Les hommes d'affaires, principaux bénéficiaires de la relative stabilité engendrée par la présence des soldats de l'ONUSOM, pourrissent-ils empêcher un nouvel embrasement ? C'est peu probable, car certains vivent de l'anarchie somalienne. Et surtout, dès qu'un conflit tribal éclate, ils ne peuvent échapper à la solidarité clanique.

Tout tourne aujourd'hui autour de la date du retrait des quinze mille « casques bleus », dont débute actuellement le Conseil de sécurité des Nations unies. M. Boutros-Ghali, le secrétaire général de l'ONU, a préconisé dans son dernier rapport la date du 31 mars 1995 – ce qui correspond à la fin des deux années de transition que l'ONU avait fixées pour soutenir la Somalie le temps qu'elle se donne de nouvelles institutions.

On s'attend à ce que ce retrait provoque une montée de fièvre dans la capitale, où tous les clans et sous-clans convoitent le matériel de l'ONUSOM. Certains responsables prévoient déjà que, pour pouvoir évacuer le personnel sans trop de risques, il faudra sans doute abandonner aux milices le matériel civil de l'ONUSOM, évalué à 130 millions de dollars.

Ce qui, tout compte fait, ne représente qu'une goutte d'eau dans les dépenses de l'ONU.



SOM II, qui s'élève en moyenne à 77 millions de dollars par mois depuis mai 1993. Le matériel militaire est également l'objet de la convoitise générale. M. Boutros-Ghali envisage de mettre sur pied une force d'intervention de plusieurs milliers d'hommes, appuyés par une escadre navale, pour protéger la retraite de l'ONU. De tous les pays occidentaux contactés, seule l'Italie a, pour le moment, promis quelques centaines d'hommes et des bateaux.

Faute d'accord sur un gouvernement central, le retrait des « casques bleus » risque de déclencher de nouveaux combats pour le contrôle des points névralgiques de la capitale, comme le port et l'aéroport. Le général Aïdîd tient les abords du port et le fait savoir – ses miliciens posent parfois des barrières qui immobilisent les escortes des soldats de l'ONU. Mais Ali Mahdi, confiné au nord de la ligne de démarcation, a déjà prévenu que si son camp n'avait pas accès au port, il empêcherait tout navire de s'en approcher. Ce qui a déjà fait dans le passé, à coups de lance-roquettes. Le sort de l'aéroport est plus incertain. En août, un sous-camp Habar-Guidir opposé au général Aïdîd a conquis les alentours.

Les armes, un marché florissant

Depuis la défaite des Rangers américains dans le quartier de Bakara, le 3 octobre 1993, les combattants de l'Alliance nationale somalienne (ANS) du général Aïdîd ont progressivement repris possession des rues de Mogadiscio-Sud. Les « casques bleus » abandonnent les points de contrôle et cèdent les usages islamiques, et les véhicules des miliciens – véhicules surmontés d'un canon – ont refait leur apparition, roulant à tombeau ouvert sur Afgoye Road, au nez des soldats pakistanais retranchés derrière les barbelés du campement de

des réticences, le besoin de sécurité l'emporte. Tel homme d'affaires reconnaît qu'il a contribué au financement d'une milice, parce que, « contre tous ces vols et ces pillages, il fallait bien faire quelque chose ». « Tous nos voleurs sont partis chez Aïdîd ! », s'exclame un autre, soulagé. Le patron de la zone sud de la capitale a en effet refusé les usages islamiques, rivaux potentiels dont les dizaines de gardes armés pourraient donner naissance à une nouvelle milice.

Mais, surtout, le succès de ces tribunaux, nettement plus efficaces que ceux que les Nations unies ont installés, peut attirer des « frères musulmans » désireux de se fixer en Somalie. « Ils n'y arriveront pas, affirme un ancien professeur. Nous sommes plus attachés à nos traditions qu'à notre religion. » Mais, dans un pays ravagé par les divisions claniques, l'islam peut finir par apparaître comme une bouée de sauvetage.

J. H.

RWANDA

Le gouvernement ne souhaite plus la création d'un tribunal international

Les autorités rwandaises, qui affirmaient jusqu'alors souhaiter l'établissement d'un tribunal international, ont proposé au Conseil de sécurité des Nations unies la création d'un tribunal national, qui siégerait à Kigali et dont les compétences seraient limitées au génocide, les crimes de guerre étant exclus.

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondante

Alors que le Conseil de sécurité se réunissait pour adopter le projet de résolution établissant le tribunal international, la délégation rwandaise a présenté, vendredi 28 octobre, une série d'amendements jugés « inacceptables ». Ces amendements au texte de la résolution, ainsi qu'au statut du tribunal, équivalaient, en cas d'adoption, à la création d'un tribunal national légitimé par le Conseil de sécurité.

Proposé par les États-Unis et la Nouvelle-Zélande, le tribunal international aurait pour mission de juger les responsables du génocide, qui a fait plus de 500 000 morts, mais aussi les crimes de guerre « commis sur le territoire du Rwanda et par des citoyens rwandais sur le territoire d'États voisins » entre le 1^{er} janvier 1994 et le 31 décembre 1994. La France, selon des diplomates, aurait initialement résisté à l'idée d'une poursuite de criminels présumés dans les pays voisins.

Le Rwanda a proposé au Conseil que le tribunal international soit remplacé par un tribunal national « avec l'assistance internationale et l'instauration de la peine de mort, et non pas la prison à vie comme prévu par la communauté internationale ». Arguant que la guerre a été déclenchée pour mettre fin au génocide, Kigali demande que le tribunal soit chargé uniquement du génocide et non pas des violations des lois de la guerre.

Décision imminente

Pour la même raison, les autorités rwandaises proposent que la compétence du tribunal soit limitée à la date de prise du pouvoir du FPR, en juillet, excluant donc les crimes de guerre perpétrés par le gouvernement après son accession au pouvoir. Enfin, selon Kigali, qui insiste pour que le tribunal siège dans la capitale rwandaise, la date d'ouverture des investigations doit remonter au 1^{er} octobre 1990 et non pas au 1^{er} janvier 1994. « Extrêmement déçu » par l'attitude « à courte vue » de Kigali, le président de l'organisation humanitaire Human Rights Watch, Kenneth Roth, estime que

le gouvernement rwandais, en demandant que le tribunal ne soit pas chargé des crimes de guerre, « ne se rend pas compte que cela représenterait une justice partielle qui l'empêcherait, en tant que gouvernement minoritaire, de rester au pouvoir ». M. Roth souligne qu'un tribunal national « n'aura aucune chance » de mettre la main sur « les vrais criminels, les architectes du génocide qui se trouvent en dehors du pays », car, selon lui, ne faisant pas confiance au système judiciaire rwandais, les pays voisins refuseront de coopérer avec Kigali pour l'extradition des criminels.

Le statut du tribunal international, tel qu'il est conçu par le Conseil de sécurité, envisage la poursuite des personnes ayant commis le génocide ou incité au génocide. Les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre figurent également parmi les compétences du tribunal.

Le procureur général du tribunal pour l'ex-Yougoslavie, le juge sud-africain Richard Goldstone, exercerait également les fonctions de procureur pour le Rwanda. Lassé par plus d'un mois de consultations sur le contenu du texte, le Conseil devrait décider prochainement d'adopter ou non la résolution, avec ou sans l'assentiment de Kigali, les États-Unis et la Russie étant partisans d'une mise aux voix dans le courant de la semaine.

AFSANE BASSIR POUR

GABON : un dirigeant de l'opposition refuse sa nomination dans le nouveau gouvernement. – L'un des principaux dirigeants de l'opposition, M. Pierre-Louis Agonjo-Okawe, nommé dimanche 30 octobre ministre la justice dans le nouveau gouvernement, a déclaré lundi qu'il refusait sa nomination. M. Agonjo-Okawe conteste le nombre de mandats attribués à l'opposition (six), non conforme au chiffre convenu lors des négociations entre le gouvernement et l'opposition (dix). Selon l'opposition, le gouvernement « n'a pas été formé en concertation avec le Haut Conseil de la résistance » (HCR, organe qui rassemble les principaux dirigeants de l'opposition). – (AFP)

MOZAMBIQUE : le taux de participation aux élections présidentielle et législatives est estimé à 90 %. – La Commission nationale électorale, chargée de l'organisation des élections, a estimé samedi soir 29 octobre à 90 % le taux de participation à l'issue de trois jours de scrutin. Les résultats définitifs seront annoncés officiellement dans quinze jours. – (AFP)

Dans « Dossiers et documents » de novembre

« Le réveil des matières premières »

Semaine après semaine, les cours des matières premières n'en finissent pas de monter, qu'il s'agisse de métaux comme le cuivre ou l'aluminium, de matières industrielles comme le coton ou encore alimentaires comme les céréales. Mais il n'y a pas de cause unique et globale à ce redressement. Toutefois, la fin de la récession en Europe et au Japon, le maintien d'une croissance forte en Asie de l'Est et aux États-Unis sont une des explication majeure de la fin de la crise qui avait culminé à la mi-1992. Doit-on craindre pour autant un redémarrage de l'inflation, la hausse des prix des matières premières se répercutant sur les produits finis ? Les spécialistes sont divisés.

« Les tiers-mondes »

On ne parle plus du tiers-monde mais des tiers-mondes. En effet, il n'y a rien de comparable entre la poussée des « tigres » ou des « dragons » (Corée du Sud, Taïwan, Hongkong, Singapour...) et les nouvelles Républiques nées de l'éclatement de l'URSS, ou encore les pays d'Afrique. Les situations politiques et économiques sont très contrastées : il y a un nouveau Sud opulent, celui des monarchies du Proche-Orient qui allient faible population et ressources pétrolières abondantes ; il y a un Sud en émergence en Asie ou dans certains pays d'Amérique latine et un troisième Sud, en particulier en Afrique, qui stagne désespérément, empiétant dans des problèmes démographiques apparemment insolubles.

En outre, à l'intérieur même des pays des tiers-mondes, les différences sont également très marquées.

Au sommaire des « Clés de l'Info » : le voile réglementé, l'Europe en lit, un portrait de Tony Blair, la rivalité Chirac-Balladur, les débâcles du Crédit lyonnais, la possibilité d'un troisième aéroport en région parisienne, un dossier sur Haiti...

« Dossiers et documents » de novembre, n° 228, en vente dans tous les kiosques, 12 F.

Loi islamique à Mogadiscio-Nord

MOGADISCIO

de notre envoyé spécial

Le châtiment est imminent. Torse nu, les yeux bandés, deux jeunes gens manotés font face à une centaine de badauds rassemblés sur une place publique de Mogadiscio-Nord. Une longue cravache à la main, mégaphone en bandoulière, un juge donne lecture du verdict : quarante coups de fouet pour celui qui a « bu du gin », cent à celui qui a forniqué avec une femme célibataire. Aussitôt dit, aussitôt fait : plusieurs hommes se relaient pour la bastonnade. En un quart d'heure tout est terminé. Rien à voir avec les séances de flagellation exécutées par des professionnels vus ailleurs en terre d'islam.

Ce jour-là, le sang n'a pas coulé. Mais, il y a deux semaines, sur cette même place, une main de femme pendait au bout d'un câble. Depuis l'ouverture d'une dizaine de tribunaux islamiques, en août, dans le nord de la capitale, gouvernée

par le « président ad interim » Ali Mahdi, dix voleurs – dont une femme – ont été mutilés et la moitié des quatre-vingts personnes jugées ont subi le fouet. Le supplice terminé, la foule applaudit, les amputés sont expédiés à l'hôpital Key Saney – où les chirurgiens se plaignent que les mutilations soient très mal faites – et le juge réintègre ses bureaux, dans l'ancien consulat d'Espagne. Dans l'immeuble, dont une pièce sert de prison, il est difficile de trouver l'archétype du militant islamique, arborant barbe naissante et calot blanc. La pauvreté du mobilier trahit l'absence de soutien financier extérieur. « Nous avons attendu en vain le désarmement du pays qu'avait annoncé l'ONU pour rétablir la sécurité », explique le juge Cheikh Mohamed, président du comité pour l'application de la charia et diplômé de l'université de Padoue. Nous avons fini par instaurer la loi islamique parce que la délinquance devenait intolérable ».

Chez les intellectuels, malgré

des réticences, le besoin de

27/11/94 15.50

INTERNATIONAL

PROCHE-ORIENT

Beyrouth est disposé à négocier le calendrier d'un retrait israélien du Liban sud

Au lendemain d'un entretien téléphonique avec son homologue syrien sur les résultats de la visite de Bill Clinton à Damas, le président libanais Elias Hraoui a fait une ouverture en direction d'Israël. Dans un entretien à l'agence officielle égyptienne MENA, publié samedi 29 octobre, M. Hraoui s'est déclaré disposé à « accepter une initiative du premier ministre israélien Itzhak Rabin et à constituer immédiatement une commission militaire mixte pour négocier pendant six mois le calendrier d'un retrait du Liban-sud jusqu'à la frontière internationale ».

Le président libanais s'est également « engagé pendant cette période de six mois à ce que pas une seule balle ne soit tirée contre Israël, à condition que l'Etat juif s'engage à un retrait total, selon le calendrier qui serait convenu ».

Il a affirmé que l'armée était prête à « faire régner l'ordre sur tout le territoire libanais, à l'intérieur de la zone occupée (par Israël) au Liban sud et dans l'ouest de la Bekaa, conformément à la résolution 425 » du Conseil de sécurité de l'ONU. Cette résolution demande un retrait total et inconditionnel des forces israéliennes du Liban sud.

M. Rabin avait proposé en août un retrait total en neuf mois de la bande frontalière d'un millier de kilomètres carrés qu'Israël occupe dans le sud du pays.

Quelques heures avant la diffusion de l'entretien de M. Hraoui, un soldat israélien avait été tué et deux autres légèrement blessés, selon un porte-parole militaire israélien, lors d'une attaque dirigée par le Hezbollah pro-iranien contre une position israélienne au Liban sud. (AFP)

« Le Liban n'a plus son indépendance et son pouvoir de décision »

nous déclare le patriarche maronite, Mgr Nasrallah Sfeir

Le patriarche de la communauté maronite, Mgr Nasrallah Sfeir, effectuait depuis dimanche 30 octobre une visite officielle de trois jours en France au cours de laquelle il doit être notamment reçu par François Mitterrand, Edouard Balladur et Alain Juppé.

Mgr Sfeir, qui fait partie des trente nouveaux cardinaux promus dimanche par le pape Jean-Paul II, est l'un des responsables libanais qui ont tenu haut ce que tout le monde pense tout bas. Au moment où le Liban apparaît à peine en filigrane dans le processus de paix en cours au Proche-Orient et où son sort se décide pratiquement hors de lui, dans les négociations entre la Syrie et Israël, le patriarche maronite met en garde, dans un entretien au Monde, contre une paix qui ne permettrait pas à son pays de recouvrer son pouvoir de décision.

Le Liban, déplore Mgr Sfeir, « n'a plus son indépendance, sa souveraineté et son pouvoir de décision libre. Quand un pays a sur son territoire des troupes non libanaises, surtout au sud [où une bande de près de 80 kilomètres de long sur 10 à 15 de large est contrôlée par Israël et une milice libanaise supplétive], quand tous les jours il y a des victimes qui tombent, que le sang coule et que des gens sont déplacés, on ne peut pas dire que le pays s'assume (...). Il est handicapé », affirme le prélat.

Et d'ajouter : « Il y a des Israéliens mais il y a aussi des Syriens » qui pour les autorités, sont des « amis ». Il plaide pour « de très bonnes relations » entre le Liban et ses voisins, « particulièrement avec Damas », une fois que le Liban aura recouvré son indépendance, mais il n'en souligne pas moins qu'à l'heure actuelle « il y a un problème entre le Liban et la Syrie. Il y a quarante mille soldats syriens sur le territoire libanais et nous nous ne sentons pas indépendants et souverains », insiste-t-il.

Dans le processus de paix actuel, « le Liban est laissé pour compte pour ainsi dire, en attendant de recouvrer sa liberté et son indépendance. C'est du moins ce que l'on affirme », remarque le prélat, qui exprime aussitôt sa « peur que cette paix ne se fasse aux dépens du Liban », lequel perdrait définitivement sa souveraineté. Aujourd'hui, prévient-il, « ce serait la fin du Liban, car ceux qui ont quitté ce pays, chrétiens et musulmans, ne voudraient plus revenir et ceux qui y sont encore tenteraient de partir. Le Liban de la convivialité, de la liberté, n'aurait plus sa raison d'être et c'est cela qui nous préoccupe ». Ce serait « dommage », et « nuisible à toute l'idée de paix et à la région tout entière », insiste-t-il.

Si les Libanais expatriés au fil de la guerre ne sont pas nombreux

à vouloir revenir c'est, estime le chef spirituel de quelque cinq millions de maronites - qui vivent au Liban mais aussi à l'étranger en raison de « la crise politique et économique » actuelle - parce que « la décision finale n'est pas entre les mains des Libanais ». Pour autant, il ne les excuse qu'à « moitié », car ils doivent quand même prendre des risques. « Malgré toutes les difficultés, je crois qu'il faut tenter d'être sur place pour que le sort du Liban ne se décide pas en dehors des Libanais ».

Préserver le « fragile équilibre » communautaire

Mgr Sfeir redoute une éventuelle installation définitive au Liban des Palestiniens qui s'y sont réfugiés. Ils y sont pour la plupart depuis 1948 et leur retour en Palestine est totalement exclu, pour l'heure, par Israël. « S'il y a implantation des Palestiniens, cela perturbera certainement l'équilibre du Liban (...) parce que c'est un petit pays de 10 000 kilomètres carrés » et que les Libanais sont estimés actuellement à 3,5 millions, ce qui représente « la densité démographique la plus forte de la région », souligne notre interlocuteur.

« On sait aussi qu'il existe au Liban un équilibre fragile entre chrétiens et musulmans. Le jour où une partie l'emporterait sur l'autre, il y aurait déséquilibre et cela risquerait d'entraîner le pays dans des problèmes dont on ne peut prévoir l'issue », Mgr Sfeir fait ainsi allusion au fait que l'écrasante majorité des réfugiés palestiniens au Liban sont des sunnites musulmans.

Lucide, Mgr Sfeir sait que les communautés chrétiennes dans le monde arabe sont des minorités et qu'il « faudra attendre beaucoup de temps pour qu'il n'y ait plus de discrimination ». Leur rôle, selon lui, est de « témoigner pour les valeurs chrétiennes dans une société qui n'est pas totalement chrétienne et ce n'est pas peu dire ». Pour autant, il ne redoute pas que les chrétiens soient la cible des intégristes musulmans, qui « ont été poussés à l'extrême » parce qu'ils estiment que justice ne leur est pas faite et « voudraient quand même proclamer leurs droits et les faire valoir ».

De la part de la France « une amie de toujours du Liban (...) et qui est le mieux au courant de la situation, nous sommes en droit d'attendre qu'elle soutienne le Liban pour qu'il recouvre son indépendance, sa souveraineté et son pouvoir de décision », dit-il. Même s'il admet que la France n'a pas les moyens d'y réussir seule, il insiste sur le rôle que Paris peut jouer au niveau des instances internationales en réclamant « que justice soit faite à ce pays ».

MOUNA NAÏM

Le processus de paix dans la région

M. Rabin annonce la levée progressive du bouclage de Gaza et de la Cisjordanie

Le Premier ministre israélien Itzhak Rabin a annoncé, dimanche 30 octobre à Casablanca, « la levée progressive » à partir de mardi du bouclage de la bande de Gaza et de la Cisjordanie, imposé le 19 octobre.

M. Rabin a fait cette déclaration à l'issue d'un entretien avec le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, peu avant le début de la Conférence économique sur le développement du Moyen-Orient et de l'Afrique du

Nord, qui se tient à Casablanca (lire page 16).

Le ministre israélien des affaires étrangères, Shimon Pérès, a précisé que cette mesure concernerait dans un premier temps les « médecins, les ingénieurs et les étudiants ». Il n'a pas dit quand le bouclage serait totalement levé, mais il a affirmé qu'Israël n'était pas favorable à son maintien car « nous ne voulons pas provoquer une explosion à Gaza ». Le bouclage a réduit au chômage

70 000 Palestiniens qui avaient un emploi en Israël.

Le « ministre » de l'information palestinien, Yasser Abed Rabbo, a aussitôt jugé cette mesure insuffisante et réclamé la levée totale du bouclage pour créer « un nouveau climat de confiance » entre les deux peuples. Les dirigeants palestiniens considèrent le bouclage comme une mesure punitive collective à l'encontre des Palestiniens, a-t-il ajouté.

L'entretien entre MM. Rabin, Pérès et Arafat était le premier du

genre depuis le bouclage, imposé à la suite d'un attentat dans le centre de Tel-Aviv qui avait tué vingt-deux Israéliens. M. Rabin, qui doit avoir un nouvel entretien avec M. Arafat le 7 novembre à Erez, principal point de passage entre Israël et la région autonome de Gaza, a également annoncé un accord imminent sur le déploiement de policiers palestiniens aux points de passage entre la bande de Gaza et l'Egypte, et entre la Cisjordanie et la Jordanie. (AFP)

L'OLP estime « dangereux » de renégocier l'accord d'autonomie. L'Autorité palestinienne a mis en garde, samedi 29 octobre, contre les « dangers » d'une renégociation de l'accord sur l'autonomie palestinienne, après qu'Israël eut souhaité des modifications du texte (le Monde daté 30-31 octobre). Dans un communiqué, l'Autorité palestinienne a dénoncé « la tendance d'Israël à jouer avec ce que nous avions accepté d'un commun accord ». « La paix ne se divise

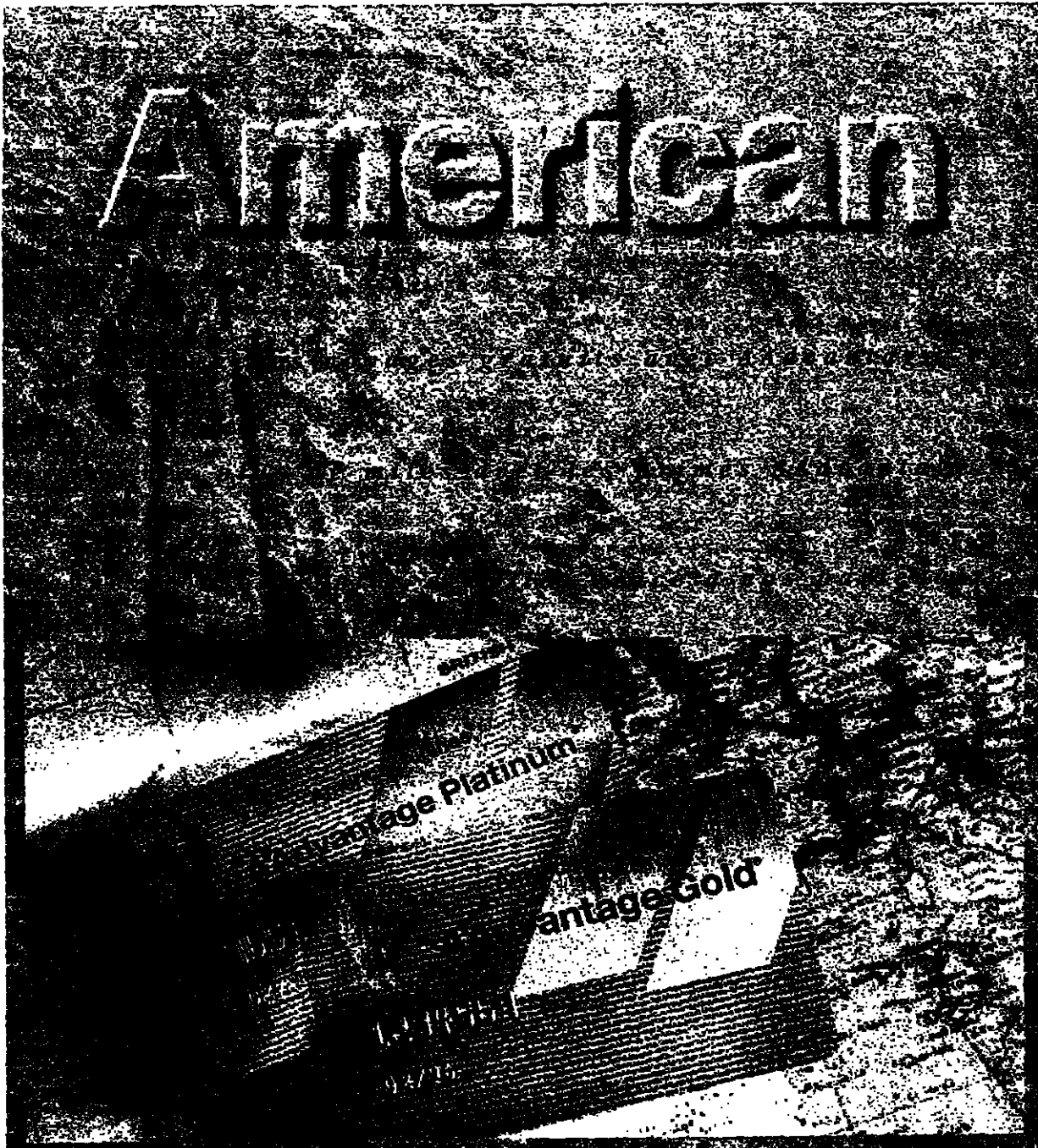
pas, le processus de paix doit être accepté en entier ou pas du tout », a déclaré Yasser Abed Rabbo, le « ministre » palestinien de l'information. (AFP)

Décès de l'ancien grand rabbin Schlomo Goren. L'ancien grand rabbin d'Israël Schlomo Goren est décédé samedi 29 octobre à l'âge de soixante-dix-sept ans d'une attaque cardiaque. Amnoniel général des armées durant la guerre de juin 1967, il était devenu ensuite

une figure de proue du camp religieux ultranationaliste. Il avait appelé à l'assassinat du chef de l'OLP Yasser Arafat et adjuré les soldats israéliens de désobéir à tout ordre d'évacuer des implantations en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. (AFP)

Le prince Philip sur la tombe de sa mère au mont des Oliviers. L'époux de la reine Elisabeth d'Angleterre, le prince Philip, est

arrivé dimanche 30 octobre en Israël pour une visite au cours de laquelle il se rendra pour la première fois sur la tombe de sa mère, la princesse Alice, enterrée à sa demande au mont des Oliviers. A l'occasion de cette visite, la première d'un membre de la famille royale britannique dans l'Etat hébreu, le prince recevra une médaille honorant la mémoire de sa mère, qui a sauvé une famille juive grecque de l'holocauste. (Reuters)



Le programme AAdvantage vous permet de gagner rapidement des voyages gratuits et des surclassements. Les miles crédités à chaque voyage sur American Airlines associés aux bonus, récompensent les voyageurs fidèles, accélèrent l'obtention des primes. De plus, les détenteurs des cartes Gold et Platinum bénéficient de facilités de voyages supplémentaires. Enfin, votre capital en miles AAdvantage s'accroît encore plus vite, dès que vous voyagez en Première Classe ou Classe Affaires. Pour obtenir votre carte gratuite AAdvantage, contactez dès maintenant votre agent de voyages ou American Airlines au 42 89 05 22 (Paris / Ile-de-France) ou 05 23 00 35 (n° vert / Province), ou tapez 3615 American Airlines. American peut se trouver dans l'obligation de modifier à tout moment les règles du programme AAdvantage, les directives, les primes de voyages et toute offre spéciale. American se réserve le droit de mettre fin au programme AAdvantage moyennant un préavis de six mois. Les bonus s'obtiennent sur les billets achetés au tarif requi sur American Airlines, American Eagle et Reno Air.



Avec American Airlines, volerez plus vite vers plus de 270 destinations aux Amériques.

American Airlines
American Sur Toute La Ligne.

DIPLOMATIE

Hormis les réserves de Leon Brittan

M. Santer a obtenu un accord sur la composition de la prochaine Commission européenne

L'organisation de la prochaine Commission de Bruxelles a été arrêtée samedi 29 octobre. Paris, donc, pour Jacques Santer, désigné par les Douze pour succéder à Jacques Delors à partir du mois de janvier : comme il l'avait promis au Parlement européen, il est parvenu à répartir les portefeuilles entre les vingt et un membres de sa future Commission avant le 1^{er} novembre.

LUXEMBOURG
(Union européenne)
de notre correspondant

Au cours du dernier acte de l'exercice, qui s'est déroulé samedi au château de Senningen près de Luxembourg, Jacques Santer a fait preuve de l'autorité nécessaire pour imposer à Sir Leon Brittan, une des vedettes de l'actuelle Commission, une limitation de ses compétences par rapport à celles qu'il détiendrait aujourd'hui. Cette limitation est à vrai dire le lot commun de la plupart des huit « sortants » (ceux des membres de l'actuel collège dont le mandat a été renouvelé), inévitable dans la mesure où la nouvelle Commission comptera vingt et un membres au lieu de dix-sept, du fait de l'élargissement de l'Union (à condition que les référendums soient favorables en Suède et en Norvège). Il fallait bien faire de la place aux nouveaux venus. M. Brittan, dont l'appétit et la trop grande assurance irritaient ses collègues, en a été simplement plus victime que d'autres.

Cette mise au pas du commissaire britannique était sans doute nécessaire pour affirmer la prééminence du président et le caractère authentiquement collégial de l'institution. Leon Brittan l'a cependant mal prise : dimanche, il ne s'y était pas formellement résolu et laissait planer un doute sur une possibilité de démission.

Les relations extérieures partagées

La discussion s'est focalisée samedi sur les relations extérieures. M. Santer a opté pour une organisation plus géographique que dans le passé. Leon Brittan, qui détenait l'ensemble des relations économiques extérieures, sera responsable désormais de la politique commerciale et des relations avec les pays industrialisés d'Amérique et ceux de la zone Asie-Pacifique. Quant à renoncer à certaines compétences, il aurait préféré conserver les relations avec l'Est, assurément l'une des grandes affaires dont devra s'occuper la Commission durant son mandat de cinq ans.

Mais Hans Van den Broek ne l'entendait pas de la sorte. Ancien ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, chargé dans la Commission Delors des négociations d'élargissement ainsi que de la politique étrangère et de sécurité commune, il considérait comme le prolongement naturel de son action de préparer l'adhésion des pays d'Europe centrale et orientale et de prendre en charge les relations avec les pays issus de l'ancienne URSS, ainsi qu'avec la Turquie, Chypre, Malte, tous trois candidats à l'entrée dans l'Union. M. Santer lui a donné raison et, samedi, une majorité des futurs Commissaires a approuvé ce choix. M. Van den Broek, « en accord avec le président », continuera en outre à piloter la politique étrangère et de sécurité commune.

La politique méditerranéenne, c'est-à-dire l'action de l'Union en direction de ces zones sensibles que sont le Maghreb et le Proche-Orient, incombera à l'Espagnol Manuel Marín, ami de Felipe Gonzalez, qui en avait déjà la charge dans la précédente Commission. Il continuera également à superviser les relations avec l'Amérique latine et l'Asie en développement, mais a renoncé, au profit du Portugais Joao de Deus Pinheiro, à gérer la Convention de Lomé qui lie l'Union à environ 70 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et que la nouvelle Commission devra renouveler.

M. Marín a encore accepté qu'ECHO, l'agence opérationnelle de la Commission pour l'action humanitaire, chargée par exemple des interventions communautaires au Rwanda, en Somalie, en Bosnie et qui gère des budgets importants, soit confiée à M^{me} Emma Bonino, une des leaders du Parti radical italien, qui a apporté son soutien au gouverne-

ment de Silvio Berlusconi et que ce dernier a désigné en *extrémis* jeudi pour venir siéger à Bruxelles. M^{me} Bonino a été une militante active de la défense des droits de l'homme. Elle s'occupera aussi - et c'est été un peu juste s'il n'y avait pas eu ECHO - de la politique des consommateurs.

Il est ainsi difficile de considérer que l'Italie de l'équipe Berlusconi-Fini-Bossi soit bien servie dans la nouvelle Commission, et son score est assurément moins flatteur que celui de l'Espagne.

Les affaires intérieures

Les deux Commissaires français, Edith Cresson et Yves-Thibault de Silguy, ont tenu un point de presse en commun, pour témoigner de leur volonté de coopérer. A M^{me} Cresson reviendront la recherche et le développement ainsi que la formation, un portefeuille riche en crédits et en personnel. L'ancien premier ministre entend mobiliser ces moyens pour renforcer l'aptitude à « gagner » des entreprises de l'Union. Son idée est de rapprocher la recherche et la formation des besoins de l'industrie. Pour y parvenir, elle a conclu une alliance avec le commissaire allemand, Martin Bangemann, homme d'ouverture qu'elle connaît bien et qui conserve la responsabilité des affaires industrielles, avec un intérêt tout particulier pour les technologies de l'information et les télécommunications. Ensemble, ils prendront « toutes

initiatives utiles et appropriées pour lancer des projets d'intérêt commun industriels... ». Les tentatives de Jacques Delors pour dépasser le Marché unique et agir sur le terrain de la coopération industrielle ont échoué, se heurtant aux réticences des gouvernements les plus libéraux. Le climat est peut-être plus propice qu'il y a deux ou trois ans pour faire avancer l'idée et M^{me} Cresson entend relever le défi.

M. de Silguy entourent de ses soins la marche vers l'Union économique et monétaire (UEM), complément logique du Marché unique et principale ambition du traité de Maastricht. Une mission techniquement complexe, mais aussi éminemment politique, vu les résistances que suscitent dans plusieurs États membres, et en particulier en France, les contraintes qu'implique une coordination renforcée des politiques conjoncturelles. L'UEM, par ses implications, sera au cœur de la réforme institutionnelle de l'Union que les États doivent élaborer en 1996. C'est dire que M. de Silguy devrait être étroitement associé à la préparation de cette réforme, dont le commissaire espagnol Marcelino Oreja, responsable par ailleurs, en bonne logique, des relations avec le Parlement, assurera le pilotage.

De même qu'il a décidé de superviser la politique étrangère commune conjointement avec M. Van den Broek, Jacques Santer, soucieux d'affirmer sa responsabilité propre sur les dossiers les plus sensibles, a tenu à souligner

que c'est « en accord avec le président » que M. de Silguy s'occupera des affaires monétaires et M. Oreja des institutions.

La politique de la concurrence, clé du bon fonctionnement du marché intérieur, restera entre les mains de Karel Van Miert, une décision qui s'est imposée d'elle-même compte tenu de la compétence dont le commissaire belge a fait preuve ces dernières années à ce poste.

Un Autrichien à l'agriculture

Faute de candidats parmi les « sortants », la responsabilité de la politique agricole commune (PAC), portefeuille sensible pour la France, a été attribuée, à Franz Fischler, l'actuel ministre autrichien de l'agriculture. A défaut d'être familier avec les mécanismes de la PAC, il connaît la mentalité paysanne. En Autriche, l'agriculture est plus soucieuse d'environnement et d'aménagement du territoire que de compétitivité ou de « vocation exportatrice », ce qui peut inquiéter les Français. Mais ils se rassureront en faisant confiance à Guy Legras, le directeur général de l'agriculture au sein de la Commission, pour convaincre M. Fischler de la nécessité de trouver un juste équilibre entre les exigences des diverses formes d'économie rurale que connaît l'Europe, celles de l'Union d'abord, puis celles des pays d'Europe de l'Est candidats à l'intégration.

M. Santer n'a pas oublié que la bataille pour un premier élargisse-

ment n'est encore que partiellement gagnée, que Suédois et Norvégiens manquent encore à l'appel. « Je souhaite qu'ils adhèrent et je n'ai pas voulu me placer dans une autre situation. J'ai même voulu donner un coup de pouce », a-t-il expliqué. Des dossiers sensibles pour l'opinion dans ces deux pays leur ont été réservés : la politique d'immigration, les affaires intérieures et judiciaires pour Anita Gradin, commissaire désignée par Stockholm, et la pêche pour Thorvald Stoltenberg, choisi par Oslo.

La nouvelle Commission désignera ses deux vice-présidents une fois formellement en place, et M^{me} Cresson est candidate. Cette Commission sera politiquement équilibrée, avec dix membres de sensibilité social-démocrate, dix conservateurs, libéraux ou chrétiens-démocrates et, en sus, M^{me} Bonino qui aura peut-être l'occasion de préciser où vont ses préférences ! Elle comptera cinq femmes, un record qui devrait être bien accueilli par le Parlement européen, lorsqu'il votera l'investiture à sa session de fin janvier. Sous l'impulsion de son président, la prochaine Commission s'est dotée de structures adaptées aux principaux défis qu'il attendent : l'élargissement à l'Est, la réforme institutionnelle, le passage à la troisième étape de l'UEM, la libre circulation des personnes, le financement de l'Union (commissaire responsable : le Finlandais Erkki Liikanen, ancien ministre des finances) et la sécurité.

PHILIPPE LEMAITRE

Les nouveaux commissaires

• Jacques Santer (Luxembourg, chrétien-démocrate) : présidence de la Commission, supervision des affaires monétaires, institutionnelles et de la politique étrangère et de sécurité commune.

• Manuel Marín (Espagne, socialiste) : relations avec le sud de la Méditerranée, le Proche-Orient, l'Amérique latine et une partie de l'Asie.

• Martin Bangemann (Allemagne, libéral) : industrie, technologies de l'information et des télécommunications.

• Leon Brittan (Grande-Bretagne, conservateur) : politique commerciale, relations avec les pays industrialisés d'Amérique et de la zone pacifique.

• Karel Van Miert (Belgique, socialiste flamand) : politique de la concurrence.

• Hans Van den Broek (Pays-Bas, chrétien-démocrate) : élargissement, politique étrangère et de sécurité commune, relations avec les pays de l'Est et de la CEE.

• Joao de Deus Pinheiro (Portugal, libéral) : relations avec l'Afrique du Sud et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).

• Pádraig Flynn (Irlande, conservateur) : social et emploi.

• Marcelino Oreja (Espagne, chrétien-démocrate) : questions institutionnelles et relations avec le Parlement.

• Edith Cresson (France, socialiste) : développement, recherche, éducation et formation, compétitivité.

• Ritt Bjerregaard (Danemark, socialiste) : environnement.

• Monika Wulf-Mathies (Allemagne, social-démocrate) : politique régionale et fonds de cohésion.

• Neil Kinnock (Grande-Bretagne, travailliste) : transports.

• Mario Monti (Italie, libéral indépendant) : marché intérieur et fiscalité.

• Emma Bonino (Italie, radicale) : consommateurs et aide humanitaire.

• Yves Thibault de Silguy (France, droite) : affaires économiques, financières et monétaires.

• Christos Papoutsis (Grèce, socialiste) : énergie et PME.

• Thorvald Stoltenberg (Norvège, socialiste) : pêche.

• Anita Gradin (Suède, socialiste) : immigration, affaires intérieures et judiciaires.

• Franz Fischler (Autriche, conservateur) : agriculture.

• Erkki Liikanen (Finlande, socialiste) : budget.

Visite du premier ministre chinois à Séoul. - Le premier ministre chinois Li Peng est arrivé lundi 31 octobre en Corée du Sud pour une visite de cinq jours à l'invitation du président Kim Young-sam. Il s'agit là d'une « première » depuis l'établissement de relations diplomatiques bilatérales en août 1992. Les milieux d'affaires sud-coréens comptent sur ce voyage pour élargir leur implantation sur le marché chinois et développer leur coopération technologique et leurs échanges économiques avec le grand voisin. La reconversion du programme nucléaire de la Corée du Nord sera aussi évoquée. - (AFP)

AMERIQUES

ÉTATS-UNIS

Un déséquilibre ouvre le feu sur la Maison Blanche

WASHINGTON

de notre correspondant

Faudra-t-il attendre d'autres incidents potentiellement dangereux pour la sécurité du président des États-Unis pour que la « maison du peuple », comme dit Bill Clinton, soit transformée pour de bon en forteresse ? Ou bien, après qu'un déséquilibre eut tiré une vingtaine de coups de feu, samedi 29 octobre, contre la Maison Blanche, la coupe est-elle pleine ? Les services de sécurité, qui demandent depuis longtemps que cette portion de Pennsylvania Avenue, l'artère qui longe le siège du pouvoir de la première puissance du monde, soit interdite à la circulation et au public, espèrent enfin obtenir gain de cause.

Encore que lesdits services de sécurité n'aient, une fois de plus, guère de raison de pavoiser : c'est en effet très récemment que Francisco Martin Duran, un jeune homme de vingt-six ans, originaire du Colorado, a sorti un fusil d'assaut semi-automatique SKS (version chinoise de l'AK-47 russe) de dessous sa parka, l'a pointé à travers les grilles, puis a

lâché plusieurs rafales contre les murs de l'aile ouest. Les balles ont notamment atteint la salle de presse, qui jouxte le bâtiment abritant le bureau ovale du président, mais personne n'a été atteint. Alors qu'il s'apprêtait à recharger son arme, deux passants courageux ont crié le feu et l'ont plaqué à terre. Les gardes de la Maison Blanche sont alors arrivés au galop et l'ont appréhendé.

Intervenant six semaines après qu'un avion de tourisme se fut écrasé sur les pelouses présidentielles (le *Monde* du 14 septembre), le président de la garde des services de sécurité, ce nouvel incident semble démontrer que la panoplie de mesures destinées à protéger la Maison Blanche (détecteurs électroniques, systèmes anti-attaques suicides,

tireurs d'élite, interdiction de survol aérien, missiles sol-air, etc.), est inefficace contre un individu déterminé. « Je ne dirais pas qu'il s'agit d'une tentative d'assassinat », a estimé Richard Griffin, directeur adjoint des services de sécurité. La vie du président Clinton n'a à aucun moment été en danger, a renchérit le secrétaire général de la présidence, Leon Panetta.

Bill Clinton, rentré dans la matinée de sa tournée au Proche-Orient, regardait un match de football américain à la télévision lorsque les coups de feu ont été tirés. L'assailant, qualifié officieusement de « dérangé », a purgé dans le passé une peine de trois ans de prison alors qu'il servait dans un régiment d'infanterie. Il a été inculpé dimanche pour avoir volontairement endommagé

une propriété fédérale et pour possession illégale d'arme à feu. A ce titre, il est passible de deux peines d'emprisonnement de dix ans chacune. Les services présidentiels reconnaissent que la question de la fermeture de Pennsylvania Avenue se repose avec insistance, tout en soulignant la nécessité de concilier les impératifs de sécurité et l'accès des Américains et des touristes à la « maison du peuple ».

Le président a souhaité, pour sa part, que ses concitoyens prennent « exemple » sur les deux passants qui se sont interposés, puis il a ajouté, mi-figue, mi-raisin : « C'est bon de se retrouver chez soi, en sûreté à la Maison Blanche, après être allé au Proche-Orient... ».

LAURENT ZECCHINI

COLOMBIE

Election d'un maire haut en couleur à Bogota

BOGOTA

correspondance

Elu dimanche 30 octobre maire de Bogota avec 65 % des suffrages, Antanas Mockus, mathématicien et philosophe d'origine lituanienne, s'est rendu célèbre, il y a tout juste un an, alors qu'il était recteur de l'université nationale de la capitale : devant des étudiants en grève qui ne voulaient pas l'écouter, il a montré son postérieur pour obtenir leur attention. La scène, filmée par un amateur, avait été transmise par les chaînes de télévision et le recteur fut obligé de démissionner.

Aujourd'hui, M. Mockus, maire d'une métropole de 6 millions d'habitants, occupe pour trois ans le second poste en importance du pays. Son élection marque un tournant dans la vie politique colombienne où, d'ordinaire, seuls les dinosaures des deux partis traditionnels - libéral et conservateur - se partagent le pouvoir.

Le « phénomène Mockus » dépasse la capitale. Avec un taux

d'abstention record - plus de 65 % sur l'ensemble du pays et 72 % à Bogota - lors des municipales de dimanche, des néophytes en politique ont été élus dans de nombreuses grandes villes : un médecin neurologue à Barranquilla, un entrepreneur à Carthagène, des curés à Montería, la Dorado et Cucuta. A Pasto, dans le sud du pays, l'ex-guérillero et chef du M-19, Antonio Navarro Wolf, l'a emporté.

Antanas Mockus n'a pas fait campagne - à peine a-t-il dépensé l'équivalent de 20 000 francs. « Pour être élu, il faut ne rien faire », a-t-il affirmé. A 42 ans, il n'a jamais été membre d'aucun parti et se veut proche de la « tradition grecque ». Son programme est fondé sur « l'éducation au sens fondamental » et, dans une ville immense où les problèmes d'insécurité et d'insalubrité sont dramatiques, le nouveau maire espère inculquer aux habitants « de nouvelles règles de vie et le respect de l'autre ».

ANNE PROENZA

CUBA

Le secteur productif devrait s'ouvrir aux investissements étrangers

Le vice-président cubain Carlos Lage a annoncé, dimanche 30 octobre, que son pays était disposé à ouvrir aux investissements étrangers la totalité de son secteur productif, y compris celui de l'industrie sucrière (première source de revenus de l'île), mais à l'exclusion de ceux de l'éducation et de la santé, considérés comme les « principaux acquis de la révolution ». Carlos Lage a ajouté que le gouvernement cubain élaborait une nouvelle loi, afin de faciliter les investissements étrangers. Actuellement, cent soixante-cinq entreprises mixtes associant des intérêts cubains et étrangers (de trente-huit pays) existent, a-t-il indiqué. M. Lage a affirmé que soixante-neuf représentants de compagnies américaines avaient fait connaître cette année leur intérêt pour réaliser des investissements à Cuba, dans la perspective d'une levée de l'embargo maintenu depuis 1960 par les États-Unis contre l'île.

Cuba « ne maintient pas une stratégie de développement capitaliste, mais une stratégie souple, capable d'assimiler de nombreux processus à l'intérieur du système socialiste », a-t-il dit. (AFP, Reuters)

INTERNATIONAL

ASIE

Deux journalistes français interdits de séjour

Deux membres de l'équipe de *Libération* sont interdits de séjour au Cambodge à la suite de l'article « Paris dans le piège cambodgien » qu'ils ont publié le 19 octobre dans le quotidien français, a-t-il été annoncé dimanche 30 octobre à Phnom-Penh. Il s'agit de Romain Franklin et Alain Lebas, premiers journalistes étrangers visés par une telle mesure.

Les risques de dérapage à la rwandaise de la politique de Paris à l'égard du Cambodge inquiètent de plus en plus de militaires français à Phnom-Penh et Paris, écrivait-ils notamment.

Ils ajoutaient que « l'importante assistance militaire française... censée à l'origine assister l'autorité d'un gouvernement démocratiquement élu pourrait conduire à des dérives qui vont du risque de massacre ou de coup d'Etat, à une intervention militaire massive de la France ». Et de conclure, citant un diplomate de Paris à Phnom-Penh : « Si on ne fait rien pour empêcher l'armée gouvernementale, très corrompue, de se désintégrer, les Khmers rouges seront aux portes de Phnom-Penh avant deux ans ».

Par ailleurs, sept personnes ont été tuées et dix autres blessées par une bombe à retardement qui a explosé à bord d'un train de voyageurs dans la province de Battambang, au nord-ouest du pays, a annoncé lundi 31 octobre le directeur des chemins de fer cambodgiens, qui a mis en cause les Khmers rouges. — (AFP)

JAPON

La création d'un grand parti de centre droit progresse.

TOKYO

de notre correspondant L'ancien premier ministre Morihiro Hosokawa a annoncé dimanche 30 octobre la prochaine dissolution du Nouveau Parti japonais (NPP), qu'il avait formé en 1992. Son objectif est de fonder le NPP dans une grande formation de centre droit qui réunira les forces d'opposition, à l'exception des communistes. A la différence des autres forces (Parti de la Renaissance, Komeito et Parti social-démocrate) qui doivent également se dissoudre, le NPP ne conservera pas de structures propres au niveau local. L'inauguration du nouveau parti est prévue pour le 10 décembre.

A sa fondation, le NPP avait bénéficié d'une certaine popularité dans l'atmosphère délétère créée par une succession de scandales, il était apparu l'expression d'une volonté de renouveau de la classe politique. Sorti renforcé des élections de 1993 (38 élus), il contribua à l'éviction des libéraux démocrates (PLD). M. Hosokawa devint premier ministre à la faveur d'un jeu d'équilibre entre les neuf partis formant alors la majorité, plus qu'il ne s'imposa. Servi par son image, il devait néanmoins démissionner en avril à la suite d'affaires financières peu claires et la popularité du NPP s'en est fortement ressentie. Peu après, le parti pionnier, membre de l'actuelle majorité.

Composé largement de nouveaux venus en politique sans expérience de la machine du pouvoir, le NPP fut une force sans poids réel dans les mécanismes de prise de décision. Le cabinet Hosokawa fut largement manœuvré en coulisses par le Parti de la Renaissance. Un bon nombre d'élus du NPP risquent de ne pas conserver leur siège aux prochaines élections.

PHILIPPE PONS

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

CAMBODGE

L'affaire des trois otages occidentaux est la conséquence du désordre régnant

Alors que les autorités cambodgiennes continuent les recherches en vue de retrouver la trace des trois otages occidentaux - dont le Français Jean-Michel Braquet - enlevés et peut-être tués par les Khmers rouges - des questions se posent sur la capacité de Phnom-Penh à reconstruire le pays après un quart de siècle de guerre civile et étrangère, tandis que le désordre persiste sur une bonne partie du territoire.

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Dans un pays exsangue, dont la crise d'identité débouche parfois sur une angoisse collective qui explique bien des brutalités, et où une intervention massive de « bérets bleus » de l'ONU n'a pas rétabli la paix, reconstruire un État n'est pas une mince affaire. A ce titre, la gestion maladroite de la prise, le 26 juillet par des rebelles khmers rouges, de trois otages étrangers, au sujet desquels on redoute le pire, n'est qu'une illustration d'un désordre qui ne se résorbe que très lentement. Dans un Cambodge aux frontières politiques encore très floues, les lignes de partage peuvent se défaire, surtout en province, du jour au lendemain et les alliances ne sont jamais que de circonstance. Il reste, cependant, qu'au fil des réajustements certaines lignes de force commencent à se dégager.

Un équilibre, au moins, s'est établi, celui qui s'était réalisé au sein de la coalition gouvernementale formée, voilà un an exacte-

ment, autour des deux mouvements politiques arrivés en tête lors des élections organisées par l'ONU en mai 1993 : le FUNCINPEC du prince Norodom Ranariddh (58 députés sur 120) et le Parti du peuple cambodgien de Chea Sim et Hun Sen (51 députés). L'unité du premier, qui regroupe les royalistes, n'est plus que de façade depuis le limogage, le 20 octobre, de Sam Rainsy, ministre des finances, car, dans la foulée, le prince Norodom Sirivudh, estimant qu'on ne tenait pas assez compte des avis de son demi-frère, le roi Norodom Sihanouk, a abandonné la tête de la diplomatie.

Divisions et tensions

Face au PPC, héritier de la période vietnamienne et qui tenait l'administration et l'armée, le FUNCINPEC s'était révélé, l'an dernier, une bonne machine électorale qui avait alors judicieusement exploité la popularité de Sihanouk. Mais, depuis, il n'a pas réussi à se transformer en parti politique. Au sein de la coalition gouvernementale, il s'est peu à peu rangé aux arguments du PPC, lequel a notamment profité de l'intransigence des Khmers rouges pour s'opposer à la politique de « réconciliation nationale » préconisée par Sihanouk et pour faire voter, par l'Assemblée nationale début juillet, la mise « hors-la-loi » de Pol Pot et de ses lieutenants.

Aujourd'hui, le FUNCINPEC est affaibli par ses propres divisions. Surtout, il a abandonné, au sein du gouvernement, deux

postes-clés - les finances et le commerce extérieur - à des membres du PPC (1). Si la moitié des gouverneurs de province appartient au mouvement du prince Ranariddh, premier président du gouvernement, l'administration locale et l'essentiel des forces armées demeurent sous la coupe des tenants du PPC : Hun Sen, vice-président du PPC et deuxième président du gouvernement ; Chea Sim, président du PPC, président de l'Assemblée nationale et qui, à ce titre, assure l'intérim à la tête de l'Etat en l'absence du roi, lequel réside à Pékin depuis le 18 mai ; et Sar Kheng, beau-frère du précédent, membre du bureau politique du PPC et ministre de l'intérieur.

Certes, les relations entre les deux beaux-frères et Hun Sen sont parfois tendues, ainsi que l'a souligné, le 2 juillet, un coup de force avorté - une affaire qui, pour n'avoir jamais été éclaircie, paraît néanmoins avoir trouvé son épilogue vendredi avec la condamnation *in absentia* à vingt ans de prison, du prince Norodom Chakrapong (réfugié en France) et du général Sin Song (en fuite) et, celle à dix-huit ans de prison ferme, d'un autre exclu du PPC, Sin Sen, ancien secrétaire d'Etat à l'intérieur. Le tribunal militaire a également déclaré coupables neuf ressortissants thaïlandais mais ne leur a infligé que des peines de prison avec sursis afin de pouvoir aussitôt les rapatrier, à la satisfaction de Bangkok.

Cette affaire a sans doute laissé des traces à l'intérieur du PPC. Il reste que les dirigeants de ce parti, qui semblent avoir passé un

modus vivendi lors d'une réunion fin août, contrôlent désormais l'essentiel de l'action gouvernementale tout en prenant apparemment le soin d'abandonner à leurs partenaires du FUNCINPEC les dossiers les plus brûlants. Hun Sen, Chea Sim et Sar Kheng ont été, par exemple, très avantés de déclarations sur l'affaire des otages, laissant au prince Ranariddh la responsabilité de monter en première ligne. En règle générale, le FUNCINPEC joue d'ailleurs encore un rôle important dans la gestion publique de la diplomatie, qu'il s'agisse des relations avec les frères ennemis thaïlandais ou vietnamiens, ou encore de celles avec les partenaires du Cambodge comme les Etats-Unis, la France, l'Australie ou le Japon.

Un retour de Sihanouk

De façon paradoxale, cette évolution du rapport de forces pourrait redonner quelque influence au roi. En juin, dans une longue missive publique à Sihanouk, Hun Sen lui avait signifié, respectueusement mais nettement, que le monarque, selon la Constitution, règne mais ne gouverne pas. Depuis, les nombreuses « suggestions » de Sihanouk sont demeurées lettre morte : c'est contre son avis qu'ont été votées les lois sur les Khmers rouges ou sur l'immigration et que, apparemment, Sam Rainsy a été limogé. Mais, même si Sihanouk ne dispose aujourd'hui plus d'avocat au sein du gouvernement, l'effacement d'un FUNCINPEC divisé, au sein duquel il garde quelques fidèles, le replace en seul interlocuteur d'un

PPC peut-être pas encore assez mûr pour gouverner pratiquement seul.

Certes, à la télévision khmère, le prince Ranariddh, qui affirme entretenir les meilleures relations de travail avec Hun Sen, envahit depuis des semaines l'écran, y remplaçant son père. Il n'empêche qu'il se rend, ce week-end, à Pékin pour informer de la situation du royaume Norodom Sihanouk et que ce dernier, dont le soixante-douzième anniversaire sera célébré le 31 octobre avec un certain faste au Cambodge, conserve notamment quelque crédit auprès de plusieurs partenaires étrangers de son royaume.

Si tel était le cas, on en reviendrait, sur ce point-là, à la case départ, quand, à la fin des années 80, un difficile dialogue s'était amorcé entre Sihanouk et le régime alors en place à Phnom-Penh. Il resterait alors à doter d'une colonne vertébrale une action gouvernementale aujourd'hui mal perçue, notamment en dehors de la capitale, où les alliances entre seigneurs de guerre se font ou se défont au gré de leurs propres intérêts, ce dont ont été victimes, en juillet, les trois routards étrangers qui avaient eu le malheur de prendre place dans un train entre Phnom-Penh et le port de Sihanoukville.

JEAN-CLAUDE POMONTI

(1) Le nouveau ministre des finances est Keat Chhon, un physicien spécialiste du nucléaire, formé en France, qui, après avoir travaillé avec les Khmers rouges, a rejoint le PPC. Il était vice-président du Conseil pour le développement du Cambodge, qui promeut les investissements étrangers.

EUROPE

BOSNIE

L'armée gouvernementale continue d'enfoncer les lignes serbes

L'armée bosniaque a, pendant le week-end, poursuivi avec succès son offensive lancée quelques jours plus tôt contre les forces serbes. Elle attaque à l'extrême nord-ouest du pays, à partir de l'enclave assiégée de Bihac et depuis le mont Igman, aux portes de Sarajevo.

Les forces loyales au gouvernement de Sarajevo, à majorité musulmane, qui ont déjà repris 200 kilomètres carrés de territoire et se sont emparées du plateau de Grabovci où l'artillerie serbe bombardait depuis deux ans la ville de Bihac, ont progressé, samedi 29 octobre, sur le front est de la poche, chassant Bosanska Krupa. D'intenses combats d'infanterie se déroulaient, dimanche 30 octobre, aux abords de cette ville, autrefois à majorité musulmane et contrôlée aujourd'hui par les forces serbes bosniaques.

L'armée gouvernementale bosniaque a également attaqué, samedi, au sud-ouest de Sarajevo, lançant une opération de commando d'envergure sur le mont Igman, en lisière de la zone tampon, délimitée et placée sous contrôle de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU). Les canons bosniaques ont tiré, samedi, quatre obus à quelques mètres d'un poste d'observation de « casques bleus » français situé aux pieds du mont Bjelasnica, adossé au mont Igman.

Rencontre le 4 novembre entre les chefs de la diplomatie croate et yougoslave (Serbie-Monténégro). - Après des mois d'interpellation, le dialogue entre Zagreb et Belgrade reprendra vendredi 4 novembre avec une première rencontre dans la capitale croate entre les ministres des affaires étrangères des deux pays, a annoncé David Owen, coprésident de la conférence sur la Yougoslavie. Ces pourparlers doivent se poursuivre à Belgrade. Parallèlement, une deuxième session de négociations entre Zagreb et les Serbes séparatistes de Krajina (Croatie) aura lieu jeudi 3 novembre, à Topusko (Croatie, sous contrôle serbe). — (AFP)

L'état-major de la FORPRONU à Sarajevo a menacé de répliquer par des raids aériens, en cas de nouveaux bombardements. Mais les appareils de l'OTAN se sont contentés d'effectuer, samedi, des vols d'intimidation au-dessus des positions de l'armée bosniaque.

Possible contre-attaque

Des officiers de l'ONU ont toutefois estimé que l'objectif de l'artillerie bosniaque était en fait une position serbe située en lisière de la zone délimitée, à 400 mètres du poste d'observation des soldats français de l'ONU.

EN BREF

CAUCASE : visite du secrétaire général de l'ONU en Azerbaïdjan, en Géorgie et en Arménie. - Le secrétaire général des Nations unies Boutros Boutros-Ghali a entamé, samedi 29 octobre à Bakou (Azerbaïdjan), une tournée dans le Caucase, où la Russie tente de rétablir son influence et s'oppose à des opérations de paix de l'ONU. — (AFP)

POLOGNE : le ministre des affaires étrangères suspend sa démission. - Le ministre des affaires étrangères, Andrzej Olechowski, a suspendu, dimanche 30 octobre, la démission qu'il avait présentée mercredi dernier après avoir été accusé de corruption par le ministre de la justice (*le Monde* du 29 octobre). Le chef de la diplomatie avait demandé que « cette affaire se termine devant la justice ». — (AFP)

TADJIKISTAN : vingt combattants de l'opposition tués à la frontière afghane. - Les gardes-frontières russes ont tué, vendredi 28 octobre, au moins vingt rebelles tadjiks qui tentaient de pénétrer au Tadjikistan depuis l'Afghanistan, selon le commandant des troupes russes. Par ailleurs, les négociations d'Islamabad entre les autorités et l'opposition, qui auraient dû se conclure samedi 29 octobre, se poursuivent sans que les parties parviennent à s'entendre sur l'échange de prisonniers. — (AFP)

REPÈRES

IRAK

Quatre personnes ont été tuées dans une explosion à l'entrée d'une église

Quatre personnes ont été tuées, dont trois policiers, dans l'explosion, dimanche 30 octobre, d'une bombe que la police tentait de désamorcer à l'entrée d'une église chaldéenne (catholique) à Bagdad. Le sacristain a également été tué et trois passants ont été blessés. C'est la deuxième explosion à Bagdad en moins de deux semaines. Le 19 octobre, une charge explosive avait tué une personne et blessé cinq autres au siège du ministère des biens religieux. Les chrétiens d'Irak sont près d'un million sur les dix-huit millions d'habitants. Ils appartiennent en majorité au rite chaldéen catholique, datant des premiers siècles de la chrétienté.

Par ailleurs, en visite depuis mercredi à Bagdad, l'ancien ministre français de la défense Jean-Pierre Chevènement a été reçu dimanche par le président Saddam Hussein qui, selon l'agence INA, lui a « exprimé sa haute estime et celle du peuple irakien pour sa position courageuse et équilibrée quant à l'agression menée contre l'Irak ». M. Chevènement avait appelé jeudi l'Irak à appliquer l'ensemble

des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. — (AFP)

IRLANDE

Le Sinn Féin prévoit une rencontre avec des représentants de Londres dans « deux ou trois semaines »

Deux mois après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), Martin McGuinness, le numéro deux du Sinn Féin, la branche politique de l'IRA, a estimé, dimanche 30 octobre, qu'il était « maintenant inévitable » que les premières discussions entre son parti et des représentants du gouvernement britannique aient lieu « d'ici deux ou trois semaines ». Il y a une semaine, à Belfast, John Major avait annoncé l'ouverture de « discussions exploratoires » avec le Sinn Féin avant la fin de l'année.

De son côté, Gerry Adams, le président du Sinn Féin, a déclaré, dimanche, que si la réunification de l'Irlande demeurait toujours l'objectif final du mouvement républicain, il était prêt à un « compromis » sur le statut de l'Ulster, ajoutant que les négociations pourraient porter sur une solution « transitoire ». Les dis-

ussions sur l'avenir de l'Irlande du Nord ne débiteront que lorsque les gouvernements irlandais et britannique auront déposé leur document conjoint qui doit servir de base à ces pourparlers. — (AFP)

Enfin, les Serbes de Bosnie ont libéré, dimanche, les quatre « casques bleus » britanniques et leur interprète bosniaque, détenus depuis mardi au poste de police de Kupres (centre de la Bosnie) et accusés d'espionnage. Leur libération a été obtenue à l'issue de pourparlers entre les dirigeants serbes bosniaques et le patron de la FORPRONU en Bosnie, le général britannique, Michael Rose. — (AFP, Reuter)

MACÉDOINE

Le second tour des législatives contestées s'est déroulé dans le calme

Malgré quelques incidents, le second tour des élections législatives, boycotté par l'opposition, s'est généralement déroulé dans le calme, dimanche 30 octobre. Des militants nationalistes ont tenté de bloquer un bureau de vote ; la police est intervenue. A Skopje, l'opposition a organisé une manifestation de plusieurs milliers de personnes ainsi qu'un « scrutin parallèle » pour de nouvelles élections.

L'opposition demande l'annulation du premier tour, qui avait vu la réélection du président Kiro Gligorov (ex-communiste) avec plus de 52 % des suffrages (*le Monde* du samedi 22 octobre). Les observateurs de la CSCE avaient fait état d'« irrégularités potentiellement graves ». Le principal parti d'opposition, le VMRO nationaliste, a lancé une campagne pacifique de « résistance civile » et entend boycotter le Parlement. — (AFP)

Les relations entre les représentants de la droite française à Strasbourg

Chiraquiens et villiéristes ont entamé un rapprochement au Parlement européen

Philippe de Villiers perturbe les relations entre les représentants de la droite française au Parlement européen. Les centristes supportent mal que les amis de l'élus de Vendée et ceux du maire de Paris se retrouvent de plus en plus souvent sur des positions communes. Le rapprochement est tel qu'il commence à être envisagé que villiéristes et chiraquiens puissent siéger dans un même groupe.

STRASBOURG
(Union européenne)

de notre correspondant

Philippe de Villiers avait sérieusement compliqué la tâche de la droite lors des élections européennes de juin. Les treize députés qu'il a réussi à faire entrer à l'Assemblée de Strasbourg prennent un malin plaisir à mettre l'accent sur les divergences entre RPR et UDF, dont les vingt-huit élus se sont répartis entre trois groupes différents : Parti populaire européen (PPE), Rassemblement des démocrates européens (RDE) et libéraux. Les villiéristes, en revanche, ont réussi à constituer un groupe (Europe des nations, EDN) avec quatre Danois et deux Néerlandais anti-maas-trichiens. Sans surprise, les amis du président du conseil général de Vendée et les chiraquiens défendent, souvent, des positions fort proches.

« Comment s'en étonner ? », commente Hervé Fabre-Aubrespy, longtemps membre de l'appareil du RPR, dont il se flatte d'être toujours membre, et élu au Parlement européen sur la liste de M. de Villiers, « le programme de la liste Chirac de 1979 pour la défense des intérêts de la France en Europe était celui de Villiers en 1994 », rappelle-t-il.

Une alliance
« prématurée »

Ce rapprochement commence à inquiéter sérieusement les centristes. A telle enseigne que Dominique Baudis (UDF-CDS), qui conduisait la liste commune du RPR et de l'UDF, s'est opposé, avec l'appui de sa collègue du CDS, Nicole Fontaine, à ce que les Français de l'EDN participent au dîner qu'Alain Lamassoure, le ministre chargé des affaires européennes, organise, le mardi de chaque session, avec les eurodéputés de la majorité.

Jean-Claude Pasty (RPR), président du RDE, qui a tenté en vain la conciliation dans cette affaire, regrette ce climat. Il reconnaît que son groupe entretient des « rela-

tions étroites » avec l'EDN parce qu'il comporte des « gens de qualité » et que deux de ses membres, outre M. Fabre-Aubrespy, Edouard des Places – possèdent la carte du parti de Jacques Chirac. C'est bien là que le bât blesse pour M. Baudis.

Le dernier incident en date porte sur le vote à propos de la citoyenneté européenne pour les municipales (le Monde du 29 octobre). Malgré la sollicitation des centristes, les RPR s'en sont allés voter de la même façon que les villiéristes. L'affrontement direct a même été évité de peu lorsqu'il s'est agi, mercredi 26 octobre, d'être le président de l'intergroupe parlementaire pour la défense de la viticulture : Philippe Martin (EDN), celui-là même qui a battu Bernard Stasi aux élections législatives dans la Marne, se posant un temps en concurrent de Jean-Pierre Bébérac (UDF-PR), vice-président de la région Aquitaine.

Les idées de regroupement vont d'ailleurs bon train. Depuis que Jean-Pierre Cot (PS), voulant mettre à profit l'adhésion de nouveaux Etats membres en janvier 1995, a lancé l'offensive pour rendre plus stricts les critères permettant la constitution de groupes parlementaires, des formations comme Forza Europa (FE) – les amis de Silvio Berlusconi – et l'EDN sont en danger. M. Fabre-Aubrespy songe donc à un « groupe technique » pouvant rassembler, avec l'EDN, les Italiens de M. Berlusconi, le RDE, les Tories britanniques, pour autant qu'elles soient affiliées au PPE et même « quelques démocrates chrétiens conservateurs ». Si M. Pasty n'exclut pas une fusion avec les FE, il considère « prématurée » l'alliance officielle avec les villiéristes. « Ce n'est pas envisageable avant la présidentielle », finit-il par avouer.

En attendant, et bien qu'il ait renoncé à l'Assemblée nationale pour pouvoir continuer à siéger au Parlement européen, M. de Villiers ne daigne pas venir à Strasbourg. A une exception près cependant, lorsqu'il s'est agi de se faire l'avocat des pêcheurs bretons et des filets maillets dérivants... Jimmy Goldsmith, numéro deux de sa liste et président en titre de l'EDN, n'est pas non plus très présent. Il ne s'est montré que très rarement à la conférence des présidents des groupes parlementaires, se faisant représenter le plus souvent par Jens-Peter Bonde (ex-communiste danois). M. Pasty ne semble pas le regretter : « Goldsmith est trop agressif, ce qui n'est pas du tout

apprécié par ses collègues. »

En réalité, chacun travaille dans son coin à l'EDN. Thierry Jean-Pierre s'est constitué sa propre cellule « justice-finances ». Entouré de ses collaborateurs dans un bureau situé tout au bout du Palais de l'Europe, l'ancien juge d'instruction accumule les documents, dans le but de faire la chasse à la fraude dans l'Union européenne. Il évalue cette fraude à 40 milliards de francs, soit près de 10 % des dépenses des Douze. Vice-président de la commission du contrôle budgétaire, il s'est donné pour tâche permanente de combattre « la corruption et le crime organisé ».

« La plus grande
gabegie »

Pour frapper fort, d'entrée, il se propose de déposer une motion de censure contre la Commission de Bruxelles à propos de sa gestion du budget 1992, notamment pour « sa connivence flagrante avec certains Etats membres au détriment des intérêts globaux de la Communauté, pour les quotas laitiers et (pour) son attitude à l'égard des fraudes dans le secteur du tabac ». M. Jean-Pierre n'a aucun doute quant à la possibilité de réunir les cinquante-sept signatures nécessaires à l'ouverture de la procédure. « Le RDE et les Verts vont me suivre dans l'opération », assure-t-il. Il compte bien, aussi, s'attaquer à « la plus grande gabegie » entraînée selon lui par les conditions de construction de l'hémicycle européen à Bruxelles.

Regardez ces luxueux sous-mains offerts par l'administration parlementaire, indique-t-il d'un geste nerveux, ils ont été commandés par un fonctionnaire sicilien à une entreprise sicilienne. « Il faut arrêter la machine à gaspiller les deniers publics, cette volonté de corrompre et de se faire corrompre, poursuit-il, et on y va en terroristes. » Arrivé sur la liste de Villiers pour continuer son combat contre la corruption et sa lutte contre Maastricht, l'ex-juge Jean-Pierre n'exclut pas de rejoindre le Mouvement pour la France, que s'apprête à lancer l'élus de la Vendée, même s'il se dit en désaccord avec sa tête de liste sur des sujets aussi importants que la peine de mort, l'avortement et l'immigration. Mais, comme s'il ne voulait pas manquer l'occasion qui lui est donnée, il dit, à l'instar de Cromwell : « Menez votre confiance en Dieu, mes gars, et conservez votre poudre bien sèche. »

MARCEL SCOTTO

Après la décision de maintien en détention du maire

La majorité municipale de Grenoble tente de sauvegarder son unité

Depuis l'incarcération de son maire, le 13 octobre, Grenoble vit dans l'incertitude. Alors que l'opposition de gauche et le Front national réclament la réunion d'un conseil municipal extraordinaire, les élus de droite, les élus de la majorité tentent de maintenir leur unité jusqu'au 18 novembre, date prévue pour la tenue d'un conseil municipal ordinaire.

GRENOBLE

de notre correspondant

La décision prise par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon de maintenir en détention le maire RPR de Grenoble, Alain Carignon, également président du conseil général de l'Isère, ne doit pas « troubler » le fonctionnement de l'hôtel de ville et celui du département. « La vie continue comme avant », prévient Pierre Gascon, premier adjoint (CDS), qui assure l'intérim de l'élus emprisonné. Cette position, réaffirmée aussitôt après l'arrêt rendu par les juges, le 28 octobre, constitue la principale ligne de défense des responsables politiques en place dans ces deux « maisons ». Les élus proches de l'ancien ministre de la communication, qui lui « gardent toute leur confiance », estiment être en mesure de poursuivre l'action de M. Carignon jusqu'à son retour aux affaires, qu'ils espèrent rapide.

Pierre Gascon, à la mairie, et Pierre Grataloup (divers droite), au conseil général, se sont ainsi installés pour durer « le temps qu'il faudra », déclare le premier. Ils s'efforcent, avec l'aide des membres des deux cabinets mis en place par M. Carignon dans ces collectivités, de contenir les appétits naissants de certains de ses « amis », à l'hôtel de ville comme à l'assemblée départementale, et de répondre aux attaques de plus en plus vives de l'opposition. Cette « garde rapprochée » de l'élus incarcéré est formée d'une dizaine d'hommes et de femmes totalement dévoués à leur « patron », mais dépourvus d'une expérience politique suffisante pour maîtriser l'après bataille qui s'annonce autour des sièges de maire de Grenoble et de président du conseil général du département.

Ces rivalités ne s'expriment, pour l'instant, qu'en coulisse. Un nombre grandissant, mais encore minoritaire, de conseillers municipaux et d'élus départementaux de droite jugent intenable la stratégie adoptée depuis l'incarcération de M. Carignon. « En se cachant les yeux et en se bouchant les oreilles, la droite grenobloise court à sa

perte », prétend l'un d'eux. Ces élus considèrent qu'il est temps, pour la majorité municipale, d'effectuer un large examen de conscience. Certains, parmi les élus de droite, n'hésitent pas à demander la réouverture de tous les dossiers de privatisation engagés par le maire aussitôt après sa triomphale réélection du mois de mars 1989, et l'examen des principaux marchés de travaux passés par la ville au cours des dix dernières années. « On y découvrirait, peut-être, des choses laudables et volantes », admet un conseiller membre de la majorité municipale, qui préfère garder encore l'anonymat. Comme les membres de l'opposition de gauche, il réclame la remise à plat de tous les grands dossiers municipaux traités depuis 1983.

Le « recentrage »
du « Dauphiné libéré »

Depuis l'incarcération, le 12 octobre, du maire de Grenoble, les élus socialistes, écologistes, radicaux de gauche et refondateurs exigent la tenue d'un conseil municipal extraordinaire. Mais seule une « séance ordinaire » de cette assemblée est programmée pour le 18 novembre. Elle examinera notamment la demande de constitution de partie civile de la commune dans l'affaire Dauphiné News ; cette demande a été présentée par le « patron » du groupe socialiste, Michel Destot, lors du dernier conseil municipal présidé par Alain Carignon, le 19 septembre. Les adversaires du maire estiment en effet que la privatisation du service des eaux de Grenoble a pu porter gravement préjudice à la commune et à ses contribuables.

Toutefois, le 18 novembre, l'équipe municipale en place pourra-t-elle éviter l'ouverture d'un grand débat public sur les « affaires » qui touchent directement à la gestion et à l'administration de la cité ? Comment empêcher que n'apparaisse, ce jour-là,

la profonde ligne de fracture qui sépare désormais au sein de la majorité municipale ceux qui placent encore tous leurs espoirs dans M. Carignon, et ceux qui pensent que sa succession est d'ores et déjà ouverte à la mairie comme au conseil général ? Certains de ses « amis » vont-ils, dès lors, se départir de la « réserve » qu'ils ont adoptée, tout au moins en public, vis-à-vis d'une affaire qui risque de provoquer, très vite, l'écroulement de l'ensemble du système politique mis en place depuis une dizaine d'années à Grenoble et dans le département de l'Isère par Alain Carignon ? Certains iront-ils jusqu'à joindre leur voix à celles de l'opposition, qui réclame la démission collective de la majorité municipale ? « La solidarité ne sera possible que sur des positions défendables », prévient l'avocat Jean-Pierre Saul-Guilbert, ancien adjoint aux finances de la ville, qui démissionna de ce poste il y a trois ans, mais demeure simple conseiller municipal.

Premier signe des temps qui changent, le quotidien le Dauphiné libéré a choisi, dans son édition du 29 octobre, un titre sans équivoque à la suite de l'arrêt de la chambre criminelle de la cour d'appel de Lyon : « Alain Carignon reste en prison. » Un éditorial intitulé « Tourment » explique dans le même journal que la décision des juges « ouvre une période où la politique ne disparaît sans doute au juridique ». Le puissant quotidien régional, qui, au cours des trois dernières années, a apporté un soutien sans faille au maire de Grenoble, « juge aujourd'hui nécessaire de se recentrer », explique l'un des membres de son encadrement. Une façon pudique d'affirmer que le journal a décidé de lâcher définitivement le maire de Grenoble et de rallier le camp de ceux qui affirment aujourd'hui que « la ville n'est plus grenobloise ».

CLAUDE FRANCHILLON

Les suites de l'affaire du « Dauphiné News »

André Rousselet accuse Alain Carignon d'avoir voulu « rançonner » Canal Plus

André Rousselet a la rancune tenace. Dans un entretien accordé au Journal du dimanche daté du dimanche 30 octobre, l'ancien président de Canal Plus accuse Alain Carignon, ancien ministre de la communication, d'avoir voulu « rançonner » la chaîne cryptée

« au profit des seules filiales de groupes de distribution d'eau ». « Qu'il ait demandé à Canal Plus de contribuer à l'équilibre du PAF (paysage audiovisuel français), soit, commente M. Rousselet, mais ce qui choquait Canal Plus, c'est l'usage fait de sa contribution financière. Nous ne comprenions pas alors cet inexplicable acharnement à vouloir nous rançonner au profit des seules filiales de groupes de distribution d'eau... Depuis, les choses sont plus claires », confie M. Rousselet, faisant ainsi clairement allusion à la mise en examen et au placement en détention de l'ancien ministre de la communication démissionnaire, et aux rapports entre la Lyonnaise des eaux et l'affaire du Dauphiné News.

Si l'ex-président de la chaîne cryptée assure garder « une confiance absolue en ses équipes », comme en Pierre Lescaud, son « successeur » à la présidence de Canal Plus, il estime en revanche que, « au sein d'Evax, les nouveaux actionnaires (Générale des eaux, France Télécom et la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion) ont des intérêts d'entreprise qui sont le plus souvent opposés à ceux de la chaîne ». Devenu actionnaire de référence du jeune quotidien InfoMatin après sa démission de Canal Plus, André Rousselet veut être rassuré sur l'avenir du journal : « Nous étudions un accroissement de notre pagination de vingt-quatre à trente deux pages, qui permettrait de conforter des rubriques importantes, comme la culture et le sport. Est également envisagée une parution le samedi. » Notre formule, qui séduit déjà près de quatre-vingt mille lecteurs, dont l'âge moyen est de vingt-cinq à trente ans, est plus adaptée à leur temps de lecture », fait remarquer M. Rousselet, pour lequel « le chemin restant à parcourir vers le point d'équilibre est d'ores et déjà moins long pour InfoMatin que pour Libération ».

G. D.

Interdiction de Filmnet et autorisation retardée pour Polska

Le pouvoir polonais s'oppose à l'arrivée de télévisions privées étrangères

Le Conseil national de la radio télévision (CNRT), instance de régulation de l'audiovisuel en Pologne, a interdit, mercredi 26 octobre, la diffusion de la télévision cryptée par satellite Filmnet sur le câble, à quelques jours de son lancement. Cette mesure a été prise alors que le président du CNRT, un proche du président Lech Walesa, tarde à signer la concession hertzienne promise à Polska, concurrente de Filmnet.

Elle démarra à Noël, jurant ses dirigeants. Au cas – extrême – où on lui interdirait de diffuser par voie hertzienne, Polska, chaîne de cinéma cryptée qui doit lancer à Varsovie et dans neuf autres villes polonaises, commencera à émettre sur le câble et le satellite. En dépit des atermoiements de Janusz Zaorski, président du Conseil national de radiodiffusion, qui retarde la signature de la concession octroyée par son prédécesseur, qui a engagé 5 millions de dollars (environ 26 millions de francs) dans la création de sa filiale polonaise, reste serein. « La Pologne est un Etat de droit, nous faisons confiance aux autorités du pays », commente Marc Olivier, directeur général de la nouvelle chaîne cryptée.

Un calendrier précis avait pourtant été bouclé. Le 27 janvier, le

CNRT avait accordé l'unique licence privée nationale à la société Polska, tout en promettant à la réseau « multivilles » (dix fréquences), auquel la société française avait postulé (le Monde du 30-31 janvier). Le 14 juillet, cette autorisation était officiellement accordée – sous réserve d'un avant technique soumis au ministère des télécommunications. Enfin, la concession, élaborée à partir de ce document, aurait dû être signée avant le 20 octobre par le nouveau président du CNRT, M. Zaorski, ancien président de la télévision publique polonaise et proche de Lech Walesa.

Interrogations
de la Diète

Pour motiver son refus, M. Zaorski a d'abord invoqué le prix élevé de l'abonnement à la chaîne cryptée et a commandé à l'institut Gallup un sondage sur les attentes des téléspectateurs polonais. Il a ensuite fait allusion aux « lacunes légales et financières » du dossier, en indiquant que des capitaux étrangers pourraient exercer totalement le contrôle sur l'entreprise. « Rien ne prouve que le capital de Polska sera porté, comme prévu, à 150 milliards de zlotys (34 millions de francs) avant décembre 1995 », a-t-il notamment indiqué.

Les responsables de la nouvelle chaîne démentent ces accusations : le capital, réparti entre la filiale de Canal (33 %), Polska Korporacja Telewizyjna (PKT), dirigée par le président du club de football de Varsovie, Janusz Romanowski (33 %), et l'avocat Adam Szczepankowski (34 %), devrait s'ouvrir à la fin de l'année à vingt-six autres sociétés polonaises, lors d'une augmentation de capital.

Depuis sa nomination par M. Walesa, après que ce dernier eut successivement « démissionné » deux présidents du CNRT dont les décisions ne lui convenaient pas, M. Zaorski a dû faire face à l'hostilité du reste du Conseil. En contestant des choix antérieurs à son accession à la présidence, cherche-t-il à assoir une autorité contestée ?

Mardi 25 octobre, la commission culturelle de la Diète s'est

Après le lancement d'un nouveau satellite

Canal Plus pourrait prendre place sur Astra 1E et 1F

Lancé, mardi 1^{er} novembre, aux premières heures de la matinée, le satellite Astra 1D devait être mis sur orbite, depuis la base de Kourou (Guyane), par un lanceur Ariane. Construit par la Société européenne de satellites (SES), Astra 1D sera co-positionné avec ses trois prédécesseurs Astra 1A, 1B et 1C. La SES n'a pas révélé l'identité des chaînes localisées des quatorze répéteurs (canaux permettant la diffusion des chaînes de télévision et de radio) du nouveau satellite. Comme pour les Astra 1A, 1B et 1C, des programmes britanniques, allemands et luxembourgeois,

devraient prendre place sur Astra 1D. Quatre répéteurs du satellite devraient permettre de tester les premières diffusions de télévisions numériques.

L'équipe commerciale sera engagée, au mieux à la fin de 1995, quand les kits de réception numériques (paraboles, têtes et démodulateurs) seront mis en vente. En prévision de l'avènement du numérique, les grandes manœuvres commencent. Bien que cela ne soit pas confirmé par la SES, Canal Plus aurait déjà réservé quatre répéteurs sur le futur satellite numérique Astra 1E et d'autres sur le suivant, Astra 1F.

interrogée sur la légalité des délais de signature imposés à Polska. A un mois de l'échéance présidentielle, M. Walesa, au plus près des sondages (6 % d'intentions de vote), ne cache pas son envie de contrôler les médias. Selon certains journaux polonais, M. Zaorski chercherait à libérer les fréquences promises pour pouvoir créer une télévision privée exclusivement polonaise.

ARIANE CHEMIN

POLITIQUE

La préparation des élections municipales

Les têtes de liste socialistes sont désignées dans deux cent quatre-vingt-onze villes

La candidature des têtes de liste socialistes, dans deux cent quatre-vingt-onze villes de plus de vingt mille habitants, soit 65 % des villes de cette catégorie, a déjà été ratifiée par le dernier conseil national du PS. L'examen des villes restantes a été repoussé, à la demande des fédérations locales qui désirent encore prendre du temps, comme à Toulouse et à Marseille. Dans le cadre des accords qui devaient être passés avec les communistes ou d'autres partenaires des socialistes, certaines des personnalités désignées pour être aménagées, localement, à la première place à un autre candidat de gauche.

La désignation des têtes de liste socialistes pour les élections municipales dans les villes de plus de vingt mille habitants, avait pu être effectuée, samedi 1^{er} octobre, par le conseil national du PS, pour deux cent quatre-vingt-onze de ces villes. La commission nationale de conciliation, qui avait à sa disposition dix-neuf cas en litige, a dû réserver le sort de sept villes : Bourg-en-Bresse (Ain), Cannes (Alpes-Maritimes), Saint-Martin-d'Hères (Isère), Saint-Lô (Manche), Eprenay et Reims (Marne), Versailles (Yvelines). Douze autres cas, en revanche, ont été réglés, dont ceux de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) - où Dominique Dupilet a été préféré à l'ancien maire Guy Lengagne - et de Niort (Deux-Sèvres), où la candidature de Ségolène Royal a été imposée, malgré un vote négatif de la section locale (lire l'article de notre correspondant ci-dessous).

Ces candidats (ne figurent pas ici les candidats à Paris présentés dans le Monde du 30 septembre) sont pressenti pour conduire une liste, mais ils pourraient laisser cette place dans le cadre d'accords avec les autres formations de gauche. Henri Bismuth, premier secrétaire du PS, a précisé la stratégie de son parti : « Nous irons à ces élections avec nos alliés traditionnels : les communistes, les radicaux de gauche et puis s'ajoutent à ceux-là, s'ils le veulent - nous, nous le souhaitons - toutes celles et ceux qui participent aux Assises de la transformation sociale ».

Alsace. Bas-Rhin : Schiltigheim, Raphaël Nisard. Aquitaine. Dordogne : Périgueux, Jean Natrel ; Gironde : Bordeaux, Gilles Savary ; Céron, Alain David ; La Teste, René Serano ; Lormont, Jean Touzeau ; Mézières, Michel Sainte-Marie ; Talence, Michel Redon. Auvergne. Haute-Loire : Le Puy, Roland Casanova. Bourgogne. Côte-d'Or : Dijon, François Rebsamen ; Yonne : Auxerre, Jacques Hojlo ; Sens, Raymond Truffet.

Bretagne. Morbihan : Jacques-Henry Lancaster. Centre. Indre-et-Loire : Jolès-Tours, Philippe Le Breton ; Tours, Jean Germain. Cher : Bourges, Pierre Houques ; Vierzon, René Carré. Euro-Loir-Chartres, Armand Rebiffé ; Dreux, Maurice Ravane. Champagne-Ardenne. Marne : Châlons-sur-Marne, Bertrand Wiedmann-Golran. Haute-Marne : Chaumont, Henri Le Roux. Ardennes : Charleville-Mézières, Lucien Bauchart ; Sedan, Jean-Paul Bachy. Aube : Troyes, Jean-Pierre Chérain. Corse. Haute-Corse : Bastia, Laurent Croce.

Franche-Comté. Doubs : Montbéliard, Pierre Moscovici. Territoire-de-Belfort : Belfort, Michel Dreyfus-Schmidt. Languedoc-Roussillon. Gard : Nîmes, Alain Fabre-Pujol. Limousin. Corrèze : Brive-la-Gaillarde, Philippe Nauche. Lorraine. Moselle : Forbach, Jean Kieffer ; Metz, Dominique Gros ; Montigny-lès-Metz, Jean-Marie Ravold ; Sarreguemines, Joseph Späuel ; Thionville, Jacques Mangin.

Midi-Pyrénées. Gers : Auch, Claude Desbous. Tarn : Castres, Arnaud Mandement. Tarn-et-Garonne : Montauban, Roland Garigues.

Nord-Pas-de-Calais. Pas-de-Calais : Boulogne-sur-Mer, Dominique Dupilet ; Calais, André Capet. Haute-Normandie. Orne : Alençon, Jean-Claude Pavis. Haute-Normandie. Eure : Evreux, Michel Champredon ; Vernon, Michel Heulin. Seine-Maritime : Dieppe, Jean-Claude Chauvière ; Le Grand-Quevilly, Laurent Fabius ; Le Havre, Joseph Menga ; Rouen, Yvon Robert ; Saint-Etienne-du-Rouvray, Rémy Orange.

Pays de la Loire. Loire-Atlantique : Orvault, Jean-Claude Leboese ; Saint-Nazaire, Marie-Madeleine Dieulanaert. Maine-et-Loire : Cholet, Jean-Pierre Boucinoux ; Saumur, Khalid Bacha. Picardie. Oise : Compiègne, Bertrand Brasseur. Somme : Amiens, Francis Lecat.

Poitou-Charente. Charente : Angoulême, Jean-Pierre Brunet. Deux-Sèvres : Niort, Ségolène Royal.

Provence-Alpes-Côte d'Azur. Hautes-Alpes : Gap, Daniel Chevalier. Alpes-Maritimes : Antibes, Gérard Bonnaud ; Cagnes-sur-Mer, Louis Cucunillo ; Grasse, Christian Théry ; Le Cannet, Jean-Claude Durosée ; Nice, Paul Cutureau ; Saint-Laurent-du-Var, Robert Rolant ; Valbonne, Jean-Pierre Ancillotti. Bouches-du-Rhône : Arles, Michel Vauzelle ; La Ciotat, Jean-Claude Colliard ; Marseilles, Eric Cerato ; Martigues, Jean-Pierre Régis ; Miramas, Alain Aute-

roche. Var : Draguignan, Christian Martin ; Fréjus, Monique Prot ; Hyères, Henri Menu ; La Garde, Michel Fignarella ; La Seyne-sur-Mer, Marcel Barbero ; La Valette-du-Var, Humbert Garregi ; Saint-Raphaël, Bernard Goumel ; Six-Fours-les-Plages, Jean Pesce. Vaucluse : Carpentras, Michel Bayer ; Orange, Jean Gatel.

Rhône-Alpes. Drôme : Montélimar, Alain Fort. Isère : Echirrolles, Bernard Monergrolle ; Fontaine, Jacqueline Ballester ; Grenoble, Michel Destot. Loire : Firminy, Jean-Paul Chartron ; Saint-Chamond, Jacques Badet ; Saint-Etienne, Gérard Lindenberg. Rhône : Lyon, Gérard Collomb ; Oullins, Roland Bernard ; Rillieux-la-Pape, Jacky Darne ; Sainte-Foy-lès-Lyon, Georges Choretin ; Vaulx-en-Velin, René Beauverie ; Vénissieux, Michel Perret ; Villefranche-sur-Saône, Marie-Françoise Poyet. Haute-Savoie : Annecy, Jean Excoffier ; Thonon-les-Bains, Georges Constant.

Ile-de-France. Seine-et-Marne : Chelles, Jean-Paul Planchon ; Le Mée-sur-Seine, Robert Samy ; Melun, Michel Marciot ; Torcy, Christian Chapron.

Yvelines : Chateaufort, Jacqueline Penez ; Conflans-Sainte-Honorine, Jean-Paul Huchon ; Houilles, Liliane Giroudeau ; La Celle-Saint-Cloud, Jean-Claude Fourrier ; Le Chesnay, Jean Blocqueaux ; Mantes-la-Jolie, Jean-Louis Yonnet ; Montigny-Le Bretonneux, Christine Sauvage ; Plaisir, Jacky Lecourtier ; Poissy, Jean Berthod ; Rambouillet, Bruno Pinel ; Sartrouville, Michel Gruel ; Trappes, Guy Malandain ; Velizy-Villacoublay, Alain Brière.

Essonne : Brunoy, Jacques de Rive ; Corbeil-Essonnes, Joëlle Jedryka ; Draveil, Michel Gorand ; Etampes, Jean-Marc

Auriac, Grigny, Claude Afort ; Les Ulis, Jean-Marc Salinier ; Montgeron, Gérard Héraut ; Palaiseau, François Lamy ; Savigny-sur-Orge, Elisabeth Roze-des-Ordon ; Saint-Michel-sur-Orge, Gilbert Thiry ; Sainte-Geneviève-des-Bois, Olivier Léonhardt ; Vigneux-sur-Seine, Jean-Luc Gioanni ; Viry-Châtillon, René Labas de Lacour.

Hauts-de-Seine : Antony, Daniel Pompiere ; Asnières, Dominique Riera ; Bagneux, Hélène Courage ; Bois-Colombes, Louis Fichet ; Boulogne-Billancourt, Pierre Gaborit ; Châtillon-sous-Bagneux, Thierry Wahl ; Clamart, Philippe Kaltenbach ; Colombes, Maurice Lobry ; Courbevoie, Philippe Roche ; Gennevilliers, Jean Véron ; La Garenne-Colombes, Pierre Roussel ; Le Plessis-Robinson, Christian Soulier ; Malakoff, Faïnest Tourt ; Meudon, Jacques Ladsous ; Montrouge, Philippe Bassinet ; Nanterre, Laurent Ghiozi ; Neuilly-sur-Seine, Lucienne Buton ; Puteaux, Gérard Brissé ; Reuil-Malmaison, Jean-Pierre Févenec ; Saint-Cloud, Annie Tournaud ; Seines-Saint-Denis : Les Lilas, Philippe Vignaud ; Livry-Gargan, Alain Calmat ; Montfermeil, Robert Morillon ; Montrouge, Marie-Paule Aitard ; Noisy-le-Grand, Michel Pajon ; Noisy-le-Sec, Jean-Paul Lelebre ; Pantin, Georges Pous ;

Pierrefitte-sur-Seine, Dominique Caré ; Romainville, Jean-Claude Lott ; Saint-Denis, Georges Sali ; Saint-Ouen, Bertrand Druon ; Stains, Nicole Riou ; Tremblay-en-France, Hervé Revel ; Villemonble, Jean-Alain Steinfeld ; Villepinte, Jean-Claude Mejsak.

Val-de-Marne : Champigny-sur-Marne, Jean-Louis Besnard ; Charenton-le-Pont, Gilles Maurice Bellaiche ; Choisy-le-Roi, David Bobbot ; Fontenay-sous-Bois, Michel Morzères ; Le Kremlin-Bicêtre, Geneviève Domenach ; Chich ; Maisons-Alfort, Raymond Riquier ; Nogent-sur-Marne, Philippe Deculle ; Orly, François Philippon ; Sucy-en-Brie, Michelle Ville ; Villejuif, Gérard Terlizian ; Villeneuve-le-Roi, Eric Chamault ; Villeneuve-Saint-Georges, Laurence Dubell ; Vincennes, Michel Suter ; Viry-sur-Seine, Jean-Marc Bourjac.

Val-d'Oise : Argenteuil, Manuel Valls ; Bezons, Valérie Bigini ; Eaubonne, Roger Milles ; Ermont, Benoît Verschave ; Franconville, Jacqueline Ferret ; Gonesse, Jean-Pierre Blazy ; Montmorency, Robert Peyron ; Pontoise, Jean-Michel Rollot ; Sannois, Pierre Congard ; Sarcelles, Dominique Strauss-Kahn ; Villiers-le-Bel, Raymonde Le Texier.

Des délais à Meaux et à Evry

Dans deux villes d'Ile-de-France, la désignation du premier des socialistes a été reportée à l'initiative des sections locales. C'est le cas à Meaux (Seine-et-Marne), dont le maire socialiste sortant, Jean Lion, préfère bénéficier d'un délai avant de se déclarer, « ne sachant pas quels seront ses adversaires à droite », précise-t-on à la fédération départementale. Evry (Essonne) est dans la même situation : le maire sor-

tant Jacques Guyard, dont les proches estiment que la désignation ne posera aucune difficulté, ne s'est pas encore déclaré.

Dans les villes suivantes, le maire sortant est reconduit : Aix-en-Provence, Istres et Vitrolles (Bouches-du-Rhône) ; Besançon (Doubs) ; Romans-sur-Isère et Valence (Drôme) ; Brest et Quimper (Finistère) ; Colomiers (Haute-Garonne) ; Libourne, Pessac, Saint-Médard-en-Jalles et Villeneuve-d'Ornon (Gironde) ; Béziers et Montpellier (Hérault) ; Rennes (Ile-et-Vilaine) ; Châteauroux (Indre) ; Vienne (Isère) ; Mont-de-Marsan (Landes) ; Nantes, Rezé, Saint-Herblain et Saint-Sébastien-sur-Loire (Loire-Atlantique) ; Cherbourg (Manche) ; Saint-Dizier (Haute-Marne) ; Vandœuvre-lès-Nancy (Meurthe-et-Moselle) ; Verdun (Meuse) ; Lorient (Morbihan) ; Nevers (Nièvre) ; Beauvais et Creil (Oise) ; Arras, Béthune, Bruay-la-Buissière, Hénin-Beaumont et Liévin (Pas-de-Calais) ; Bron, Décines-Charpieu, Meyzieu, Saint-Priest et Villeurbanne (Rhône) ; Mâcon (Saône-et-Loire) ; Fécamp, Le Petit-Quevilly, Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime) ; Combs-la-Ville, Pontault-Combault et Savigny-le-Temple (Seine-et-Marne) ; Elancourt, Guyancourt et Les Mureaux (Yvelines) ; Abbeville (Somme) ; Albi (Tarn) ; Avignon (Vaucluse) ; La Roche-sur-Yon (Vendée) ; Châtelleraut et Poitiers (Vienne) ; Limoges (Haute-Vienne) ; Saint-Dié (Vosges) ; Athis-Mons et Yverres (Essonne) ; Châteauneuf-Malabry, Clichy et Fontenay-aux-Roses (Hauts-de-Seine) ; Epinay-sur-Seine et Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis) ; Alfortville, Cachan, Créteil, Fresnes, L'Haÿ-les-Roses et Villiers-sur-Marne (Val-de-Marne) ; Taverny (Val-d'Oise).

Ségolène Royal et le maire socialiste sortant Bernard Bellec veulent conduire chacun une liste à Niort

Si aucun compromis ne se dégage, le PS de Niort ira divisé à la bataille des élections municipales. La commission nationale de conciliation du PS, conduite par Claude Bartolone, membre du secrétariat national chargé des élections, s'est rendue, vendredi 28 octobre à Niort, la préfecture des Deux-Sèvres, pour tenter, en vain, de désamorcer le conflit opposant Bernard Bellec, le maire de la ville, à Ségolène Royal, investie par les instances nationales du PS. Au terme de cette rencontre, M. Bellec a annoncé son intention de conduire sa propre liste.

NIORT

de notre correspondant Rien ne va plus à Niort pour la gauche socialiste, qui se déchire sous les regards goguenards et gourmands de la droite. Les relations entre Ségolène Royal et le maire Bernard Bellec, correctes jadis à défaut d'être chaleureuses, baissent aujourd'hui dans un froid polaire. Ce sont les ambitions, déclarées il y a quelques semaines, de l'ex-ministre de l'environnement sur la mairie de Niort qui ont fait subitement chuter la température.

En se portant candidate à la candidature devant les militants de la section socialiste de la préfecture des Deux-Sèvres, Ségolène Royal a officialisé des appétits qu'on lui prête depuis 1988, date de son parachutage et de son élection dans le sud des Deux-Sèvres. Le très médiatique député du Mellois poursuit, en effet, une stratégie de conquête qui l'a amenée au conseil général et à la tête de la fédération départementale du PS. C'est au tour de la mairie de Niort de figurer dans sa ligne de mire.

Bernard Bellec, maire de la ville depuis 1986, encaisse mal le coup, au point d'avoir annoncé, après le départ de la commission nationale, qu'il présenterait sa propre liste. Il lui arrive de montrer une lettre signée de son adversaire, qui s'engageait à n'être jamais candidate à une élection

contre lui. Il fait également état d'une rencontre « en tête à tête » avec M. Royal, qui s'était conclue, paraît-il, par un pacte de non-agression mutuelle. Face au forcing de sa rivale, le maire de Niort a préféré, récemment, se mettre en congé du parti, laissant à Alain Baudin, un de ses lieutenants, le soin de faire face avec l'ancien ministre.

« Coup de force » parisien

Bernard Bellec a-t-il, ainsi, commis une erreur tactique ? Toujours est-il que Ségolène Royal s'est engouffrée dans la brèche. Elle est allée à la rencontre des militants locaux du PS, forte d'un sondage la présentant comme seule capable de conserver la mairie à la gauche. Elle dépote, d'ailleurs, à qui veut l'entendre, que « le maire ne peut pas être réélu ».

Il est vrai qu'en se faisant battre à plate couture aux élections législatives de 1993 par l'UDF Jacques

Brossard, Bernard Bellec lui a donné quelques arguments. Le maire, devancé dans la quasi-totalité des bureaux de vote de sa ville, a même dû faire face après coup à une sorte de mutinerie dans l'équipe municipale. Le premier adjoint a même démissionné. Depuis, la sérénité a déserté l'hôtel de ville. Malgré ces avatars, une petite majorité de la section locale du parti reste fidèle au maire.

Au terme de manœuvres grandes et petites, le PS local, lors d'un vote, a préféré donner à Alain Baudin plutôt qu'à Ségolène Royal le rôle de prétendant officiel à la mairie. Un choix immédiatement contesté par le député du Mellois, qui, forte de son image nationale et de ses contacts parisiens, est parvenue à se faire investir par le conseil national du PS, au terme de ce que ses adversaires ont dénoncé comme un « coup de force ».

Mais il en faut bien davantage pour déstabiliser M. Royal, décidée à présenter sa liste, et qui pro-

pose très sérieusement à l'actuel maire de devenir son premier adjoint. La désignation de la direction du PS venue à Niort vendredi 28 octobre a entendu les deux parties sans obtenir de résultat concret. M. Royal a même annoncé la prochaine ouverture d'une permanence à Niort.

La situation est particulièrement difficile pour M. Bellec, qui n'avait envisagé de se déclarer qu'après l'élection présidentielle. La pression de son adversaire et la certitude que la commission de conciliation était venue confirmer l'investiture de M. Royal l'ont conduit à précipiter le mouvement. Si les choses en restent là, la liste du maire de Niort devrait donc entrer en concurrence avec celle de l'ex-ministre de l'environnement. Le risque d'une défaite serait alors évident face à la droite rassemblée. M. Bellec et M. Royal semblent décidés à prendre ce risque, quitte à diviser une gauche qu'ils appellent pourtant à l'unité.

ALAIN TISSOT

Au « Grand Jury RTL-« le Monde »

Marie-Noëlle Lienemann estime que le PS doit négocier avec M. Delors

Ancien ministre du logement et membre du bureau national du Parti socialiste, Marie-Noëlle Lienemann a estimé, dimanche 30 octobre, lors du « Grand Jury RTL-le Monde », que la candidature éventuelle de Jacques Delors à l'élection présidentielle devait faire l'objet d'un « contrat négocié ». « Notre première responsabilité », a-t-elle affirmé, est de dire à Jacques Delors ce que nous attendons de lui. Mon cher Jacques, n'écoutez pas ceux qui disent qu'il faut être modéré, n'écoutez pas ceux qui disent qu'il faut se contenter du repli-trage de notre système, tu dois comprendre que la situation est plus grave. »

Pour M. Lienemann, la gauche ne doit pas abandonner sa « fonction de contestation » face au système libéral. « Nous sommes, dans une certaine mesure, dans la même situation qu'à la veille de 1789 », a assuré l'ancien ministre. On pensait, alors, que la monarchie était le seul système possible. On a pourtant été capable d'expliquer que la république pouvait s'imposer. Il ne s'agit pas de procéder de la même façon, mais le

même enjeu est là : est-on capable de faire naître un autre système politique ? »

Jugeant M. Delors « plus réformiste » que Michel Rocard, M. Lienemann a estimé que, dans l'hypothèse où le président de la Commission européenne ne serait pas candidat, les socialistes seraient « confrontés à la question du renouvellement » de leurs responsables. « Aucun de nos leaders traditionnels ne sera en situation de gagner », a-t-elle affirmé. Des gens comme moi devront présenter leur candidature au débat interne du Parti socialiste. »

De son côté, l'ancien premier secrétaire du PS, Lionel Jospin, a estimé, dimanche sur RMC, que M. Delors serait « le candidat le plus efficace » pour la gauche. Encore faudrait-il que cette candidature ne soit pas présentée « comme celle d'un sauveur ». « Cela donnerait un côté partisan, comme s'il s'agissait d'arranger les affaires d'une formation politique », a affirmé M. Jospin. Pour l'ancien ministre, « ce serait aussi une erreur d'attendre que [M. Delors] se déclare pour apporter des propositions ».

Une élection cantonale partielle

PYRÉNÉES-ORIENTALES : canton de Perpignan-IV (2^e tour). I. 10 905 ; V. 3 368 ; A. 69,11 % ; E. 3 130. Jean Rigual, c. s., RPR, ELU. (54,85 %). Jean-Louis de Noël, FN, 1 413 (45,15 %). [En mars 1994, le RPR Jean Rigual retrouve son mandat, en devançant de 364 voix seulement son concurrent du Front national. Tirant profit d'un taux d'abstention particulièrement élevé, celui-ci progresse de plus de trois points par rapport au second tour de mars. L'élection avait été annulée en raison d'une contestation d'étiquette entre deux candidats de la majorité qui ne se sont pas représentés. 23 octobre 1994 : I. 10 905 ; V. 3 340 ; A. 69,37 % ; E. 3 210 ; Jean Rigual, 1 091 (33,98 %) ; Jean-Louis de Noël, 1 050 (32,71 %) ; Jacqueline Amédou, div. g., 729 (22,64 %) ; Michel Marc, PC, 310 (9,65 %). 29 mars 1994 : I. 10 998 ; V. 5 712 ; A. 48,06 % ; E. 4 964 ; Jean Rigual, 2 890 (58,2 %) ; Jean-Louis de Noël, 2 074 (41,78 %).]

Le Monde ÉDITIONS

1993 AU JOUR LE JOUR

par Christophe Péry et Jean Planchais avec la rédaction du Monde

Pour retrouver, resituer, comprendre un événement une chronologie originale, des analyses des portraits, des reportages, des cartes sur les principaux faits de l'année

EN VENTE EN LIBRAIRIE

SOCIÉTÉ

Pour le consistoire du 26 novembre

Jean-Paul II a nommé trente cardinaux venant de vingt-quatre pays

Le pape a convoqué, dimanche 30 octobre, lors de la prière de l'Angelus, un consistoire, à la date du 26 novembre, pour ratifier la liste de trente nouveaux cardinaux dont il a annoncé la nomination, comme le veut la tradition, un mois avant. Le sacré collège des cardinaux est donc à présent au complet. Le 26 novembre, sur un total de 167 membres, il comptera 120 cardinaux âgés de moins de quatre-vingts ans électeurs du pape en cas de conclave.

■ **SYMBOLISME.** Parmi les personnalités promues, certains noms sont très symboliques, comme ceux d'un simple prêtre albanais, Michel Kolik, de Mgr Puljic, archevêque de Sarajevo, de Mgr Pham Dinh Tung, archevêque de Hanoi, de Mgr Swiatek, archevêque de Minsk, de Mgr Ortega y Alamino, archevêque de La Havane, et de Mgr Vlk, archevêque de Prague. Notons encore la création comme cardinaux de Mgr Sforzi, patriarche des maronites, de Mgr Schotte, secrétaire général belge du synode des évêques, et de Mgr Poggi, ancien ambassadeur itinérant du pape dans les pays communistes.

■ **FRANCE.** La France compte deux nouveaux cardinaux : Pierre Eyt, archevêque de Bordeaux, et Yves Congar, théologien dominicain.

Vingt-quatre nationalités sont représentées dans la liste des trente nouveaux cardinaux.

Patriarcat d'Antioche des maronites

■ Mgr Nasrallah Pierre Sforzi, patriarche d'Antioche des maronites : né le 15 mai 1920 à Rayfoun (Liban), il est devenu évêque en 1961. Il a été élu patriarche par le synode maronite en 1986 et réside à Bkeke, près de Beyrouth. Pendant la guerre, il a joué un rôle actif en faveur de la paix et cherché à favoriser le dialogue, y compris au sein du camp chrétien déchiré par les accords avec la Syrie. Le patriarche Sforzi est le chef spirituel des cinq millions de maronites qui vivent au Liban, aux États-Unis, au Brésil, en Australie et en France.

Curie romaine

■ Mgr Gilberto Agustoni, préfet du tribunal suprême de la Signature apostolique : né le 26 juillet 1922 à Schaffhouse, près de Bâle (Suisse), depuis 1987 archevêque, pro-préfet du tribunal suprême de la Signature apostolique, organisme qui fait office de ministère de la justice du Saint-Siège et exerce sa tutelle sur toutes les juridictions de l'Eglise.

■ Mgr Carlo Furno, nonce apostolique en Italie : né le 2 décembre 1921 à Bairo Canavese (Ivrea), évêque en 1973 et nommé nonce en Italie en 1992.

■ Mgr Vincenzo Fagiolo, président du conseil pontifical pour l'interprétation des textes législatifs : né le 5 février 1918 à Segni, archevêque de Chieti-Vasto en 1971, nommé en 1984 à cette fonction de la Curie.

■ Mgr Luigi Poggi, président des archives et de la bibliothèque apostolique : né le 23 novembre 1917 à Piacenza, évêque en 1963, il est nommé par Paul VI en 1973 « ambassadeur itinérant » dans les pays de l'Est. Avec le cardinal Casaroli, ancien secrétaire d'Etat, il a été l'un des artisans du dialogue avec l'Est (l'Ostpolitik) mené par le Saint-Siège. Il a notamment préparé les deux premiers voyages de Jean-Paul II en Pologne, en 1979 et en 1983.

■ Mgr Jan Schotte, secrétaire général du synode des évêques : né le 29 avril 1928 à Beveren-Leie (près de Courtrai, en Flandre occidentale), il est missionnaire de la congrégation belge de Schent. Il est nommé, en 1985, archevêque, secrétaire général du synode des évêques. A ce titre, il a préparé tous les synodes qui ont eu lieu à Rome en 1985 (sur le bilan du concile Vatican II), en 1987 (l'Europe), en 1990 (formation des prêtres), en 1991 (Europe), en 1994 (l'Afrique, en avril, et religieux, en octobre). Devenu cardinal, il devra démissionner de la fonction de secrétaire général du synode.

Afrique

■ Mgr Emmanuel Wamala, archevêque de Kampala (Ouganda) : né le 15 décembre 1926 à Kamagwa (Masaka), évêque de Kiyinda-Mityana en 1981, il est coadjuteur de Kampala en 1983 et promu en 1990.

■ Mgr Armand Gaetan Razafindratandra, archevêque d'Antananarivo (Madagascar) : né le 7 août 1925 à Ambohimalaza (près d'Antananarivo), évêque de Mahajanga en 1978, promu en 1994.

Amérique du Nord

■ Mgr William Henry Keeler, archevêque de Baltimore (Etats-Unis) : né le 4 mars 1931 à San Antonio, évêque en 1979, il est nommé à Baltimore en 1983 et est le président de la conférence des évêques des Etats-Unis.

■ Mgr Adam Joseph Malda, archevêque de Detroit (Etats-Unis) : né le 18 mars 1930 à East Vandergrift (Greensburg), évêque de Green-Bay en 1983, promu à Detroit en 1990.

■ Mgr Jean-Claude Turcotte, archevêque de Montréal (Canada) : né le 26 juin 1936, évêque en 1982, promu à Montréal en 1990.

Amérique du Sud

■ Mgr Augusto Vargas Alzamora, archevêque de Lima

(Pérou) : né le 9 novembre 1922 à Lima, ce jésuite est nommé évêque en 1978, promu à Lima en 1989. Il est président de la conférence des évêques péruviens.

■ Mgr Carlos Oviedo Cavada, archevêque de Santiago-du-Chili (Chili) : né le 19 janvier 1927 à Santiago-du-Chili, cet oblat est évêque en 1964, nommé en 1974 à Antofagasta et promu en 1990 à Santiago-du-Chili.

■ Mgr Jaime Lucas Ortega y Alamino, archevêque de San Cristobal-de-la-Havana (Cuba) : né le 18 octobre 1936 à Jaguey-Grande (Matanzas), évêque de Pinar-del-Rio en 1979, promu à La Havane en 1981. Il est président de la conférence des évêques cubains.

■ Mgr Adolfo Antonio Suarez Rivera, archevêque de Monterrey (Mexique) : né le 9 janvier 1927 à San-Cristobal-de-las-Casas, évêque de Tepic en 1971, de Tlaxiapa en 1980, il est promu en 1983 à Monterrey. Il est le président de la conférence des évêques du Mexique.

■ Mgr Juan Sandoval Iniguez, archevêque de Guadalajara (Mexique) : né le 28 mars 1933 à Yahualica (San-Juan-de-los-Rios), nommé en 1983 évêque coadjuteur de Ciudad Juarez, puis évêque en 1992 de ce diocèse, il est promu à Guadalajara en 1994 pour succéder au cardinal Ocampo Posadas, assassiné le 24 mai 1993.

Asie

■ Mgr Paul Joseph Pham Dinh Tung, archevêque de Hanoi (Vietnam) : né le 15 juin 1919 à Binh Hoa (Phat-Diem), évêque en 1963 de Bac-Ninh (au nord-est de Hanoi). Administrateur apostolique de Hanoi depuis la mort du cardinal Trinh Van Can en 1990, ce n'est qu'en 1994 que les autorités vietnamiennes ont donné leur accord au Vatican pour sa nomination comme archevêque de Hanoi. Il a été reçu à Notre-Dame de Paris le 21 mars 1993.

■ Mgr Peter Seitchi Shirayama, archevêque de Tokyo (Japon) : né le 17 juin 1928 à Hachiji (près de Tokyo), évêque depuis 1966, promu à Tokyo en 1970, ancien président de la conférence épiscopale.

■ Mgr Julius Riyadi Damast-madja, archevêque de Semarang (Indonésie) : né le 20 décembre 1934 à Mantulan (près de Semarang). Jésuite, il est archevêque de Semarang depuis 1983, président de la conférence épiscopale et évêque aux armées.

Europe

■ Mgr Ricardo Maria Carles Gordo, archevêque de Barcelone (Espagne) : né le 24 septembre 1926 à Valence, évêque de Tortosa en 1969, est promu à Barcelone en 1990.

■ Mgr Pierre Eyt, archevêque de Bordeaux (lire par ailleurs).

■ Mgr Vinko Puljic, arche-

evêque de Vrhbosna-Sarajevo (Bosnie) : né le 8 septembre 1945 à Prijecani (près de Banja-Luka), évêque nommé à Sarajevo en 1991.

■ Mgr Kazimierz Swiatek, archevêque de Minsk-Mohilev (Biélorussie) : né le 21 octobre 1914 à Walga, évêque en 1991, administrateur apostolique de Pinsk, puis archevêque de Minsk.

■ Mgr Miloslav Vlk, archevêque de Prague (République tchèque) : né le 17 mai 1932 à Liscence-Sepekov (près de Pisek, en Bohême du Sud). Ouvrier à Ceske-Budejovice, il est ordonné prêtre en 1958 pendant le « printemps de Prague ». En 1978, il lui est interdit de rester prêtre et devient laveur de vitres dans la capitale tchèque (exerçant clandestinement son ministère). En 1990, il est nommé évêque de Ceske-Budejovice et promu, en 1991, archevêque de Prague. Il est président du Conseil des conférences épiscopales en Europe (CCEE). Une biographie vient de lui être consacrée en France : *L'œuvre de vitres et d'archevêque*, par Alain Boudry, préface de Vaclav Havel (Editions Nouvelle Cité).

■ Mgr Thomas Joseph Winning, archevêque de Glasgow (Ecosse) : né le 3 juin 1925 à Wishaw (Motherwell), évêque en 1971, promu à Glasgow en 1974. Il est président de la conférence des évêques écossais.

Jean-Paul II doit encore créer cardinaux au prochain consistoire le Père Yves Congar, dominicain français (lire par ailleurs), le Père Alois Grillmeyer, jésuite allemand, le Père Michel Kolik, évêque du diocèse de Sanaï, en Albanie, qui devront être consacrés évêques pour devenir cardinaux, ainsi que deux anciens évêques, Mgr Emilio Tadini, de Ravenne (Italie), et Mgr Bernardino Echevarria Ruiz, franciscain, de Guayaquil (Equateur), qui ont tous les deux plus de quatre-vingts ans.

FAITS DIVERS

Paricide par vengeance

CHEMBOURG

de notre correspondant

Une adolescente de quatorze ans a été présentée au procureur de la République de Coutances et mise en examen pour la meurtre de ses parents lundi 31 octobre après un week-end de garde à vue dans les locaux de la gendarmerie d'Avranches. Elle était entendue après l'assassinat durant leur sommeil de ses parents à Marilly (Manche).

C'est le fils aîné des deux victimes, âgé de dix-sept ans et présent dans la maison du drame, qui a donné l'alerte en téléphonant aux gendarmes du domicile familial, un pavillon situé à deux kilomètres du bourg. Installés depuis une dizaine d'années dans ce petit village d'un peu plus de trois cents habitants, situés à dix kilomètres d'Avranches, Jean-Claude Ludget, trente-sept ans, et sa femme Colette, quarante ans, auraient été tués d'une balle en pleine tête pendant leur sommeil. Le couple, qui exploitait un garage et un fonds de vente de voitures d'occasion, paraissait mener avec ses deux enfants une vie sans histoires, se mêlant peu aux autres habitants de Marilly. Tués par l'un des cinq fils qui possédait le garage, un passionné de chasse, les victimes ont été transportées pour autopsie à l'hôpital de Saint-Lô. Le paricide présumé aurait agi pour venger le mort de son chat.

R. M.

Les nouveaux électeurs du pape

Suite de la première page

Pas moins de vingt-quatre pays sont représentés (1) dans la liste des trente nouveaux cardinaux. Trois d'entre eux comptent pour la première fois un cardinal : l'Albanie, la Biélorussie et la Bosnie. Au total, cinquante-huit pays sont désormais présents au sacré collège.

Cette fragmentation nationale change radicalement les données traditionnelles d'un éventuel conclave. Les Européens sont désormais moins de la moitié des cardinaux votants et les Italiens ne disposent même plus du tiers des voix qui pourraient, au besoin, former une minorité de blocage. Le jeu est donc plus ouvert que jamais. Demain, le critère principal de choix du nouveau pape ne sera plus son origine continentale ou nationale (à cet égard, tout devient possible, y compris un pape africain, tchèque ou cubain), mais ses qualités personnelles : son âge, le nombre de langues pratiquées, l'expérience du terrain et des dossiers, ses capacités médiatiques, sa « ligne » supposée, etc. Comment réduire la marge des inconnues, quand l'éventail est aussi considérable et qu'on se refuse à toute campagne électorale ?

Avant Vatican I (1870), l'Eglise comptait 1 500 évêques, 4 nonces (ambassadeurs) et deux dizaines de cardinaux. Aujourd'hui, ses évêques sont plus de 4 500 à travers le monde, ses nonces 156 et ses cardinaux 167. Ainsi, l'Eglise catholique joue-t-elle, de plus en plus, un rôle universel. Mais ce système de gouvernement pourra-t-il survivre au pape actuel ? Le sacré Collège des cardinaux, tel que Jean-Paul II vient de le renouveler, compte-t-il dans ses rangs une personnalité dotée de qualités aussi complètes ?

Autrement dit, la papauté doit-elle rester « universaliste » ou revenir à des dimensions plus modestes, s'orienter vers une papauté « romaine », « synodale », comme le projet en avait déjà été caressé à la mort de Paul VI, avant les deux conclaves de 1978 ? Avant d'affronter l'inconnu d'un nouveau conclave, l'Eglise catholique ne peut faire l'économie d'une question aussi capitale.

HENRI TINGO

(1) Italie (4, dont 3 électeurs), France (2, dont 1 électeur), Mexique (2), Etats-Unis (2), Ouganda, Madagascar, Liban, Japon, Indonésie, Vietnam, Chili, Cuba, Pérou, Equateur, Canada, République tchèque, Ecosse, Belgique, Suisse, Espagne, Bosnie-Herzégovine, Biélorussie, Albanie, Allemagne (1).

Le Sacré Collège en chiffres

Le 26 novembre, date du consistoire que vient d'annoncer Jean-Paul II, le sacré Collège comptera 167 cardinaux, dont 120 âgés de moins de 80 ans qui seraient électeurs en cas de conclave pour élire un nouveau pape. Aujourd'hui, les électeurs sont 122, mais d'ici le 26 novembre, les cardinaux Casaroli et Caprio auront dépassé le limite d'âge de quatre-vingts ans. En effet, selon la réforme des règles du conclave, adoptée par Paul VI en 1975, l'effectif du collège électoral est limité à 120 cardinaux de moins de quatre-vingts ans.

En seize ans de pontificat, c'est la sixième fois que Jean-Paul II crée ainsi une nouvelle vague de cardinaux (les cinq précédents consistoires ordinaires ont eu lieu en 1979, 1983, 1985, 1988, 1991). Au total, sur les 167 membres du nouveau sacré Collège, il en aura nommé 123. Cinq cardinaux créés par Jean XXIII (avant sa mort en 1963) et 39 par Paul VI (avant 1978) sont encore en vie, mais la plupart ont perdu leur droit de vote.

Après les trente nouvelles

créations annoncées dimanche par Jean-Paul II, le plus grand nombre de cardinaux reste originaire de pays d'Europe (87, dont 16 d'Europe de l'Est), mais, avec 55 électeurs de moins de quatre-vingts ans (sur un total de 120), le Vieux Continent ne dispose plus de la moitié des voix. Et il faut une majorité des deux tiers (80) pour que le pape soit élu.

L'Amérique latine vient en deuxième position : 27 cardinaux (dont 21 électeurs). L'Afrique compte désormais 17 cardinaux (dont 15 électeurs). L'Amérique du Nord possède 16 cardinaux (dont 12 électeurs). L'Asie dispose aussi de 16 cardinaux, en comptant le patriarche du Liban (dont 13 électeurs). Enfin, l'Océanie a 4 cardinaux (4 électeurs).

Pour sa part, l'Italie compte 37 cardinaux, mais n'a plus que 19 électeurs (9 cardinaux résidentiels et 10 de la curie). Avec moins d'un système des voix, ce pays traditionnellement fournisseur de papes n'est donc plus guère en mesure de peser sur le cours d'un conclave. Quant à la France qui, depuis le début de

l'année 1984, a perdu 3 cardinaux décédés (Garrone, Marty, Decourtray), elle compte désormais 5 électeurs (Etchegaray, Poupard, Lustiger, Coffy, Eyt) et 2 non-électeurs (Congar et Gouyon).

Trois pays auront, pour la première fois, un cardinal après le consistoire du 26 novembre : la Bosnie-Herzégovine, l'Albanie et la Biélorussie. Cuba en avait déjà eu un, Mgr Arteaga y Betancourt, créé en 1948 par Pie XII, ainsi que Tokyo : Mgr Tatsu Doi, en 1960 par Jean XXIII.

Notons enfin que le doyen d'âge reste le cardinal chinois Gong Ping-mei (93 ans). En revanche, quatre évêques de moins de soixante ans font leur apparition dans le sacré Collège, faisant singulièrement baisser sa moyenne d'âge. Le plus jeune cardinal est désormais Mgr Puljic, de Sarajevo, qui vient d'avoir quarante-neuf ans. Près de dix ans le sépare de l'ancien « benjamin », le cardinal Lopez Rodriguez, archevêque de Saint-Domingue (cinquante-huit ans).

H. T.

Yves Congar
l'un des « pères » de Vatican II

L'élévation à la dignité de cardinal du Père dominicain Yves Congar équivaut à une reconnaissance – que beaucoup jugeront tardive – pour l'une des œuvres théologiques majeures du vingtième siècle. Avec le Père jésuite Henri de Lubac, qui lui aussi sur le tard, en 1983, avait été créé cardinal par Jean-Paul II (avant de mourir en 1991), et le Père dominicain Marie-Dominique Chenu, également créé en 1990, il fut l'un des trois grands théologiens français inspirateurs des réformes du concile Vatican II (1962-1965).

Né le 14 avril 1904 à Sedan (Ardennes), Yves Congar a fait ses études au séminaire universitaire des Carmes à Paris et au scolasticat des dominicains au Saulchoir, alors en Belgique. Ordonné prêtre en 1930, il enseigne, fréquente les grands philosophes de l'époque, Gilson, Maritain, Mounier, s'interrogeant sur les causes de l'incroyance moderne, multipliant les conférences, publiant de nombreux ouvrages théologiques et historiques. Très tôt, il se découvre une passion pour les questions ecclésiologiques avec la sortie en 1937 de *Chrétiens déviants*, qui souligne déjà l'exigence d'un dialogue de l'Eglise catholique avec les autres confessions chrétiennes.

Après la guerre (il est pendant cinq ans en captivité), il occupe ses recherches vers la réforme de

l'Eglise (*Vraie et fausse réforme de l'Eglise*, publié en 1950) et la *Théologie du laïc* (1953). Il devient vite suspect pour Rome. Ses conférences sont interdites et il subit la crise des prêtres-ouvriers qui, en 1954, frappe son ordre dominicain. Il s'exile à Jérusalem, à Rome, à Cambridge, à Strasbourg.

Avec Jean XXIII, arrive l'heure de la réhabilitation. En 1962, le Père Congar devient expert au concile Vatican II. Son nom reste attaché à la rédaction des grandes constitutions conciliaires sur l'Eglise (*Lumen gentium*), sa mission dans le monde (*Gaudium et spes*), le dialogue ecclésiologique, la rencontre avec les autres religions, etc. Après Vatican II, il fonde avec d'autres la revue *Concilium*, défendant l'esprit du concile contre ceux qui sont tentés de faire machine arrière et de raidir les positions. Dans ses derniers ouvrages (comme *Entretiens d'automne* en 1986) et interviews, à la fois homme de fidélité et de liberté, il émet certaines des initiatives du pontificat actuel.

Depuis 1984, le Père Congar est cloué sur un lit à l'hôpital des Invalides à Paris. Il ne pourra se rendre à Rome pour être consacré évêque, comme le prévoit la règle pour les cardinaux prêtres, et recevoir son « chapeau » de cardinal.

H. T.

Pierre Eyt
un théologien rigoureux et chaleureux

Depuis la mort de Mgr Paul Richaud en 1968, Bordeaux n'avait plus de cardinal. La promotion de Mgr Pierre Eyt, archevêque du diocèse depuis 1989 (après avoir été pendant trois ans coadjuteur de Mgr Marin Maziers), était prévisible.

A l'égard de ce théologien à la fois sûr et modéré, le pape avait multiplié les preuves de sympathie, le nommant secrétaire spécial du synode des évêques sur les laïcs en 1987, puis membre du synode des évêques européens en 1991 et de celui qui vient de s'achever au Vatican sur la vie consacrée.

Né le 4 juin 1934 à Laruns (Pyrénées-Atlantiques), Pierre Eyt a fait ses études au lycée Montaigne de Bordeaux, à l'Institut d'études catholiques de Toulouse et à l'université grégorienne de Rome. Docteur en théologie, il a fait sa thèse sur l'histoire de la théologie au temps de Luther, avant d'enseigner lui-même à l'université catholique de Toulouse, dont il devient recteur en 1975. Soucieux de compétence et d'exigence scientifiques, cet universitaire poursuit sa carrière à l'Institut catholique de Paris, qu'il dirigera aussi de 1981 jusqu'à sa nomination en 1986 à Bordeaux.

Membre de la Commission internationale de théologie, il collabore à la *Nouvelle revue théologique* (Louvain), à *Communio* et publie en 1985, chez Desclée de Brouwer, des commentaires du Credo, sous le titre *Je crois en Dieu*.

Mgr Pierre Eyt tempère cette exigence d'affirmation catholique et son respect du magistère par ses qualités d'homme du Sud-Ouest, affable, communicatif, pragmatique. Archevêque de Bordeaux, dans une terre de « scepticisme », il n'aime pas les « visites pastorales » systématiques, leur préférant les rencontres ponctuelles, au cours desquelles il mène la bonne société girondine, sans oublier les milieux populaires. Et s'il rompt des lances avec le théologien Eugen Drewermann dans le *Monde* (daté 9 avril 1993), récemment, à Rome, il se disait inquiet par certaines formes de radicalisme de l'Eglise, manifestées par la lettre du cardinal Ratzinger sur les divorcés remariés. Des rumeurs insistantes qu'encouragera sa promotion comme cardinal – en font un possible successeur du cardinal Decourtray comme archevêque de Lyon.

H. T.

Un marginal soupçonné du meurtre de trois jeunes gens dans la Meuse. – Les gendarmes ont interpellé, dimanche 30 octobre à Ligny-en-Barrois (Meuse), un marginal de 22 ans, soupçonné d'avoir poignardé trois hommes au cours d'une querelle, dans la nuit de samedi à dimanche. Les corps de Sylvain Tisoux, 25 ans, et de Patrick et Thierry Cornu, 30 et 32 ans, ont été découverts au domicile du premier, où étaient visibles les signes d'une lutte entre l'assassin et ses victimes. Le suspect a été légèrement blessé par balle lors de son arrestation, alors qu'il menaçait une femme de son poignard. Il devait être présenté mardi matin 31 octobre au parquet de Bar-le-Duc.

ILE-DE-FRANCE

A Saint-Arnoult-en-Yvelines

La maison de Louis Aragon et d'Elsa Triolet vient d'être ouverte au public

La Fondation Elsa-Triolet-Louis-Aragon vient d'ouvrir ses portes aux visiteurs dans le Moulin de Villeneuve, à Saint-Arnoult-en-Yvelines (Yvelines), propriété acquise en 1951 par le couple d'écrivains, qui y sont enterrés. Le ministère de la culture a consacré 12 millions de francs à la restauration de la bâtisse du dix-huitième siècle, où un espace d'accueil pour chercheurs et écrivains a été aménagé.

Jacques Toubon, ministre de la culture et de la francophonie, en pleine discussion avec Robert Hue, secrétaire national du Parti communiste français, et Georges Marchais, ancien secrétaire général, sous l'œil amical d'Edmond Charles-Roux, veuve de Gaston Defferre, de Jean Ferrat et de François Nourissier. L'inauguration, samedi 15 octobre, de la Fondation Elsa Triolet-Louis-Aragon, a pris des airs de partie de campagne consensuelle dans cet écrin de verdure où le poète et sa muse ont vécu pendant près de vingt ans.

Pour le conseil d'administration, présidé par Edmond Charles-Roux et qui regroupe des personnalités de sensibilités diverses que les académiciens Jean Dutourd et Jean d'Ormesson

ou Jack Rallie, ancien ministre communiste du gouvernement Mauroy, l'ouverture aux visiteurs, aux chercheurs et aux écrivains du Moulin de Villeneuve est l'aboutissement de dix ans d'efforts et de démarches. A la mort de Louis Aragon en 1982, des amis du poète, avec à leur tête Edmond Charles-Roux et Jean Ristat, légataire universel d'Aragon, se mettent au travail pour que le domaine soit un jour un lieu public.

Situé au bord de la rivière la Rémarde, le moulin de Villeneuve a vu le jour vers le treizième siècle, les bâtiments actuels datant des dix-huitième et dix-neuvième siècles. Propriété de la famille des Rohan, le moulin, devenu bien national, fut vendu sous la Révolution, puis revendu en 1855, changeant ensuite maintes fois de propriétaire.

C'est en 1951 qu'Elsa Triolet et Louis Aragon tombèrent sous son charme et l'achetèrent, contrairement à une rumeur persistante qui voudrait que le Parti communiste leur en ait fait don. A l'époque, il s'agissait d'une maison très simple, que le couple a transformé, en un endroit chaleureux, haut lieu de l'intelligence et de l'amitié, qui débordait de livres et de tableaux et où aimaient à se retrouver Picasso, Chagall ou

Léger. Curieusement, Jean Ferrat, qui a chanté le poète dont il était l'ami, n'était jamais venu au moulin avant l'inauguration. Naïf de Vaucresson (Hauts-de-Seine) et ayant fait une partie de ses études au lycée Jules-Ferry de Versailles, il avait pourtant l'habitude de se promener dans la forêt de Rambouillet, à quelques kilomètres de là.

Une bibliothèque de 28 000 volumes

Légué à l'Etat par Aragon, le moulin a subi une première fois des travaux de sauvegarde en 1985, avant que ne s'engage la restauration (prise en charge à hauteur de 12 millions de francs par le ministère de la culture), en trois phases : la remise en état du parc de 5 hectares et de la rivière, la réhabilitation des 1 400 mètres carrés du moulin et l'aménagement, dans les communs, du Centre de recherche et de création (CRC) qui doit accueillir des chercheurs du Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Une chambre forte a été construite pour mettre en lieu sûr les manuscrits d'Aragon et d'Elsa, et dans les combles une bibliothèque va rassembler prochainement les vingt-huit mille volumes appartenant au poète.

Du bureau d'Elsa et ses fau-

teux en rotin au salon avec la mezzanine qu'ils affectionnaient tant, la maison est telle qu'ils l'avaient voulue, témoin de leurs goûts et de leurs habitudes. Prologement de leur personnalité, plongement du visiteur dans le climat dans lequel ils travaillaient et où Aragon écrivait entre autres la *Semaine sainte* et Elsa Triolet le *Cheval roux*.

A la fin des années 60, Elsa Triolet, parcourant le parc qu'elle avait dessiné, écrivait : « Nous avons dans le jardin deux hêtres gigantesques. Je veux qu'on nous enterré là. En attendant, en qualité de vivants, nous continuons à embellir la maison et le jardin. » Après sa mort, le dimanche 16 juin 1970 à Saint-Arnoult-en-Yvelines, son vœu fut exaucé, et douze ans plus tard Louis Aragon l'y rejoignait. Aujourd'hui, un tombeau blanc domine la propriété, où l'un des deux grands hêtres, malade, a dû être abattu.

Le conseil général des Yvelines, qui a créé en 1988 la Route des écrivains, un circuit touristique permettant aux promeneurs de découvrir en une journée les villégiatures de Zola, Maeterlinck, Tourgueniev ou Dumas, pourrait inscrire prochainement ce nouveau lieu au programme de ses visites.

JEAN-CLAUDE PIERRETTE

A l'occasion du bicentenaire du CNAM

La station de métro Arts-et-Métiers met la technique au service du rêve

La bande dessinée est l'hôte de marque du métro parisien depuis l'inauguration, mardi 25 octobre, de la station Arts-et-Métiers, sur la ligne 11 qui relie Hôtel-de-Ville à la Mairie des Lilas. La RATP emmène ses voyageurs non seulement au centre de la terre, mais aussi au cœur du *Nautilus*. Cette rénovation coïncide avec le bicentenaire de la naissance du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), qui donne son nom à la station. Elle fait en même temps un clin d'œil à Jules Verne, dont un inédit vient d'être publié.

L'initiative est venue du CNAM lui-même qui lança, à l'occasion des grands travaux de l'Etat, un concours pour la rénovation de son bâtiment rue Saint-Martin. C'est l'architecte italien Andrea Bruno qui fut chargé de ce projet, tandis que le second prix, François Schuiten, s'est vu confier l'aménagement intérieur de la station de la ligne 11 par le Musée du CNAM et par la RATP.

François Schuiten est un dessinateur belge de bandes dessinées, dont le talent graphique, le sens des univers oniriques et la précision architecturale ont dépassé les frontières. Il est notamment l'auteur de la série *Les Cités obscures* (éditions Casterman) et le scénographe - très demandé - de divers ensembles qui ont voyagé à travers l'Europe entière, comme « Le Musée des ombres », conçu

avec son compère Benoit Peeters et présenté au Salon international de la bande dessinée d'Angoulême.

Il lui a fallu un an et demi de maturation et dix mois de travaux - presque exclusivement nocturnes pour ne pas fermer la station - pour rénover les quais. L'auteur de l'album *Le Rail* (titre prémoniteur d'un de ses premiers ouvrages parus aux éditions Les Humanoïdes associés) peut être fier : une voûte entièrement carrossée de cuivre, percée d'engrenages géants, dignes des *Temps modernes* de Chaplin, et qu'il décrit comme « l'émulation du Musée au-dessus des voies ».

Double invitation au voyage

Incrustés dans des parois de métal, onze hublots dans lesquels sont logées les répliques exactes de machines du Musée, réalisées par son atelier de restauration des collections et qui retracent deux cents ans de l'histoire des techniques (du convertisseur Thomas destiné à l'éclairage de l'acier au satellite Intelsat) et des transports (de l'aérostat l'Avial imaginé par Landreville, en 1880, à *Météor*, le métro de l'an 2000).

L'artiste a réussi à plier son imaginaire aux impératifs de la RATP. Ainsi, les sièges sont fixés aux murs et non au sol mais se fondent harmonieusement dans l'ensemble pour devenir eux-mêmes éléments du décor. Il est aussi parvenu à déjouer les pièges de la maintenance : les parois de cuivre ont été plusieurs fois enduites pour les protéger des rayures et des graffitis. Cependant, François Schuiten a gardé l'esprit ludique et accessible de ses bandes dessinées. Nul besoin d'être ingénieur pour goûter aux plaisirs de ses hublots, pensés comme des vitrines de Noël et légèrement inclinées pour être vus des enfants.

La mise en scène de cette station, en articulant deux idées - la technique et l'imaginaire - constitue une double invitation : à visiter le Musée d'abord, mais aussi, en ce lieu de passage, au voyage.

ANNE-SOPHIE SEIGNEUR

Protestant contre une agression

Les conducteurs de bus du Val-d'Oise poursuivent la grève

Les agents de conduite de la RATP du centre de Gonesse (Val-d'Oise) ont poursuivi leur grève, mardi 31 octobre, pour protester contre l'agression commise, jeudi 27 octobre, contre un des leurs, piqué avec une seringue par trois inconnus (le Monde du 29 octobre).

La circulation des autobus risque donc d'être très perturbée en banlieue nord, dans les départements de la Seine-Saint-Denis et

du Val-d'Oise, malgré les dernières propositions de la préfecture et de la direction de la Régie faites dimanche 30 octobre. La situation pourrait devenir difficile aussi pour les usagers de l'ensemble des lignes de transports parisiens, puisque le syndicat CGT de la RATP a appelé les machinistes « à cesser le travail et à se réunir en assemblée générale à partir du mercredi 2 novembre pour décider des suites à donner au mouvement ».

La rénovation du vingtième arrondissement

Des associations contestent les opérations d'aménagement de M. Bariani

Plusieurs manifestations ont eu lieu récemment dans le vingtième arrondissement de Paris pour protester contre des opérations d'aménagement. Les associations reprochent notamment à Didier Bariani (UDF-Rad), maire de l'arrondissement, son manque de concertation avant le début des travaux.

Le décor de *Casque d'or* va-t-il échapper aux bulldozers ? Les manifestations organisées la semaine dernière pour s'opposer à la démolition d'un bâtiment voisin du 44, rue des Cascades où fut tourné *Casque d'or*, un des mythes du cinéma français, ont fini par faire leur effet. En l'absence de Jacques Chirac, en voyage au Japon, son premier adjoint, Jean Tiberi (RPR), a pris la décision de suspendre les travaux. Cette opération de rénovation est l'une de celles dont les associations du vingtième arrondissement contestent le bien-fondé et quelquefois la valeur juridique.

C'est notamment le cas dans la rue Plac, une rue calme qui croise la rue de Belleville et où les riverains n'apprécient pas que leur panorama sur Paris et sur un espace vert risquent d'être gâchés par des bâtiments. « Ces immeubles ont été construits hors la loi », avec leurs poutres et juste avant qu'une grosse averse ne les chasse, une trentaine d'habitants protestaient, dans le petit matin du mardi 25 octobre, contre l'édification d'un immeuble dans ce qu'ils appellent le « bois de Belleville ».

La bataille que mène l'association baptisée « Sauvons le bois de Belleville » a débuté en février 1993 lors de l'obtention par la Régie immobilière de la Ville de Paris (RIVP) d'un permis de construire pour trente-trois logements et seize ateliers destinés à des musiciens sur le terrain d'une ancienne villa et sur un morceau d'espace vert public.

En dépit des promesses du promoteur de replanter des arbres, l'association dépose, le 13 mai 1993, une demande d'annulation du permis de construire devant le tribunal administratif. Elle obtient gain de cause le 30 juin. Ce qui n'empêche pas la RIVP de poursuivre les travaux. Les riverains se fâchent, font faire un constat d'huissier et saisissent le juge des référés afin qu'il ordonne l'arrêt immédiat du chantier. « Lors de l'audience le 3 octobre, les avocats ont présenté un nouveau per-

mis de construire daté du... 30 septembre. Nous avons donc été déboutés et cela nous oblige à recommencer la procédure », explique Jacques Wagner, président de l'association « Sauvons le bois de Belleville ».

En attendant, les adhérents qui semblent disposés à en découdre avec Didier Bariani (UDF-Rad), maire du vingtième arrondissement, lancent quelques opérations pour mobiliser les habitants du quartier. D'autant qu'ils ont aussi des inquiétudes pour les quelques arbres du bout de la rue Jouye-Rouve, qui devrait être prolongée pour permettre la création d'un nouvel îlot d'habitation.

Déménagement des habitants

Il est vrai que les projets d'aménagement de Didier Bariani ne font pas l'unanimité dans l'arrondissement. « La politique de Bariani se caractérise par la brutalité des destructions, la violence des expulsions et l'état de droit bafoué », estime Jean-François Blet, président de Coordination et liaison des associations de quartier (CLAQ), qui rappelle qu'au cours de sa dernière séance le Conseil de Paris a accordé le permis de démolir pour quarante-quatre bâtiments dans cet arrondissement, dont certains sont destinés à permettre une extension de la ZAC (zone d'aménagement concerté) de la Réunion, située près du cimetière du Père-Lachaise.

Les ZAC sont la bête noire des associations du vingtième, qui contestent ce mode d'urbanisation confié à des sociétés d'économie mixte et qui entraînent le démantèlement des habitants. Depuis des années, la ZAC des Amandiers est le prétexte de multiples manifestations ; elles ont abouti, durant l'été, à retarder la démolition de certains immeubles.

Trouvant là de bonnes occasions de contester la politique immobilière de la Ville de Paris et du maire de l'arrondissement, les conseillers Henri Malberg (PCF) et Michel Charzat (PS) soutiennent les protestataires. « Il y a une politique secrète et autoritaire, sans concertation avec les habitants, plaide Michel Charzat. Les choix qui sont faits sont contestables alors qu'un certain nombre de lieux méritent d'être conservés, car ils sont l'âme de ces quartiers. »

FRANÇOISE CHIROT

LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

BÉBÉ PART EN VADROUILLE. Film américain de Patrick Read Johnson, v.o. : Forum Orient Express, 1^{er} (36-85-70-87) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8 (36-85-75-55) ; réservation 40-30-20-10 ; George V, 8 (36-85-43-47) ; v.f. : Rex, 2 (36-85-70-23) ; Bretagne, 6 (36-85-70-37) ; réservation 40-30-20-10 ; George V, 8 (36-85-43-47) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 36-85-81-09 ; réservation 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12 (36-85-62-33) ; Gaumont Gobelins Fauvette, 13 (36-85-75-55) ; Les Montpens, 14 (36-85-70-42) ; réservation 40-30-20-10 ; Mazarin, 14 (36-85-70-41) ; réservation 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, 15 (36-85-75-55) ; réservation 40-30-20-10 ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).

MURIEL. Film australien de P. J. Hogan, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (36-85-75-55) ; réservation 40-30-20-10 ; Gaumont Opéra Impérial, 2 (36-85-75-55) ; réservation 40-30-20-10 ; 14 Juillet Hauteville, 6 (48-33-79-38) ; 36-85-68-12 ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; 36-85-68-12 ; La Pagoda, 7 (36-85-75-07) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-04-67) ; réservation 40-30-20-10 ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-61) ; 36-85-68-27 ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13 (36-85-75-13) ; réservation 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, 14 (36-85-75-55) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-90-61) ; 36-85-71-38 ; Gaumont Alésia, 14 (36-85-75-55) ; réservation 40-30-20-10 ; Montparnasse, 14 (36-85-75-55).

PULP FICTION. (F) Film américain de Quentin Tarantino, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (36-85-75-55) ; réservation 40-30-20-10 ; Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77) ; 36-85-70-43 ; UGC Danton, 6 (36-85-34-21) ; UGC Danton, 6 (36-85-36-14) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-19-08) ; 36-85-75-13 ; réservation 40-30-20-10 ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; 36-85-75-13 ; réservation 40-30-20-10 ; UGC Barrière, 8 (36-85-48-56) ; 36-85-70-51 ; Max Linder Panorama, 9 (48-24-88-88) ; réservation 40-30-20-10 ; UGC Opéra, 8 (36-85-21-24) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Escorial,

13 (47-07-28-04) ; Gaumont Gobelins Rodin, 13 (36-85-75-55) ; Gaumont Parnasse, 14 (36-85-75-55) ; Gaumont Alésia, 14 (36-85-75-55) ; réservation 40-30-20-10 ; 14 Juillet Bourgogne, 15 (45-75-79-79) ; 36-85-68-24 ; Gaumont Knopporama, 15 (43-06-50-50) ; 36-85-75-16 ; réservation 40-30-20-10 ; Majestic Passy, 16 (42-24-46-24) ; UGC Mailot, 17 (36-85-31-34) ; v.f. : Rex, 2 (36-85-70-23) ; UGC Montparnasse, 8 (36-85-70-14) ; 36-85-70-14 ; Gaumont Opéra Français, 9 (36-85-75-55) ; réservation 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12 (36-85-62-33) ; UGC Gobelins, 13 (36-85-75-55) ; Gaumont Convention, 15 (36-85-75-55) ; réservation 40-30-20-10 ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-85-71-44 ; réservation 40-30-20-10.

THAT'S ENTERTAINMENT III. Film américain de Bud Friedgen et Michael J. Sheridan, v.o. : Grand Action, 5 (43-28-44-40) ; 36-85-70-63 ; MacMahon, 17 (43-29-79-68) ; 36-85-70-48.

THE MASK. Film américain de Charles Russell, v.o. : Forum Horizon, 1 (36-85-51-25) ; UGC Montparnasse, 8 (36-85-70-14) ; 36-85-70-14 ; UGC Odéon, 6 (36-85-37-62) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8 (36-85-75-55) ; réservation 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 8 (36-85-49-56) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13 (36-85-75-13) ; réservation 40-30-20-10 ; Majestic Passy, 16 (42-24-46-24) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2 (36-85-70-23) ; Bretagne, 6 (36-85-70-37) ; réservation 40-30-20-10 ; UGC Montparnasse, 8 (36-85-70-14) ; 36-85-70-14 ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 36-85-81-09 ; réservation 40-30-20-10 ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; 36-85-71-33 ; UGC Lyon Bastille, 12 (36-85-62-33) ; UGC Gobelins, 13 (36-85-75-55) ; Gaumont Convention, 15 (36-85-75-55) ; réservation 40-30-20-10 ; Pathé Clichy, 18 (36-85-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-85-71-44 ; réservation 40-30-20-10.

La Lettre du
Monde de l'éducation

Quatre pages, tous les lundis,
pour les professionnels de l'éducation

36 numéros par an
375 F
Tarif spécial pour les abonnés du Monde de l'éducation
300 F

La Lettre du
Monde de l'éducation

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à : Le Monde - Service Abonnements - 1, place Hubert-Beuve-Méry 55852 Iry sur Seine Cedex

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Ville : _____
Code Postal : _____

☐ 375 F ☐ 300 F Votre numéro d'abonné : 9 _____

☐ Chèque bancaire ou postal
☐ Carte Bleue n° _____
☐ Carte Amex n° _____ 401 LE 03

Date et signature : _____

CULTURE

THÉÂTRE

LES REVENANTS d'Ibsen au Théâtre 14

D'un fléau à l'autre

C'est en altitude, face à un paysage d'une splendeur rare dont le nom est de nos jours universellement connu, qu'Ibsen, l'été 1880 (il a cinquante-deux ans), se met à préméditer sa pièce la plus diabolique : *les Revenants*. Ce site se nomme Berchtesgaden. Au printemps 1925, Adolf Hitler, arrivé là dans une somptueuse Mercedes rouge cerise qu'il vient d'acheter, y installe son quartier général numéro deux.

Ibsen avait l'habitude de choisir des lieux enchanteurs, presque célestes, pour écrire ses pièces lugubres : il ira achever *les Revenants* à Amalfi, et à Rome tout près de la villa Borghese. Écrire *les Revenants*, c'est pour Ibsen se mesurer à plusieurs propos qui tournent chez lui à l'idée fixe.

En première urgence, le sort de la femme mariée qui n'a pas eu le cran de quitter son monstre de mari. Ibsen vient de se faire vouer aux gémonies pour avoir, dans sa pièce précédente, *Maison de poupée*, donné le premier (et beau) rôle à une femme, Nora, qui lâche le foyer conjugal. Il va donc montrer, cette fois, qu'il n'est pas désolant de voir l'épouse assez pieuse, assez mensionnière, pour rester là. C'est chez Ibsen une nouvelle tentative de militer pour le désenchaînement des femmes. Il écrit : « *Les femmes, aujourd'hui, maltraitées quand elles sont filles, puis sœurs, puis épouses, n'ayant pas droit à un enseignement qui corresponde à leur vocation, ne sont que ressentiment.* »

En 1880, Ibsen milite aussi pour « une instruction publique moderne ». « Une sinistre bande théologique est actuellement maîtresse du ministère de l'instruction publique. Lorsqu'il atteint l'âge d'homme, le Norvégien n'est pas un « produit » naturel, il est dirigé et abîmé par sou-

mission à l'esprit monacal, il n'y a pas vingt-cinq personnes libres, indépendantes, en Norvège, il ne peut pas y en avoir. » L'un des premiers rôles des *Revenants* va donc être un spécimen (aux yeux d'Ibsen) de « christianisme pédagogue », le pasteur Manders, l'un de ces ministres qui « savent la foi », sournois, intéressé, veule, et même, semble-t-il, criminel si ce n'est pas par simple maladresse, mais par calcul et vengeance, qu'il met le feu à un asile en construction, après avoir pris soin de dissuader la bienfaitrice commanditaire de cet asile de ne pas souscrire d'assurance – ce, afin de mieux la ruiner.

« L'aide dernière »

Troisième propos (qui va en inclure plusieurs autres) : le suicide, ou plus exactement une hésitation entre suicide et euthanasie. Ibsen présente à cette fin un jeune homme, peintre, auquel son père a transmis la syphilis. Comme les médecins, au même moment, font savoir que la syphilis ne peut pas être héréditaire, Ibsen laisse entendre que le fils a été contaminé par la salive, en fumant une pipe que lui tend son père. Le fatal, la malediction, d'un mal alors incurable, déterminent chez ce jeune peintre, Oswald, une dépression. Et refusant d'être réduit à un état d'impotence, de survie passive, il demande à sa mère de lui « accorder l'aide dernière » au moment venu (il lui montre qu'il garde sur lui la « dose » qui permettra de l'achever).

La mère refuse. Et Ibsen manifeste une vive étonnement objective et froide de la chose, par des paroles qu'il fait prononcer à son contaminé. Oswald dit à sa mère que Régine, elle, aurait accepté de lui apporter cette aide (Régine

n'est plus là, elle était une servante de la famille – en vérité une demi-sœur d'Oswald, sans qu'il le sache, enfant du même père) : « *Régine l'aurait fait. Régine avait le cœur superbement léger. Et elle en aurait eu vite assez de soigner un malade tel que moi.* »

Évidemment Emmanuel Dechartre, qui, aujourd'hui, interprète Oswald au Théâtre 13, avec beaucoup de sagacité et une profonde élégance, dit qu'il ne pense que sida, tout au long du rôle. Et l'auditeur ne peut pas échapper à cette même présence. Le neveu en scène, Jean Bollery, intermédiaire chevronné et magistral des œuvres d'Ibsen, de Strindberg, de Claudel, de Yeats, interprète l'affreux pasteur Manders vraiment sur la pointe des pieds, presque en bon petit sujet, ce qui fait sourdre très finement la juste dose d'humour en sous-main d'Ibsen. Elisabeth Tamaris joue on ne peut mieux la mère, qui, au rideau final, voyant son fils défilé par une attaque, court comme une démente, le flacon de « délivrance » en main, criant « Non !... Oui !... Non !... », car Ibsen n'a pas l'habitude de mettre la pédale douce, aux ultimes secondes de ses pièces.

Écrivant *les Revenants*, il a tenu – il l'a bien précisé – à « repousser une bonne fois les frontières ». Le résultat est que, longtemps, les théâtres de Norvège refusèrent de donner sa pièce. En France, c'est Emile Zola qui décide Antoine à la présenter dans son Théâtre-Libre. Il ne savait pas qu'Ibsen aimait dire : « *Zola descend dans l'égout pour s'y baigner, moi pour le curer.* »

MICHEL COUNNOT

Théâtre 14 Jean-Marie Serreau, 20 avenue Mare-Serreau, 75014 Paris. Tél. : 45-45-49-77. Du mar. au sam., 20 h 30, dim., 17 heures. Places : 120 F et 60 F. Jusqu'au 4 décembre.

LA COMÉDIE-FRANÇAISE AU-DELÀ DU RIDEAU

Les silhouettes du souvenir

Le 12 janvier 1995, la salle Richelieu, actuellement fermée pour travaux, rouvrira ses portes avec *Occupe-toi d'Amélie*, de Georges Feydeau, dans une mise en scène de Roger Planchon. Mais, d'ici là, la Comédie-Française reste ouverte au public, avec une exposition qui très simplement indique son objet : « La Comédie-Française au-delà du rideau ».

La première bonne idée vient de l'entrée. Elle n'est pas située sur la place André-Malraux qui, au fil des années, est devenue l'entrée principale, où il est de bon ton d'arriver les soirs de générale, mais sur la place Colette, où se tient la véritable entrée d'honneur, si belle avec son jeu de glaces et de doubles portes, ses bustes et son corridor. Là, les grands attendent le visiteur : Corneille, Marivaux, Beaumarchais, M^{rs} Mars et Molière, bien sûr, assis, tel que le sculpteur Caudron l'a imaginé, le coude posé sur la cuisse, le sourire ironique.

Nous n'irons pas à travers l'Histoire. L'exposition refuse cette voie. 1680-1994 : il y avait maître à faire réfléchir, du Roi-Soleil – qui signe la naissance de la troupe le 21 octobre 1680 – à François Mitterrand – qui, en quatorze ans, eut la charge de nommer cinq administrateurs. Noël Guibert, commissaire de l'exposition, a préféré suivre les chemins de la mémoire productive : celle qui, à la vue de tel costume ou tableau, décor ou accessoire, fait resurgir une époque.

Comment choisir ? Le patrimoine de la Comédie-Française est riche de dix mille costumes, de centaines de tableaux et de manuscrits, riche aussi de meubles et de milliers de pages de lettres et de registres. La géographie des lieux a dicté les envies.

La salle Richelieu étant condamnée aux regards, l'exposition occupe les abords – le hall, l'escalier d'honneur et les foyers. Ainsi, le théâtre tourne autour du plateau, les coulisses occupent le devant de la scène. A chaque endroit correspond un thème : le répertoire classique dans le hall, les éléments spectaculaires dans l'escalier d'honneur, et une promenade à travers les grands moments de la maison le long des foyers.

André Acquart, scénographe de l'exposition, n'a pas décoré la Comédie-Française, qu'il connaît bien, il l'a maquillée. Le spectateur du Français se retrouve dans des endroits familiers, mais détournés de leur fonction, parfois jusqu'à l'étrange. Que le hall circulaire serve d'écritoire à une scène reconstituée, où trône le fauteuil de Molière, rien de très étonnant. Mais quelle merveille de voir la galerie des bustes, d'ordinaire éclairée par les lumières de la ville, rendue à une obscurité d'où émerge un cortège de silhouettes presque inquiétant ! On dirait un bal masqué mené par le Commandeur de Dom Juan.

« Le magasin habits »

Les mannequins qui habitent l'exposition ont été élus avec une extrême délicatesse. Souvent, ils ne se contentent pas de dessiner une silhouette, mais font resurgir, derrière le personnage, le comédien qui le joua. On découvre une petite robe marron au col marqué d'un nœud, et c'est aussitôt Isabelle Adjani que l'on voit, au temps de ses débuts dans *Agnes de Nérès*.

Dans ses derniers tableaux, la solitude pèse encore plus, tantôt chagrine, tantôt nuancée d'on ne sait quelle tendresse des profondeurs. C'est sans doute là ce qui fait la grandeur et l'universalité de cet artiste vaudois encore méconnu. Grand bourgeois mais esprit rebelle à son milieu, homme de références culturelles mais féru d'art populaire, quasi misanthrope mais d'une amitié ulcérée, pudique mais obsédé par le corps de la femme, ses contradictions le font apparaître comme un des peintres de l'inconfort de vivre.

JEAN-JACQUES LERRANT

Musée cantonal des beaux-arts, palais de Rumine, Lausanne. Tél. : (01) 41-21-312-83-32. Jusqu'au 27 novembre.

FRANCOPHONIE

L'Institut français de Madrid fait peau neuve

MADRID

de notre correspondant L'Institut français de Madrid qui, depuis 1913, est la vitrine de la culture et de la langue de notre pays a fait entièrement peau neuve. Après trois ans de travaux, la construction d'un nouveau bâtiment et la restauration de l'ancien – qui sera complètement achevée vers le mois de juin 1995 –, cette institution au cœur de la capitale a inauguré ses nouvelles installations, vendredi 28 octobre, par une fête gigantesque animée par le collectif Ilotopia.

Cette compagnie a offert un spectacle interactif de onze heures, « un parcours à la carte » intitulé « la France dévoilée » dans les locaux fonctionnels et lumineux « du plus complet des Instituts français d'Europe » selon l'expres-

sion de son directeur Gerard Imbert. Cette métamorphose, aboutissement d'un projet resté longtemps dans les cartons, a permis de créer une salle de spectacles moderne de 280 places, d'un espace d'exposition, d'une salle de conférence, d'un centre d'information et d'une médiathèque de 700 m² totalement informatisée, équipée de 20 000 livres, de 1 000 vidéos. Ce complexe accueille déjà 2 000 élèves et offrira deux ou trois spectacles par mois. Gerard Imbert souhaite ouvrir cet Institut à la municipalité, à la communauté autonome de Madrid, aux services culturels espagnols, l'intégrer d'ailleurs dans le festival d'automne et en faire un lieu de rencontres autour de la danse, de la musique et de la chanson.

MICHEL BOLE-RICHARD

« La Comédie-Française au-delà du rideau », Comédie-Française, place Colette (1^{re}). Métro : Palais-Royal. Tous les jours, de 11 heures à 18 heures. Tél. : 44-58-12-16. 20 F et 25 F. Le catalogue de l'exposition (120 illustrations dont 50 planches en couleurs) est en vente au prix de 180 F.

BRIGITTE SALINO

« La Comédie-Française au-delà du rideau », Comédie-Française, place Colette (1^{re}). Métro : Palais-Royal. Tous les jours, de 11 heures à 18 heures. Tél. : 44-58-12-16. 20 F et 25 F. Le catalogue de l'exposition (120 illustrations dont 50 planches en couleurs) est en vente au prix de 180 F.

ARTS

CAMILLE SAINT-JACQUES à l'Hôtel de Ville de Paris

L'homme absent

L'exposition se nomme *Ecce Homo*, manière d'annoncer nettement son propos et l'ampleur de ce dernier. Il ne s'agit de rien moins que de réintroduire dans l'art quelques réflexions morales à propos de ces simples questions : comment définir l'homme contemporain et comment le représenter ? Elle se développe en quatre parties, que lient entre elles cohérence et correspondances autant formelles qu'intellectuelles. *Les Limbes* et *les Enfers* se font face d'un mur à l'autre, de même que les *Apôtres* et les *Fantômes*. C'est tout dire : l'humanité oscille entre l'effacement, l'ombre et la perte. Les visages ne sont plus que masques évidés, stéréotypes répétés, signes neutres.

Pour figurer les *Enfers*, Camille Saint-Jacques a dessiné et découpé dans le bois des vases de robots. Par les orbites et la bouche, circulaires et trop grands, on aperçoit l'intérieur, où il n'y a rien, si ce n'est le nœud de la corde qui sert à suspendre cette vanité moderne. On croirait une collection de crânes décevants et momifiés, victimes d'une torture méthodique. De leurs yeux morts, ils considèrent les humains qui ne sont pas nés, ceux qui sont demeurés dans les limbes. Là, sur des troncs sciés en deux et polis, l'artiste a inventé une deuxième manière de suggérer l'anonymat et l'absence.

Au graphisme géométrique et simplifié à l'extrême d'un savant du siècle dernier en quête d'un « prototype humain », il a emprunté l'idée d'une signalétique réduite à des ovales réguliers, des lignes, des traits et des points régulièrement espacés. Les lettres ? Une courbe horizontale sans expression. Le regard ? Un pointillé dépourvu de sens. Le visage ? Un diagramme. L'effet de ces masques plats, accrochés au mur de manière à constituer une frise, est passablement angoissant, autant que le serait une collection de masques funéraires.

Dans un angle, Saint-Jacques a déposé une énorme pellicule photo de bois recouvert de perles

colorées, fétiche d'aujourd'hui, sans magie, sans pouvoir. On y lit, en grandes lettres brunes, *Photo fantôme, Kodaculture*. De la bobine s'échappe un film, suite de photographies à demi effacées. Des portraits ? Leur négation, à l'inverse. Les modèles se reconnaissent assurément, mais il ne reste d'eux que cela : les éléments d'une identification physiologique, dépourvus de densité, privés de toute présence. D'autres artistes d'aujourd'hui portent sur la pratique commune de la photographie un regard non moins critique. D'autres sont, comme lui, d'avis que la multiplication et la diffusion de l'image mécanique ne multiplie et ne diffuse que les lettres et faux-semblants. Mais cette pièce a la force ramassée, durable et rare de l'allégorie.

Le choix du lisse et du net

Restent les *Apôtres*. Seraient-ils les seuls justes, les seuls « héros positifs » de l'histoire ? Que l'on ne s'attache pas à cet espoir, ce serait en vain. Les apôtres sont ici sous la forme de cubes superposés, dont chacun porte un fragment de ligne. Ces cubes sont certes rangés en ordre, mais décalés, vides et irréguliers imperceptibles sous-entendent le destin de ces images : elles seront détruites. La construction ne résistera pas au temps, elle s'effondrera et, de l'apôtre, ne demeureront que des vestiges.

Il y a quelque chose d'inextinguible dans ces pièces et dans leur réunion dans une salle blanche, trop blanche, propre et hygiénique comme un hall d'hôpital. L'exécution nette et impersonnelle des œuvres, le choix du lisse et du net, la facture délibérément inexpressive, tout cela contribue à faire d'*Ecce Homo* une terrible leçon de logique et une vanité à la mesure du vide de l'époque.

PHILIPPE DAGEN

Hôtel de Ville de Paris, Salle Saint-Jean, rue Lobau, 75004, Paris : tél. : 42-76-40-66. Jusqu'au 4 décembre.

AUBERJONNOIS à Lausanne

Un baroqueisme froid

Sur ses autoportraits, le peintre suisse René Aubertjonois (1872-1957) ressemble à un clown, triste naturellement. Même quand il remplace son bonnet à grelots occasionnel par le chapeau melon d'un homme discret et Cézannien. Au tout cas, il se regarde sans aménité, comme il le faisait à l'égard de ses tableaux qu'il reprenait sans cesse – pour combler des vides, disait-il –, au point de les gâter parfois, au grand dam des collectionneurs auxquels ils les empruntèrent.

Il ne devait pas être de relation facile si l'on en juge, à la lecture de sa biographie, par les ruptures avec ses compagnons successives et les broutilles avec ses familles. Il eut pourtant des amis de la qualité de Charles-Ferdinand Ramuz, qui écrivait : « *Nous avons en commun l'amour de ce qui est primordial et élémentaire* » ; ou de Charles-Albert Griaire, dont l'esprit de fantaisie voyait en lui le type du « parfait malin gentleman ».

Sa peinture, d'une couleur austère et rentrée, juxtapose les frottements et de légers empâtements vibratoires. Elle laisse quelquefois au spectateur de ses œuvres pourtant châtifiées une impression d'inachèvement ou de mise en suspens. S'il reste fidèle à la figuratif, c'est pour contraindre la réalité à s'intégrer à une construction plastique rigoureuse, à traduire sa vision d'un monde émacié, dans les dernières années, jusqu'à la transparence. Un peu comme dans certains portraits de Giacometti où la ressemblance d'âme au modèle est obtenue par des éliminations et des effacements. Sans que, chez Aubertjonois, la chair, ou l'idée de la chair, soit jamais oubliée.

La rétrospective de Lausanne permet de suivre avec plus de cent cinquante tableaux, et un nombre encore plus important de dessins, l'évolution de ce peintre vaudois à la culture cosmopolite. Il a séjourné en Angleterre, Florence, en Allemagne et à Paris, qu'il quitta en 1914. Ses débuts ont déjà ceux d'un artiste indépendant, même s'il a regardé du

Grotesque sérieux

A mesure qu'il avance en âge, son style de simplification expressive s'affirme à travers ses thèmes favoris. Ses chevaux de course deviennent apocalyptiques, ses amazones s'étièrent, ses acrobates et écuyères subissent des transformations d'une bizarrerie sèche. Ses corbilles – il n'a vu qu'une fois une course de taureaux à Arles – minimisent l'homme à la cape et grandissent la masse noire de la bête promise à l'estocade. Sa *Joséphine Baker* – il a sans doute songé à l'Yvette Guilbert de Toulouse-Lautrec – est comme écartelée. On pourrait parler de baroqueisme froid, de grotesque sérieux.

Mais c'est surtout avec le modèle féminin, objet constant de son attention, que le processus d'« étreçissement » se remarque. Du joli nu en plénitude de 1906, ponctué de touches, à celui de 1946, déformé et grêle devant une tenture rouge, le désir s'est mué en mélancolie. L'érotisme, pourtant, même assourdi, voilé, ne cesse de hanter son œuvre. Peu de paysage de plein air, s'ils sont toujours amples et mystérieux. En fait, les transmutations majeures, les démarches vers l'ascétisme des formes et des couleurs, s'opèrent dans le laboratoire mental de l'atelier.

Les dessins, très beaux, jouissent d'une liberté qu'Aubertjonois ne tolérât que rarement dans sa peinture. Ils procèdent d'une observation aiguë de la réalité qui fait de lui un portraitiste très proche du modèle, un inventeur de mythologies pleines de naturel, un animalier qui a su sy-

La conférence économique de Casablanca

Le projet de Banque de développement pour le Proche-Orient prend corps

Des chefs de gouvernements et des ministres en grand nombre, plus d'un millier de dirigeants d'entreprises et de banquiers : par la qualité et le nombre de ses participants, le premier sommet économique sur le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, qui se tient du 30 octobre au 1^{er} novembre à Casablanca, au Maroc, est une réussite incontestable sur le plan médiatique. Mais ce rassemblement est aussi l'occasion de passer en revue les nombreux projets de développement économique que comptent présenter Israël et les pays arabes. Et de jeter les bases d'une future banque régionale de développement, à l'instar de celle mise en place pour les pays de l'Est et de l'ex-URSS.

CASABLANCA

de notre envoyé spécial

La rencontre qui a eu lieu dimanche 30 octobre entre Itzhak Rabin, le premier ministre israélien, et Yasser Arafat, le chef de l'autorité palestinienne, les deux « vedettes » du sommet, est de bon augure. Résultat de la reprise du dialogue, interrompu par l'attentat sanglant de Tel-Aviv, le 19 octobre dernier, Israël a accepté de lever partiellement, à compter de mardi 1^{er} novembre, le blocage de la bande de Gaza, qui prive d'emploi plusieurs dizaines de milliers de Palestiniens et asphyxie l'économie locale (voir page 15). Le premier ministre israélien a également accepté d'accélérer en Cisjordanie le transfert de pouvoir aux Palestiniens dans les domaines de la santé, de la fiscalité, et des affaires sociales. Jusqu'ici, seul le secteur de l'éducation avait changé de main. Mais le sommet de Casablanca a une autre ambition que de favoriser le seul dialogue entre Israël et les Palestiniens. Il vise ni plus ni moins à jeter les bases d'un développement économique, seul garant d'une paix durable. « Il faut que le Sommet envoie ce message au monde : le Proche-Orient et l'Afrique du Nord sont ouverts maintenant aux affaires », a résumé le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, dans son intervention lors de l'ouverture du sommet.

DANS LA PRESSE

Financial Times : « Il y a quelques années, on attendait de l'Arabie saoudite et du Koweït qu'ils figurent parmi les plus généreux donateurs à l'égard d'un État palestinien naissant ainsi qu'à l'égard de projets de développement régional comme ceux qui vont être discutés à Casablanca. (...) Aujourd'hui, ces deux pays font face à des dépenses supplémentaires substantielles pour soutenir le dernier déploiement militaire américain dans la région. La sécurité dans le Golfe n'est pas bon marché. Depuis la Maison blanche, M. Clinton peut observer une sécurité accrue au Proche-Orient. Mais les obstacles politiques restent décourageants, et les sous-bassements économiques de la paix sont vraiment fragiles. »

La Tribune-Desfossés (Alain Baron) : « Voulu par le Maroc et Israël, unis par des liens anciens que n'a pas réussi à casser le boycott arabe, et placée sous le double patronage de Washington et de Moscou, cette conférence a la particularité de mêler responsables politiques et hommes d'affaires nord-africains et moyen-orientaux. « Nouveaux partenaires pour la paix et le progrès économique ». De facto, il s'agit là-bas bel et bien de la fin du boycott arabe contre l'État hébreu, qui aurait coûté au moins 40 milliards de dollars à Israël depuis 1948, selon une récente étude des chambres de commerce israéliennes. »

Les Échos (Martine Royo) : « Les Arabes sont arrivés en ordre dispersé à la conférence de Casablanca. Premier pays arabe à avoir signé la paix avec Israël, l'Égypte redoute de voir l'État hébreu tirer tous les marrons du feu au détriment de ses voisins. (...) L'inquiétude du Caire est partagée par les pays du Golfe, dont plusieurs ont émis des réserves sur les projets israéliens. Beaucoup craignent en effet qu'Israël profite de cette conférence pour imposer son hégémonie sur la région. »

Le Figaro (Gérard Nicoud) : « L'entrepreneur hésite à investir dans les endroits à risque. Les extrémistes l'ont bien compris, qui en Algérie, en Égypte, ou en Israël, poursuivent leurs attentats pour décourager investisseurs et touristes. Comment, dès lors, réconcilier le développement économique et les impatiences de peuples qui risquent de se laisser convaincre par les intégristes ? La réponse à cette question conditionne le succès du sommet. »

RTL (Marc Ullmann) : « Maintenant, l'idée a pris corps que la prospérité au Moyen-Orient est indivisible, que la région forme un tout, et que ce tout doit être développé dans un climat d'harmonie. Le progrès est immense. Mais entre la prise de conscience et la réalisation des objectifs, il risque d'y avoir comme un cercle vicieux. En effet, la paix ne sera solide que lorsqu'il y aura la prospérité. Et la prospérité ne viendra que lorsque la paix apparaîtra suffisamment solide pour qu'il y ait des investissements. Actuellement, on reste dans l'incertitude. »

Eau, banque et tourisme

Mis sur pied conjointement par le Forum économique de Davos (Suisse) et le Conseil des relations étrangères, un organisme américain qui s'est donné pour mission de faire comprendre à l'extérieur la politique étrangère des États-Unis, le Sommet de Casablanca a recouvert pas moins de 21 thèmes susceptibles d'ouvrir la voie à une coopération régionale, de la gestion des ressources en eau à l'agriculture, en passant par le système bancaire et le tourisme.

Une floraison de projets qu'on retrouve du côté de la délégation israélienne représentée par près de la moitié du gouvernement, dont le premier ministre et le ministre des affaires étrangères, Shimon Peres, ainsi que par une centaine de chefs d'entreprises. Venu en force à Casablanca, Israël devrait présenter, dans un épais document intitulé « Options de développement pour une coopération régionale », une kyrielle de projets disparates allant de la construction d'un réseau autoroutier de près de 2000 kilomètres reliant l'état hébreu à ses voisins proches et lointains, à l'édification de barrages en passant par la construction d'unités de désalinisation de l'eau de mer.

Un volontarisme qui s'explique aisément. Considéré comme un pestiféré par les pays arabes depuis près d'un demi-siècle,

Israël sait que la conférence va marquer de facto l'entente du boycott. Les États du Golfe ne viennent-ils pas d'ouvrir la voie en le vidant de sa substance ? Ne reste plus à la Ligue arabe qu'à faire de même.

Certes, tous les adversaires traditionnels de Tel Aviv n'ont pas fait le déplacement. Le gouvernement syrien n'est pas représenté à Casablanca, et pas davantage le Liban qui contrôle Damas. Mais ce n'est là que partie remise, estime-t-on. Au prochain sommet, prévu en 1995 à Amman, en Jordanie, Damas sera présent pour peu que d'ici là les négociations secrètes avec l'État hébreu aient abouti à un traité en bon et due forme. Quant aux rares pays absents du sommet, l'Irak, l'Iran, le Soudan, la Libye... ils ont été jugés indésirables par le roi Hassan II, qui ne les a pas invités.

Comparé à l'énorme catalogue israélien, les pays arabes sont arrivés à Casablanca en ordre dispersé et les mains vides, ou presque (voir encadré). Seule l'Égypte va s'efforcer d'intéresser des industriels au financement de deux projets pétroliers tandis que la Jordanie, avec la bénédiction de Washington, donne l'impression de privilégier la coopération bilatérale avec Israël.

Une BERD pour la région

Seul résultat probable à attendre de la conférence de Casablanca : l'annonce de la création d'une Banque d'investissement pour le Moyen-Orient, qui s'inspirerait de la Banque pour la reconstruction et le développement (la BERD) telle qu'elle existe pour les pays de l'Est. Déjà ancienne, l'idée de cette banque est à porter au crédit de l'ancien ministre israélien des affaires étrangères.

Son capital de départ, qui pourrait être de l'ordre de 10 milliards de dollars (une cinquantaine de milliards de francs), serait apporté à hauteur de 40 % par les États de la région-essentiellement les monarchies du Golfe-et le solde par les Occidentaux, premier rang desquels l'Union européenne, les États-Unis et le Japon.

Spécialisée dans les investissements d'infrastructures une telle banque aurait notamment la possibilité d'octroyer de l'argent aux autorités palestiniennes, chose que ne peut pas faire la Banque mondiale qui ne travaille qu'avec des États. Or, il n'existe pas d'État palestinien.

Reste que, aussi séduisante soit-elle, l'idée d'une telle banque ne fait pas l'unanimité. Si le président

Clinton, la semaine dernière en Jordanie, a officiellement appuyé le projet-contre l'avis du Trésor, le premier ministre israélien en est un partisan assez fidèle. Il craint que l'apport de Washington ne se fasse au détriment de l'aide américaine à Israël (plus de 3 milliards de dollars par an). Tout en mettant en garde contre des « promesses mirobolantes », Jacques Delors, dimanche, a défendu le projet, la banque pouvant selon lui « devenir un puissant ferment d'intégration régionale ». Alain Juppé, le ministre des affaires étrangères, venu représenter la France à la conférence, s'est montré réservé, craignant que l'accouchement en soit laborieux et lent, alors qu'il y a « urgence » à résoudre les problèmes économiques de la région.

Ce qui se passe aujourd'hui dans la bande de Gaza lui donne raison. Bouclés par les Israéliens ces dernières semaines, les territoires vivent très difficilement. Les salaires des quelques 25 000 Palestiniens autorisés à venir travailler en Israël manquent. Les exportations sont réduites à néant et avec elles une partie des ressources de l'autorité palestinienne. L'affaire serait moins grave si ne venait s'y ajouter les problèmes entre l'OLP et les donateurs internationaux à propos de l'aide financière promise mais qui n'arrive pas. Au total, les pays donateurs se sont engagés à fournir cette année 720 millions de dollars d'aide. Or, en cette fin d'année, à peine 10 % de la somme a été effectivement déboursée par la Banque mondiale, qui joue en l'occurrence le rôle de caissier général. Du coup, rares sont les chaudières à avoir démarré alors que, dans la bande de Gaza, un « actif » sur deux est sans emploi.

Faut-il incriminer la bureaucratie de la Banque ? Mettre en avant l'incurie des responsables Palestiniens, leur incapacité à présenter des comptes sérieux ? Sans doute les deux. Ainsi a-t-on vu la semaine passée Yasser Arafat, sans le moindre appel d'offres, octroyer pour une longue période à une compagnie américaine le marché des télécommunications dans les territoires. Ou a vu aussi des dirigeants palestiniens basés à Tunis passer un contrat identique avec une autre compagnie américaine rivale. Une incurie qui n'exclut en rien les lenteurs de la communauté internationale.

A Casablanca, il est surtout question de définir un mécanisme pour accélérer l'octroi des fonds. Le temps presse. Tout retard joue contre la paix.

JEAN-PIERRE TUQUOI

M. Delors : gare aux promesses mirobolantes

Jacques Delors, le président de la Commission de l'Union Européenne, a lancé une mise en garde samedi 29 octobre contre des promesses excessives à propos du projet de création d'une banque d'investissement pour le Moyen-Orient. « Dans une région encore fragile où il y a peu d'investissements, qui sort à peine du sous-développement, il faut faire très attention aux promesses mirobolantes qui ne seraient pas respectées », a-t-il déclaré à l'AFP à la veille de l'ouverture de la conférence économique de Casablanca.

L'Europe est favorable à la création d'un tel établissement a-t-il souligné, mais il faut en définir « clairement les modalités de fonctionnement ». Il faut ainsi savoir si cet établissement financera des entreprises publiques ou privées, et quel type de prêts il accordera. L'Union européenne est disposée à participer au capital de cette banque, a confirmé M. Delors. L'idée de la création d'une banque d'investissement pour le Moyen-Orient avait été lancée par le ministre israélien des Affaires étrangères, Shimon Peres, qui avait proposé que le capital soit fixé à 10 milliards de dollars, avec des parts de 500 millions de dollars.

En plus du projet de banque d'investissement, la conférence de Casablanca devrait décider d'établir « un conseil régional, sorte de chambre de commerce

qui sera un pont entre les gouvernements et le secteur privé », a indiqué aux journalistes le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, dans l'avion qui l'emmenait de Ryad à Casablanca. Le communiqué final devrait également faire état d'un projet d'agence régionale du tourisme et d'un « accord de principe » sur la nécessité d'instaurer « la libre circulation des marchandises, des capitaux et des idées » dans la région. « C'est seulement le début », a souligné M. Christopher en précisant qu'il y aurait des « mécanismes de suivi » dont « un comité de développement ». L'agence officielle égyptienne MENA a estimé à 10 milliards de dollars le coût des cinquante-huit projets que le Caire compte proposer à la conférence, notamment un pont au-dessus du canal de Suez, une autoroute reliant la Turquie au Caire.

L'Égypte a en outre demandé à accueillir le siège de cette banque de développement. Côté israélien, les principaux projets portant sur une autoroute reliant tous les pays du Proche-Orient, depuis la Syrie jusqu'à l'Égypte ainsi que sur un complexe touristique géant sur la mer Morte. En commun avec la Jordanie, Israël envisage également de construire une usine de dessalement sur le lac de Tibériade et un barrage sur le Yarmouk, une rivière qui se jette dans le Jourdain.

Grâce à un recul de la surcapacité

Le transport aérien mondial refait surface

Les compagnies aériennes mondiales, qui tiennent leur congrès annuel à Mexico les 31 octobre et 1^{er} novembre, pourraient renouer avec les bénéfices cette année, après des pertes de 4,1 milliards de dollars en 1993 pour l'ensemble des adhérents de l'IATA.

Le transport aérien mondial devrait sortir de la plus grave crise de son histoire cette année et renouer avec les profits. Les compagnies aériennes pourraient réaliser un bénéfice net de l'ordre de 1 milliard de dollars en 1994, selon Pierre Jeannot, directeur général de l'IATA, l'Association du transport aérien international regroupant 222 compagnies. Toutefois, ce chiffre représente moins de 1 % du chiffre d'affaires des transporteurs, alors qu'un pourcentage de 5 à 6 % serait nécessaire pour remettre véritablement le secteur hors de l'eau, estime M. Jeannot.

Cette sortie de crise s'explique essentiellement par une croissance du trafic plus forte que les capacités offertes, un mouvement sensible depuis juillet 1993. Toutefois, de 1990 à 1993, les compagnies mondiales ont perdu 15,6 milliards de dollars. Aux effets négatifs de la guerre du Golfe et de la récession, s'est ajoutée l'arrivée de nouveaux appareils, commandés durant les années fastes. Les compagnies, qui éprouvaient des difficultés à remplir leurs avions en sur-nombre, se sont livrées une guerre des prix sans merci. Le résultat est affreusement économique : elles ont enregistré des pertes historiques, en 1992, de 4,8 milliards de dollars sur leurs lignes internationales, en dépit d'une reprise du trafic.

Une situation très contrastée

Les résultats de 1993, qui doivent être présentés lundi 1^{er} novembre, à l'occasion du congrès de l'IATA, n'ont guère été meilleurs. Un « optimisme déplacé » avait conduit les prévisionnistes à envisager des pertes de 2,4 milliards de dollars, alors qu'elles s'élevaient, en réalité, à 4,1 milliards sur les lignes internationales. Toutefois, si l'on considère les vols intérieurs et les activités hors transport aérien, les résultats sont nettement moins catastrophiques, avec une perte globale de l'ordre de 300 millions de dollars.

En 1993, le trafic international de passagers a continué de progresser à un rythme soutenu (+6,4 %). En revanche, le trafic à l'intérieur des frontières des pays a marqué le pas (-0,8 %). Le taux de remplissage des avions a progressé par rapport à 1992, pour

atteindre 61,3 % sur les lignes internationales.

Selon l'IATA, l'équilibre d'exploitation aurait imposé en 1993 un taux de remplissage légèrement supérieur à 61,5 %. Au second semestre, le trafic charter a chuté fortement, les passagers s'étant reportés sur des lignes régulières en raison d'offres de promotion très attractives.

La sortie de crise est très disparate, selon les régions du monde. Les compagnies américaines se rétablissent rapidement. Après avoir mis en œuvre des plans d'économie drastiques dès 1991, elles recueillent également les fruits de la reprise aux États-Unis. American Airlines, la plus importante d'entre elles, a annoncé d'excellents résultats pour le troisième trimestre de cette année (+73,3 %) liés à une baisse des coûts. Sur les neuf premiers mois de l'année, AMR, la maison-mère, a dégagé un bénéfice net de 351 millions de dollars.

United Airlines, la deuxième compagnie américaine, qui a fait l'objet d'un rachat par ses salariés en juillet, a réalisé un bénéfice de 40 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'année. Delta Airlines, qui figure au troisième rang, a confirmé son rétablissement, et ses pertes des neuf premiers mois (142 millions de dollars) s'expliquent principalement par des provisions pour restructuration à hauteur de 414 millions. Il n'y a guère que USAir qui voit ses pertes continuer de se creuser. De leur côté, les compagnies japonaises montrent, elles aussi, des signes d'amélioration et Japan Airlines a renoué avec les bénéfices à l'issue du premier semestre de cette année (avril-septembre).

En Europe, la situation est très contrastée, avec, grossièrement, une ligne de fracture entre les pays du Nord et du Sud. British Airways continue inégalement d'enregistrer des bénéfices. Lufthansa, en voie de privatisation, a enregistré pour la première fois depuis 1989 un premier semestre bénéficiaire et compte bien revenir à l'équilibre dès cette année. En revanche, Air France ne prévoit pas de sortir du rouge avant 1996. La compagnie espagnole Iberia est au bord de la faillite et négocie difficilement un plan de redressement avec les syndicats. Enfin, Alitalia, après des pertes de 1,2 milliard de francs en 1993, a annoncé un plan de restructuration en mai.

Le retour de la croissance économique devrait toutefois contribuer au redressement des « canards boiteux ». Pour les années à venir (1994-1998), le trafic international devrait progresser au rythme de 6,6 % par an, selon l'IATA, avec une progression de 6,7 % pour l'Europe de l'Ouest.

MARTINE LARONCHE

EN BREF

COMPTOIR DES ENTREPRENEURS : une association de petits actionnaires porte plainte. - La suspension de cotation depuis le 8 février 1993 du Comptoir des entrepreneurs (CDE), établissement spécialisé dans le financement immobilier placé sous la tutelle du Trésor, scandalise les petits actionnaires. L'ANAF (Association nationale des actionnaires français) a décidé de profiter de l'instruction pénale confiée au juge Zanotto pour présentation de faux bilan, délit d'infraction et information trompeuse pour se constituer partie civile. L'ANAF espère obtenir la reprise des cotations, qui permettrait au moins aux actionnaires individuels, qui détiennent 11,78 % du capital du CDE, de pouvoir matérialiser leurs moins-values.

SOCIAL : première grève à l'usine Pechiney de Dunkerque. - Les salariés de l'usine d'aluminium de Pechiney de Dunkerque (Nord) ont entamé mercredi 26 octobre une grève, la première depuis le démarrage il y a tout juste trois ans de cette usine ultra-moderne (620 personnes). Ils réclament notamment une augmentation des salaires et une progression professionnelle. Un premier mouvement d'avertissement, lancé mardi par l'intersyndicale (FO, CFDT et CGT), s'est transformé en grève générale, suivie par 100 % des opérateurs (ouvriers), selon Michel Marquant (FO). Des représentants ont été reçus par la direction, vendredi, sans succès. Ils réclament notamment une augmentation de 1 000 francs par mois alors que la direction leur propose un « complément de fonction » de 105 francs mensuels.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

150

ECONOMIE

CONJONCTURE

Selon l'INSEE

L'activité économique devrait rester soutenue jusqu'à la fin de l'année

Le moral des chefs d'entreprises industrielles continue de s'améliorer. Selon la dernière enquête mensuelle de l'INSEE, les perspectives générales de production sont meilleures qu'elles ne l'avaient jamais été depuis vingt ans, le solde des opinions positives atteignant 45 en octobre contre 25 en juillet dernier et 10 en mars. Le niveau d'octobre 1994 est supérieur au point haut

atteint en janvier 1989 (+ 31) lors du précédent cycle et alors que la croissance battait son plein. L'opinion des industriels sur leur propre entreprise est moins favorable mais continue de se redresser rapidement après le fléchissement enregistré en juin et juillet.

L'activité industrielle est restée particulièrement soutenue au cours du troisième trimestre

1994, indique par ailleurs l'INSEE. Elle s'est à nouveau renforcée dans la plupart des grandes branches de l'industrie manufacturière, exception faite de l'automobile, où l'activité est apparue moins dynamique, l'effet de la prime Balladur s'émoussant. Les carnets de commande globaux sont toujours jugés bien garnis dans la plupart des grandes branches industrielles sauf pour les biens d'équipement, encore que la production passée se soit nettement améliorée dans ce secteur depuis le mois de mai dernier.

Les stocks de produits finis sont toujours jugés sensiblement inférieurs à la normale et cela dans toutes les branches. Les anticipations des chefs d'entreprise en matière de prix restent orientées à la hausse, alors que les industriels ne prévoient pas de hausses de prix plus marquées pour leurs propres produits.

Cette dernière enquête de l'INSEE montre que la production industrielle a continué d'augmenter rapidement à l'automne, informant probablement l'hypothèse avancée par la plupart des instituts de conjoncture d'un ralentissement du rythme de croissance.

FINANCES

Confirmant la prédominance de la City en Europe

La Deutsche Bank concentre à Londres ses activités de banque d'affaires

La première banque allemande, la Deutsche Bank, a confirmé en fin de semaine dernière le transfert de la quasi-totalité de ses activités d'investissement à Londres. Celles-ci vont fusionner avec les similaires de la filiale anglaise de la Deutsche Bank, Morgan Grenfell, qui a été rachetée en 1989 pour 950 millions de livres (8 milliards de francs) au nez et à la barbe d'Indosuez.

Ce transfert déjà annoncé au début du mois d'octobre n'a pas fait que des heureux à Francfort, qui ambitionne de concurrencer la place financière londonienne. Le symbole est jugé d'autant plus mal en Allemagne que Francfort a obtenu d'abriter l'institut monétaire européen, embryon de la future Banque centrale européenne.

« Mais une banque véritablement européenne se doit d'être dotée d'une direction opérant depuis le marché le plus important — en l'occurrence Londres pour les produits internationaux », explique Hilmar Kopper, le président du directoire de la Deutsche Bank. Morgan Grenfell, qui a conservé une grande autonomie vis-à-vis de sa maison mère, a pris des parts de marché importantes en matière de fusions-acquisitions et de financement de projets. Avec l'arrivée d'équipes de Francfort, elle va devenir un concurrent très sérieux pour les Warburg et autres Goldman Sachs. Ces derniers n'ont pas la force de frappe de la Deutsche Bank qui dispose de la meilleure notation financière, triple « A », et gère pas loin de 2 000 milliards de francs.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 31 octobre et 1^{er} novembre, Clos

En raison de la fête de la Toussaint, tous les marchés boursiers de France ont fermé lundi 31 octobre et mardi 1^{er} novembre.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation
(en millions de francs)
21 octobre 1994

Total actif	796 077	Effets en cours de recouvrement	26 165
dont		Total passif	796 077
Or	169 359	dont	
Disponibilités à vue à l'étranger	83 847	Billets en circulation	254 500
Eau	53 770	Comptes courants des établissements	5 457
Avances au Fonds de stabilisation	15 782	à la constitution de réserves	82 950
Or et autres actifs de réserve à recevoir		Comptes courants du Trésor public	2 768
du Fonds européen de coopération		Reprises de liquidités	
monétaire	53 726	Compte spécial du Fonds de stabilisation	6 631
Concours au Trésor public	36 630	des changes	
Titres d'Etat (bons et obligations)	226 082	Eau à livrer à l'Institut monétaire	53 902
Autres titres des marchés monétaire		Réserves de réévaluation des réserves	
et obligataire	4 327	en or de l'Etat	173 379
Effets privés	174 844		

TOKYO, 31 octobre, ▲ Proche des 20 000 points

La Bourse de Tokyo a terminé la séance du lundi 31 octobre sur une hausse de 0,93 %. L'indice Nikkei a gagné 184,44 points, à 19 989,00 points, après être momentanément passé au-dessus du seuil des 20 000 points.

La formation des places financières américaines après la publication, vendredi, de la statistique du produit intérieur brut (PIB) a motivé des achats de valeurs japonaises sur le terme et le comptant. La faiblesse du volume empêchait cependant les opérateurs de s'inscrire dans une perspective résolument haussière. Il a atteint 243 millions de titres contre 251 millions ven-

dre. Durant le mois d'octobre, il n'a dépassé les 300 millions qu'à deux reprises. « Avec un nombre limité d'investisseurs sur le marché, le Nikkei pourrait aller au mieux jusqu'à 20 200 ou 20 300 », estime un opérateur.

VALEURS	Cours du 26 oct.	Cours du 31 oct.
Bridgestone	1 080	1 080
Daewoo	1 770	1 800
Fuji Bank	2 120	2 150
Honda Motor	1 580	1 610
Marubeni Electric	1 080	1 070
Mitsubishi Heavy	770	760
Sony Corp.	5 630	5 910
Toyota Motors	2 060	2 140

CHANGES

Dollar : 5,1713 ▲

Le dollar consolidait sa forte hausse de vendredi et se maintenait au-dessus de la barre des 5,15 marks lundi 31 octobre sur le marché des changes londonien assez calme en raison de la fermeture de plusieurs places européennes pour le pont de la Toussaint. Le billet vert cotait 1,5105 mark contre 1,5150 vendredi soir à Londres et 5,1713 francs contre 5,1788 francs.

FRANCFORT	28 oct. 31 oct.
Dollar (en DM)	1,5075 1,5105

TOKYO	28 oct. 31 oct.
Dollar (en yen)	97,73 97,27

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (28 oct.) : 5 1/4 % - 5 3/8 %

New-York (28 oct.) : 4 13/16 %

BOURSES

PARIS

SBF, base 1000 : 31-12-97	28 oct.
indice CAC 40	1 838,11 1 905,69
SBF, base 1000 : 31-12-90	
indice SBF 120	1 281,76 1 308,91
indice SBF 250	1 243,52 1 266,92

NEW-YORK (indice Dow Jones)	27 oct.	28 oct.
Industrielles	3 875,15 3 938,66	

LONDRES (indice Financial Times)	27 oct.	28 oct.
100 valeurs	3 029,60 3 083,80	
30 valeurs	2 300,00 2 345,00	

FRANCFORT	27 oct.	28 oct.
Dax	2 032,28 2 040,32	

TOKYO	28 oct.	31 oct.
Nikkei Dow Jones	19 085,16 19 989,00	
indice général	1 507,32 1 585	

REPÈRES

ALLEMAGNE

Prix : + 2,8 % en octobre

La hausse des prix à la consommation a été de 2,8 % en octobre par rapport au même mois de 1993 dans la partie ouest de l'Allemagne. En août et septembre, la hausse avait été de 3 % en glissement annuel. Le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, a déclaré, vendredi 28 octobre à Bonn, qu'un taux d'inflation de 2,8 % était « encore trop élevé ». Dans un discours prononcé devant la Fondation pour la recherche Industrielle, M. Tietmeyer a toutefois souligné que le « net ralentissement » de l'inflation était « un résultat positif ». La Bundesbank s'est fixée comme objectif une inflation de 2 % à moyen terme.

COMMERCE INTERNATIONAL

La COFACE dénonce l'offensive des Etats-Unis sur les marchés d'exportation

Le nouveau président de la COFACE (Compagnie française d'assurances pour le commerce extérieur), François David, se dit préoccupé par l'offensive politico-commerciale sans précédent des Etats-Unis sur les marchés d'exportation. Evoquant

les récents contrats signés entre Boeing et l'Arabie saoudite au détriment de l'avion européen Airbus, M. David a souligné que, pour la première fois, le président Bill Clinton en personne et le pouvoir politique américain se sont mis au service de produits civils. Selon lui, les échecs de produits français à l'exportation « ne sont pas imputables à une faiblesse de l'assurance-crédit française ou à la seule audace de l'Eximbank [l'équivalent américain de la COFACE]. Ils s'expliquent par la pression diplomatique des Etats-Unis » sur certains marchés et gouvernements.

RUSSIE

Le président du fonds de placement en faillite MMM élu au Parlement

Sergueï Mavrodi, directeur de la société d'investissement MMM, dont le krach a ruiné des centaines de milliers d'épargnants en juillet, a été élu dimanche 30 octobre député de la circonscription de Mytichtchi, près de Moscou. Selon des chiffres provisoires, M. Mavrodi a obtenu 27,82 % des suffrages, contre 14,53 % au candidat arrivé en seconde position. M. Mavrodi est président de la société MMM, qui faisait miroiter à ses investisseurs des plus-values mirifiques

en promettant de racheter ses propres « actions » à un taux en augmentation constante. Au début du mois d'août, M. Mavrodi avait été placé en détention provisoire dans le cadre d'une enquête pour « fraude fiscale massive » diligentée contre une filiale de MMM. Il avait été relâché début octobre après 70 jours de détention, sa présentation comme candidat aux législatives partielles lui donnant droit à l'immunité.

SANTÉ

Feu vert à la convention dentaire

Le Journal officiel du dimanche 30 octobre publie la convention des chirurgiens-dentistes, gelée depuis plus de trois ans. En échange d'un engagement à contenir à 2,7 % en 1994 la progression de leurs dépenses présentées à remboursement, les dentistes ont obtenu une revalorisation de 6 % des tarifs remboursables des soins conservateurs (plombage, détartrage). En revanche, ceux des prothèses dentaires — déjà très mal remboursées — restent bloqués. Seul un certain type de prothèse « prioritaire » sera mieux remboursé, sur la base d'un tarif que les dentistes seront tenus de respecter. Un groupe de travail devra, d'ici au 15 décembre, étudier cet appareil.

SOLIDERE

Préqualification des entreprises pour la conception et la construction d'ouvrages de protection maritime dans le centre-ville de Beyrouth

Créée en mai 1994, la société libanaise de développement et de reconstruction du centre-ville de Beyrouth, SOLIDERE, est en charge du financement et de l'exécution de l'infrastructure ainsi que des travaux maritimes dans le centre-ville et du développement de cette zone sur une superficie de 1,8 million de mètres carrés.

SOLIDERE traitera aussi un terrain d'une superficie de 250 000 mètres carrés sur le bord de mer transformé en dépôt durant la guerre. Altérant la façade maritime de la ville, ce problème d'environnement majeur sera traité et transformé en des espaces d'une superficie de plus de 600 000 mètres carrés incluant un vaste parc, une corniche, des promenades bordées d'arbres et des quartiers résidentiels et commerciaux ainsi que des bureaux.

Les terrains gagnés sur la mer seront placés à l'abri des houles au moyen d'une protection maritime d'une longueur de plus de 1 000 mètres. Cette protection consistera en une double ligne de défense comprenant une rangée de caissons en béton immergés dont certains atteindront 19 000 tonnes, un lagon et une série de quais et de promenades. Les caissons en béton seront installés à une profondeur de près de 20 mètres et à 50 cm

au-dessous de la surface de l'eau afin de ne pas obstruer la vue sur la mer. Deux ports de plaisance seront construits aux deux extrémités de cette ligne de protection maritime.

SOLIDERE souhaite constituer une liste d'entrepreneurs qualifiés pour établir les plans de conception et de construction de cette protection. Les entrepreneurs internationaux, ayant déjà exécuté des travaux similaires, et qui disposent de l'équipement approprié, sont invités à soumettre un document de préqualification à l'adresse mentionnée ci-dessous avant le 15 novembre 1994.

Les entreprises ayant déjà soumis un dossier exprimant leur intérêt pour ces travaux n'ont pas besoin de soumettre d'autres documents à moins qu'elles ne veuillent ajouter d'autres informations à celles déjà fournies.

Sur la base des informations reçues, SOLIDERE établira une liste limitative d'entreprises auprès desquelles sera lancé l'appel d'offres.

Adresse :
La Société Libanaise de Développement et de Reconstruction
du centre-ville de Beyrouth, SAL
Division de Développement
rue Riad el-Soih
Banque de l'Industrie et du Travail
Boîte postale 119 493, Beyrouth-Liban



SOLIDERE

Les renseignements nécessaires et informations complémentaires, prière de contacter Imad DANA, tél. 046 128 / cellule (211) 476 3915 / fax 046 132 / cellule (212) 444 8165

CARNET

Décès

— Joëlle Bourgin, sa fille, Myriam Rosenberg-Bourgin, sa femme, M^{me} François Bourgin, sa mère, Marie-Françoise et Foulques de Jouvencel, Dominique et Germain Perot, Marie-Aude et Bertrand Combeau, Olivier-Georges et Virginie Bourgin, ses frères et sœurs, Elisabeth, Anne, Suzanne Rosenberg, ses belles-sœurs, Adeline, Marie-Pierre, Matthieu, Matthias, Julie-Aude, Adèle, Emmanuelle et Samuel, ses neveux et nièces, Gabriel Hernandez Gonzalez, sa famille, ses amis, ont la tristesse de faire part de la disparition soudaine de

Jean-Pierre BOURGIN,

le 29 octobre 1994, à l'âge de cinquante ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 2 novembre, à 14 h 30, en l'église de Saint-Rémy-lès-Chevreuse.

— SETB-Castel, Lyon, Paris.

La direction Et le personnel ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Ingrid CAILLET,

directrice du département foudrais,

survenu le 25 octobre 1994.

— M^{me} Rolande Dutoit a la douleur de faire part du décès de son fils

Fabrice DUTOT,

docteur en médecine,

survenu à Paris, le 16 octobre 1994.

Résidence Estérel, 391, avenue du 23-Août, 06210 La Napoule.

— Le professeur René Agid, Le professeur Yves Agid, Olivier Agid, leurs enfants, leurs familles, ont la tristesse de faire part du décès de

Sylvia GAAD AGID,

survenu le vendredi 28 octobre 1994.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale.

— Alors qu'il allait regagner sa Bourgogne pour laquelle il a tant œuvré,

Lucien HÉRARD

s'est éteint à jamais.

C'était à Monaco, le 4 novembre 1993.

— Les membres du conseil d'administration

La direction et le personnel de l'école active bilingue Jeanne-Manuel, ont la grande douleur de faire part de la disparition de

Dominique LALOI

est décédée accidentellement le 26 septembre 1994, à l'âge de trente-quatre ans.

Une messe a été célébrée en sa mémoire, le samedi 22 octobre, en l'église d'Orsay.

N'oublions pas en ces jours son frère,

Marc,

qui nous a quittés le 2 novembre 1983.

55, rue des Belles-Églises, 75116 Paris.

99, rue de Paris, 91400 Orsay.

— M^{me} Henri Lamy, son épouse, M. et M^{me} Yvon Lamy, M. et M^{me} Bernard Bosc, M. et M^{me} Gérard Maffre, leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, Tous ses amis et ses proches, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri LAMY,

survenu le 22 octobre 1994, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Ses obsèques ont été célébrées le lundi 14 octobre, à 15 heures, en l'église de Septfonds (Tarn-et-Garonne).

Jean-Jacques Lander, Michel Lander et Josiane Vuilleumier, Christine Lander,

et ses enfants, Thierry, Alexandre et Margi Crapoulet,

Claude-Anne et Erdem Keser-Lander, Barbara et Norbert Frei-Lander,

et leurs enfants, Zolt et Nino, Elisabeth Lander,

Les familles parentes, alliées et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Josette LANDER-CHARMEY,

leur chère épouse, mère, grand-mère, belle-fille, enlevée à leur tendre affection le samedi 29 octobre 1994, à Beaune, dans sa soixante-neuvième année.

Un culte sera célébré en l'église réformée de Beaune (Côte-d'Or), le jeudi 3 novembre, à 10 heures.

L'inhumation aura lieu à Winterthur (Suisse), ultérieurement, dans l'intimité.

Ne pas prévoir de fleurs, mais vous pouvez faire des dons au profit de Médecins du monde.

Rue de l'Ouche, Châtillans, 21200 Beaune.

— M^{me} Denis Manuel, Nicolas, Alexis, Stanislas et David, ses enfants,

M^{me} André Manuel, M. et M^{me} Bernard Manuel, M. et M^{me} Guy Manuel, M. et M^{me} Yves Manuel, Le comte Pierre de Chastaigner, leurs enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Denis MANUEL,

qui s'est endormi dans la paix, le 28 octobre 1994, à l'âge de quarante-cinq ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 3 novembre 1994, à 11 heures, en l'église Saint-Léon, 1, place du Cardinal-Amette, à Paris-13^e.

L'inhumation se fera dans la plus stricte intimité familiale.

51, avenue Georges-Mandel, 75016 Paris.

— Les membres du conseil d'administration

La direction et le personnel de l'école active bilingue Jeanne-Manuel, ont la grande douleur de faire part de la disparition de

Denis MANUEL,

Il a marqué par son action l'histoire de l'école pendant ces quinze dernières années et y restera associé à jamais.

L'école perd un ami.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Léon, place du Cardinal-Amette, Paris-13^e, le jeudi 3 novembre, à 11 heures.

Ecole active bilingue Jeanne-Manuel, 70, rue du Théâtre, 75015 Paris.

— M^{me} Elisabeth Marquant, son épouse, Anne et Hélène, ses enfants, M. et M^{me} Robert Marquant, ses parents, M. et M^{me} Daniel Froment, leurs enfants, Corinne et Sébastien, Les familles Berche, Laot et Van der Wateren, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Philippe MARQUANT,

administrateur civil hors classe au ministère du travail,

le 19 octobre 1994, à l'âge de cinquante-huit ans.

La cérémonie d'incinération au cimetière du Père-Lachaise a eu lieu dans l'intimité familiale, le 27 octobre.

16, rue de la Convention, 75015 Paris.

16, rue Mansart, 78330 Fontenay-le-Fleury.

16, place des Quinconces, 78960 Volzain-le-Bretonneux.

— La Ligue des droits de l'homme a la douleur d'annoncer le décès de

Christian MIELET,

membre du comité central, président de la section de Chambéry, délégué régional Rhône-Alpes.

Ses amis se retrouvent autour de lui, mercredi 2 novembre 1994, à 11 heures, au centre funéraire intercommunal à La Tronche, avenue du Grand-Sablon.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être versés à la LDH de Chambéry.

Maison des associations, 73000 Chambéry.

— Paul et Anne-Marie Percie du Sert, Hugues, Anne, Hélène, Charles et Bernadette Percie du Sert, François, Chantal, Geneviève, Paul et Sabine La Chevalier de Preville, et leurs enfants,

Jacques Le Chevalier de Preville, et ses enfants,

Louis de Bray, et ses enfants,

Les familles Percie du Sert, Le Chevalier de Preville, de Bray, Achard de Lelandière, ont la douleur de faire part du décès de

Marguerite PERCIE DU SERT,

née Le Chevalier de Preville,

le 28 octobre 1994, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Une messe sera célébrée à 11 heures, au centre funéraire intercommunal de Saint-Germain-en-Laye, le jeudi 3 novembre 1994. L'inhumation aura lieu au cimetière du Vésinet.

— Le 4 août 1994, disparaissait

Muriel BLEURVACQ.

Son engagement en faveur de l'enfance et de l'aide sociale a contribué à faire progresser le droit et la reconnaissance des personnes.

Tous, collègues des affaires sociales, collaborateurs, amis se souviennent.

— Il y a vingt-cinq ans, le 1^{er} novembre 1969, s'éteignait

Jacques PASTOR,

officier de liaison FTP « Ferrand » en Seine-et-Oise, lieutenant-colonel FFI, professeur de sciences naturelles au lycée Condorcet.

— En mémoire de

Roland SCHWARTZ

et de ses parents, Denise et Pierre, une musique, une pensée particulières.

Conférences

Dieu est-il créateur ?

Six conférences-débats

« L'écriture est-elle inspirée ? » Mercredi 16 novembre, à 20 h 30, avec Michel Tournier, écrivain, et Laurent Gagnebin, théologien protestant.

« La science contrarie-t-elle la foi ? » Mercredi 23 novembre, à 20 h 30, avec Louis Leprince-Ringuet, physicien, et Alain Houziaux, pasteur.

« Dieu est-il cruel ? » Mercredi 30 novembre, à 20 h 30, avec Jean d'Ormesson, écrivain, et Maurice Bellet, théologien catholique.

« Le pardon peut-il guérir ? » Lundi 5 décembre 1994, à 20 h 30, avec Julia Kristeva, psychanalyste, et Paul Ricœur, philosophe.

« La religion rend-elle fanatique ? » Mercredi 14 décembre, à 20 h 30, avec René Rémon, historien, et M^{re} Thomas, évêque de Versailles.

« Dieu est-il de nouveau créateur ? » Mercredi 21 décembre, à 20 h 30, avec Gilles Bernheim, rabbin, et André Gousselle, théologien protestant.

Entrée libre. Libre participation aux frais. Temple protestant de l'Étoile, 54, avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris, métro Argentine.

— Un appel en faveur d'une université libérale francophone.

André Tullier, bibliothécaire en chef honoraire de la Sorbonne et président de l'Association française des amis de l'université Saint-Esprit de Kaslik (AUSEK), vient de lancer un appel en faveur de la constitution d'une bibliothèque générale pour les jeunes diplômés en France.

Libanais francophones (3 500 étudiants, 400 enseignants, dont 40 religieux) qui a la particularité de posséder la seule faculté pontificale de théologie du Proche-Orient, où sont formés en français et en arabe arabe et religieux de toute la région. Les fonds récoltés sont intégralement consacrés à l'achat d'ouvrages et de revues, l'AUSEK ne prélevant rien sur ces dons pour son propre fonctionnement. Les sommes peuvent être versées directement sur le compte de l'AUSEK (CCP Paris 540 37 5) ou par chèque bancaire à l'ordre de l'AUSEK, adressé à M. Tullier, 37, rue de Mora, 95880 Enghien-les-Bains. Un compte-rendu précis de l'utilisation des fonds recueillis est envoyé par la suite à chaque donateur, souligne M. Tullier dans son communiqué.

— La vente aux enchères de timbres et de cartes postales au profit de Médecins sans frontières, organisée samedi 22 octobre 1994 dans les locaux du Monde, a atteint, sous le marteau, la somme de 300 000 F. Les rares inventaires, qui se sont déroulés très vite, ont permis de dépasser les 400 000 F. Pour MSF, il s'agit de la plus grosse opération de cette année dans la catégorie partenariat.

Le Monde des philatélistes remercie tous ceux qui ont participé à cette vente et en ont fait un succès.

— La vente aux enchères de timbres et de cartes postales au profit de Médecins sans frontières, organisée samedi 22 octobre 1994 dans les locaux du Monde, a atteint, sous le marteau, la somme de 300 000 F. Les rares inventaires, qui se sont déroulés très vite, ont permis de dépasser les 400 000 F. Pour MSF, il s'agit de la plus grosse opération de cette année dans la catégorie partenariat.

Le Monde des philatélistes remercie tous ceux qui ont participé à cette vente et en ont fait un succès.

— La vente aux enchères de timbres et de cartes postales au profit de Médecins sans frontières, organisée samedi 22 octobre 1994 dans les locaux du Monde, a atteint, sous le marteau, la somme de 300 000 F. Les rares inventaires, qui se sont déroulés très vite, ont permis de dépasser les 400 000 F. Pour MSF, il s'agit de la plus grosse opération de cette année dans la catégorie partenariat.

Le Monde des philatélistes remercie tous ceux qui ont participé à cette vente et en ont fait un succès.

— La vente aux enchères de timbres et de cartes postales au profit de Médecins sans frontières, organisée samedi 22 octobre 1994 dans les locaux du Monde, a atteint, sous le marteau, la somme de 300 000 F. Les rares inventaires, qui se sont déroulés très vite, ont permis de dépasser les 400 000 F. Pour MSF, il s'agit de la plus grosse opération de cette année dans la catégorie partenariat.

Le Monde des philatélistes remercie tous ceux qui ont participé à cette vente et en ont fait un succès.

— La vente aux enchères de timbres et de cartes postales au profit de Médecins sans frontières, organisée samedi 22 octobre 1994 dans les locaux du Monde, a atteint, sous le marteau, la somme de 300 000 F. Les rares inventaires, qui se sont déroulés très vite, ont permis de dépasser les 400 000 F. Pour MSF, il s'agit de la plus grosse opération de cette année dans la catégorie partenariat.

Le Monde des philatélistes remercie tous ceux qui ont participé à cette vente et en ont fait un succès.

— La vente aux enchères de timbres et de cartes postales au profit de Médecins sans frontières, organisée samedi 22 octobre 1994 dans les locaux du Monde, a atteint, sous le marteau, la somme de 300 000 F. Les rares inventaires, qui se sont déroulés très vite, ont permis de dépasser les 400 000 F. Pour MSF, il s'agit de la plus grosse opération de cette année dans la catégorie partenariat.

Le Monde des philatélistes remercie tous ceux qui ont participé à cette vente et en ont fait un succès.

— La vente aux enchères de timbres et de cartes postales au profit de Médecins sans frontières, organisée samedi 22 octobre 1994 dans les locaux du Monde, a atteint, sous le marteau, la somme de 300 000 F. Les rares inventaires, qui se sont déroulés très vite, ont permis de dépasser les 400 000 F. Pour MSF, il s'agit de la plus grosse opération de cette année dans la catégorie partenariat.

Le Monde des philatélistes remercie tous ceux qui ont participé à cette vente et en ont fait un succès.

— La vente aux enchères de timbres et de cartes postales au profit de Médecins sans frontières, organisée samedi 22 octobre 1994 dans les locaux du Monde, a atteint, sous le marteau, la somme de 300 000 F. Les rares inventaires, qui se sont déroulés très vite, ont permis de dépasser les 400 000 F. Pour MSF, il s'agit de la plus grosse opération de cette année dans la catégorie partenariat.

Le Monde des philatélistes remercie tous ceux qui ont participé à cette vente et en ont fait un succès.

— La vente aux enchères de timbres et de cartes postales au profit de Médecins sans frontières, organisée samedi 22 octobre 1994 dans les locaux du Monde, a atteint, sous le marteau, la somme de 300 000 F. Les rares inventaires, qui se sont déroulés très vite, ont permis de dépasser les 400 000 F. Pour MSF, il s'agit de la plus grosse opération de cette année dans la catégorie partenariat.

Le Monde des philatélistes remercie tous ceux qui ont participé à cette vente et en ont fait un succès.

— La vente aux enchères de timbres et de cartes postales au profit de Médecins sans frontières, organisée samedi 22 octobre 1994 dans les locaux du Monde, a atteint, sous le marteau, la somme de 300 000 F. Les rares inventaires, qui se sont déroulés très vite, ont permis de dépasser les 400 000 F. Pour MSF, il s'agit de la plus grosse opération de cette année dans la catégorie partenariat.

Le Monde des philatélistes remercie tous ceux qui ont participé à cette vente et en ont fait un succès.

— La vente aux enchères de timbres et de cartes postales au profit de Médecins sans frontières, organisée samedi 22 octobre 1994 dans les locaux du Monde, a atteint, sous le marteau, la somme de 300 000 F. Les rares inventaires, qui se sont déroulés très vite, ont permis de dépasser les 400 000 F. Pour MSF, il s'agit de la plus grosse opération de cette année dans la catégorie partenariat.

Le Monde des philatélistes remercie tous ceux qui ont participé à cette vente et en ont fait un succès.

— La vente aux enchères de timbres et de cartes postales au profit de Médecins sans frontières, organisée samedi 22 octobre 1994 dans les locaux du Monde, a atteint, sous le marteau, la somme de 300 000 F. Les rares inventaires, qui se sont déroulés très vite, ont permis de dépasser les 400 000 F. Pour MSF, il s'agit de la plus grosse opération de cette année dans la catégorie partenariat.

Le Monde des philatélistes remercie tous ceux qui ont participé à cette vente et en ont fait un succès.

— La vente aux enchères de timbres et de cartes postales au profit de Médecins sans frontières, organisée samedi 22 octobre 1994 dans les locaux du Monde, a atteint, sous le marteau, la somme de 300 000 F. Les rares inventaires, qui se sont déroulés très vite, ont permis de dépasser les 400 000 F. Pour MSF, il s'agit de la plus grosse opération de cette année dans la catégorie partenariat.

Le Monde des philatélistes remercie tous ceux qui ont participé à cette vente et en ont fait un succès.

— La vente aux enchères de timbres et de cartes postales au profit de Médecins sans frontières, organisée samedi 22 octobre 1994 dans les locaux du Monde, a atteint, sous le marteau, la somme de 300 000 F. Les rares inventaires, qui se sont déroulés très vite, ont permis de dépasser les 400 000 F. Pour MSF, il s'agit de la plus grosse opération de cette année dans la catégorie partenariat.

Le Monde des philatélistes remercie tous ceux qui ont participé à cette vente et en ont fait un succès.

— La vente aux enchères de timbres et de cartes postales au profit de Médecins sans frontières, organisée samedi 22 octobre 1994 dans les locaux du Monde, a atteint, sous le marteau, la somme de 300 000 F. Les rares inventaires, qui se sont déroulés très vite, ont permis de dépasser les 400 000 F. Pour MSF, il s'agit de la plus grosse opération de cette année dans la catégorie partenariat.

Le Monde des philatélistes remercie tous ceux qui ont participé à cette vente et en ont fait un succès.

— La vente aux enchères de timbres et de cartes postales au profit de Médecins sans frontières, organisée samedi 22 octobre 1994 dans les locaux du Monde, a atteint, sous le marteau, la somme de 300 000 F. Les rares inventaires, qui se sont déroulés très vite, ont permis de dépasser les 400 000 F. Pour MSF, il s'agit de la plus grosse opération de cette année dans la catégorie partenariat.

Le Monde des philatélistes remercie tous ceux qui ont participé à cette vente et en ont fait un succès.

— La vente aux enchères de timbres et de cartes postales au profit de Médecins sans frontières, organisée samedi 22 octobre 1994 dans les locaux du Monde, a atteint, sous le marteau, la somme de 300 000 F. Les rares inventaires, qui se sont déroulés très vite, ont permis de dépasser les 400 000 F. Pour MSF, il s'agit de la plus grosse opération de cette année dans la catégorie partenariat.

Le Monde des philatélistes remercie tous ceux qui ont participé à cette vente et en ont fait un succès.

— La vente aux enchères de timbres et de cartes postales au profit de Médecins sans frontières, organisée samedi 22 octobre 1994 dans les locaux du Monde, a atteint, sous le marteau, la somme de 300 000 F. Les rares inventaires, qui se sont déroulés très vite, ont permis de dépasser les 400 000 F. Pour MSF, il s'agit de la plus grosse opération de cette année dans la catégorie partenariat.

Le Monde des philatélistes remercie tous ceux qui ont participé à cette vente et en ont fait un succès.

— La vente aux enchères de timbres et de cartes postales au profit de Médecins sans frontières, organisée samedi 22 octobre 1994 dans les locaux du Monde, a atteint, sous le marteau, la somme de 300 000 F. Les rares inventaires, qui se sont déroulés très vite, ont permis de dépasser les 400 000 F. Pour MSF, il s'agit de la plus grosse opération de cette année dans la catégorie partenariat.

Le Monde des philatélistes remercie tous ceux qui ont participé à cette vente et en ont fait un succès.

— La vente aux enchères de timbres et de cartes postales au profit de Médecins sans frontières, organisée samedi 22 octobre 1994 dans les locaux du Monde, a atteint, sous le marteau, la somme de 300 000 F. Les rares inventaires, qui se sont déroulés très vite, ont permis de dépasser les 400 000 F. Pour MSF, il s'agit de la plus grosse opération de cette année dans la catégorie partenariat.

Le Monde des philatélistes remercie tous ceux qui ont participé à cette vente et en ont fait un succès.

— La vente aux enchères de timbres et de cartes postales au profit de Médecins sans frontières, organisée samedi 22 octobre 1994 dans les locaux du Monde, a atteint, sous le marteau, la somme de 300 000 F. Les rares inventaires, qui se sont déroulés très vite, ont permis de dépasser les 400 000 F. Pour MSF, il s'agit de la plus grosse opération de cette année dans la catégorie partenariat.

Le Monde des philatélistes remercie tous ceux qui ont participé à cette vente et en ont fait un succès.

— La vente aux enchères de timbres et de cartes postales au profit de Médecins sans frontières, organisée samedi 22 octobre 1994 dans les locaux du Monde, a atteint, sous le marteau, la somme de 300 000 F. Les rares inventaires, qui se sont déroulés très vite, ont permis de dépasser les 400 000 F. Pour MSF, il s'agit de la plus grosse opération de cette année dans la catégorie partenariat.

Le Monde des philatélistes remercie tous ceux qui ont participé à cette vente et en ont fait un succès.

— La vente aux enchères de timbres et de cartes postales au profit de Médecins sans frontières, organisée samedi 22 octobre 1994 dans les locaux du Monde, a atteint, sous le marteau, la somme de 300 000 F. Les rares inventaires, qui se sont déroulés très vite, ont permis de dépasser les 400 000 F. Pour MSF, il s'agit de la plus grosse opération de cette année dans la catégorie partenariat.

Le Monde des philatélistes remercie tous ceux qui ont participé à cette vente et en ont fait un succès.

— La vente aux enchères de timbres et de cartes postales au profit de Médecins sans frontières, organisée samedi 22 octobre 1994 dans les locaux du Monde, a atteint, sous le marteau, la somme de 300 000 F. Les rares inventaires, qui se sont déroulés très vite, ont permis de dépasser les 400 000 F. Pour MSF, il s'agit de la plus grosse opération de cette année dans la catégorie partenariat.

Le Monde des philatélistes remercie tous ceux qui ont participé à cette vente et en ont fait un succès.

— La vente aux enchères de timbres et de cartes postales au profit de Médecins sans frontières, organisée samedi 22 octobre 1994 dans les locaux du Monde, a atteint, sous le marteau, la somme de 300 000 F. Les rares inventaires, qui se sont déroulés très vite, ont permis de dépasser les 400 000 F. Pour MSF, il s'agit de la plus grosse opération de cette année dans la catégorie partenariat.

Le Monde des philatélistes remercie tous ceux qui ont participé à cette vente et en ont fait un succès.

— La vente aux enchères de timbres et de cartes postales au profit de Médecins sans frontières, organisée samedi 22 octobre 1994 dans les locaux du Monde, a atteint, sous le marteau, la somme de 300 000 F. Les rares inventaires, qui se sont déroulés très vite, ont permis de dépasser les 400 000 F. Pour MSF, il s'agit de la plus grosse opération de cette année dans la catégorie partenariat.

Le Monde des philatélistes remercie tous ceux qui ont participé à cette vente et en ont fait un succès.

— La vente aux enchères de timbres et de cartes postales au profit de Médecins sans frontières, organisée samedi 22 octobre 1994 dans les locaux du Monde, a atteint, sous le marteau, la somme de 300 000 F. Les rares inventaires, qui se sont déroulés très vite, ont permis de dépasser les 400 000 F. Pour MSF, il s'agit de la plus grosse opération de cette année dans la catégorie partenariat.

20110150

RADIO-TÉLÉVISION

LUNDI 31 OCTOBRE

TF1
13.35 **Faillite** : Les Faux de l'amour.
14.30 **Série** : Côte Ouest.
15.20 **Série** : Le Miel et les Abeilles.
16.50 **Club Dorothée vacances**. Salut les Musclés : Ricky ou la Sûreté Vie : Les Infos de Cyril Dreyer : Clip : Jeux.
17.55 **Série** : Les Filles d'à côté.
18.25 **Série** : Hélène et les Garçons.
19.00 **Série** : Beverly Hills.
19.50 **Diversité** : Le Bébête Show (et à 0.20).
20.00 **Journal**, La Minute hippique, Météo.
20.45 **Série** : Julie Lescaut. Charité bien ordonnée, d'Yvan Butler, avec Véronique Genest, François-Régis Marchesson.
22.25 **Série** : Colombo. Le Grain de sable, de Jeremy Kagan, avec Peter Falk, Valerie Harper.
23.45 **Sport** : Football. Présentation de la 4^e journée de la Ligue des champions.
0.25 **Journal** et **Météo**.
0.35 **Concert** : Ensemble Roland Pidoux. Œuvres de Rossini, Vivaldi, Mozart.
FRANCE 2
13.50 **Série** : Un cas pour deux.
14.55 **Série** : Dans la chaleur de la nuit.
15.45 **Variétés** : La Chance aux chansons (et à 5.05). Émission présentée par Pascal Sevren. Retour à la guinguette.
16.40 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.
17.10 **Série** : La Princesse de Bel-Air.
17.40 **Série** : La Fête à la maison.
18.10 **Jeu** : Que le meilleur gagne.
18.50 **Magazine** : Studio Gabriel (et à 19.25). Présenté par Michel Drucker. Invités : Fata Sampras, Joël Rebuchon, Enzo Enzo, Gérard Lanvin, Guy Forget.
19.20 **Flash d'informations**.
19.50 **Journal**, **Journal des courses** et **Météo**.
20.50 **Téléfilm** : Amour fatal. De Tom McLoughlin.
22.30 **Magazine** : Présenté par Jean-Luc Delarue. L'école de la vie ou la vie à l'école ? 1. Je me suis fait tout seul.

FRANCE 3
13.05 **Série** : Brigade criminelle. Le Piège, de Donald S. Sanford, avec Howard Duff, Dennis Cole.
13.35 **Sport** : Tennis. Open de Paris-Bercy en direct. Les Minikeums.
17.15 **Série** : Peter Pan. Il était une fois la vie : la digestion.
18.20 **Jeu** : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers.
18.50 **Un livre, un jour**. Les Cahiers défilés, de Monique Lange.
19.00 **Le 19-20 de l'information**. De 19.03 à 19.31, le journal de la région.
20.05 **Jeu** : Fe si la chanter.
20.35 **Tout le sport**.
20.50 **Cinéma** : On aura tout vu ! Film français de Georges Kézman, avec Peter Falk, Valerie Harper.
22.35 **Météo** et **Journal**.
23.05 **Cinéma** : Boccaccio 70. Film italo-français de Federico Fellini, Mario Monicelli, Luciano Visconti, Vittorio De Sica (1961).
2.20 **Musique** : Cadrans lunaires. Jazz : thought about you : it's you or no one, par Stéphane Grappelli, Marc Fosset, J.-Ph. Viret (15 min).
CANAL +
13.35 **Téléfilm** : Un enfant de trop. De Jorge Montesi.
15.05 **Magazine** : Tête d'homme (rediff.).
15.55 **Documentaire** : Les Grands Crimes du 20^e siècle. Le calvaire du docteur Samuel Sheppard.
16.25 **Le Journal du cinéma**.
16.30 **Cinéma** : Fantan. Film français d'Alexandre Jardin (1993).
18.00 **Canaille peluche**. Les cow-boys de Moo Mesa.
En clair jusqu'à 20.35
18.30 **Ca cartoon**.
18.40 **Magazine** : Nulle part ailleurs. Invité : José Touré.
19.20 **Magazine** : Zéro ma.
19.55 **Magazine** : Les Guignols.
20.30 **Le Journal du cinéma**.
20.35 **Cinéma** : La mort vous va si bien. Film américain de Robert Zemeckis (1992).

ARTE
17.00 **Documentaire** : Phoolan Devi. Bandit, femme et rebelle (rediff.).
18.20 **Extrait** avec Phoolan Devi (rediff.).
18.25 **Magazine** : Shark. Heaven, de Robert Rose et Kris Kros. J'ai la tête qui tourne, de Jacques Louis Nyst. Les Quatre Saisons, de Maarten Koopman. Pôles, d'Olivier Sauter. Sauter (co-réalisé de Barbara Hammer (rediff.)).
19.00 **Magazine** : Confetti.
19.30 **Documentaire** : Baby, it's you. 4. Parler, de Jeanne Klein et David Hickmann.
19.55 **Documentaire** : Des plantes et des hommes. 4. Le blé cornu : une histoire de l'argot de seigle, de Jean-Marie Pelt.
20.05 **Documentaire** : L'argot de seigle a provoqué d'effrayantes épidémies avant que l'on découvre ses effets comme médicament.
20.25 **Série** : Reporter. La Rwanda vu par Tom Stodard.
20.30 **8 1/2 Journal**.
20.40 **Cinéma** : Will Busch reporter. Film allemand de Niklaus Schilling (1979) (v.o.).
22.25 **Magazine** : Macadam. Patricia Kase, tour de charme 1984, de Sven Fleck.
23.20 **Documentaire** : Claude Chabrol, l'entomologiste. D'André S. Labarthe et Janine Bazin. Rediffusion de l'émission "Cinéma, de notre temps" programmée en février 1992. Chabrol plus grave que d'habitude.
0.10 **Court métrage** : Court-circuit. 8. Les d'armes, de Klaus Stewek (14 min).

M6
13.30 **Série** : Deux fils à Miami.
14.40 **Magazine** : Allô Cauter.
16.20 **Variétés** : Hit Machine.
16.55 **M 6 Kid**. Conan l'aventurier : Draculito.
17.55 **Série** : Highlander.
19.00 **Série** : Code Quantum.
19.54 **Six minutes d'informations**, Météo.
20.00 **Série** : Notre belle famille.
20.35 **Magazine** : Ciné 6.
20.50 **Cinéma** : Full Contact. Film américain de Sheldon Letich (1990).
22.45 **Cinéma** : La Chèvre de Sophie. Film américain d'Alan J. Pakula (1982).
1.20 **Six minutes première** heure.
FRANCE-CULTURE
20.00 **Musique** : Le Rythme et la Raison. Personnages en quête de Ring. 1. Les filles du Rhin.
20.30 **Le Grand Débat**. Sexe et Audimat. Les jeunes et la radio.
21.30 **Édition**. Premier roman, première dramatique. La Mélanolie du géographe, de Brigitte Paulino-Neto.
22.40 **Académie**.
0.05 **Du jour au lendemain**. Pierre Cabanne (Darsin).
0.50 **Coda**. Nuits d'automne (1).
FRANCE-MUSIQUE
20.05 **Concert** (donné le 27 août lors du Festival de la Chaise-Dieu) : Requiem de Victoria par le Gabriel Consort Choir and Players, dir. Paul McCreech.
22.35 **Soliste**. Par Violaine Anger. Hopkinson Smith, luth.
23.00 **Ainsi la nuit**. Par Marc André. Quatuor en ré majeur op. 44, de Boccherini. Les Femmes, cante pour voix douces, deux violons et basse continue, de Campra : Chansons de Billie, de Debussy.
0.05 **Les Fantaisies du voyageur**. Par Carole d'Ammerdeurs, de Nahawa Dumbia, chanteuse malienne.

IMAGES

Maquillages

Le bon à tout faire du gouvernement, Nicolas Sarkozy, cumule les fonctions de porte-parole, de ministre du budget et de ministre de la communication, a expliqué, dimanche, à Michel Denisot, que « la télévision s'écoute avec les yeux ». Se fondant sur son expérience d'« enfant de la télé », il voulait dire par là que le b. a. ba de la communication contemporaine consiste à comprendre que l'image est plus importante que le son. Il a donné l'exemple en mettant beaucoup de sincérité sur son visage dans l'expression de confidences sans grand intérêt sur ses émissions préétablies.

À la télévision, l'image idéale est, en effet, celle qui irradie un maximum d'émotion. D'où le succès du magazine « Reportages », qui vient de fêter ses sept ans sur TF1. Mais cette référence-là prouve surtout que les images qui parlent le mieux sont celles qui disent des choses fortes. À l'heure où elles sont muettes. Ce n'est pas la peine d'ouvrir les vannes de la sensibilité pour éveiller l'écoute du cœur. Il suffit de le regarder vivre dans ses actes quotidiens pour savoir - savoir instantanément - et pas seulement comprendre, qu'Albero, ce gosse de Bolivie qu'on avait surnommé « le petit ange » et que « Reportages » est allé refilmer avec émotion dans les bidonvilles de Bogota, où il continue de secourir les vieillards abandonnés, est bel et bien un être d'une exceptionnelle spiritualité. Son image éblouit parce que ses actes reflètent un vrai puits de lumière.

A écouter qu'avait les yeux, il existe toutefois un risque de fascination. C'est avec beaucoup de compassion que nous

avons, enfin, fait la connaissance, samedi, grâce à ARTE, de Phoolan Devi, ce « Robin des bois » en jupons - pardon ! en sari - cette femme rebelle qui est devenue une légende vivante, en Inde, depuis qu'à la tête d'une bande de truands elle s'est érigée en justicière pour se venger des hommes qui l'ont naguère violée. Ce mythe vivant était filmé en prison, quelques mois avant sa libération, au terme de onze ans de détention sans procès. Nous avons découvert un visage franc, un sourire éclatant, une force de caractère peu commune. Son image incarnait tellement la révolte contre l'injustice qu'on oubliait trop facilement que cette femme sympathique s'était octroyé le droit de tuer plusieurs hommes de façon très expéditive.

D'une prison à l'autre, France 2 nous offrit ensuite un rendez-vous avec l'ancien maire de Nice, Jacques Médecin, filmé en cachette, mais pas à son insu, dans un parlir de Montevideo. Un « scoop » paraît-il. Allions-nous être les témoins d'une confession ? Assister à un spectaculaire débâlage ? Rien de tout cela. M. Médecin semblait fatigué. Sincèrement épuisé. Et il tenait à mettre sa lassitude en images au moment où il est question de le voir comparaitre devant la justice française. Il en profita tout de même pour avouer : il saurait devenir « agressif » si l'on se montrait « excessif » à son endroit... Bruno Masure a jugé opportun de décrypter ce propos en y voyant la menace de « révolutions ». Il a bien fait. Quoi qu'en dise M. Sarkozy, il est toujours préférable d'écouter aussi la télévision avec les oreilles.

ALAIN ROLLAT

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément dédié dimanche-lundi. Signification des symboles : ■ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ Ne pas manquer ; ■ Chef-d'œuvre ou classique.

MARDI 1^{er} NOVEMBRE

TF1
6.00 **Série** : Passions (et à 4.20).
6.30 **Club mini Zig-Zag**. Les Aventures de Carlos.
6.50 **Météo** (et à 7.10, 8.20).
7.00 **Journal**.
7.15 **Club Dorothée vacances**. Les Bisounours : Le Retour du roi Léo ; Dragon Ball ; Clip.
8.30 **Télé-shopping**.
9.05 **Club Dorothée vacances**. Sailor Moon ; Dragon Ball Z ; Jem et les hologrammes ; Goldorak ; Power Rangers ; Clip : Jeux.
11.25 **Jeu** : La Roue de la fortune.
11.50 **Jeu** : Une famille en or.
12.20 **Jeu** : Le Juste Prix.
12.50 **Magazine** : A vrai dire.
13.00 **Journal**, **Météo**, **Traffic** infos et **Tout compte fait**.
13.35 **Téléfilm** : Le Duel des héros. De Steven S. Soderbergh, avec Kirk Douglas, James Coburn.
15.20 **Sport** : Patinage artistique. Grand Prix des États-Unis, Skate America, à Pittsburgh (Etats-Unis).
16.55 **Sport** : Football. Coupe de l'UEFA, 18^e de finale match retour en direct de Bordeaux : Bordeaux-Kenya : 17-45, mi-temps : à 18.00, 2^e mi-temps.
18.55 **Série** : Beverly Hills.
19.50 **Diversité** : Le Bébête Show (et à 1.50).
20.00 **Journal**, **Tiercé**, **La Minute hippique** et **Météo**.
20.45 **Cinéma** : Tels pères, telle fille. Film américain d'Emile Ardolino (1990). Avec Tom Selleck, Steve Guttenberg, Ted Danson.
22.35 **Les Films dans les salles**.
22.45 **Sport** : Football. Coupe de l'UEFA, 18^e de finale match retour, en direct de Bordeaux : Bordeaux-Kenya : 23-30, mi-temps : à 23.45, 2^e mi-temps.
0.40 **Magazine** : Je suis venu vous dire. Présenté par Florence Bellacorn. Invités : Philippe Soliers, François Hollande, M^{lle} Galliot.
1.55 **Journal** et **Météo**.
2.05 **Magazine** : Reportages. Septième anniversaire : Extraits des meilleurs moments (rediff.).
2.25 **TF1 nuit** (et à 3.30, 4.10, 4.45).
2.35 **Documentaire** : L'Équipe Cousteau en Amazonie. Au pays des mille rivières.
3.40 **Documentaire** : Histoires naturelles (et à 5.10).
4.55 **Musique**.
FRANCE 2
5.55 **Dessin animé**.
6.05 **Faillite** : Les Craquantes.

FRANCE 3
6.30 **Téléfilm**. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
8.35 **Faillite** : Amourusement vôtre.
9.05 **Faillite** : Amour, gloire et beauté.
9.25 **Série** : Les deux font le pair.
10.15 **Chef Chalu Maureen**. Tiny Toons : Les Premières Fées ; Le Transmorphe.
11.00 **Messa de la Toussaint**. Célébrée en l'abbaye du Mont-des-Cats (Nord).
12.00 **Jeu** : Pyramide (et à 4.00).
12.30 **Jeu** : Combien tu paries ? (et à 4.30).
12.55 **Météo** (et à 13.35).
13.00 **Journal**.
13.40 **INC**.
13.45 **Cinéma** : Quand les jumelles s'embrassent. Film américain de Jim Abrahams (1998). Avec Bette Midler, Lily Tomlin, Fred Ward.
15.25 **Tiercé**, en direct d'Auteuil.
15.45 **Téléfilm** : Une image de trop. De Jean-Claude Millaud, avec Catherine Wilkening, Mark Hamill.
17.15 **Série** : Les Princes de Bel-Air.
17.45 **Série** : La Fête à la maison.
18.10 **Jeu** : Que le meilleur gagne (et à 3.00).
18.50 **Magazine** : Studio Gabriel (et à 19.25). Présenté par Michel Drucker. Invités : François Valéry, Guy Magnanier, Alain Robert.
19.20 **Flash d'informations**.
19.50 **Journal**, **Journal des courses** et **Météo**.
20.55 **Cinéma** : L'Effrontée. Film français de Claude Miller (1988). Avec Charlotte Gainsbourg, Bernadette Lafont, Jean-Claude Brialy.
22.40 **Magazine** : Ça se discute. Présenté par Jean-Luc Delarue. L'école de la vie ou la vie à l'école ? 2. Pas d'avance sans diplôme.
23.55 **Journal**, **Météo** et **Journal des courses**.
0.25 **Sport** : Tennis. Open de Paris-Bercy.
1.35 **Magazine** : Studio Gabriel (2^e partie, rediff.).
2.05 **Documentaire** : Vive la France. La Révolution culturelle.
3.35 **Dessin animé** (et à 4.55).
3.40 **24 heures d'info**.
5.05 **Documentaire** : Amazonie, forêt inondée.
FRANCE 3
6.00 **Euronews**.
7.00 **Premier service**.
7.15 **Bonjour Babar**. Les Moomins ; Qui-oui ; Calculin ; Mimi Cracra ; Les Histoires du père Castor ; Les Aventures de Tintin : le Temple du soleil (4^e épisode).

ARTE
6.59 **Pin-up** (et à 12.29, 1.24).
7.00 **CBS Evening News**.
7.00 **Journal** américain présenté par Dan Rather et Connie Chung.
7.23 **Le Journal de l'emploi**.
7.25 **Ca cartoon**.
7.30 **Canaille peluche**. Doug.
8.00 **Magazine** : Têtes d'hommes (rediff.).
8.50 **Cinéma** : Marie-Chantal contre le Dr Kab. Film français de Claude Chabrol (1984). Avec Marie Laforêt, Akim Tamiroff, Francisco Rabal.
10.40 **Flash d'informations**.
10.43 **Télé totém**. Des personnalités parlent de leur télévision.
10.45 **Surprises** (et à 2.40).
11.00 **Le Journal du cinéma**.

M6
6.00 **Musique** : Boulevard des clips (et à 3.30, 5.55).
9.05 **M 6 Boutique**. Télé-achat.
10.05 **Téléfilm** : Marie et sa bande. D'Eric Till, avec Gema Zamprogna, Gwyneth Walsh.
11.45 **Série** : Pope Schultz.
12.15 **Série** : La Petite Maison dans la prairie.
13.15 **Cinéma** : Tarass Boulba. Film américain de Jack Lee Thompson (1962). Avec Tony Curtis, Yul Brynner, Christine Kaufmann.
15.20 **Téléfilm** : L'Étalon noir. Course contre l'obstacle. D'Olivier Dacosse, avec Mickey Rooney, Richard Ian Cox.
18.55 **M 6 Kid**. Conan l'aventurier : Draculito.
17.55 **Série** : Highlander.
19.00 **Série** : Code Quantum.
19.54 **Six minutes d'informations**, Météo.
20.00 **Série** : Notre belle famille.
20.35 **Magazine** : Grandeur nature.
20.50 **Série** : Docteur Quinn, femme médecin. Le Portrait. La Course. Avec Jane Seymour, Joaquin.
22.35 **Téléfilm** : Mauvaises rencontres. De Paul Schneider, avec Heather Locklear, Linda Gray. Un playboy se fait passer pour un financier, propose des placements miraculeux à ses

FRANCE-CULTURE
20.00 **Musique** : Le Rythme et la Raison. Personnages en quête de Ring. 2. Brunehilde.
20.30 **Archipel sciences**. Autour de la revue « Vivre avec les oiseaux ».
21.32 **A la recherche du temps perdu**. Enquête sur l'innéité.
22.40 **Les Nuits magnétiques**. La salle de garde : chapelle paternelle.
0.05 **Du jour au lendemain**. Pascal Quignard (1) (l'Occupation américaine).
0.50 **Coda**. Nuits d'automne (2).
FRANCE-MUSIQUE
20.05 **Le dernier concert**. Par Anne-Marie Réby. Récital (donné le 23 octobre 1972) : Sonate en la majeur, de Franck ; Sonate en bémol majeur op. 18, de R. Strauss ; Partita en mi majeur, de Bach ; Nigun, de Bloch ; Étude-tableau op. 38, de Rachmaninov ; Nana, de de Falla ; La Chasse, de Kreutzer ; Les Muses de la mer, de Castelnuovo-Tedesco ; Partita en ré mineur, de Bach ; La Fille aux cheveux de lin, de Schumann ; Cake Walk, de Debussy ; Garden scene, de Korngold ; Sérénade Haffner, rondo, de Mozart.
22.35 **Les enregistrements** : Les enregistrements. Œuvres de Sibelius, Brahms, Mendelssohn, Clémenceau, Godowsky, Rimski-Korsakov, Kreutzer, Viennet, Hubay, Rachmaninov, Novacek, Kreutzer.
0.05 **Les Heffetz-Platigorsky**. Concert. Trio pour piano, violon et violoncelle n° 2 en ut majeur, de Brahms ; Trio pour piano, violon et violoncelle n° 2 en mi bémol majeur op. 100, de Schubert ; Sextuor à cordes op. 70, de Tchaïkovski ; Quintette à cordes n° 2 op. 111, de Brahms ; Trio pour piano, violon et violoncelle, de Beethoven ; Octuor pour cordes en mi bémol majeur op. 20, de Mendelssohn.

Les interventions à la radio
Radio Bleue OM, 17 heures : « Le daili ou comment apprivoiser la mort ? »

Invité de « L'Heure de vérité »

M. Douste-Blazy déclare qu'il n'y aura pas de hausse de la CSG en 1995

« Je suis sûr qu'on n'aura pas besoin d'augmenter l'année prochaine les cotisations, en particulier la CSG, parce que la machine économique se remet en marche », a affirmé dimanche 30 octobre le ministre délégué à la santé, Philippe Douste-Blazy, invité de « L'Heure de vérité » sur France 2.

Le ministre a assuré qu'« avec une croissance à 2,2 % cette année et de 4 % ou de 4,5 % en 1995, il y aura une augmentation des recettes car plus d'emplois, plus de cotisations, plus de recettes ». Il a souligné l'efficacité de la maîtrise des dépenses d'assurance-maladie tout en reconnaissant qu'elle est plus difficile à réaliser sur le secteur hospitalier en l'absence d'évaluation des activités. « L'hôpital est aujourd'hui une boîte dans laquelle arrivent 300 milliards de francs et on ne sait pas exactement ce qu'il en sort » (lire à ce sujet l'article de Jean-Michel Normand dans « Le Monde » L'Économie » daté du 1^{er} novembre).

Dans un rapport d'étape qui fera l'objet d'une consultation élargie des syndicats à compter du 8 novembre, le commissaire au plan, Jean-Baptiste de Foucauld estime pour sa part qu'il n'y a pas de recette miracle pour financer la sécurité sociale. Pourtant, un recours accru à la CSG (contribution sociale généralisée) serait le moyen le « moins défavorable pour l'emploi ». Parmi les pistes privilégiées par l'auteur du texte figurent un recours accru à la CSG (soit par un élargissement de son

assiette, soit par la hausse de son taux), l'allègement des charges patronales par le biais d'une franchise sur les cotisations patronales maladie et une plus forte mise à contribution des retraités.

Selon ce document, l'extension de la contribution sociale généralisée à l'ensemble des revenus exonérés - produits d'épargne décaissés (notamment le livret A, les codevi, le plan d'épargne populaire...), les allocations (famille, logement et handicapés), les indemnités de licenciement, les prestations chômage, les gains au jeu... - pourrait rapporter près de 20 milliards dont plus de 4 pour les produits d'épargne. Seraient exclues de cette mesure les retraites ou allocations de chômage inférieures au Smic. Les retraités seraient également taxés plus lourdement par le biais de la CSG et par celui de la cotisation maladie dont le taux actuel pourrait être porté au niveau des actifs.

Un retraité et son épouse assassinés à coups de couteau dans la banlieue de Mulhouse. - Un retraité et son épouse, âgés de soixante-trois et soixante-onze ans, ont été retrouvés assassinés à coups de couteau, samedi 29 octobre, dans le pavillon qu'ils habitaient à Illzach, dans la banlieue de Mulhouse (Haut-Rhin). Lorsque le drame a été découvert, Albert et Lucie Bitch gisaient dans l'escalier menant du rez-de-chaussée au premier étage. Le pavillon était dans un grand désordre. Le - ou les - auteurs avaient fouillé la maison de fond en comble.

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Un entretien avec Madeleine Rebérioux

Historienne et militante, Madeleine Rebérioux a consacré une grande partie de son travail universitaire à l'œuvre de Jean Jaurès. Membre du bureau national de la Ligue des droits de l'homme depuis 1975, elle est actuellement la présidente et réfléchit dans ce cadre aux nouvelles formes de citoyenneté (page 2).

INTERNATIONAL

L'affaire des otages illustre le désordre régnant au Cambodge

La gestion maladroite de la prise d'otages du 26 juillet par les Khmers rouges illustre un désordre qui ne se résorbe que très lentement au Cambodge : dans un pays aux frontières floues, les lignes de partage peuvent se défaire du jour au lendemain et les alliances entre seigneurs de guerre se font et se défont au gré de leurs propres intérêts. Reconstruire un État n'est pas une mince affaire (page 7).

POLITIQUE

La préparation des élections municipales

Dans le cadre des élections municipales, les têtes de liste socialistes ont été désignées par le conseil national du PS dans 291 villes de plus de 20 000 habitants. L'examen des villes restantes a été repoussé à la demande des fédérations locales (page 9).

SPORTS

La réorganisation de l'équipe de France de tennis

Pour la troisième année consécutive, la France n'est pas parvenue à rentrer dans le dernier carré de la Coupe Davis. Face à la crise qui affecte le haut niveau, le comité directeur de la Fédération française de tennis a approuvé, dimanche 30 octobre, la nomination de Patrice Dominguez au poste de directeur technique national, en remplacement de François Jauffret. Quant à Yannick Noah, il reprend les galons de capitaine de l'équipe de Coupe Davis (page 12).

CULTURE

Les silhouettes du souvenir

À la Comédie-Française, pendant les travaux, les coulisses occupent le devant de la scène avec une exposition sur son patrimoine : « La Comédie-Française au-delà du rideau ». Costumes, tableaux, mannequins ont été spécialement mis en scène aux abords de la salle Richelieu : dans le hall, l'escalier d'honneur et les foyers, détournés de leur fonction initiale parfois jusqu'à l'étrangeté (page 16).

ÉCONOMIE

Le transport aérien mondial refait surface

Grâce à un recul de la surcapacité, le transport aérien mondial devrait sortir de la plus grave crise de son histoire cette année avec un bénéfice net de l'ordre de 1 milliard de dollars pour 1994. Les résultats de 1993, qui doivent être présentés, lundi 31 octobre, à Mexico, à l'occasion du congrès annuel des compagnies mondiales, affichent des pertes de 4,1 milliards de dollars (page 16).

SERVICES

Abonnements	VII
Dans la presse	16
Marchés financiers	17
Carnet	18
Météorologie	18
Mots croisés	18
Lotos	18
Radio-télévision	19

La télématique du Monde : 36 15 LEMONDE 36 17 LMDOC 36 28-04-56

Dans le Monde de mercredi 2 novembre (daté 3)

Initiatives

Le bon emploi du syndicalisme : Le temps est venu pour les militants de regarder en dehors de l'entreprise pour agir. La diffusion du chômage dans toutes les catégories de la population oblige à réviser les anciens découpages de la responsabilité. Mais ce n'est pas toujours sans risques.

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde » Économie » folié de 1 à VIII

Le numéro du « Monde » daté dimanche 30-31 octobre 1994 a été tiré à 508 987 exemplaires

Les rivalités au sein de la majorité

Des partisans de M. Balladur plaident pour l'organisation de « primaires »

Les partisans d'Édouard Balladur et ceux de Jacques Chirac au sein de la majorité ont de nouveau échangé un feu croisé de déclarations à la fin de la semaine. Au cours de l'émission « L'heure de vérité », sur France 2, dimanche 30 octobre, le ministre délégué à la santé, Philippe Douste-Blazy, maire UDF-CDS de Lourdes, a déclaré, à propos de l'élection présidentielle : « Je suis nouveau en politique, mais j'ai fait de la course automobile. Je n'ai jamais vu un pilote qui fait le meilleur tour aux essais ne pas participer à la course. » Il n'a cependant pas annoncé explicitement sa préférence pour Édouard Balladur, afin de respecter la consigne de réserve imposée par ce dernier à ses ministres.

M. Douste-Blazy a indiqué lors de l'émission, ainsi que dans un entretien publié le même jour par le Journal du dimanche, qu'il est favorable à une candidature unique de la majorité, au besoin par l'organisation de « primaires ».

Également partisan de M. Balladur, Jacques Baumel, député RPR des Hauts-de-Seine, a affirmé, samedi 29 octobre, sur France-Info : « Les primaires » à la française que propose Charles Pasqua sont indiscutablement le meilleur moyen de sortir de l'incroyable confusion politique actuelle et d'arriver à la présentation d'un seul candidat choisi comme le meilleur par les Français. Pour sa part, Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et

secrétaire général du RPR proche de Jacques Chirac, écrit dans son éditorial de la Lettre de la nation magazine paru à la fin de la semaine que « la machine à perdre » est « la machine qui transforme le débat politique en cour de récréation ». « Ce ne sont pas les hommes qui nous feront perdre en 1995. Ce sont les mots, tous les mots », ajoute-t-il.

Vendredi 28 octobre, sur Europe 1, l'ancien premier ministre Jacques Chaban-Delmas, maire RPR de Bordeaux, avait souhaité que MM. Chirac et Balladur « s'entendent » avant l'élection. Il a aussi estimé que son ancien collaborateur Jacques Delors était, comme les deux présidents du RPR, un homme « de grande dimension ».

La fièvre présidentielle a également touché l'UDF, par le biais du PR Philippe Vasseur, vice-président de ce parti, indique, dans un entretien publié par l'hebdomadaire Valeurs actuelles daté 29 octobre-4 novembre, qu'il souhaite une « refondation du PR » et déplore que certains dirigeants du parti aient « agi avec un peu de précipitation » en se prononçant pour M. Balladur. Interrogé samedi à Ajaccio, José Rossi, ministre de l'Industrie et secrétaire général du PR, a répondu : « Dans le contexte actuel, la bonne attitude serait de se rassembler (...). Je suis en désaccord total avec le point de vue de Philippe Vasseur qui, fort heureusement pour nous, est totalement isolé au sein du Parti républicain ».

Les IV^{es} Rencontres cinématographiques de Beaune

Le danger des autoroutes de l'audiovisuel

BEAUNE

de notre envoyé spécial

« On l'a échappé belle ! » ont d'abord sursauté les participants aux Rencontres de Beaune, qui se sont déroulées du 27 au 30 octobre, en se souvenant que l'an dernier à la même époque ils hésitaient entre « spécificité culturelle » et « exception culturelle », sans savoir encore si l'une ou l'autre de ces formules serait applicable au secteur audiovisuel, dans le cadre des négociations sur les accords du GATT. Une victoire, donc, que cette « exception » dérivée en extrême. Pourtant, le ton employé fut à peine moins belliqueux en 1994 qu'en 1993. « Si tu veux la paix, prépare la guerre » entendit-on encore à la tribune. La guerre ? Pas celle des étoiles, précisa Jean-Jacques Beineix, nouveau président de l'ARP (Auteurs-Réalisateurs-Producteurs) en remplacement de Claude Berri, mais celle des tuyaux.

Il fut, en effet, souvent question de plomberie. Et aussi d'autoroutes. Celles « de l'information », ou « de l'audiovisuel », que s'approprient à dévaler, grâce aux nouvelles technologies, l'industrie audiovisuelle, américaine notamment. Inquiétante terminologie, si l'on pense que le propre de l'autoroute est de permettre d'aller très vite, sans rien voir ni du paysage ni de la vie des régions traversées. La vie et le paysage culturels des pays européens sont menacés par ce déferlement d'images numériques auquel la législation actuelle n'est pas en mesure de s'opposer. Si la révision de la directive « Télévision sans frontières » est à l'ordre du jour du Conseil de l'Europe, les professionnels présents à Beaune se sont prononcés en faveur d'une refonte totale de cet ensemble de règles du jeu obsolètes ou difficilement applicables en l'état. A l'heure actuelle, il suffit par exemple à la société américaine de se conformer à la législation en vigueur dans son propre pays pour pouvoir envoyer ses images dans un autre pays, même si ses programmes contreviennent à la législation du pays récepteur : preuve qu'il s'agit moins d'un problème de tuyauterie (de contenu) que d'une question de programmes (de contenu), à laquelle sont forcément sensibles réalisateurs et producteurs.

Il s'agit donc d'autant plus que la multiplication des canaux est synonyme d'une standardisation des produits et de l'appauvrissement de la création. La préservation de l'espace de liberté que constitue le cinéma est donc l'enjeu de la bataille qu'ils ont commencée de mener à Beaune et qui ne pourra être gagnée que si le contact avec le public est maintenu dans les salles. A la question du comment, il est facile de répondre par des vœux pieux en forme de conseils (« Faites de bons films, les spectateurs viendront les voir ! »). Les membres de l'ARP préfèrent, quant à eux, placer leurs espoirs dans la proposition formulée récemment par Jack Lang d'attribuer cinq et à l'audiovisuel l'équivalent de 1 % des fonds octroyés aux actions sociales et régionales dans le cadre du budget communautaire. Soit 1,5 milliard d'euros sur cinq ans. Cette somme serait utilisée pour créer un réseau de distribution européen, permettre la circulation des programmes des chaînes de télévision et aider la production.

De multiples résistances devront être vaincues pour que la proposition soit acceptée, d'autant que cette aide, qui devrait être automatique et non sélective, ne se substituerait pas aux aides déjà proposées dans les différents pays européens. Considérant le peu d'effort produit sur leur cinématographie par le système en vigueur, certains pays pourraient se montrer réticents. Les Français, en revanche, dont le cinéma est le seul en Europe à résister encore au cinéma américain, sont très favorables à cette proposition, dont Dominique Wallon, directeur du Centre national de la cinématographie, a affirmé qu'elle constituait « la dernière chance de survie du cinéma européen ».

La question de la répartition de ce 1 % demeure toutefois entièrement posée, d'autant que l'emploi

En visite en Espagne

M. Pasqua écarte l'hypothèse d'un « effondrement du système politique » algérien « dans un avenir immédiat »

MADRID

de notre correspondant

Le ministre français de l'intérieur, Charles Pasqua, en visite à Madrid, a annoncé, samedi 29 octobre, lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue espagnol, Juan Alberto Belloch, qu'une réunion entre les ministres de l'intérieur des trois pays du Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie) et ceux de l'Europe du sud (Italie, Espagne et France) pourrait se tenir « avant la fin de l'année », probablement en Tunisie.

Evoquant ses entretiens avec le président du gouvernement, Felipe Gonzalez, et avec M. Belloch, M. Pasqua a reconnu que « des analyses et des informations » avaient été « échangées » à propos de la situation en Algérie. « Rien ne justifie, à l'heure actuelle, la nécessité d'aller plus loin », a ajouté le ministre français, qui a écarté le risque, « dans un avenir immédiat », d'un « effondrement du système politique en Algérie ».

Tout en soulignant que la France « n'intervenait pas dans les affaires intérieures de l'Algérie », M. Pasqua a rappelé la position des dirigeants français : « Nous souhaitons naturellement que des discussions aboutissent à l'instauration d'un pouvoir démocratique, qui bénéficie d'un large soutien de la population algérienne ».

Les entretiens ont également porté sur la coordination de la lutte antiterroriste entre la France et l'Espagne. Les deux ministres se sont félicités des résultats obtenus et de la bonne coopération entre les deux polices « mais elle peut toujours être améliorée et c'est ce que nous allons faire », a indiqué M. Pasqua, tout en se refusant à en dire plus car « les mesures secrètes doivent rester secrètes ».

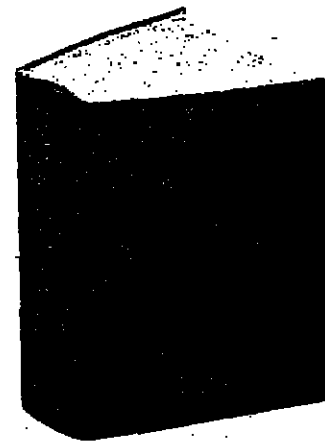
M. B.-R.

AFGHANISTAN : douze morts dans une attaque sur Kaboul. - Au moins douze personnes ont été tuées et vingt-sept blessées dimanche 30 octobre dans la capitale afghane par une volée de roquettes tirées par les forces hostiles à l'ex-président Rabbani, a rapporté Radio-Kaboul. Cependant, l'envoyé spécial des Nations unies, le Tadjik Mahmoud Massi, a présenté dimanche son plan de paix aux fidèles du chef de l'Etat. L'ONU propose la création d'une commission pour le transfert du pouvoir (CIT) de treize membres (cinq « rabinistes », cinq opposants et trois neutres), avant l'organisation d'élections. - (AFP)

SRI-LANKA : le gouvernement boycotte les obsèques de « Gani ». - Le gouvernement a boycotté, samedi 29 octobre, les funérailles du chef de l'opposition sri-lankaise, Gani Dissanayake, tué le 23 dans un attentat qui a coûté la vie à plus de cinquante personnes. Des rumeurs ont salué l'annonce que les personnalités attendues pour prononcer l'oraison funèbre pour le premier ministre, Chandrika Kumaratunga, n'étaient pas présentes. Le parti de « Gani » (UNP) avait accusé le gouvernement d'être en partie responsable de l'assassinat. Le cercueil était placé dans une structure en forme de pagode, dissimulant le bûcher qui a été allumé à la nuit par des parents, selon le rite bouddhique. - (AFP)

CHINE : 140 000 cadres du PCC sanctionnés pour corruption. - Plus de 140 000 cadres du Parti communiste chinois ont été sanctionnés depuis le lancement de la campagne anticorruption en août 1993, a indiqué samedi 29 octobre le Quotidien des lois. Ce journal n'a pas précisé le nombre d'exclusions du parti, mais il a ajouté que 10 000 cas ont été transmis aux autorités judiciaires. Le PCC compte 52 millions de membres dont 30 millions sont considérés comme des cadres. - (AFP)

Son commerce est indispensable.



Cette nouvelle édition comprend notamment l'importante réforme des procédures collectives entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1994, la loi « Madelin », la loi instituant la société par actions simplifiée et la loi relative à la répression de la contrefaçon.

DALLOZ

27/11/94

27 Nov 1994

Le Monde

Manche : les camions préfèrent le bateau



Jamais autant de camions n'ont pris le ferry pour traverser la Manche que depuis l'ouverture du tunnel. C'est que la guerre des prix avantage pour l'instant le bateau. Mais pour combien de temps ?

page VI

Libre-échange et inégalité



La concurrence des pays à bas salaires ne détruit pas tous les emplois, mais elle aggrave l'inégalité entre salariés des secteurs exposés et travailleurs protégés, souligne Pierre-Noël Giraud.

page VII

Lettre de Bangkok



L'Indonésie va accueillir le sommet de l'APEC (Asia Pacific Economic Cooperation). Future zone de libre-échange, communauté ou simple « famille » ? Réponse au XXI^e siècle.

page VII

L'ÉCONOMIE

BULLETIN Leçon budgétaire

LONGTEMPS critiqués en Europe pour l'importance de leur déficit budgétaire, les États-Unis sont en train de donner une leçon au Vieux Continent. Pour l'année budgétaire 1994, achevée fin septembre, l'excédent des dépenses fédérales sur les recettes est revenu à 203 milliards de dollars, l'équivalent de 2 % de la richesse nationale (PIB). Un chiffre nettement inférieur aux 235 milliards de dollars prévus il y a un an. Inférieur de presque 90 milliards à celui du budget 1992. La plus forte baisse sur deux ans de l'histoire des États-Unis, a affirmé Lloyd Bentsen, secrétaire au Trésor.

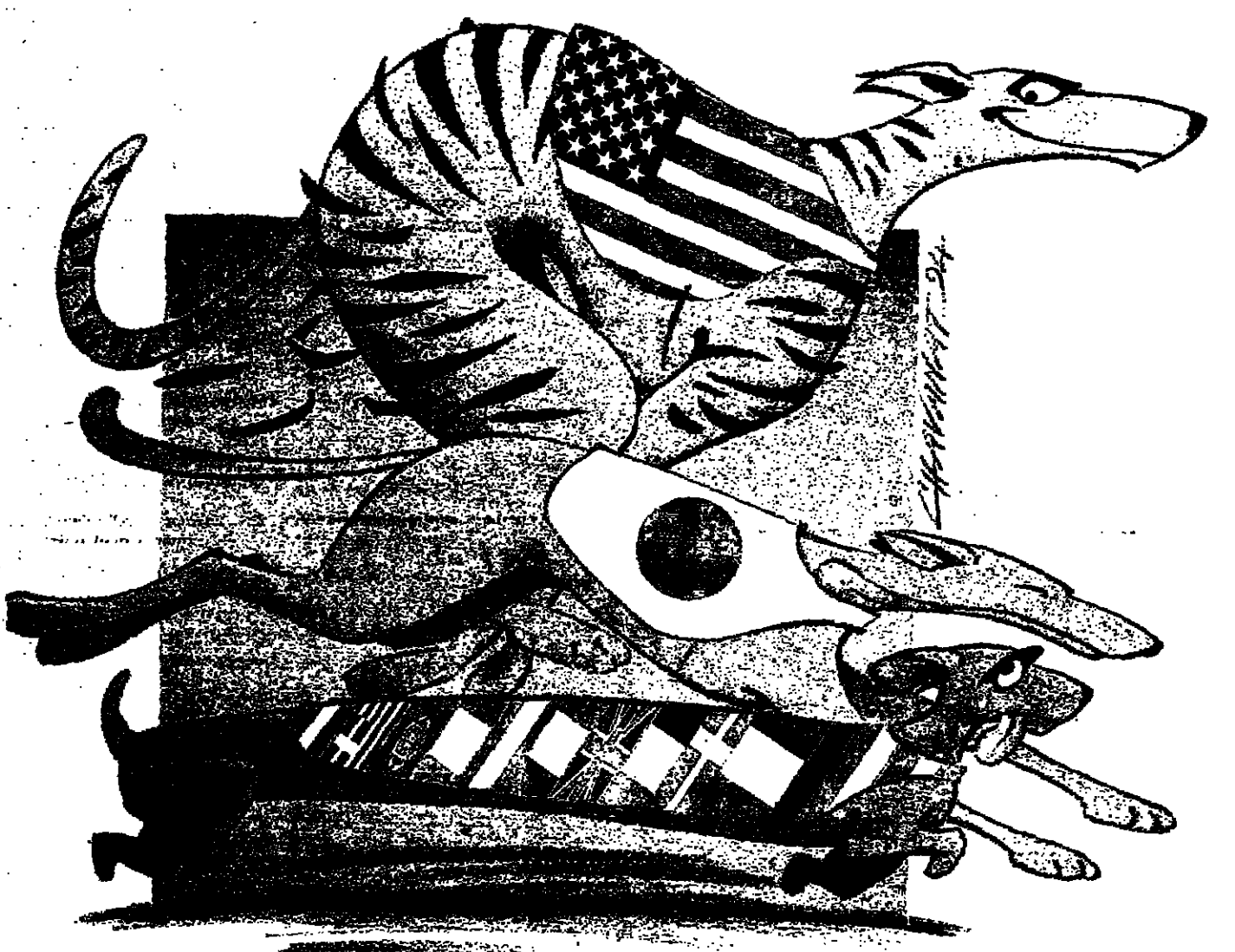
On s'aperçoit maintenant que les engagements pris par Bill Clinton en 1992, d'assainir les finances de l'État fédéral, n'étaient pas que des promesses électorales. Dès août 1993, au terme de négociations souvent difficiles avec la Maison Blanche, le Congrès adoptait une « loi de réconciliation » budgétaire prévoyant un surcroît de recettes fiscales et d'importantes réductions de dépenses publiques. Ce programme ambitieux - 496 milliards de dollars d'économies sur la période 1994-1998 - traduisait assez fidèlement les propositions formulées par Bill Clinton dans un texte - « A vision of change for America » - qui fit recette pour battre George Bush.

La dégradation des comptes publics qui marqua la fin du mandat de George Bush (-5,4 % du PIB en 1992) s'expliquait par la récession de 1991 ; l'assainissement budgétaire actuel a pour cause la forte croissance économique dont les États-Unis continuent de bénéficier, comme l'ont montré les chiffres du troisième trimestre publiés à la fin de la semaine dernière. Les États-Unis pourraient légitimement renvoyer à l'Europe ses anciens compliments, sur le thème « Les déficits publics troublent l'ordre monétaire international ». Car il est bien vrai que jamais les déséquilibres budgétaires n'ont atteint outre-Atlantique les niveaux où ils se trouvent actuellement en Europe. Mais la croissance est à son pic en Amérique et le déficit y reste voisin de 3 % de la richesse nationale. La situation pourrait donc se dégrader à nouveau à partir de 1996 quand l'activité se ralentira et que les dépenses sociales recommenceront à augmenter plus rapidement.

Alain Verhoyes

AVANT LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES AUX ÉTATS-UNIS

Le renouveau de l'économie américaine



A la veille des élections législatives de « mi-mandat », les électeurs américains semblent désenchantés. Bill Clinton devait relancer l'économie, réformer la santé et l'aide sociale, mettre en œuvre les autoroutes de l'information. Les projets de réforme s'enlisent. Mais l'économie connaît une véritable renaissance. Non seulement

la croissance est revenue, mais les entreprises, lancées depuis le milieu des années 80 dans une offensive systématique de réduction des coûts, gagnent du muscle - et des marchés. Un atout considérable au moment où les États-Unis s'ouvrent plus largement sur l'extérieur, notamment vers le Pacifique.

Lire les articles d'Erik Izraelowicz, Serge Marti, Dominique Gaillois, Annie Kahn et Caroline Monnot pages IV et V

À-CÔTÉS

Masques sans frontières

Pour Halloween, les masques français traversent l'Atlantique. Mais les fêtes font moins vendre que la politique

Quand une thèse sur la contribution des farces et attraits à la science politique ? Chez César, fabricant de masques de carnaval, on affirme avoir prévu les résultats de la dernière élection présidentielle américaine, rien qu'en observant les ventes du masque de Clinton. Les masques de Bush et Perot, après avoir réalisé de beaux scores, étaient tombés dans les oubliettes, au profit de toute la famille de celui qui allait devenir président : le Hillary et même le Socks (le chat de la première dame des États-Unis) se vendaient alors comme des petits pains.

En France, même phénomène : en 1981, les ventes du Mitterrand caracolaient en tête devant celles du Giscard d'Estaing, et en 1988 devant celles du Chirac.

A Saturn, dans la salle d'exposition de l'entreprise César - leader européen des masques, faux-nez et autres postiches -, l'atmosphère a quelque chose de magique. Les vedettes du show-biz obéissent les grands de ce monde, entre les valeurs sûres comme Blanche-Neige ou Laurel et Hardy.

Isabelle Forcinai
Lire la suite page VI

FACE À LA HAUSSE DES DÉPENSES DE SANTÉ

Les hôpitaux publics sous pression

Le système de contrôle des coûts hospitaliers est injuste, inefficace, mais simple. Une nouvelle méthode - testée dans le Languedoc-Roussillon - doit s'y substituer en 1996

L'HÔPITAL public, à force de constater que les rapports d'experts critiquant sa gestion comme les velléités ministérielles de restructuration restaient sans lendemain, s'est habitué à considérer les projets de réforme avec le scepticisme chevillé au corps. Les intentions affichées par le gouvernement Balladur - renforcement de la planification régionale et des contraintes budgétaires - n'ont pas fait exception. L'expérience d'évaluation systématique des coûts lancée ces derniers mois dans le Languedoc-Roussillon et présentée comme l'étape ultime avant l'introduction, en 1996, d'un nouveau mode de financement n'a guère troublé l'incrédulité ambiante. Pourtant, à y regarder de plus

près, jamais la pression en faveur de véritables changements n'a été aussi forte. Atteint d'une crise multiforme, l'hôpital est fragilisé. Aux polémiques sur les urgences, qui mettent en cause la qualité de certains services, aux incertitudes qui pèsent sur le climat social, s'ajoutent les énormes difficultés financières de l'assurance-maladie, auxquelles l'hôpital contribue très largement. Entre août 1993 et août 1994, ses dépenses ont augmenté de 3,6 % alors que les autres remboursements ont baissé de 3,2 % (le recul est de 0,1 % pour les cliniques). Seule composante du monde de la santé à n'avoir pas consenti de réel effort d'adaptation, l'hôpital bénéficie d'une mansuétude qui pourrait se révéler pro-

Jean-Michel Normand
Lire la suite
et nos informations page III

Le Monde

l'histoire au jour le jour

LA GUERRE FROIDE 1944-1994

Des accords de Yalta au départ des troupes alliées de Berlin, ce hors-série retranscrit l'histoire complexe des relations entre les pays communistes et les pays occidentaux.

VIENT DE PARAÎTRE - 70 F

M UNE PUBLICATION DU MONDE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

MODE D'EMPLOI

ENVIRONNEMENT

Le prospère marché de l'antipollution

Pour ses vingt ans, le salon Pollutec, organisé à Lyon du 18 au 21 octobre, témoigne que le marché de la dépollution se porte bien, malgré la récession

RIEN de tel que le salon Pollutec pour prendre la température du marché de la dépollution. Lorsque le premier a été organisé à Paris en 1974, à la suite de manifestations baptisées « L'homme et l'eau », il n'occupait que 4 000 mètres carrés du Palais des expositions de la porte de Versailles. C'était convivial, mais confidentiel, car la pression en faveur de l'environnement balbutiait encore. Quelques industriels se battaient à peine pour se faire entendre.

Vingt ans après, Pollutec est devenu une grosse machine, qui draine tout ce que le monde produit en matière d'équipements pour le nettoyage industriel, l'assainissement, le traitement de l'eau, le recyclage des déchets, le filtrage de l'air, la lutte anti-bruit et la réhabilitation des sols pollués. Au palais Euroexpo de Lyon, les stands occupaient cette année 30 000 mètres carrés. A Paris, en 1993, Pollutec abritait huit cents stands pour 1 350 sociétés. A Lyon, 1 590 entreprises étaient présentes, au travers de neuf cents stands. Certains étaient venus en force, comme la Lyonnaise des eaux (1 800 mètres carrés avec toutes ses filiales), la Wallonie (vingt-cinq stands), le département américain du commerce ou le NEDO japonais — une institution qui joue le rôle du CNRS et de l'ADEME réunis (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie).

Outre les francophones, traditionnellement présents (Québec, Wallonie et Bruxelles), certains étrangers se sont fait remarquer, comme le Danemark, les Pays-Bas et la Finlande, toujours en pointe sur le front de l'environnement, du marketing (« Finlandais forcément efficaces »)... et du zèle européen. Les organisateurs avaient pour leur part invité la Russie et la Tunisie, pays considérés comme stratégiques pour préparer le futur.

Il y a eu un tassement dans les investisse-

ments, mais ça redémarré bien depuis cette année », constate Bernard Léon, le commissaire général de Pollutec, qui suit ce grand rendez-vous depuis sa création. Au premier rang de la croissance, le traitement des déchets. C'est manifestement l'industrie qui monte, car elle part de très bas. « Nous sommes encore dans une phase expérimentale », reconnaît Dominique Pin, président du Syndicat national

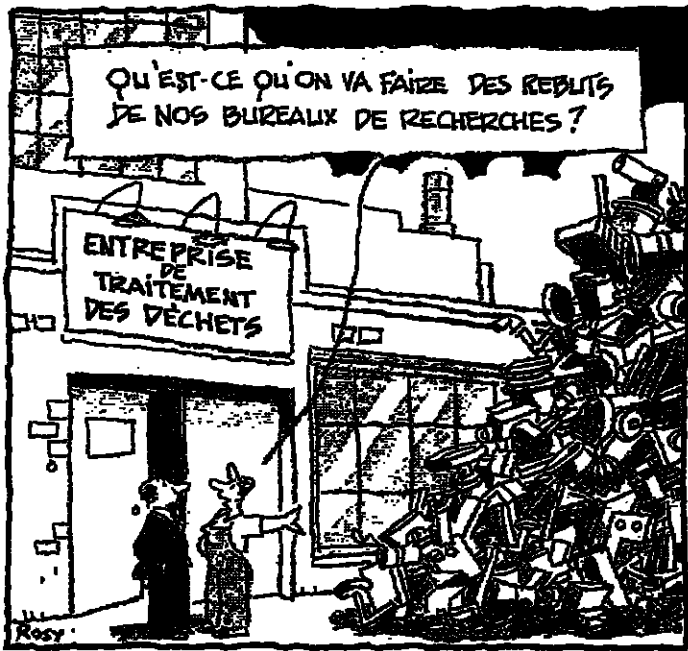
d'incinération Arc-en-ciel de Coëron, près de Nantes, que l'on fait visiter aux enfants des écoles... et aux touristes éberlués de voir des ordures si bien traitées.

EAU • L'ADEME a prévu un budget de 80 millions de francs pour aider au traitement des déchets industriels banals, les « dib », dont on ne sait encore trop quoi faire. Elle a reçu 245 dossiers de candidatures à son appel à projets, totalisant un investissement de 2,6 milliards de francs. Elle en a retenu 84, qu'elle aidera à hauteur de 15 % — le plafond étant fixé à 2,5 millions de francs par projet. « Le recyclage matière pose de la fois des problèmes de recherche et de débouchés industriels », observe Vincent Beaby-Wilkes, directeur de l'ADEME.

L'autre domaine en forte croissance est le marché de l'eau, dopé par la réglementation européenne et pas encore atteint par les affaires qui ont éclaté en France avec les deux géants (Générale et Lyonnaise). « C'est Pollutec le grand salon de l'eau », souligne un fabricant de tubes d'acier d'Europe. Plus encore que des salons spécialisés comme E2O à Grenoble ou Hydrotap à Marseille. De fait, Euroexpo est le paradis du spécialiste à la recherche d'un « séparateur à courants croisés », de « résines échangeuses d'ions » ou de « pompes imbouchables pour le désilage des eaux d'égout ».

Sur ce marché, prospère et même prometteur, on trouve aussi bien les multinationales que les PME. En face de Pont-à-Mousson et sa fameuse « fonte ductile », on découvre au détour d'un stand la Muretaine de fonderie, qui produit des tuyaux à Muret, près de Toulouse, ou la SIMOP, qui fabrique des regards d'égout en polyéthylène à Saint-Sauveur-le-Vicomte, dans la Manche. Il y a manifestation de la place pour tout le monde sur le nouveau marché de « l'or bleu ».

Roger Cans



LA COTE DES MOTS

Executive[-]man

De nombreuses P. A. (petites annonces) comportent « entre autres anglicismes » cet *executive[-]man* sur lequel on peut hésiter : l'expression, traduite, désigne-t-elle un cadre supérieur, un administrateur, un dirigeant, un cadre commercial, etc. ?

La consultation des dictionnaires spécialisés ne contribue pas à se faire une opinion, car à ces dénominations anglo-américaines bien distinctes : *junior executive* (cadre subalterne), *middle executive* (cadre moyen), *senior executive* (cadre supérieur), *executive secretary* (secrétaire de direction), *top executive* (cadre supérieur), *non-executive director* (administrateur), *sales executive* (cadre commercial)...

L'équivalent français à retenir est donc une expression désignant un cadre, sans définir très précisément son niveau hiérarchique puisqu'il existe pour cela, on vient de le voir, un grand nombre de termes composés. La réponse donnée par l'association Actions pour promouvoir le français des affaires, dans le cadre de la Coupe francophone « Le mot d'or » 1994, nous semble convenir parfaitement : *executive [-] man* doit être traduit par *cadre de direction*.

Ce cadre de direction — reprenons encore le texte des épreuves où les concurrents devaient remplacer des anglicismes par des équivalents français — apprécie-t-il les contacts *business-to-business* ? Non ! Il aime les contacts interentreprises. Utilise-t-il un *desktop [-] computer* ou un *subnotebook* ?... Peut-être bien, mais en bon français on préférera dire qu'il se sert d'un ordinateur de bureau (ou de table) et d'un bloc-notes informatique !

Jean-Pierre Colignon

LIVRES

Défense de la « réinflation »

Alain Cotta attaque le conformisme de la politique économique. Il va parfois trop loin

UN NOUVEAU PRÉSIDENT POUR RIEN
d'Alain Cotta.
Fayard, 238 pages, 98 F.

A l'heure où le fin du fin des discussions sur les échéances d'avril-mai 1995 tourne autour des vapeurs de Jacques Chirac, des fièvres de Valéry Giscard d'Estaing et des humeurs d'Edouard Balladur, voici un livre qui pose de vraies questions, dignes d'un grand débat électoral. Si toutes les réponses ne nous semblent pas appropriées, du moins permettent-elles de regarder en dehors des sentiers battus, le cas économique français où tous les indicateurs sont bons : prix, commerce extérieur et, maintenant, croissance, sauf celui de l'emploi.

Au musée des horreurs d'Alain Cotta, on trouve surtout deux monstres : l'Europe de Maastricht et le monétarisme. Il les juge au reste de la même famille, chère à la classe politique d'aujourd'hui, qui poursuit un seul objectif : stabilité des prix et du taux de change, pour ne pas contrarier le « maître » allemand. Cette « crispation fanatique » n'est pas étrangère à la poursuite de la stagnation et du chômage. Cette stratégie est soutenue par la classe moyenne qui veut continuer à vivre sa « belle époque », celle du retour de la rente.

L'analyse qui suit est très intéressante. L'ancien contrat social de l'après-guerre, fondé sur le travail, la production des inégalités par la sécurité sociale et la solidarité entre les classes d'âge est caduc. Que voit-on aujourd'hui ? Une « vaste pénurie », représentée par la classe moyenne, où l'écart entre les salaires diminue ; un contrepoint d'« intouchables » à l'ouest, qui détiennent l'essentiel du pouvoir économique et social ; et des « exilés » de plus en plus nombreux sur le flanc est. La société française a éclaté en trois mondes. Comment revenir à plus de justice ? La réponse nous paraît beaucoup moins avisée que le diagnostic.

Certes, au cours de notre histoire, on a très bien su la faire fonctionner, mais il est tout de même étonnant qu'un professeur d'économie politique en arrive à relancer les vieilles méthodes d'élémentaire facilité. Il n'est pourtant pas besoin d'être aussi grand clerc pour savoir où cela mène. L'effet euphorique de la drogue inflationniste, dans un premier temps, est bien connu. Puis, comme la société y prend un peu trop goût, il faut un « plan de redressement » pour éviter la faillite du commerce extérieur (qui représente environ 25 % des emplois aujourd'hui). Et qui ne sait que les pauvres sont les premières victimes de ce laxisme, ne pouvant se protéger comme les riches contre la fuite

des capitaux ?

Il est vrai qu'Alain Cotta pleure aussi sur la chute des prix des biens immobiliers et des biens de collection causée par la déflation. A notre connaissance, ces patrimoines avaient vu auparavant de fort belles envolées spéculatives et n'étaient pas possédés par les plus démunis de la société française. En outre, notre auteur a un temps de retard. C'est pour faire repartir la croissance qu'il demande de relâcher les contraintes, et s'il ne soulève tout de même pas les taux d'inflation du Brésil (400 %), il écrit que nous aimerions obtenir son taux d'expansion (4 %). Or la France y est arrivée en rythme annuel sur le deuxième trimestre de 1994.

Tout n'est pas d'une encre inquiétante dans le livre d'Alain Cotta, nous l'avons dit, et il est vrai qu'une autre politique que celle que nous pratiquons est possible. Abandonner officiellement le mythe que la politique industrielle serait devenue inutile ? D'accord. Même les Allemands en font à travers la banque, comme M. Jourdain faisait de la prose. Supprimer les charges sociales afférentes au premier emploi, fiscaliser une partie croissante des prélèvements sociaux et accroître l'effort des retraités, renoncer au traitement égalitaire de tous les Français en matière de santé, etc., pourquoi pas ? C'est dans les temps difficiles que de nouveaux efforts de solidarité sont requis.

Mais de là à tourner le dos à la victoire sur l'inflation, il y a un abîme. Branger conformisme que celui d'Alain Cotta, prêt, comme il y a trois ans dans son livre *La France en panne* (1), à prescrire des remèdes de bonne femme pour sortir d'une crise de l'emploi qu'il confond trop avec une crise économique.

Pierre Drouin

(1) Fayard, 1991.

HUMEUR • par Josée Doyère

Affaires

IL y a un mot qu'on n'osera plus prononcer, d'ici peu, tant ses différents sens, en quelques mois, auront pris des tonalités différentes, lourdes de présomptions ou de comique involontaire.

Il n'y a guère, on était avec fierté « homme d'affaires », et un mari, un père, pour expliquer aux siens en quoi consistait son gagne-pain, pouvait leur dire, sans rougir : « Je suis dans les affaires ».

Aujourd'hui, si une jeune femme dit de son mari à des amis : « Il est dans les affaires », il y en aura bien une pour questionner, vipérine : « Jusqu'à où ? »

On invoquait aussi volontiers, dans les entreprises grosses et petites, le « secret des affaires », qu'il s'agisse de recherche et développement, d'investissements, de lancement de nouveaux produits, de négociations avec des partenaires pour des accords de commercialisation, de parts de marché. Aujourd'hui, par « secret des affaires », on entendrait plutôt « secret de l'instruction », en train de devenir celui de Polichinelle.

Pourtant, pour la bonne

son corollaire est inévitablement la construction d'un mur étanche vis-à-vis de l'extérieur.

L'espionnage industriel n'a pas d'autre raison d'être, tout comme sa parade, les mesures de contre-espionnage, les contrats draconiens qui interdisent à un cadre de quitter l'entreprise pour aller, dossiers sous le bras, se faire embaucher à prix d'or chez le concurrent direct. Qu'on se souvienne de l'affaire Lopez — il avait quitté General Motors pour aller chez Volkswagen —, qui a défrayé la chronique.

En ce moment, l'attention est focalisée sur le financement des partis politiques, sur les liens coupables qui existent entre élus et entreprises pour l'obtention de marchés publics, sur l'enrichissement personnel d'élus qui n'ont pas su résister aux sirènes de l'argent. Mais le champ de la morale (je préfère ce mot tout simple à celui de « déontologie », devenu un peu trop galvaudé) doit-il se borner dans l'entreprise aux relations avec le monde politique ?

La corruption des élus est une question essentielle pour le citoyen, car il s'agit de l'intérêt général et de l'usage de ses deniers de contribuable. La corruption entre sociétés et entre particuliers est essentielle pour l'image des entreprises. Après les avoir, une bonne décennie durant, portées aux nues, les braves gens ne risquent-ils pas d'être confortés dans l'idée que les coups tordus sont la condition de la réussite, que les patrons sont « tous pourris » et que le succès ne récompense jamais les « enfants de chœur » ?

Je serais chef d'entreprise, je crois que je me poserais la question.

NOTES DE LECTURE

PAYSANNERIE DU CAFÉ DES HAUTES TROPICALES
sous la direction
de Jean-Christian Tulet,
François Bari,
Bernard Charlier
et Jean Pilleboue, Karhala,
371 pages, 170 F.

Le propos se veut délibérément optimiste : le vainqueur, dans la bataille entre le capitalisme envahissant et la société paysanne traditionnelle, c'est le paysan. Qu'il soit d'Éthiopie ou du Mexique, du Nicaragua ou du Kenya, le planteur de café se montre résistant, rusé, voire opportuniste. Il sait préserver un mode de culture traditionnel tout en bénéficiant des acquis du modernisme.

Pour autant, les auteurs, pour la plupart géographes, analysent avec précision une réalité quelquefois difficile. Au fur et à mesure des modernisations successives, le paysan a dû partager ses bénéfices avec les représentants omnipotents de l'État et une cascade ininterrompue d'intermédiaires. Certaines années, le monde rural touche moins de 20 % du prix des cafés vendus à l'exportation. Une série de facteurs fragilisent aussi l'économie du café : les soubresauts des cours, car les chutes durent plus longtemps que les périodes d'embellie ; les populations urbaines de moins en moins solvables ; l'instabilité des États ; une campagne en exode. Les auteurs ne veulent pas minimiser la détresse de certains planteurs ni la place des grandes propriétés dominatrices, au Brésil surtout.

Mais même dans des conditions difficiles, écrit Jean-Christian Tulet, les paysans témoignent d'une vitalité remarquable. Les planteurs se regroupent en sociétés organisées, d'un dynamisme, d'une capacité d'adaptation et de récupération étonnantes. Au Mexique, par exemple, le développement très récent de la culture du café « organique » (biologique) induit une démarche innovante, non productiviste. Les paysans mettent à l'ordre du jour la complexité des espèces, pour garantir une production de haute qualité : aux engrais classiques,

ils substituent des composts élaborés à partir de sous-produits de l'exploitation. Pour lutter contre la brucella, cette grave maladie du café, certains élaborent même une abeille spécifique. Ainsi se nouent les relations complexes entre l'homme et la terre de haute montagne où se cultive plus volontiers l'arabica.

M. de V.

FINANCE INFORMELLE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT
sous la direction
de Dale W. Adams
et Dalbert A. Fitchett,
Presses universitaires
de Lyon, 394 pages, 150 F.

Des réseaux mal connus, parfois mal jugés, irriguent en argent liquide, en dehors des instances financières officielles, nombre de pays en développement. Voici un livre très riche, qui décrit ces mécanismes variés dans une quinzaine de pays du Sud. Il tire aussi les leçons de ces pratiques, qui vont des « *tontines* » d'Afrique aux « *kous* » d'Asie (associant épargne et prêts de groupe), aux pseudo-banques d'un ensemble de villages et, un peu partout, aux arrangements entre parents et amis. La surprise est de constater le dynamisme de ces formules « à ras de terre ».

P. D.

AGENDA

MARDI 1^{er} NOVEMBRE, Tunis : « MED 21 », conférence méditerranéenne sur l'environnement avec la participation de 21 pays, dont Israël.

JEUDI 3 NOVEMBRE, Paris : Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale : bilan de la présidence de la Commission européenne dressé par Jacques Delors.

LUNDI 7 NOVEMBRE, Biarritz : sommet franco-africain (jusqu'au 9).

MARDI 8 NOVEMBRE, Helsinki : vote du Parlement sur la ratification de l'adhésion à l'Union européenne (le 8 ou le 9). Washington : élections générales du congrès (435 représentants et 100 sénateurs).

20/11/94

PERSPECTIVES



LE RENOUVEAU DE L'ÉCONOMIE AMÉRICAINE

L'âge d'or de la productivité

Outre-Atlantique, l'industrie n'a pas seulement profité de la reprise et de l'appui du gouvernement. Elle s'est lancée dans une course à la réduction des coûts, notamment salariaux, dont on voit les effets

« **V**OICI pourquoi l'Europe est en passe de perdre la course à la technologie », annonce fièrement le magazine américain *Newsweek* dans son édition datée du 31 octobre. Graphiques et courbes de dépôts de brevets à l'appui, la démonstration repose moins sur la mise en évidence des faiblesses du Vieux Continent, coupable d'avoir baissé sa garde dans le domaine du high-tech, que sur l'offensive nautique à laquelle se sont livrées, depuis quelques années, avec succès, les entreprises américaines en terre européenne. Un symbole : Motorola sacrée en 1993 « firme européenne de l'année » dans le secteur des microprocesseurs.

Au-delà de l'informatique et des télécommunications, le magazine aurait pu étendre son propos à l'ensemble de l'industrie manufacturière américaine qui, après les revers subis dans les années 80, notamment dans l'automobile, l'électronique grand public, la semi-conducteurs, la machine-outil, la sidérurgie ou encore le textile, a opéré depuis le début de la décennie un remarquable redressement. Dans ces domaines, elle peut à nouveau rivaliser avec les grands groupes étrangers.

ÉTUDES • Ces derniers temps, de nombreuses études ont été consacrées au retour de « l'âge d'or de la productivité » outre-Atlantique. L'un des meilleurs documents de référence, qui prend en compte 400 indicateurs de performance économique, est le rapport annuel sur la compétitivité mondiale que réalise le World Economic Forum, un institut basé à Genève, à partir des données recueillies auprès de 41 pays.

Dans sa dernière version, publiée en septembre, cette étude relève que, pour la première fois depuis 1985, les États-Unis sont

devenus le pays le plus compétitif, détrônant le Japon. L'appareil de production américain, qui ne figurait qu'au cinquième rang mondial en 1992, avant de se hisser à la deuxième place en 1993, s'est sensiblement renforcé grâce au concours de la technologie, des industries de la communication et des transports. Les États-Unis ont également tiré profit de la globalisation du commerce des marchandises et de la circulation des investissements financiers, ajoute le rapport.

Mais cette étude, qui, traditionnellement, permet d'évaluer les forces et les faiblesses de l'Europe, de l'Amérique et du Japon, englobe pour la première fois des pays en développement jusqu'à l'Indonésie. Résultat : Singapour se hisse en 1994 au deuxième rang mondial, devant le Japon, tandis que Hongkong se glisse au quatrième rang, reléguant l'Allemagne à la cinquième place. « La vitalité de ces pays émergents constitue un réel défi pour la compétitivité des économies industrialisées établies », souligne le World Economic Forum, mettant en avant la disparité salariale qui, pendant un certain temps encore, risque de creuser les écarts entre les différents pays engagés dans la course à la compétitivité.

Alors que 350 millions de personnes travaillent sur la base d'un salaire horaire de 18 dollars en moyenne, pour l'ensemble des « économies industrialisées établies », plus de 1,2 milliard d'ouvriers russes, chinois, indiens ou mexicains coûtent 2 dollars de l'heure, voire moins de 1 dollar dans nombre de pays en développement. Pour les États-Unis, qui ont bâti leur reconquête de la productivité autour du triptyque compression des effectifs – décentralisation et globalisation – abaissement du coût du travail, au prix de millions de pertes d'emplois, le propos incite à la réflexion : il est devenu difficile aux

États-Unis d'accentuer encore la pression sur les salaires sans ébranler un peu plus un édifice social où l'emploi mal payé ou précaire progresse constamment.

« **TROIS R** » • Pourtant, bien avant que la récession de 1990-1991 ne frappe pour la première fois les « cols blancs » et entraîne indirectement la débauche de George Bush, les firmes américaines avaient entrepris d'abaisser le coût unitaire du travail. Entre 1985 et 1992, ce coût salarial n'a progressé qu'à un rythme annuel de 1,1 %, contre 1,7 % au Japon, 2,5 % en Allemagne, et 2 % en moyenne pour les pays du G 7.

Pour l'administration Clinton, la notion de « sécurité économique » vaut désormais celle de « sécurité nationale ».

Certes, les États-Unis étaient déjà engagés sur le chemin de la reprise en 1992, alors que l'Europe et le Japon connaissaient un ralentissement d'activité qui allait déboucher, en 1993, sur la pire récession qu'ils aient connue depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Néanmoins, aujourd'hui, en dépit d'une faiblesse passagère au deuxième trimestre 1994 (-2,5 %), la productivité de l'industrie américaine continue à progresser au rythme de 2,3 % d'une année sur l'autre. De plus, de la fin de la récession aux premiers mois de 1994, les gains de productivité de l'industrie manufacturière américaine – qui, depuis trente ans, jouent un rôle majeur dans les cycles d'expansion – ont crû encore plus vite que lors des reprises précédentes.

Pour y parvenir, les États-Unis se sont convertis à la religion

des « trois R » (restructuration, rationalisation et réingénierie, un nouveau concept mis à la mode par Michael Hammer, un professeur du Massachusetts Institute of Technology) : les entreprises ont abondamment pratiqué le *downsizing*, une cure d'amaigrissement destinée à traquer la « graisse » partout. A commencer, bien sûr, par les charges salariales, davantage comprimées aux États-Unis qu'en Europe et surtout au Japon, handicapé par la forte hausse du yen par rapport au dollar.

Mais, attention ! Maigrir exagérément peut aussi se révéler judiciable pour la santé ; y compris pour une entreprise, avertissent Gary Hamel et C. K. Prahalad, les auteurs d'un récent ouvrage consacré à cette quête frénétique de la compétitivité (1) : trop d'économies à court terme risquent de compromettre le développement durable d'une société. Et de citer notamment IBM, Eastman Kodak, General Motors et Westinghouse, des groupes mal gérés, condamnés à changer de patron à chaud et qui se sont longtemps contentés de tailler à la hache dans les effectifs avant de se réinterroger sur d'éventuelles erreurs de produits ou de stratégies.

MANMOUTH • Deux au moins de ces exemples – IBM et General Motors – sont peut-être mal choisis. Le numéro 1 mondial de l'informatique, longtemps qualifié de « manmouth en hibernation constante », est en passe d'opérer un repositionnement, doublé d'une audace commerciale, qui surprend ses concurrents et qui commence à avoir des effets bénéfiques sur ses comptes. De même, le géant de l'automobile a donné le coup de volant nécessaire pour busculer des concurrents japonais qui avaient fini par conquérir 30 % du marché américain. Cette

reconquête doit beaucoup à la nouvelle équipe mise à la tête de la multinationale et aux importants gains de productivité réalisés sur les chaînes de montage, soulignent Paul Ingrassia et Joseph White dans un livre consacré à la résurrection de l'industrie automobile américaine (2).

Les grands constructeurs américains ont su profiter d'une conjonction favorable – l'appréciation constante de la monnaie nipponne et le marasme économique dont le Japon commence à peine à sortir. Mais ils ne s'en sont pas contentés. Comme l'ensemble de l'industrie, qui retrouve des niveaux de rentabilité jamais vus depuis dix ans, et pratique une politique drastique d'ajustement des coûts. Cette recherche systématique de compétitivité par les prix (dont 70 % viennent des coûts salariaux) est en grande partie à l'origine de la baisse générale du coût de l'ensemble des facteurs de production qui a caractérisé l'industrie manufacturière américaine au cours des dernières années.

SÉCURITÉ • Avec le retour à la rentabilité et l'abaissement sensible du foyer de l'argent et donc du coût de l'investissement du capital, un rôle déterminant a aussi été joué par la politique volontariste de l'administration Clinton pour laquelle la notion de « sécurité économique » vaut désormais celle de « sécurité nationale ». Avant d'entrer à la Maison Blanche, Bill Clinton, conseillé notamment par Lester Thurow, auteur d'un ouvrage remarqué sur la perte de compétitivité des États-Unis au regard de l'Europe et du Japon (3), avait assigné à sa future équipe économique la double mission d'aider les entreprises américaines à reconquérir leur marché intérieur et à fixer les portes à l'extérieur.

L'industrie manufacturière

n'avait pas attendu la Maison Blanche. Mais en cette période de dure concurrence internationale, un petit coup de pouce de la nouvelle administration, voire du président en personne, qui permet de vendre quelques Boeing supplémentaires ou de fournir à l'Arabie saoudite les centraux téléphoniques ATT dont elle a « cruellement besoin », est toujours le bienvenu. Autant pour gagner les courses de commandes que pour fournir à la recherche-développement – et donc à la productivité future des entreprises – les capitaux qui lui sont nécessaires.

Au Capitole aussi, on se soucie de la compétitivité de l'Amérique. Le Sénat et la Chambre des représentants ont finalement approuvé le National Competitiveness Act, qui prévoit une aide de l'État fédéral de quelque 2 milliards de dollars pour encourager notamment des programmes de haute technologie. Et, au premier chef, satisfaire les consommateurs américains. En juin, 85 % d'entre eux, interrogés par l'International Mass Retail Association, se déclaraient satisfaits par les produits made in USA. Quatre ans plus tôt, ils n'étaient que 67 %. Entre-temps, les firmes américaines ont opéré leur révolution culturelle.

Mais l'ampleur du déficit commercial constaté, mois après mois, surtout avec le Japon (42 milliards de dollars sur les premiers mois de 1994, après 50,2 milliards pour l'année 1993), rappelle que l'Amérique a encore des secteurs à reconquérir sur ses rivaux.

Serge Marti

(1) *Competing for the Future*, Ed. Harvard Business School.
(2) *The Fall and Rise of the American Automobile Industry*, Ed. Simon & Schuster.
(3) *La Maison Europe*, Calmann-Lévy.

Pharmacie : le salaire de la peur

« La santé doit être un droit, pas un privilège. » Ce slogan de la campagne électorale de Bill Clinton est devenu aujourd'hui un vœu pieux. En principe, au début de 1995, à la rentrée parlementaire, devrait être proposée une nouvelle mouture moins pesante pour les comptes des entreprises. On pourrait se contenter de couvrir les soins préventifs de quelque 10 millions d'enfants non assurés actuellement. Ou d'augmenter progressivement la proportion d'assurés, pour atteindre 92 % à l'horizon 2004 contre 86 % actuellement.

Mais l'industrie pharmaceutique avait dès le départ pris très au sérieux les projets présidentiels. D'autant qu'à peine arrivé à la Maison Blanche, Bill Clinton se déclarait « choqué » de voir les « industriels faire des profits sur la santé de nos enfants » grâce aux prix élevés des médicaments. Les laboratoires étaient donc directement visés.

Déjà, avant toute réforme, par le jeu de la concurrence, les prix des médicaments, qui augmentaient de 10 % par an jusqu'au début des années 90, suivent seulement le rythme de l'inflation (environ 3 %). Voyant une page de leur histoire se tourner, les groupes pharmaceutiques ont décidé de prendre les devants. Ils sont confrontés à un double défi, apparemment contradictoire : continuer à innover sous peine de disparaître et, dans le même temps, augmenter leurs ventes de médicaments génériques, qui peuvent être vendus à des prix plus bas que les nouveaux produits.

Un vaste mouvement de réorganisation a donc débuté dès l'été 1993. Sur le premier marché mondial du médicament, l'heure est à la concentration et au contrôle de la recherche pour aller jusqu'au client final. Les laboratoires se sont redéployés en aval, en acquérant des grossistes, des réseaux de distribution, mais aussi des PBM (pharmaceutical benefit management). Ces organismes jouent un rôle d'intermédiaire entre les assureurs et les assurés ; ils gèrent les

dépenses de santé des entreprises, des compagnies d'assurances ou des systèmes de *managed care*, qui prennent en charge les prestations médicales et pharmaceutiques. Les PBM influencent les choix des médecins, et leur poids ne cesse d'augmenter puisqu'ils couvrent aujourd'hui 40 % du marché de la santé.

En août 1993, l'américain Merck, numéro 1 mondial du secteur, mettait ainsi 6 milliards de dollars sur la table pour s'offrir le grossiste Medco et ses 38 millions d'assurés. En mai, le groupe britannique Smithkline Beecham annonçait son intention de racheter pour 2,3 milliards de dollars Diversified Pharmaceutical, une société qui négocie la vente de médicaments aux assurances médicales et à des dizaines de milliers de pharmaciens.

Un accord similaire était annoncé par Pfizer avec Value Health pour promouvoir ses produits auprès des médecins et des patients. Dans le même esprit, le français Rhône-Poulenc Rorer signait un accord avec PBM Caremark. En juillet, c'était au tour du laboratoire américain Eli Lilly d'acheter, pour 4 milliards de dollars, la société de gestion PCS Health Systems forte de ses 45 millions d'assurés.

Général d'importantes économies, ce type de rapprochement n'a toutefois pas l'ampleur des mouvements de concentration, qui continuent en amont, pour faire face à la concurrence et aux coûts de recherche et de développement. Dans ce domaine, le niveau atteint par les enchères illustre parfaitement l'importance des enjeux. Le record a été battu en août, avec la plus importante OPA (offre publique d'achat) de l'histoire pharmaceutique qui a donné naissance à un nouveau géant : American Home Products (AHP) n'a pas hésité à mettre sur la table 9,2 milliards de dollars (47 milliards de francs) pour absorber son concurrent American Cyanamid qui envisageait de se rapprocher de Smithkline Beecham.

Dominique Gallois

Automobile : aide-toi Bill t'aidera

A Detroit, capitale américaine de l'automobile, les trois grands sont heureux. Tirant les fruits des restructurations engagées depuis dix ans et d'une conjonction particulièrement favorable aux États-Unis, General Motors, Ford et Chrysler réalisent des profits record. A eux trois, ils ont annoncé plus de 7 milliards de dollars de bénéfices (près de 36 milliards de francs) pour le premier semestre.

Mais ils ont encore en mémoire les déboires des années 80. Pour s'être crus invincibles, ils n'avaient pas vu venir la concurrence japonaise et s'étaient fait rattraper 30 % de parts de marché par Toyota, Nissan, Honda et les autres. Tirant les leçons du passé, ils profitent de leur bonne santé retrouvée pour investir massivement dans les pays où l'automobile est promise à un fort développement (Amérique latine et Asie). En même temps, ils continuent de se réorganiser mondialement pour accroître les économies d'échelle, faire baisser les prix de revient des automobiles, et accentuent leur effort de recherche.

Le gouvernement participe à cet effort. Le 18 octobre, les dirigeants de Ford, GM et Chrysler étaient à la Maison Blanche pour faire le bilan du programme de recherche USCAR (United States Council for Automotive Research), un an et demi après son lancement. Ce projet visant à la mise au point d'une voiture moins gourmande en énergie et moins polluante s'étale sur dix ans. Il a bénéficié d'une subvention gouvernementale de près de 300 millions de dollars en 1994 (1,6 milliard de francs), qui sera accrue pour les années à venir. En outre, le Congrès a voté en 1992 un budget de plusieurs centaines de millions de dollars pour un programme de recherche sur la voiture intelligente.

A titre de comparaison, les aides accordées à Prometheus, l'un des principaux programmes

de recherche européens sur l'automobile, n'ont pas dépassé 2 milliards de francs... Sur huit ans !

« Très tôt, Clinton a rencontré les responsables de l'industrie automobile américaine. Il voulait montrer, avec nous, ce que devait être la coopération gouvernement-industrie », explique Bob Mull, directeur pour Ford du programme de recherche sur la nouvelle génération de véhicules.

« Depuis la baisse drastique des budgets militaires en 1991, le gouvernement a ouvert les portes de certaines de ses laboratoires pourvus des meilleurs scientifiques du monde », poursuit-il. En juillet, Ford a signé un accord de recherche avec la NASA.

Cet appui ne se limite pas à la recherche. Le gouvernement Clinton a aussi tenté de réduire le déficit commercial États-Unis-Japon dans le domaine de l'automobile. Les négociations n'ont pu aboutir. « Mais sa détermination à faire comprendre aux Japonais que la situation actuelle n'était pas acceptable a eu des conséquences positives indirectes », explique François Castaing, vice-président de Chrysler. « Nous avons réussi à recruter un bon réseau de revendeurs au Japon », ajoute Sue Shackson, chargée des relations avec les pouvoirs publics chez Ford. La dépréciation du dollar vis-à-vis du yen a aussi bien aidé les constructeurs américains.

Tout n'est pas idyllique pour autant. « La réglementation est trop pénalisante », se plaint Sue Shackson. Elle redoute particulièrement une nouvelle définition de la taxe sur les émissions polluantes (CAFE) frappant les monocoques et les pick-up, deux segments en forte croissance et sur lesquels les trois grands sont particulièrement bien placés. Si cette nouvelle taxe voyait le jour, « de positif, le bilan deviendrait alors négatif pour le gouvernement », prévient Sue Shackson.

Annie Kahn

Télécommunications : l'empire contre-attaque

Une agresseur redoutable. Une pression exercée au rouleau compresseur sur tous les marchés de la planète. Une volonté de rendre indiscutable une prédominance que les Européens peuvent disputer. Les télécommunications, l'un des moteurs les plus puissants de la nouvelle compétitivité américaine, en sont également le porte-drapeau.

« Près de 40 % de la croissance aux États-Unis est désormais assurée par l'informatique et les télécoms », relève un familier du secteur, citant les rapports de banques américaines. Par les chiffres d'affaires, les volumes exportés, ces deux industries aux destins inextricablement mêlés modèlent désormais les performances de l'économie outre-Atlantique.

L'informatique américaine – au sens large : matériel, composants, logiciels réunis – ne souffre désormais guère de rivaux. Elle exerce un quasi-monopole dans les microprocesseurs – le composant le plus stratégique des micro-ordinateurs, véritable cerveau électronique – grâce à Intel et Motorola, et dans les systèmes d'exploitation avec Microsoft et Apple. Ses ventes à l'étranger représentent aujourd'hui le double de celles de l'automobile. Sa technologie, comme celle des télécommunications, a imposé une véritable refonte de l'organisation des entreprises américaines.

Portée par les projets d'autoroute de l'information, utilisant une pression à la déréglementation sans précédent, le secteur américain des télécommunications, industrie et

services confondus, aligne des champions – dont le géant ATT, qui figure tout à la fois parmi les premiers fabricants de matériel et parmi les plus gros opérateurs de téléphonie mondiale – mais pas de leader incontesté.

Ce constat a amené l'administration Clinton, dès son arrivée, à identifier les télécommunications comme un secteur stratégique, à en faire la priorité d'une politique industrielle et commerciale nationale. Soutenu ouvertement dans sa conquête de marchés, ATT a ainsi enlevé au début de cette année un contrat d'équipement en Arabie saoudite, après l'intervention personnelle de Bill Clinton auprès de la famille royale. Autre exemple : pour récompenser l'innovation et conforter les sociétés particulièrement innovantes, le Federal Commerce Commission (FCC) distribue des « pioneer licenses », licences gratuites d'exploitation de services de radiotéléphone.

Quant aux autorités antitrust, elles étudient avec le plus extrême vigilance les accords transatlantiques – entre British Telecom et MCI, entre Sprint-Deutsche Telecom et France Télécom – et conditionnent leur approbation à l'ouverture du marché européen, sans même attendre l'échéance de 1998 fixée par Bruxelles. C'est ainsi qu'ATT a obtenu le feu vert de Londres pour exploiter un service de téléphonie au Royaume-Uni. Politique commerciale, soutien industriel, réglementation, toute la palette est utilisée dans la bataille des télécommunications.

Caroline Monnot

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde
SCIENCES ET MÉDECINE

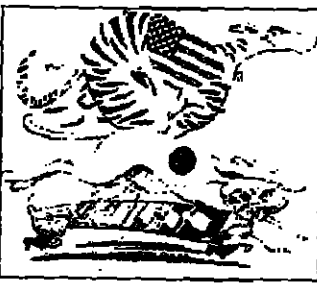
L'ECONOMIE

PERSPECTIVES

LE RENOUVEAU DE L'ECONOMIE AMERICAINE

Une ouverture plein Sud

D'avantage insérée dans l'économie mondiale, l'Amérique de Bill Clinton privilégie l'Asie et l'Amérique latine, des régions à croissance forte. Premiers bénéficiaires de cette réorientation : la Chine et le Mexique



NEW-YORK
de notre correspondant

« ASSEMBLÉ au Mexique ». « Made in China ». « Produces of Chile ». Difficile aujourd'hui pour le consommateur américain d'échapper aux produits ainsi étiquetés. Vêtements, chaussures, petits appareils électroniques, meubles, fruits et légumes : la gamme des biens importés s'élargit constamment. Ce sont là quelques signes, parmi d'autres, d'une évolution qui marquera les années 90 pour l'économie américaine : son ouverture internationale et sa réorientation vers l'Asie-Pacifique. Engagé depuis de nombreuses années - l'invasion de marchandises et de capitaux japonais date des années 80 -, ce double mouvement reçoit avec l'administration Clinton un nouveau coup d'accélérateur.

Présentée par le président américain lui-même quelques mois après son arrivée à la Maison Blanche, la « stratégie nationale à l'exportation » est sans doute l'axe le plus constant et le plus déterminé de toute sa politique économique. L'objectif affiché est alors de porter les exportations américaines à 1 000 milliards de dollars (5 200 milliards de francs) d'ici à l'an 2000 (les ventes américaines à l'étranger s'élevaient en 1992 à 628 milliards de dollars). Dans ce but, l'équipe Clinton engage au niveau mondial une véritable offensive libérale-économique et met l'administration au service des entreprises exportatrices.

ACTIVISME. S'il esquisse quelques échecs en matière de politique étrangère, Bill Clinton enregistre en revanche de nombreux succès sur le front de la diplomatie commerciale. Il fait compléter et ratifier l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) avec le Mexique et le Canada. Il signe, avec cent vingt autres pays, les nouveaux accords du GATT à Marrakech. Il supprime les séquences de la guerre froide en faisant abolir les restrictions aux ventes de produits de haute technologie aux ex-pays communistes. Il lève l'embargo sur le Vietnam. Il accorde à la Chine le statut de « nation la plus favorisée ». A l'issue d'une difficile partie de bras de fer, enfin, il obtient du Japon quelques concessions commerciales.

Par cet activisme, le gouvernement de Washington contribue à accélérer l'ouverture de l'économie américaine sur le reste du monde. Du fait de leur taille, les

Etats-Unis restent certes moins dépendants de l'étranger que les économies européennes par exemple. Mais la direction est prise. Les importations représentent aujourd'hui plus de 18 % du produit national brut (PNB) américain, contre 3 % à peine en 1960. Elles progressent aujourd'hui à un rythme 2,5 fois plus rapide que le PNB. Les exportations sont l'objet d'évolutions identiques.

Cette nouvelle étape dans l'internationalisation de l'économie américaine trouve de nombreux reflets dans la vie des entreprises. Observateurs attentifs, les services d'expansion économique français aux Etats-Unis soulignent ainsi, dans une note récente, « l'intégration systématique de la dimension internationale dans la stratégie de développement des entreprises américaines ». IBM, Ford ou la Citicorp ont certes toujours eu des visées mondiales. Le

mouvement est aujourd'hui plus systématique, et il concerne aussi les PME. Il est en outre marqué par une attitude moins arrogante des firmes américaines. Après avoir subi, dans les années 80, la leçon des Japonais, elles reconnaissent aujourd'hui que les « étrangers » peuvent leur apporter quelque chose.

Un Allemand à la tête de Compaq, le fabricant texan d'ordinateurs personnels. Un Anglais pour présider Ford, le constructeur automobile. Ce sont là encore des cas rares. Si les actionnaires hésitent encore à confier le poste de PDG à des « non-américains », ils recherchent néanmoins, de plus en plus, à renforcer leurs équipes de direction avec des personnalités d'origine étrangère. Autres signes de cette ouverture nouvelle : les investissements directs américains à l'étranger ont atteint en 1993 un nouveau record (58 milliards de dollars). Les placements financiers ont

eux aussi véritablement explosé.

Simultanément d'ailleurs, les investissements étrangers aux Etats-Unis continuent de progresser. Quand Kodak vend sa pharmacie, ce sont des groupes étrangers (français, allemands et britanniques) qui achètent. Quand les

En 1993, pour la première fois, les exportations des Etats-Unis vers les pays d'Asie ont dépassé les ventes américaines en Europe.

petits pots Gerber cherchent un acquéreur, c'est un Suisse qui se présente. Lorsque, enfin, le numéro trois des télécommunications longue distance, Sprint, cherche

La croissance sans les réformes

NEW-YORK
de notre correspondant

A mi-parcours, le bilan économique du président Clinton apparaît plus qu'honorable. Ses deux premières années à la Maison Blanche auront été marquées par une croissance forte (supérieure à 3 % l'an), une inflation faible (inférieure à 3 % par an) et des créations d'emplois massives (4,6 millions depuis janvier 1993). S'il a réussi à réduire considérablement le déficit budgétaire et à engager les Etats-Unis dans une politique d'ouverture commerciale, le président démocrate n'a pas réussi à faire adopter ses grandes réformes du système de santé, de l'aide sociale, des télécommunications, de l'éducation et de la formation professionnelle.

Depuis deux ans donc, grâce à la croissance, le recul du taux de chômage est spectaculaire : de 7,2 % en décembre 1992 il est passé à 5,9 % en septembre 1994, le plus bas niveau depuis quatre ans. Qui est le véritable père de la bonne santé actuelle de l'économie américaine ? La reprise ayant démarré dès mars 1991, certains n'hésitent pas à désigner George Bush. D'autres en créditent Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale,

qui de 1990 à 1994 a assoupli la politique monétaire. Bill Clinton a pourtant aussi sa part de responsabilité dans cette croissance soutenue.

Certes, le président n'a pas mené exactement, depuis qu'il est à la Maison Blanche, la politique économique du candidat qu'il avait été. Pendant la campagne électorale, il avait promis de relancer la croissance grâce à des investissements en infrastructures pour quelque 30 milliards de dollars. Il avait annoncé des baisses d'impôts importantes pour les classes moyennes. Il n'a fait ni l'un ni l'autre.

Au contraire, il va réduire les dépenses publiques (le budget de la défense notamment) et augmenter certains impôts (sur les sociétés, sur les hauts revenus, sur l'essence...). Sous la pression des marchés et d'Alan Greenspan, il décide en effet de s'attaquer au déficit budgétaire. A l'été 1993, il fait adopter par le Congrès un plan ambitieux qui doit conduire à une diminution de près de 500 milliards de dollars sur cinq ans (1993-1997) de ce déficit. Grâce à la croissance, les exercices 1993 et 1994 seront même meilleurs que prévu.

Avec la réduction du déficit budgétaire, la politique commerciale est sans doute l'autre grande source de satisfaction de l'administration Clin-

ton. Après quelques hésitations initiales, le président démocrate s'est engagé dans une active politique d'ouverture commerciale tous azimuts. Elle est l'un des axes d'une politique industrielle renouvelée.

SANTÉ. En revanche les grandes ambitions réformatrices de Bill Clinton ont été freinées par un Congrès pourtant à majorité démocrate. Ses amis ne l'auront guère aidé. La réforme du système de santé devait être sa grande œuvre. Plus de 37 millions d'Américains n'ont aucune couverture médicale. Le système de santé américain est pourtant très coûteux (14 % du PNB). Bill et Hillary, sa femme, voulaient généraliser la couverture maladie tout en réduisant le coût du système. Leur projet, très complexe, est retardé par un Congrès sous l'influence de mille corporatismes. L'aide sociale, coûteuse et inefficace, devait aussi être profondément renouvelée. Le dossier n'avance pas.

La santé et l'aide sociale ne sont pas les seules réformes économiques que Bill Clinton n'a pas réussi à mener à bien au cours de ses deux premières années à la Maison Blanche. Pour construire les « autoroutes de l'information » chères à Al Gore, le vice-président, le gouvernement souhaitait abattre les

cloisons qui subsistent entre les industries des télécommunications, du câble et de la télévision. Le temps a manqué. La loi n'a pu être adoptée. Le chantier de la formation professionnelle, enfin, a bien été ouvert. Mais l'administration se heurte au caractère très décentralisé du système d'éducation américain et à la faiblesse des moyens libérés par le budget fédéral.

L'éducation et la formation professionnelle devraient d'ailleurs constituer l'une des préoccupations principales du président au cours de la seconde partie de son mandat. D'ici à 1996, il tentera aussi sans doute de faire passer l'« mini-réforme » de la santé. Il continuera enfin à mener une politique commerciale active à l'étranger. Mais plus encore qu'au cours de ses deux premières années, il rencontrera d'énormes difficultés pour faire adopter ses réformes par le Congrès. Pour répondre aux projets des républicains, il pourrait d'ailleurs être tenté de reprendre l'une de ses promesses électorales et préparer une baisse des impôts pour les classes moyennes.

Au risque alors de remettre en cause son principal acquis jusqu'à présent : la réduction du déficit budgétaire.

E. I.

latine qui viendra la croissance : c'est là que sont les marchés et les opportunités, leur répondent les amis de Bill Clinton. C'est aussi très largement ce que pensent les milieux d'affaires américains. Et, de fait, si le Vieux Continent reste un partenaire important, les nouvelles puissances économiques que sont l'Inde, la Chine, le Mexique ou le Brésil sont aujourd'hui les cibles prioritaires de toutes les sociétés américaines.

Pour la première fois en 1993, les exportations des Etats-Unis vers les pays d'Asie ont ainsi dépassé les ventes américaines en Europe (respectivement 130 et 110 milliards de dollars). Dans l'autre sens, à l'importation, un même phénomène est identifiable. Ce sont les Chinois et les Mexicains qui ont le plus profité, au premier semestre de cette année, du dynamisme de la consommation américaine. Ils ont augmenté chacun leurs ventes sur le marché américain de plus de 20 %. Ils commencent d'ailleurs à investir aux Etats-Unis : les Chinois dans l'immobilier, les Mexicains dans le transport, par exemple.

GIGANTESQUES. Cette nouvelle orientation vers l'Asie et l'Amérique latine trouve aussi sa traduction dans les investissements des firmes américaines à l'étranger. Constructeurs automobiles, fabricants d'ordinateurs, gestionnaires de réseaux de téléphone, groupes bancaires : toutes les grandes sociétés ont aujourd'hui des projets gigantesques dans ces régions. Fruit du passé, les investissements américains à l'étranger sont encore massivement concentrés en Europe (la moitié environ du total, dont l'essentiel au Royaume-Uni). Mais les flux nouveaux vont très nettement vers l'Asie et le Pacifique. Caux-ci ont augmenté de 65 % depuis 1989.

L'Amérique de Clinton sera protectionniste, avait prévenu certains. Il n'en est rien. Au contraire, le président démocrate a accéléré l'ouverture de l'économie américaine au grand vent de la concurrence internationale. Les consommateurs s'en réjouissent : ils peuvent trouver des produits bon marché. Les salariés sont moins heureux : la concurrence des pays à bas salaires pèse sur leurs revenus. Pour l'instant, le choix libéral-économique de Bill Clinton n'est guère contesté dans l'opinion. Il est difficile de savoir s'il en sera toujours de même lors d'un retournement de conjoncture.

Erik Izraelwicz

Point de vue

Salaires, emplois et inégalités

Contrairement aux idées reçues, le salaire réel moyen aux Etats-Unis n'a pas diminué plus vite qu'en Europe depuis dix ans ; ce qui a baissé, c'est la rémunération des moins qualifiés, qui sont aussi les plus touchés par le chômage.

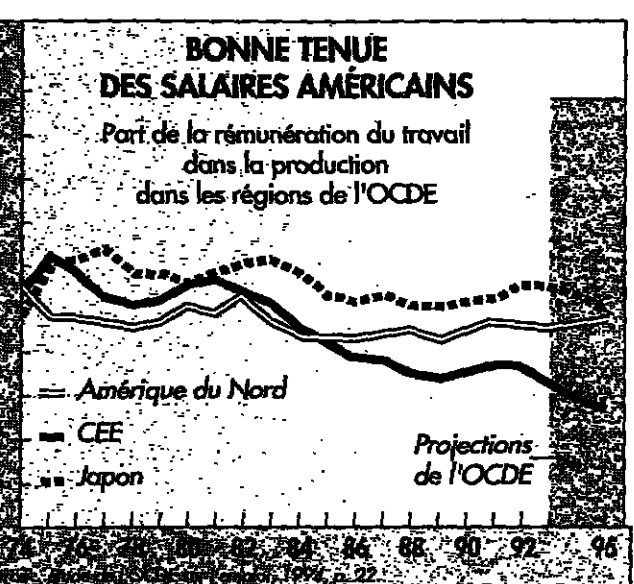
par BERNARD GUERRIEN et FRANCISCO VERGARA

R IEN ne permet d'affirmer, en théorie, que la flexibilité des salaires (à la baisse) conduit au plein emploi. Que nous dit la pratique ? On écrit souvent, tant dans les médias que dans les études spécialisées, que la diminution des salaires aux Etats-Unis pourrait expliquer la forte création d'emplois que l'on constate dans ce pays. Par exemple, dans le Rapport sur l'économie mondiale 1995 publié par le CEPII (centre d'études placé auprès du commissariat du Plan) on peut lire : « Il est difficile de ne pas faire le rapprochement entre les fortes créations d'emplois et la baisse des salaires réels aux Etats-Unis depuis le milieu des années 70. » Il n'y a aucune raison, faire un tel rapprochement. Jusqu'en 1973, les salaires réels et la rémunération du travail ont augmenté rapidement aux Etats-Unis. Cela

n'empêchait pas la création d'emplois d'être dynamique, plus encore que pendant la période suivante, où le taux de la croissance des salaires a été beaucoup plus faible. Le ralentissement des salaires coïncide donc avec un ralentissement de la création d'emplois.

Ensuite, il n'est pas vrai que le salaire réel moyen aux Etats-Unis ait diminué. Voyons ce qu'écrivent les experts américains les plus compétents. Comme Frank Levy, de l'Université de Maryland et Richard Murnane, de Harvard, qui font un bilan des travaux sur le sujet dans le Journal of Economic Literature : « L'année 1973 a marqué la fin de la croissance rapide des salaires réels et le début d'une croissance plus lente... Le revenu disponible par salarié à temps complet a augmenté de 2,45 % par an de 1947 à 1973, mais seulement de 0,67 % de 1973 à 1988 (1). »

Si l'on veut établir une relation entre créations d'emplois et coût du travail, la variable la plus pertinente n'est pas le « salaire réel moyen » (ce qui touche l'ouvrier) mais plutôt le coût salarial et non salarial (ce que paye le patron et qu'on appelle « rémunération du travail »). Mais, même si l'on prend cette variable comme



référence, il n'y a pas non plus de hausse aux Etats-Unis. Ainsi, Robert Lawrence, de Harvard, et Matthew Slaughter, du Massachusetts Institute of Technology (MIT), écrivent dans les Brookings Papers on Economic Activity : « Entre 1973 et 1991, la rémunération réelle par heure de travail a augmenté... de 5 % (2). » En réalité, ce qui a diminué aux Etats-Unis, ce n'est pas le

salaire réel moyen, mais uniquement les salaires des plus pauvres. Ainsi, entre 1979 et 1989, le pouvoir d'achat des salaires les plus faibles (le premier décile) a diminué de 11 % (OCDE, 1993, page 165). Le taux de chômage dans les couches sociales concernées par ces salaires est pourtant beaucoup plus élevé que celui dans la moyenne nationale. En France, on observe, depuis une

dizaine d'années, quasiment la même évolution des salaires moyens qu'aux Etats-Unis. Ainsi, la « rémunération réelle par employé dans le secteur des entreprises » a augmenté, entre 1984 et 1994, de 0,67 % par an (3) ; c'est-à-dire le même taux que le Brookings constate pour le revenu disponible par salarié aux Etats-Unis depuis 1973.

Pour l'Europe, dans son ensemble, on observe aussi, depuis 1976, une très grande modération des salaires. Ainsi la part de la rémunération du travail dans la valeur de la production n'y a cessé de diminuer, alors qu'elle demeure relativement stable aux Etats-Unis (voir graphique). Il n'est nullement évident que la longue austérité salariale en Europe ait encouragé la création d'emplois comme on le prétend.

Pour conclure, on peut dire que lorsqu'on est tenté d'imiter le modèle américain d'économie, il semble important de bien avoir à l'esprit les traits fondamentaux qui caractérisent ce modèle et qui le distinguent de celui de l'Europe. Une première grande différence qui saute aux yeux est la diminution du niveau de vie, aux Etats-Unis, des 20 % ou 30 % des citoyens les plus pauvres. Une deuxième différence est la

tendance à la « amenuisement de la célèbre classe moyenne américaine (le vanishing middle dont discutent les statisticiens).

Une troisième grande différence est, quelle que soit la période examinée, avant ou après 1973, le moins grand dynamisme de l'économie. Ainsi, la production par habitant et par heure de travail augmente beaucoup plus vite en Europe qu'aux Etats-Unis et cela malgré (ou peut-être à cause de) l'augmentation des congés payés et le développement de divers avantages sociaux en Europe.

(1) Frank Levy et Richard Murnane, « U. S. Earnings Levels and Earnings Inequality : A Review », Journal of Economic Literature, septembre 1992, page 1333.

(2) Robert Lawrence et Matthew Slaughter, « International Trade and American Wages in the 1980s », Brookings Papers on Economic Activity, Microeconomics, 2, 1993, page 161.

(3) Les statistiques pour la France viennent des Perspectives économiques de l'OCDE, juin 1994, pages 14 et 17.

(*) Bernard Guerien est maître de conférences à l'université Paris-I et Francisco Vergara est statisticien de l'Etat du monde (La Découverte).

Activité

du gouvernement
dont on voit les effets

Il avait paru attendu que Bill Clinton, en prenant la tête de la présidence américaine, mettrait fin à la « stratégie nationale à l'exportation » initiée par son prédécesseur, le président démocrate George Bush. Mais, au contraire, le nouveau président a décidé de poursuivre cette politique. Il a même décidé de l'accroître. C'est ce qu'il a fait en annonçant, dès son premier jour de mandat, une « stratégie nationale à l'exportation ». Cette stratégie est sans doute l'axe le plus constant et le plus déterminé de toute sa politique économique. L'objectif affiché est alors de porter les exportations américaines à 1 000 milliards de dollars (5 200 milliards de francs) d'ici à l'an 2000 (les ventes américaines à l'étranger s'élevaient en 1992 à 628 milliards de dollars). Dans ce but, l'équipe Clinton engage au niveau mondial une véritable offensive libérale-économique et met l'administration au service des entreprises exportatrices.

Communications

contre-attaque

Les communications de la Maison Blanche ont été marquées par une « contre-attaque » contre les médias. Le président Clinton a accusé les médias d'être « trop négatifs » et d'être « trop proches des intérêts particuliers ». Il a demandé aux journalistes de se concentrer sur les faits et de ne pas se laisser influencer par les opinions personnelles. Cette attitude a été perçue comme une tentative de contrôler l'information et de réduire le rôle des médias dans la vie démocratique. Cependant, elle a aussi été vue comme une réaction normale d'un président à la Maison Blanche, cherchant à protéger son administration des attaques incessantes des médias.

PERSPECTIVES

TRANSPORTS

Eurotunnel : les camions préfèrent le bateau

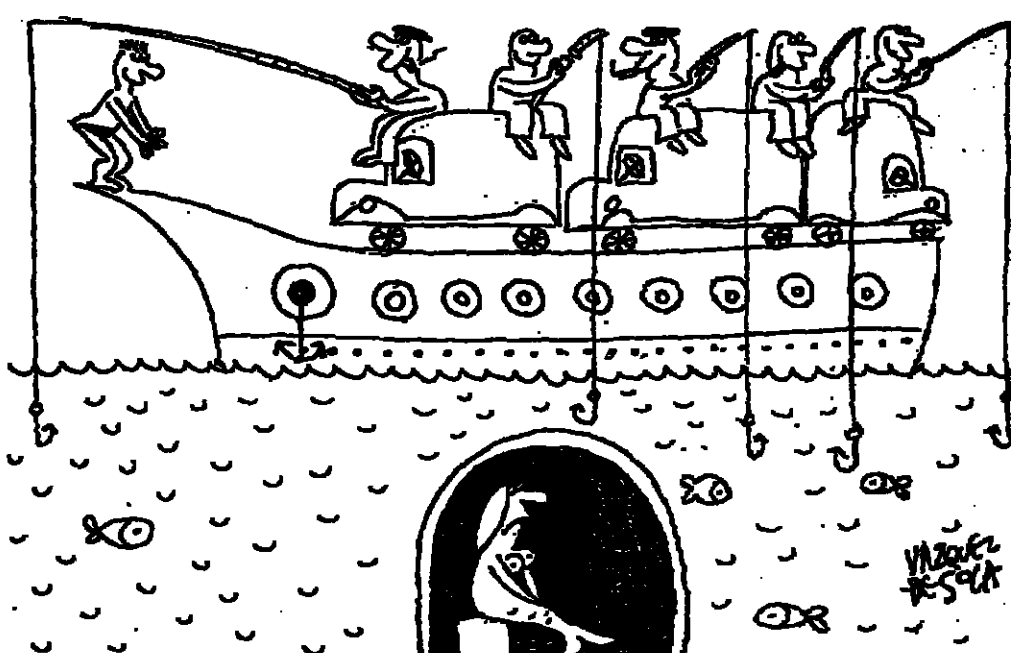
Loin d'avoir perdu des clients depuis l'ouverture du tunnel sous la Manche, les ferries n'ont jamais transporté autant de poids lourds. Leurs prix et leurs services sont encore jugés meilleurs

FOLKESTONE
de notre envoyé spécial

JAMAIS autant de camions n'aurait emprunté les ferries qui traversent la Manche que depuis l'ouverture « historique » du tunnel : « Sur la ligne Calais-Douvres, tous les records sont battus. Après un mois d'août exceptionnel (37 000 camions transportés), septembre a été encore meilleur : 44 300 ! », déclare Patricia Kiefer, attachée de presse de Peninsular and Oriental European Ferries (P&O), compagnie britannique qui achemine près de la moitié du fret camions transmanche, (1,3 million de poids lourds en 1993).

Même euphorie chez son rival Sealink (un tiers du marché). « Nous n'avons jamais connu une progression aussi forte que depuis l'ouverture du tunnel : sur les trois mois de l'été 1994, nous avons enregistré une hausse du trafic fret de 25 % par rapport à 1993 », affirme Didier Bonnet, président de la SNAT (Société nouvelle d'armement transmanche), qui exploite le pavillon Sealink avec la Stena Sealink Line.

L'ouverture du tunnel aurait-elle dopé le trafic fret transmanche... au point que les ferries seraient aujourd'hui les premiers à en profiter ? Plus circonspects, les armateurs, unanimes, attribuent leurs bons résultats à la reprise économique, en Grande-Bretagne notamment. Sans nier qu'Eurotunnel « finira bien par attirer une partie du trafic », Didier Bonnet jubile : « Sur Calais-Douvres, P&O et la SNAT embarquent chaque jour dix fois plus de



camions (soit 2 800) que le tunnel. » Toute la question est de savoir jusqu'à quand...

Actuellement, les 34 navettes dans chaque sens transportent en moyenne 350 camions par jour, l'objectif étant d'arriver à 700 à la fin novembre. Ce qui fait aujourd'hui à peine 5 camions par navette, alors que leur capacité est de 28 poids lourds. Et le trafic est interrompu du samedi matin 8 heures au dimanche 16 heures, dans l'attente du visa d'exploitation du week-end que la commission intergouvernementale devrait délivrer d'ici à la fin de l'année. Toutefois, « le volume trans-

porté quotidiennement est déjà supérieur à celui du port de Dunkerque », d'après Christopher Garnett, directeur commercial d'Eurotunnel. A la date du 13 octobre, 22 456 poids lourds avaient emprunté les navettes mises en service le 19 mai. « Nous avons capté 12 % du fret poids lourds entre Calais et Douvres, et nous visons les 22 % à la fin 1995 », assure Christian Zhylyt, directeur du fret d'Eurotunnel, qui fait valoir une « croissance du trafic de plus de 10 % par semaine depuis début septembre ».

Il est vrai qu'on avait assisté à un véritable effondrement en août

trois fois par an. A telle enseigne que les prix se sont effondrés de 30 % en dix-huit mois, tombant de 3 000 à 2 000 francs, voire en deçà pour les plus grosses compagnies », confie Bernard Pagès, directeur du fret à la SNAT.

TEMPS. En comparaison, le tarif officiel du tunnel (3 430 francs hors taxes pour un passage) paraît dissuasif. En fait, chez Eurotunnel aussi, « 95 % des prestations sont négociées avec les transporteurs européens à l'année, en fonction des volumes ». Sur les remises consenties, le directeur du fret, Christian Zhylyt, est d'une discrétion absolue. A peine concède-t-il que le prix est inférieur à 3 000 francs. Didier Bonnet, à la SNAT, croit savoir qu'« Eurotunnel vise une gamme de prix de 5 à 10 % supérieure à ceux que pratiquent les ferries ».

Jusqu'à présent, Eurotunnel justifie ses tarifs, plus élevés pour les petits transporteurs, par le gain de temps : pas loin d'une heure et demie au total. Alors que la traversée par bateau requiert une heure et demie (« quand la mer est calme », souligne un chauffeur), à quoi s'ajoutent, pour gagner Londres, les vingt minutes nécessaires pour parcourir la quinzaine de kilomètres qui séparent Douvres, où débarquent les ferries, et Folkestone, point d'arrivée d'Eurotunnel. Franchir la Manche à pied sec ne prend guère plus d'une demi-heure.

Mais encore faut-il que les transporteurs aient intérêt à gagner du temps, ce qui ne semble pas toujours être le cas, excepté pour les chargements de primeurs.

Comme l'explique Thierry Leduc, directeur du marketing chez Norbert Dentressangle — numéro un européen du transport transmanche par camion —, actuellement « en phase d'essai » avec Eurotunnel : « L'argument temps est à relativiser par rapport à la durée totale du transport. Appréiable entre Londres et Lille, le gain de temps est en fait négligeable sur Marseille-Glasgow. En outre, pas question d'abandonner notre compétitivité à cause du mode de traversée : nous ne pouvons pas justifier une majoration de tarifs auprès de nos clients pour la seule raison que nous empruntons le tunnel ».

Résultat, l'argument prix garde toute son importance : « Le tunnel a fait un tel effort d'adaptation que les tarifs proposés aux gros chargeurs sont à peu près comparables à ceux des ferries », constate Claire Robequin-Gervaise, responsable de l'activité internationale marchandises de Gefco (Groupeement express de Franche-Comté). Et d'expliquer qu'Eurotunnel n'est qu'« un moyen supplémentaire qui nous laisse une plus grande souplesse pour embarquer en cas de tempête ou de grève ».

La concurrence entre ferries et tunnel joue en notre faveur », résume Jean-Claude Berthod, PDG de Danzas, à l'unisson des autres transporteurs, qui reconnaissent que la mise en service d'Eurotunnel a amélioré la qualité de service des ferries en réduisant notamment les délais d'embarquement.

Philippe Beyerel

TECHNIQUES

Le fil du rasoir

En inventant le rasoir mécanique, King Camp Gillette, un Canadien à l'esprit pratique, a mis fin à l'alternance des siècles avec barbe et des siècles sans...

BARBE à la Souvarov ou favoris « cotelettes », profil glabre ou fibres bachantes, il y a, pour reprendre les mots d'André Malraux, « les siècles pendant lesquels les hommes doivent être barbus, les siècles pendant lesquels ils doivent être rasés (1) ».

Nos premiers ancêtres, s'ils se rasaient, utilisaient probablement des coquillages ou des dents de requin, mais les plus vieux rasoirs retrouvés lors de fouilles sont en métal et datent d'environ quatre mille ans. Les barbières de l'Égypte ancienne se servaient ainsi d'une lame de bronze à multiples courbures et à crochet. La veille de la bataille d'Arbèles, en 331 avant Jésus-Christ, Alexandre, dit-on, imposa à ses hommes de se raser afin... que les soldats peres ne puissent les saisir par la barbe !

Si certains Romains, comme Jules César, allaient épisodiquement chez le drapacista se faire enduire le visage d'une pâte dépilatoire à base de résine et de poix, d'autres préféraient le supplice quotidien du tonsoir. Muni d'un rasoir en fer, celui-ci ne manquait jamais, hélas ! de blesser ses patients. On appliquait alors sur les coupures un emplâtre composé de... toiles d'araignée trempées dans de l'huile et du vinaigre !

CORPORATION. En 1292 naît en France la corporation des barbiers-chirurgiens. Outre leur activité traditionnelle du rasage, on les autorise à pratiquer des saignées. Ils jouissent également du privilège d'être les seuls, avec les sages-femmes, à accéder à la chambre de leur seigneur. Ils porteront même l'épée — jusque-là réservée aux nobles — lorsque l'un d'eux, Félix, parviendra à guérir Louis XIV d'une fistule. Ce privilège accordé aux barbiers-chirurgiens sera de courte durée, puisque Louis XV l'abolira. En 1791, de toute façon, la loi Le Chapelier supprimera les corporations.

Quelques années auparavant, en 1762 exactement, un coutelier français, Jean-Jacques Perret, mettait au point un instrument pour se

raser seul : le « robot ». L'invention consistait en une lame affilée placée sur un cache fixé à un manche. « avec laquelle on se tond plus ou moins bien, selon l'habileté de main qu'on possède (2) ». Un modèle similaire, le système Rollis — du nom de son inventeur —, vit le jour à Sheffield, en Angleterre, en 1830. Repris par la société Wilkinson, il fut commercialisé jusqu'à la deuxième guerre mondiale.

En 1895, un Canadien d'origine française, King Camp Gillette, dépose un brevet pour sa trouvaille, le rasoir de sûreté. Baptisé aussi rasoir mécanique, ce système se compose d'une lame très fine et à double tranchant, coincée dans un support et dont seul le fil affleure, ce qui élimine considérablement les risques de coupure. Autre particularité, la lame est jetable. Il n'est donc plus nécessaire de l'affiler en la passant sur un cuir comme dans le passé. Naissance du règne de l'éphémère...

En 1901, l'inventeur, naturalisé américain, fonde à Boston, avec un capital de 5 000 dollars, la Gillette Safety Razor Company pour commercialiser son produit. La fabrication démarre lentement : 51 rasoirs fabriqués et 168 lames en 1903, mais déjà 250 000 rasoirs pour 2 millions de lames en 1905. En 1917, le gouvernement des États-Unis achète à Gillette 3,5 millions de rasoirs et 36 millions de lames pour équiper ses troupes parties combattre en Europe. Cette gigantesque commande donne à la firme américaine l'impulsion nécessaire pour se développer. En 1934, une usine est installée à Paris, remplacée l'année suivante par une autre, plus grande, à Annecy.

En 1972, la compagnie lance aux États-Unis le Gillette à deux lames jumelées : « La première tire le poil, la deuxième le coupe avant qu'il ne se rétracte », comme le scande la publicité. Ce produit constitue un véritable progrès dans le domaine. Grâce à la microphotographie, on a en effet constaté que le poil, après avoir été coupé, ne se

rétracte pas immédiatement mais reste hors de son follicule pendant une courte période appelée « hystérésis ». D'où l'intérêt d'une deuxième lame pour couper le poil encore plus près...

SILENCIEUX. En 1976, le rasoir jetable, nouveau « concept » inventé par Bic en 1975, est lancé sur le marché, suivi, trois ans plus tard, du rasoir à tête pivotante. Aujourd'hui, le rasoir mécanique représente dans l'Hexagone un marché de près de 4 milliards de francs. Sur les vingt millions de Français qui s'astreignent à cette tâche quotidienne, plus de 60 % le préfèrent à son homologue électrique.

La raison ? Les progrès réalisés dans les dernières années lui confèrent maintenant autant de sécurité que le modèle électrique. Parmi les autres motifs énoncés, la « beauté du geste » et le « plaisir » à pratiquer ce rite. Certains n'hésitent pas à évoquer « son côté silencieux ». La publicité s'est bien sûr emparée de ce produit, l'associant à des hommes sportifs et « bien dans leur peau » pour en souligner la fiabilité et l'aspect esthétique.

Leader du marché mondial avec 62 % des parts en valeur, le groupe centenaire Gillette est présent dans plus de deux cents pays. La filiale française possédait en 1993 un peu plus de 70 % du marché national, loin devant ses principaux concurrents Schick (12 %), Bic (7 %) et Wilkinson (4 %).

Le rasoir mécanique a en outre su affronter avec succès la compétition avec son concurrent électrique : Gillette a en effet acquis en 1967 la société Braun, qui détient 35 % (en valeur) du marché mondial du rasoir électrique. On peut aimer la tradition et être prudent...

Charles-Emmanuel Haquet

(1) Les siècles qu'on abat, Gallimard, 1971.
(2) Article de Henri de Parville dans la Science Illustrée, mars 1894.

Paroles de chauffeurs

FOLKESTONE
de notre envoyé spécial

Tunnel ou ferry ? Qu'en pensent les chauffeurs ? Leur avis quant au confort de la traversée à pied sec est pour le moins mitigé. Le plus de ceux qui ont essayé les navettes ne cachent pas leur préférence pour le ferry, jugé « plus relax ».

« Sur le bateau, on a le temps de discuter avec les collègues, de faire des achats au duty-free... Et puis, les menus sont plus copieux », témoigne Thomas qui va livrer en Angleterre des jouets fabriqués dans l'Ain. Seul avantage : « On gagne une heure quand on rentre chez

soi en fin de semaine ».

« Pour le patron, c'est peut-être intéressant, mais pas pour le chauffeur ! », tranche un routier britannique. Il est vrai que la « voiture-salon », wagon réservé aux chauffeurs, coince entre la locomotive et le premier camion, rassemblant davantage à une rame de RER qu'à une salle de restaurant, fût-ce celle d'un ferry.

Les conducteurs souffrent aussi des défauts de jeunesse du service Eurotunnel. Il est ainsi quasiment impossible de changer de l'argent sur la zone d'embarquement de Coquelles — « le bureau de change est insuffisamment approvisionné en

JOUET

Masques sans frontières

Suite de la page 1

Version portrait ou caricature, tous sont là : les Mitterrand, Chirac, Balladur, Bismarck, Bush, Castro, Saddam Hussein, comme réunis au sommet, cohabitant avec Johnny Hallyday, Depardieu ou Madonna. Autant de personnalités exportées dans le monde entier : plus de 50 % du chiffre d'affaires est réalisé hors Hexagone, et la société revendique une part de 25 % du marché mondial. Le prix des masques va de 10 francs (modèles pour enfants) à 150 francs (modèles pour adultes en matière souple).

Fort de leurs 3 000 références, les masques made in France font la fête chaque année à Venise, Bâle, Rio ou en Amérique, à l'occasion de Halloween, le 31 octobre. Le journal télévisé ou même Géo. Un nouveau premier ministre, le mariage d'Elizabeth Taylor, un film de Schwarzenegger, et leurs têtes doivent être prêtes à temps.

SCULPTEURS. Deuxième règle : une rapidité d'exécution exemplaire. Lorsqu'au mois d'août 1990 Saddam Hussein envahit le Koweït, César fournit ses armes sur le champ. En quelques jours, 12 000 masques à l'effigie du maître de Bagdad s'envolent pour les États-Unis. Que Madonna se fasse tondre en rouge, et les ouvriers-artistes devront se remettre à la tâche. « Quant à François Mitterrand, nous en sommes à

son cinquième lifting ! », plaisante Richard Roizen.

Cette réactivité, César la doit aux trois sculpteurs, présents depuis quarante-sept ans dans la maison. Chacun d'eux est spécialisé dans un domaine, masques d'adultes ou d'enfants, caricatures ou portraits. Mais quelque quarante heures de travail leur sont toujours nécessaires pour fabriquer les bustes en terre glaise, première étape avant de passer à la production industrielle.

Enfin, troisième mot d'ordre, savoir jongler avec les licences. L'accord avec Walt Disney depuis 1936 permet à la firme d'être présente dans les parcs d'attraction américains, notamment à Disneyland-Paris. Aujourd'hui, les masques de « Power Ranger », outre-Atlantique, pulvérisent les ventes record des têtes Ninja (600 000 exemplaires en 1991), qui avaient elle-mêmes ridiculisé les Schtroumpfs.

En attendant l'élection présidentielle de 1995, César est sur le pied de guerre. Officiellement, le Delors n'existe pas encore, mais si l'homme de Bruxelles se porte candidat en janvier 1995, son portrait sera déjà prêt à être fabriqué. A San-Mur, toutefois, on ne veut pas se mêler de politique. Immite, donc, de chercher à joindre César pour un sondage, ses responsables resteront muets jusqu'à l'ouverture des urnes.

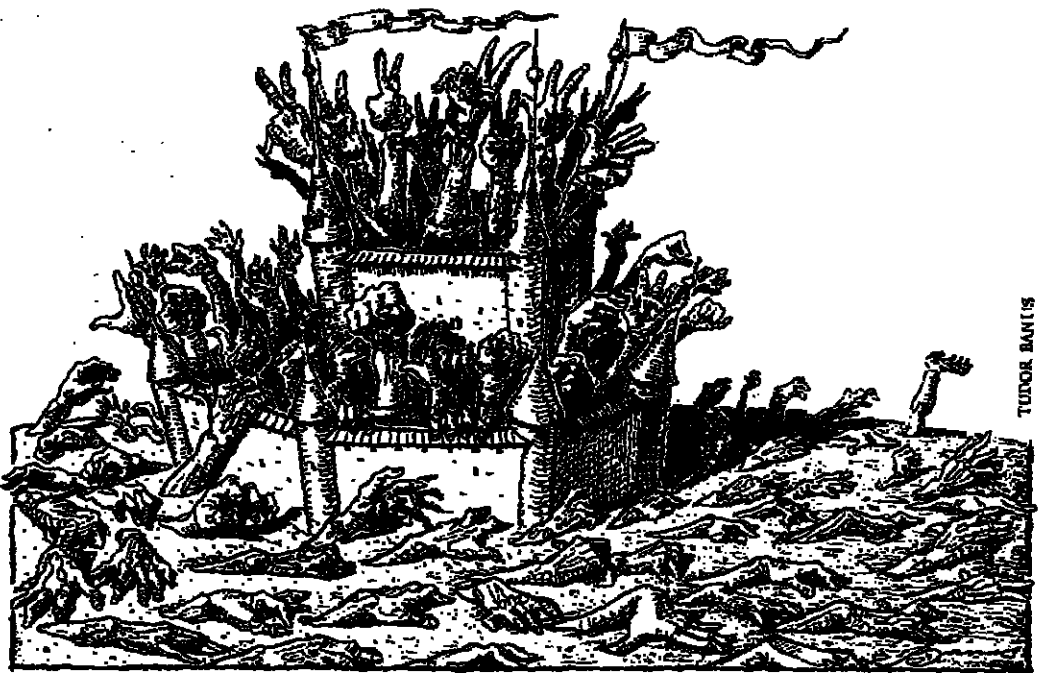
Isabelle Foray

L'ECONOMIE

OPINIONS

Le débat sur les délocalisations

Le libre-échange crée l'inégalité



listes d'Europe, une large part de l'Amérique latine, quelques pays du pourtour méditerranéen. Non seulement nos gouvernements et les organisations internationales les poussent vigoureusement dans cette voie, mais nos entreprises, qui, dans leur propre logique, ne peuvent faire autrement, se « délocalisent », investissent chez eux et leur transfèrent rapidement des technologies avancées.

« Courir » assez vite

Y a-t-il dans ces conditions la moindre chance pour que nous « courions » assez vite devant la puissante dynamique extravertie de rattrapage des nouveaux pays à bas salaires et à capacité technologique, c'est-à-dire que nous créions assez d'emplois ? Oui, mais à une condition : que le coût du travail des actifs « exposés » et « protégés » décroisse régulièrement ! D'une part, cela freine un peu le rythme de destruction d'emplois exposés, d'autre part et surtout, la baisse induite du prix des biens et services protégés incite les « compétitifs », le seul groupe dont les revenus augmentent, à en consommer plus, ce qui peut créer suffisamment d'emplois protégés pour absorber l'excès des destructions d'emplois exposés sur les créations d'emplois compétitifs.

C'est ce qu'on observe aux États-Unis. Malgré une ouverture croissante, bien que les pays d'Asie du Sud-Est aient pris en vingt ans 13 % du marché intérieur, les États-Unis ont créé 20 millions d'emplois. Mais on sait que ce sont essentiellement des emplois protégés et que cela s'est accompagné d'une baisse de 0,73 % par an du salaire réel des employés non cadres et d'une multiplication par 1,8 de l'écart

On souligne souvent les bienfaits du libre-échange, mais on oublie que les mouvements de marchandises sont un substitut presque parfait à ceux des hommes et tendent donc à unifier le marché du travail. La concurrence des pays à bas salaires ne détruit pas tous les emplois, mais elle aggrave les inégalités entre les travailleurs compétitifs ou protégés et les salariés les plus exposés. Les pays riches ont absorbé le choc de la première vague des nouveaux pays industrialisés. Ils ne résisteront pas à la Chine, à l'Inde et à la Russie sans un accroissement encore plus rapide des inégalités en leur sein.

par PIERRE-NOËL GIRAUD (*)

Le débat sur les délocalisations et le libre-échange, avec les pays à bas salaires, quoique vif, est en réalité assez mal engagé. Il est centré, pour des raisons bien compréhensibles, sur la question du chômage. Mais ce n'est pas la vraie question ; aussi n'assiste-t-on qu'à des joutes d'arguments dogmatiques, qui ne sont pas sans rappeler celles, plus anciennes mais toujours actuelles, sur le progrès technique et l'emploi. En effet, aujourd'hui, la conséquence inévitable d'un libre-échange croissant entre pays industrialisés riches et pays à bas salaires et à capacité technologique (PBSC), n'est pas nécessairement l'augmentation du chômage dans les premiers, c'est l'accroissement régulier et probablement rapide des inégalités de revenus dans les deux types de pays.

Pour le comprendre, il faut d'abord considérer que la population active des pays industrialisés doit être aujourd'hui divisée en trois catégories. D'abord, les « compétitifs » : ils possèdent les qualifications et le savoir-faire qui permettent aux pays industrialisés d'être toujours capables de produire des biens et services que les nouveaux venus ne peuvent imiter ; cela va des Airbus aux parfums, en passant par les vins. Les « exposés » sont ceux qui, via la circulation de plus en plus libre et facile des capitaux, des biens et même des services, sont directement en compétition avec les salariés, de l'ouvrier à l'informaticien détenteur d'un diplôme universi-

taire, des pays à bas salaires. Enfin les « protégés » produisent ceux des biens et services qui, par nature, ne peuvent pas voyager. Il faut ensuite reconnaître - or ce point est particulièrement obscur dans les débats actuels - que l'accroissement des échanges d'un pays riche, la France par exemple, avec les pays à bas salaires commence d'abord par détruire en France plus d'emplois qu'il n'en crée d'emplois compétitifs, tout simplement parce que ces derniers se vendent plus cher ! Échanger du travail qualifié cher - compétitif - contre du travail moins qualifié bon marché - exposé - est en effet la raison d'être de l'échange et en fait tout s'y livre.

C'est un fait qui semble avoir échappé, par exemple, à Alain Madelin, dans une leçon sur les avantages du libre-échange donnée dans les colonnes de ce journal (1). Représentons sa démonstration. L'achat d'une paire de chaussures importées à 100 F au lieu de celle qui propose à 250 F un producteur situé en France, dit-il, fait économiser au consommateur 150 F qu'il utilise à acheter des livres et aller au restaurant, faisant ainsi travailler des salariés français, tandis que les 100 F de pouvoir d'achat distribués dans les pays à bas salaires fabriquant les chaussures, après avoir circulé dans l'économie mondiale, finiront normalement par engendrer

une demande de 100 F de produits français que nous exporterons. C'est on ne peut plus exact. Le bilan est favorable : le bien-être des consommateurs s'est accru, nous produisons toujours autant (150 F de biens et services divers + 100 F de biens exportés remplacent les 250 F de chaussures que nous ne produisons plus) et notre balance commerciale reste équilibrée.

Destruction d'emplois

Mais quel est le bilan en termes d'emplois ? 100 millions de francs d'importations de chaussures venant se substituer à 250 millions de production nationale détruisent environ 1 250 emplois. 150 millions de production nationale moyenne supplémentaire créent environ 420 emplois. L'exportation de 100 millions de francs d'Airbus ou de TGV ne crée que 300 emplois. Le solde est donc une augmentation du chômage de 530 personnes, simplement parce que, dans notre commerce avec les pays à bas salaires, la valeur ajoutée par emploi est supérieure à la moyenne pour les biens que nous exportons et inférieure à la moyenne pour les biens chassés par les importations. C'est, répétons-le, la raison d'être de ce commerce. Devant cette destruction initiale d'emplois, tout se joue alors, pour ce qui concerne l'évolution

du chômage, sur la capacité des pays riches à créer en permanence, par leur croissance interne, suffisamment d'emplois compétitifs et protégés pour compenser cette perte initiale. Le problème est donc essentiellement dynamique, puisqu'il s'agit de compenser deux « rythmes » : celui de la destruction d'emplois exposés par l'ouverture croissante et la compétition des pays à bas salaires, celui de la création d'emplois compétitifs dans les pays riches, car c'est lui qui commande aussi la création nette d'emplois protégés ; il faut bien en effet que le nombre et les revenus des compétitifs augmentent pour que s'accroisse la demande de biens et services protégés. De quel dépendent ces rythmes ?

Le rythme de création d'emplois compétitifs dépend uniquement de nos capacités d'innovation, appuyées sur notre effort de formation. Quant au rythme de destruction d'emplois exposés, les choses sont en train de changer radicalement, et c'est là le point essentiel. Ce ne sont plus quelques « dragons » de quelques dizaines de millions d'habitants partis des plus bas niveaux de développement mais des pays regroupant 3 à 4 milliards d'hommes et de niveau technologique déjà très élevé qui sont désormais des candidats crédibles à une croissance tirée par les exportations vers les pays riches : la Chine, l'Inde, les ex-pays socia-

frontières

On imagine volontiers ce qu'il faut d'énergie pour organiser un sommet des États de l'Asie-Pacifique, surtout lorsque deux mille cinq cents journalistes, dont une moitié d'américains, encombrent leur venue. Pour la gloire du président Suharto, hôte de ce deuxième sommet de l'APEC (Asia Pacific Economic Cooperation), les préparatifs vont donc bon train afin d'accueillir aussi les délégations des dix-huit entités qui participeront, du 12 au 16 novembre, aux réunions de Jakarta et de Bogor, à soixante kilomètres de là. Dans la préparation figure en bonne place l'idée que cette région, la plus dynamique du monde, attend se faire de son propre avenir.

Tenter d'élaborer cette « vision » a été confié à une petite équipe multinationale de seize futurologues, baptisée GEP, Groupe d'éminentes personnalités, lequel doit soumettre son deuxième rapport à la conférence annuelle des ministres des affaires étrangères et du commerce de l'APEC, réunie à Jakarta du 12 au 14 novembre, le sommet lui-même ayant lieu à Bogor les 15 et 16 novembre.

Avant le premier sommet de l'APEC à Seattle, en novembre 1993, le GEP, qui ne comptait alors que onze membres, avait tout bonnement proposé que l'APEC, sans changer pour autant de sigle, débouche, au tournant du siècle, sur une « Communauté économique de l'Asie-Pacifique ». Cette première « vision » s'était heurtée à un tir de barrage d'Asiatiques plutôt méfiants, notamment à l'égard des intentions des États-Unis.

L'ambition impliquait une structuration de l'APEC, forum informel fondé en 1989 à l'initiative de Canberra et qui réunit, aujourd'hui, outre l'Australie, des États américains - Canada, États-Unis, Mexique et, à compter de novembre,

LETRE DE BANGKOK



Les futurologues de l'APEC

par Jean-Claude Pomonti

Chili - les « six » de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) - Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Singapour - les « trois Chineses » - Chine, Taiwan et Hongkong - ainsi que le Japon, la Corée du Sud, la Nouvelle-Zélande et la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

En 1993, donc, l'idée d'une « communauté », même économique, a été fraîchement accueillie. Le premier ministre malaisien, qui tient toujours à son projet d'EAEC (East Asia Economic Caucus, auquel les États-Unis sont hostiles, parce qu'ils en sont exclus), a d'ailleurs boudé le sommet de Seattle. Cette rencontre, dont l'initiative revient à Bill Clinton, offrait, selon le Dr Mohammad Mahathir, une prééminence trop évidente à l'APEC, alors que Kuala Lumpur attendait lui garder un caractère « consultatif ». Le Dr Mahathir sera, bien entendu, présent à Bogor : il n'est pas question d'ignorer un affront à Suharto, son « cousin » indonésien.

Les futurologues du GEP, dirigés par l'économiste américain C. Fred Bergsten, directeur de l'Institut des économies internationales de Washington, ont donc été invités à revoir leur copie. Au cours de trois réunions successives à Kuala Lumpur, à Hongkong et à Tokyo, ils ont élaboré un échéancier pour mettre en place, entre 2000 et 2020, une zone de libre-échange adaptée au niveau respectif de développement des pays de la zone et, ce qui est nouveau, ouverte sur le reste du monde.

Des pays riches, comme les États-Unis, l'Australie, le Canada et le Japon, supprimeront leurs tarifs douaniers dans un délai de dix ans, les nouveaux pays industrialisés (Taiwan, Corée du Sud ou Singapour) en feront autant au plus tard en 2015 et les pays en développement (Chine, Thaïlande ou Indonésie) pourraient choisir d'attendre l'an 2020, date à laquelle la Malaisie, en ce qui la concerne, entend avoir mené à terme son industrialisation.

En outre, le GEP propose que la zone APEC offre des accords de réciprocité aux pays ou groupes de pays hors zone qui le souhaitent, de façon à éviter l'écueil de la formation d'un nouveau bloc. Le XXI^e siècle étant présenté comme celui du Pacifique, l'APEC est donc invitée à constituer au moins une « grande famille » à défaut de former une « communauté » (suivant, en chinois, une expression commune mais assez vague et neutre pour ne pas avoir de caractère institutionnel).

Mais cet assouplissement ne semble pas suffisant pour lever bon nombre de réserves. L'ASEAN a suggéré que le GEP soit « remercié » pour ses réflexions et même les Américains trouvent l'échéancier trop ambitieux. En règle générale, le tempérament asiatique s'accommode volontiers de voir les choses se décaler d'elles-mêmes. Il reste que le Pacific Forum Business, un groupe influent d'hommes d'affaires, s'est porté à la rescousse du GEP en suggérant, le 15 octobre, qu'une zone de libre-échange se réalise dès 2010, et non en 2020. Sur ces entrefaites, Washington a proposé que le GEP soit remplacé par un comité consultatif permanent d'économistes. Les futurologues auront donc eu au moins le mérite de stimuler un débat qui, loin de se conclure à Bogor, promet tout au contraire de se corser d'ici à la fin de ce siècle.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÈRE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
Jean-Marie Colombani, gérant.

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gustave
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux et publications,
n° 57 437, ISSN : 0395-2287
Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration

PRINTED IN FRANCE
Le Monde sur CORDON : (1) 43-37-66-11
Microfilm : (1) 40-65-29-33

Le Monde
TELEMATIQUE
Composées 36-15 - Types LEMONDE
Le Monde - Documentation
36-17 LMDCC ou 36-29-04-56

ABONNEMENTS				
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-25-25 (de 8 heures à 17 h 30)				
TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	Valeurs normales y compris CEE avion	
3 mois	536 F	572 F	790 F	
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F	
1 an	1 890 F	2 066 F	2 960 F	

Pour les autres pays, nous consulter.

Vous pouvez payer par prélèvements mensuels.
Se renseigner auprès du service abonnements.
ÉTRANGER : par voie aérienne, tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LE MONDE, code d'accès ABO

« LE MONDE » (USPS + postage) is published daily for \$ 30 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine, France, second class postage paid at Champlain, N.Y. 15, and additional mailing offices.
POSTMASTER : Send address changes to LMS of NY Box 1518, Champlain, N.Y. 12919 - USA.
Pour les abonnements souscrits aux USA
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23461 - 703 318 1824

Changements d'adresse : merci de transmettre votre demande deux semaines avant votre départ en indiquant votre numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT	
Durée choisie : 3 mois <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/>	
Nom : _____ Prénom : _____	
Adresse : _____	
Code postal : _____	
Localité : _____ Pays : _____	

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

CONJONCTURE

La conjoncture européenne s'est singulièrement améliorée ces derniers mois. Dans la plupart des pays de l'Union européenne, la production industrielle s'inscrit en hausse sensible par rapport à son niveau de 1993. Au cours des trois derniers mois connus (juin à septembre), l'activité productive était en augmentation de 4,2 % en Allemagne, 4,7 % en France, 5,2 % au Royaume-Uni et 8,1 % en Italie par rapport à la même période de 1993. En Espagne, où la pénurie de statistiques actualisées rend plus difficile l'observation, la production paraît de même s'être redressée au vu du regain de confiance des entrepreneurs de la péninsule.

Les enquêtes menées par la Commission européenne auprès des chefs d'entreprise des Etats membres traduisent dans l'ensemble une sen-

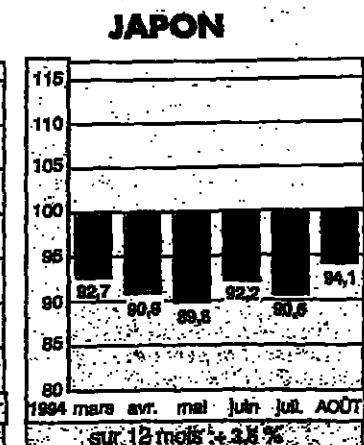
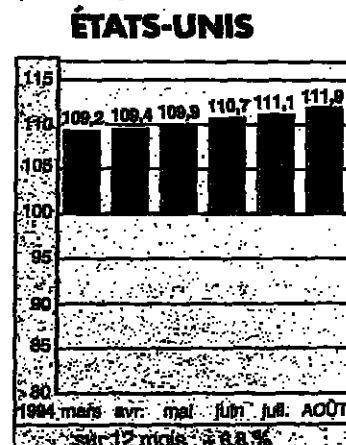
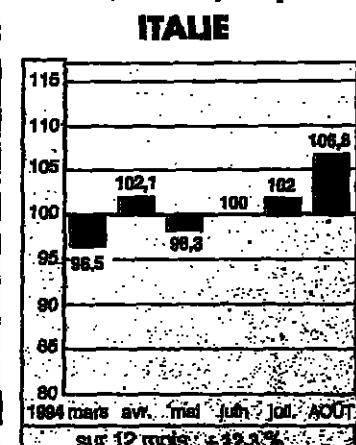
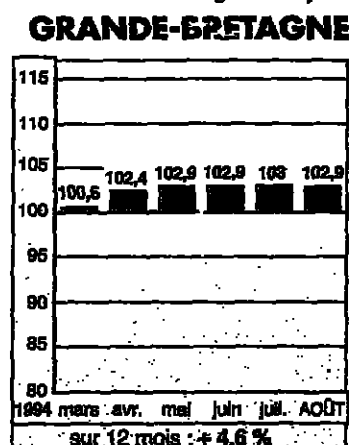
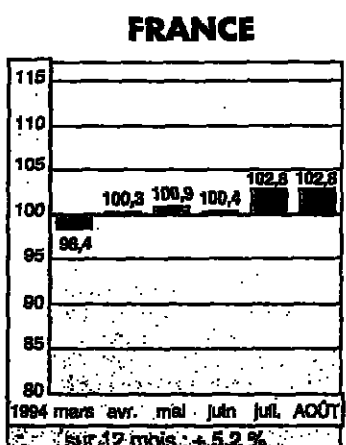
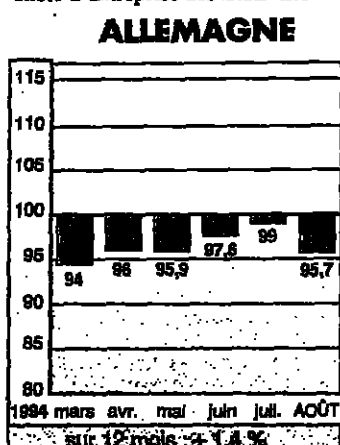
INDICATEUR • La production industrielle
En avant toute

sible amélioration du climat de confiance. Les jugements portés sur la situation présente ainsi que les perspectives d'avenir sont en hausse ininterrompue depuis l'hiver, de sorte que l'indicateur de confiance dans l'industrie a retrouvé ses niveaux d'avant la récession.

Le degré d'utilisation des capacités productives du secteur manufacturier est en hausse régulière depuis un an : à 80,4 % en moyenne pour les

Douze au troisième trimestre, il est ainsi supérieur de 3,2 points à son point bas d'un an auparavant. Dans l'industrie des biens intermédiaires, première bénéficiaire de la reprise, ce taux s'est redressé de quelque 5,1 points durant la période tandis qu'il s'inscrit en hausse de 3,1 points dans l'industrie des biens d'équipement et de seulement 0,8 point dans celle des biens de consommation.

L'évolution des commandes, franchement positive, résulte pour une large part d'une rapide augmentation des perspectives de débouchés à l'exportation, dont semblent bénéficier les industriels allemands, britanniques, espagnols et italiens, mais dans une moindre mesure les entreprises françaises.



Indices de la production industrielle - énergie incluse, hors bâtiment et travaux publics - en données corrigées des variations saisonnières. Base 100 en 1990. Sources nationales.

RÉGION • L'Amérique du Nord
Toujours dynamique

À la fin du printemps, on avait cru percevoir certains signes de ralentissement de la croissance américaine, mais dès l'été, cette idée était remise en cause. L'activité économique, très dynamique au deuxième trimestre, avec un PIB en progression de 4,1 % en rythme annuel, est restée très soutenue : la production industrielle a augmenté de 1,7 % au troisième trimestre après une hausse de 1,8 % au second ; le nombre des créations d'emplois est resté très élevé (775 000 au troisième trimestre contre 1 036 000 au deuxième mais 688 000 en moyenne pour les deux trimestres précédents).

La plupart des indicateurs conjoncturels qui s'étaient orientés à la baisse ont été corrigés par une évolution de sens inverse. À titre d'exemple, les commandes à l'industrie, qui avaient reculé de 3,9 % en juillet, ont connu une remontée de 6 % en août. Les ventes au détail (40 % de la consommation des ménages) ont progressé de 1,7 % au troisième trimestre contre 1,1 % au deuxième.

Qu'en sera-t-il dans les mois à venir ? La croissance devrait rester soutenue en cette fin d'année. L'indice NAPM établi par l'association des directeurs d'achats dans l'industrie manufacturière - qui offre une bonne corrélation avec le PIB - a gagné deux points en septembre à 58,2 (le niveau de 44,5 est synonyme d'expansion dans l'industrie). De même, l'indice des indicateurs avancés du département du commerce a progressé de 0,6 % pour août après être resté stable en juillet et n'avoir augmenté que de 0,2 % en juin.

Au total, les perspectives à court terme restent très bien orientées, mais la balance commerciale continue à se dégrader. En août dernier, le cumul sur douze mois du déficit commercial se montait à 134,4 milliards de dollars contre 123 milliards au début du printemps. Les exportations, bien que dynamisées par la faiblesse du dollar et la reprise mondiale (+17,6 % depuis août 1993), progressent moins que les importations (+20 % par rapport à août 1993). Le dollar, en conséquence, reste faible, d'autant plus que les marchés ont tendance à trouver la politique monétaire insuffisamment restrictive.

Un gros effort d'investissement à court terme est permis de stabiliser le degré d'utilisation des capacités de production ces derniers mois (autour de 84,5 %), mais les marges disponibles n'en sont pas moins réduites. Les risques d'inflation pourraient aussi provenir des salaires : jusqu'à présent, la diminution du taux de chômage (à 5,9 % en septembre) n'a pas conduit à une accélération des hausses salariales (2,5 % en glissement annuel) ; mais si les gains de productivité dépassent 5 % dans l'industrie manufacturière et donc provoquent des baisses de coûts salariaux unitaires, la productivité marque le pas pour l'économie

considérée globalement (elle a même reculé d'environ 2,5 % au deuxième trimestre).

Les signes de tension, sans doute venus pour une bonne part de la hausse des cours des matières premières, se transmettent aux prix de production (+13,7 % sur douze mois pour les produits bruts en septembre contre 6,6 % en avril et +3,4 % pour les biens intermédiaires contre 1,5 % en avril).

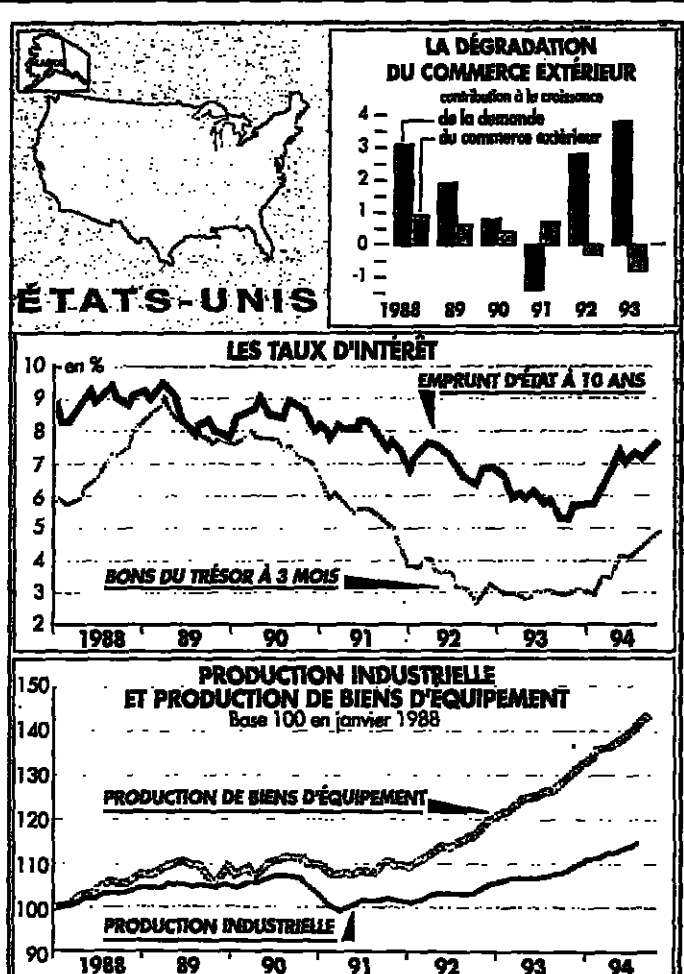
Dans ce contexte, l'attentisme de la Réserve fédérale - rien n'a été fait depuis le relèvement du taux des fédéraux de 4,25 % à 4,75 % le 16 août - n'est jugé favorablement ni par les marchés obligataires. Sa crédibilité serait même en cause, d'après les commentaires qui ont suivi les nominations récentes à la Fed de deux économistes, Blinder et Yellen, soupçonnés d'être des « colombes » en matière d'inflation (*inflation doves*).

Dans l'attente, d'une part, de signes crédibles d'une modulation de l'activité ramenant la progression du PIB d'un rythme de l'ordre de 3,5 % à environ 2,5 %, chiffre considéré comme reflétant l'évolution du potentiel de l'économie américaine et, d'autre part, d'un resserrement jugé suffisant du réglage de la politique monétaire, le marché obligataire s'est de nouveau dégradé. Le taux de rendement des obligations du Trésor à trente ans a progressé quasi régulièrement, de 7,45 % début septembre à 8,16 % le 30 octobre. Parallèlement, le dollar connaissait de nouveaux accès de faiblesse, tant sous l'influence de la situation américaine qu'en raison, plus récemment, de l'impact du succès d'Helmut Kohl aux élections législatives allemandes. La monnaie américaine a atteint un point bas à 1,50 deuschemark, le 18 octobre. Contre le yen, un niveau historique a été atteint le 21 octobre à 96,50.

Au Canada, la conjoncture a été marquée par un double progrès, à la fois sur le plan de la désinflation, devenue quasi nulle en glissement à la mi-1994, et sur celui de l'activité. La croissance, de 2,2 % en 1993, dépasserait légèrement 4 % cette année, sous l'effet, notamment, d'un investissement très dynamique (+10 %). Les objectifs en matière de réduction du déficit public sont ambitieux : 25 milliards de dollars canadiens pour l'année fiscale 1995-1996, soit 2,5 % du PIB, contre 39 milliards environ pour 1994-1995. Peut-être ne seront-ils pas atteints, des économies sur les dépenses sociales ayant été différées.

En dépit du risque politique lié à la victoire des indépendantistes au Québec, la monnaie canadienne s'est bien tenue, ce qui a dispensé d'un resserrement de la politique monétaire : le poids de la montée des taux d'intérêt américains devrait toutefois se faire tôt ou tard ressentir.

Philippe d'Arvisenet
Directeur des études
économiques de la BNP



PAYS • Le Mexique

Contrainte extérieure

L'ANNÉE 1994, qui a vu l'entrée en vigueur de l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain), a été particulièrement agitée au Mexique. La rébellion des Indiens du Chiapas, l'assassinat du candidat du parti au pouvoir Luis Colosio avant l'élection présidentielle, tout cela a créé un climat d'incertitude politique qui risquait d'entamer la confiance des marchés financiers dans l'avenir du pays. Fort heureusement, une amélioration de la conjoncture et un relatif apaisement politique depuis l'élection d'Ernesto Zedillo se sont dessinés ces derniers mois.

La politique d'assainissement menée en 1993 par le gouvernement mexicain a réussi à limiter l'inflation à 9,7 % (15,4 % en 1992). Les comptes publics ont été ramenés à l'équilibre (le déficit était de 4 % du PIB en 1990), la hausse du salaire minimum a été plafonnée à 4 %. De nouveaux progrès sur le front des prix sont attendus cette année (7,5 % environ), mais la croissance s'est fortement ralentie à 0,4 %, dans un pays où la population continue de s'accroître à un rythme proche de 2 % par an.

Malgré cette modulation de l'activité, la balance des paiements courants est restée fortement déficitaire en 1993 (de 20,5 milliards de dollars contre 22,8 en 1992). Cette année, le déficit devrait encore se creuser, avec la reprise de la croissance que l'on observe depuis janvier (de -0,8 % au troisième trimestre 1993 à +3,8 % au deuxième trimestre 1994). Il pourrait approcher les 30 milliards de

dollars cette année et les dépasser en 1995, ce qui représenterait 7 % du PIB. Le « pacte pour le bien-être, la stabilité et la croissance », élaboré en septembre, est marqué par la continuité : priorité à la maîtrise de l'inflation, réaffirmation du principe de l'équilibre des finances publiques, contrôle des prix et des salaires, maintien de la politique de change.

L'effort à mener n'est pas négligeable. D'une part, il est plus difficile d'équilibrer les finances publiques avec des recettes de privatisations dont le montant attendu se contracterait : 0,5 % de PIB environ cette année contre 3 % en 1992 et 3,5 % en 1993. D'autre part, la détérioration du solde de la balance courante paraît d'autant plus préoccupante que les entrées de capitaux privés non bancaires, très fortes jusqu'à la fin du premier trimestre, ont, depuis la crise de change d'avril, fait place à des sorties nettes. Cela a affecté les réserves de change, conduit à une remontée très sensible des taux d'intérêt à court terme (autour de 15 % pour les titres d'Etat à un mois contre 9 % en février) et amené l'Etat à offrir une garantie de change pour certaines catégories de titres publics détenus par les non-résidents.

Dès lors, même si les perspectives du Mexique, désormais intégré dans l'ALENA, sont indéniablement très favorables à moyen et long terme, la question du respect de la continuité extérieure paraît aujourd'hui devenir plus pressante.

Ph. d'A.

SECTEUR • La lunetterie-optique
Reprise en vue

C'EST visible à l'œil nu. Pour la lunetterie, la Chine est déjà éveillée. À la sortie de ses usines, une paire de lunettes vaut parfois moins d'un dollar américain. « Ce pays a fait, en trois ou quatre ans, une apparition fulgurante parmi les producteurs de bas de gamme », constate Jean-Marie Berthe, secrétaire général du Groupement des industries françaises de l'optique (GIFO), qui réunit les chambres syndicales d'Yonnax (Ain), Morez (Jura) et Paris. Sur le haut de gamme aussi, la compétition est devenue de plus en plus dure. Depuis la dévaluation de la lire, à l'automne 1992, les fabricants italiens, connus pour leur souplesse d'adaptation et leur créativité, ont obtenu un redoutable avantage commercial.

Malgré tout, au premier semestre, les besoins du marché national - 26,4 millions de porteurs de lunettes sur 57,5 millions d'habitants - ont encore été couverts par la moitié (53 %) par les cent vingt entreprises françaises de la profession (dont 63 seulement comptent plus de vingt salariés). Pour les montures de lunettes (619,3 millions de francs d'exportations et 291,4 millions de francs d'importations) comme pour les verres optiques (452,2 millions de francs de ventes à l'étranger, contre 289,7 millions de francs d'achats), la balance commerciale était à leur avantage. Pour les lunettes solaires et de protection (281,2 millions de francs d'exportations et 240,7 millions de francs d'importations), en revanche, les choses étaient moins nettes.

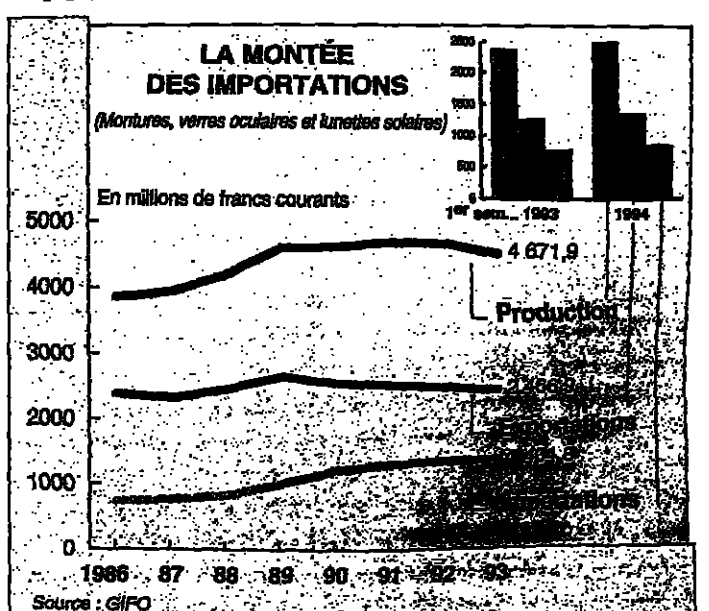
Au total cependant, la valeur de la production française a recommencé d'augmenter au premier semestre 1994. Les prix ne sont pas fameux, mais le nombre d'unités produites remet un peu de baume au cœur, après « une sale période », déclare Jean Carquat, secrétaire général du Salon international de la lunetterie et de la monture optique (SILMO), qui a lieu du 28 au 31 octobre. Les importations, néanmoins, continuent à augmenter aussi. En France, pourtant, souci d'économie aidant, on commence à rééquiper en verres des montures

anciennes. Heureusement, l'exportation se tient mieux. Pour l'entreprise L'Amey, de Morez, qui était le premier fabricant français de montures métalliques, le sursaut de la conjoncture est venu un peu tard. La totalité du capital de la société a été racheté par le groupe anglo-américain Benson Eyecare Corporation. A ses plus beaux jours, L'Amey s'ajugeait 12 à 13 % du marché français des montures métalliques. Après avoir failli disparaître, ce fabricant de renom compte moins de neuf cents salariés, contre 1 535 en 1992. En fait, il a mal « digéré » la reprise de quatre entreprises de lunettes solaires, unies sous la raison sociale HML, intervenue juste avant la tempête monétaire et le fléchissement du marché. Les difficultés ont été aggravées par des dissensions dans le groupe familial majoritaire.

Cet exemple atteste que les « petits » n'ont pas été seuls à souffrir de la crise. Les industriels ont dû s'accommoder plus souvent d'une plus grande dépendance à l'égard de donneurs d'ordres, avec le développement de chaînes comme Affilou ou GrandOptical. La profession a souffert. Selon le GIFO, ses effectifs salariés ont encore diminué de 7,5 % en 1993, soit une baisse d'environ 25 % en dix ans, pour revenir à 9 931 personnes. L'hémorragie d'emplois a été particulièrement grave à Yonnax : la lunetterie de l'Ain comptait plus de trois mille salariés en 1984 ; ils sont moins d'un millier aujourd'hui.

« Il y a un vrai problème de compétitivité en Europe », plaide Jean-Marie Berthe, en rappelant que la fabrication d'une monture métallique demande plus de deux cents opérations. Les industriels allemands Carrera et Rodenstock, eux, « décollent », vers la Slovaquie ou vers Malte. En revanche, avec une progression de 10,4 % de son chiffre d'affaires sur les neuf premiers mois de 1994, Essilor, géant français du verre optique (13 000 salariés dans le monde), tire déjà avantage de sa présence en Asie et en Amérique du Nord, où son verre progressif fait un « tabac » chez les presbytes.

Gérard Buéas



Les graphiques et les cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du Monde.